

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ISERE

Répertoire numérique détaillé

de la sous-série

5 K

CONSEIL DE PRÉFECTURE DE L'ISERE (1800-1926)

et

**CONSEIL DE PRÉFECTURE INTERDÉPARTEMENTAL
DE GRENOBLE (1926-1953)**

établi par

Mathilde Franitch
adjoint du patrimoine

et

Caroline Wahl
assistant qualifié du patrimoine

sous la direction

d'Hélène VIALLET
directrice des Archives départementales de l'Isère

2008

Mise à jour le 27 mars 2025

INTRODUCTION

HISTORIQUE ET INTERET DU FONDS

1. Historique

Le Conseil de préfecture

Le Conseil de préfecture est créé par la loi du 28 pluviôse an VIII, art. 4 (17 février 1800). Il répond à la volonté du législateur d'améliorer l'efficacité de la gestion du contentieux administratif. Les institutions locales établies par la constitution de l'an III n'avaient en effet prévu aucune instance chargée spécifiquement de juger le contentieux existant entre les particuliers et l'administration. Par ailleurs, les rapporteurs de la loi souhaitaient assurer le respect du principe de séparation des pouvoirs, puisque le contentieux administratif échappait au préfet, représentant de l'exécutif. Cependant, il se voit attribuer la présidence du Conseil de préfecture avec voix prépondérante, afin de garantir le respect des intérêts de l'administration. Ajoutée au faible niveau juridique des premiers conseillers, cette situation crée d'abord une certaine confusion entre juridiction et administration.

Dépourvus de toute procédure, les Conseils de préfecture ont fonctionné de manière diverse de l'an VIII à 1862 suivant les usages locaux et les actes du Gouvernement ou du Conseil d'Etat. Le décret du 30 décembre 1862 établit la publicité des audiences, l'obligation de faire un rapport pour chaque affaire, et la faculté pour les parties de présenter leurs observations, soit en personne, soit par mandataire. Un ministère public, représenté par le secrétaire général de la préfecture, et un greffe sont mis en place auprès de chaque conseil. Ce décret est complété par la loi du 21 juin 1865 qui porte le règlement provisoire des formes et des délais dont les arrêtés du Conseil de préfecture peuvent être attaqués, les règles à suivre en matière d'expertise, d'enquête et de visite des lieux. Un décret du 12 juillet 1865 règle l'introduction des affaires, la formation des dossiers, les communications, l'organisation des séances publiques, la rédaction, l'expédition et la conservation des décisions. Ce décret a été remplacé par la loi du 22 juillet 1889, qui lui emprunte une partie des dispositions. Cette loi a véritablement fixé la procédure du Conseil de préfecture. La procédure du Conseil de préfecture présente trois particularités par rapport aux tribunaux judiciaires : l'instruction se fait par écrit, les formes sont simples et économiques, le conseil dirige lui-même l'instruction.

Le conseil de préfecture se prononce en première instance, l'appel se faisant en Conseil d'Etat.

En Isère, le préfet est assisté d'un conseil de préfecture de cinq membres. Les conseillers sont nommés et révoqués par le chef de l'Etat, et généralement recrutés parmi le personnel administratif légué par la Révolution ou parmi les riches propriétaires du département. Le Conseil de préfecture est présidé par le préfet, et en son absence, par le plus ancien conseiller. Il est permanent mais se réunit rarement.

Le Conseil de préfecture interdépartemental

La réforme générale de la justice de 1926 touche le Conseil de préfecture. Ainsi, les décret-lois des 6 et 26 septembre 1926 portent suppression des Conseils de préfecture et création de Conseils de préfecture interdépartementaux¹. Un projet de loi déposé le 29 juin 1926 au Sénat proposait en effet la "substitution aux Conseils de préfecture de vingt-deux juridictions administratives interdépartementales dénommées conseils administratifs, dans des conditions de nature à diminuer considérablement le nombre des magistrats administratifs et à réaliser une amélioration notable dans le fonctionnement de la justice du premier degré".

¹ J.O. du 9 septembre 1926, p.10074.

Le Conseil de préfecture interdépartemental voit son siège fixé à Grenoble. Son ressort comprend les départements de l'Isère, de la Drôme, des Hautes-Alpes, de la Savoie et de la Haute-Savoie. Des greffes annexes se trouvent à Valence, Gap, Chambéry et Annecy. Il est désigné soit sous le terme de Conseil interdépartemental de préfecture de Grenoble, soit sous celui de Conseil de préfecture interdépartemental de l'Isère, de la Drôme, des Hautes-Alpes, de la Savoie et de la Haute-Savoie. Lors de la création des tribunaux administratifs, le département des Hautes-Alpes est rattaché au tribunal administratif de Marseille.

Le Conseil de préfecture interdépartemental se compose d'un président et de quatre conseillers, dont l'un est chargé des fonctions de commissaire du Gouvernement (art. 3), nommés par décret sur la proposition du ministre de l'Intérieur. La présidence n'est plus assurée par le préfet et les secrétaires généraux ne représentent plus le ministère public. Ces deux fonctions sont exercées par des membres du tribunal.

Les tribunaux administratifs créés par décret du 30 septembre 1953 deviennent des juridictions administratives de droit commun, dont l'objectif est de décongestionner le Conseil d'Etat.

2. Compétences

La compétence du Conseil de préfecture se définit d'après le lieu où a été commis le fait litigieux, et non d'après le domicile des parties ou le caractère de l'action. D'une façon générale, les questions relatives à la propriété relèvent des tribunaux de l'ordre judiciaire.

Les attributions du Conseil de préfecture se définissent progressivement au cours du XIX^e siècle, au fur et à mesure que les textes législatifs et réglementaires lui attribuent de nouvelles compétences. Les progrès techniques induisent de nouveaux domaines d'intervention dans le chemin de fer, le télégraphe, le téléphone, le gaz. Le Conseil de préfecture intervient dans le domaine contentieux, puis peu à peu dans le domaine non contentieux, jouant un rôle de conseil. Ses attributions peuvent se diviser en quatre domaines : attributions contentieuses, attributions répressives, attributions consultatives et attributions de tutelle administrative.

2.1 Les attributions contentieuses

Les ateliers dangereux et insalubres

Le Conseil de préfecture intervient dans les contentieux liés à l'autorisation, accordée par le préfet ou le sous-préfet, de construire un établissement dangereux ainsi que dans les contentieux liés au non-respect des autorisations de construire. L'autorité judiciaire est compétente pour les questions liées à la propriété des établissements dangereux et insalubres, à l'indemnisation suite à la suppression d'usines pour cause d'utilité publique et aux contraventions résultant d'une exploitation illicite.

Les bois

Le Conseil de préfecture intervient en cas de contentieux liés à l'adjudication, au rachat de droits d'usage de pâturage, de pacage et de glandage requis par l'administration, aux contestations relatives à l'état et à la possibilité des forêts, à l'exercice des droits des usagers, et à la conversion en bois et à l'aménagement de terrains en pâturages. L'autorité judiciaire est compétente pour les questions liées au droit de propriété, telles que les contestations liées aux limites, aux adjudications des coupes de bois, au rachat des servitudes de pâturage par des particuliers.

Les communes

Le Conseil de préfecture est compétent en matière de partage des biens communaux, modes de jouissance, usurpation, pourvu que la qualité communale ne soit pas contestée, vente de biens communaux. Le contentieux en matière de travaux communaux, entre un entrepreneur et une commune, représente une large part des affaires soumises au Conseil de préfecture, qu'il s'agisse de

contestations liées soit au respect des clauses et à l'exécution du marché, soit aux dommages causés aux biens ou aux personnes par l'exécution des travaux publics.

En matière de comptabilité publique, le Conseil de préfecture prononce l'apurement définitif des comptes du receveur municipal – de 1823 à 1935 – et l'apurement de la gestion de fait ou de la gestion occulte commises par des personnes non qualifiées dans la gestion des deniers publics (généralement le maire ou le conseil municipal).

Enfin, le Conseil de préfecture autorise les communes à plaider devant les juridictions, conséquence du placement des communes sous tutelle administrative. L'autorisation de plaider est supprimée par la loi du 8 juillet 1905.

Toutes les questions relevant du droit de propriété sont transmises à l'autorité judiciaire compétente.

L'assistance et la prévoyance sociales

- *Les hospices*

Le Conseil de préfecture juge les contestations entre les départements et les hospices sur les indemnités qui peuvent être réclamées par ces établissements pour les asiles d'aliénés. Le préfet défend les intérêts de l'asile d'aliénés, établissement départemental créé par la loi du 30 juin 1838, contre les hospices communaux qui accueillaient les aliénés.

- *Le domicile de secours*

La loi sur l'assistance médicale gratuite du 15 juillet 1893 dispose que "tout Français malade, privé de ressources, reçoit gratuitement de la commune, du département et de l'Etat, suivant son domicile de secours, l'assistance médicale à domicile ou, s'il y a impossibilité de le soigner utilement à domicile, dans un établissement hospitalier." Le domicile de secours s'acquiert après un an de résidence ininterrompue dans une commune et se perd par une absence ininterrompue d'un an ou par l'acquisition d'un autre domicile de secours. En l'absence de secours communal, l'assistance incombe au département dans lequel le malade privé de ressource réside. En l'absence de domicile de secours communal ou départemental, l'assistance incombe à l'Etat. Les enfants assistés ont leur domicile de secours dans le département où ils résident. La loi du 14 juillet 1905 porte à cinq ans le délai d'acquisition du domicile de secours.

Le Conseil de préfecture est compétent pour les contestations relatives au fonctionnement du service d'assistance médicale gratuite dans le département, au rattachement des communes à un hôpital et à la part de la dépense incombant aux communes et au département (art. 4 et 5 de la loi de 1893), ainsi que les réclamations des commissions administratives des hôpitaux relatives à la fixation du prix de journée, fixé par arrêté préfectoral (art. 24).

- *L'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables*

La loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables donne une assistance à "tout Français privé de ressources, incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence et, soit âgé de plus de soixante-dix ans, soit atteint d'une infirmité ou d'une maladie reconnue incurable". L'assistance est donnée par la commune où l'assisté a son domicile de secours, ou à défaut de domicile de secours communal par le département, ou à défaut de tout domicile par l'Etat. Les critères d'attribution du domicile de secours sont définis par la loi du 15 juillet 1893, mais le délai requis pour l'acquisition ou la perte du domicile de secours est porté à cinq ans. A partir de 65 ans, nul ne peut acquérir un nouveau domicile de secours ni perdre celui qu'il possède.

Les contentieux relatifs au domicile de secours sont jugés par le Conseil de préfecture du département où la personne a sa résidence. En cas de désaccord entre la commission administrative de l'hospice et le préfet, et entre la commission administrative des bureaux de bienfaisance et des hospices et les conseils municipaux sur l'exécution des dispositions contenues aux articles 23 (prix de journée), 27, 30, 31 (subvention et financement), il est statué par le Conseil de préfecture du département où est situé l'établissement.

Le contentieux électoral

Le Conseil de préfecture connaît les réclamations concernant les élections politiques locales, telles que les conseillers municipaux, les maires et adjoints, les conseillers d'arrondissement et les délégués

sénatoriaux. Les griefs portent sur l'atteinte à la liberté et à la sincérité du vote, sur l'inéligibilité et l'incompatibilité du candidat élu, sur les erreurs commises par les organes chargés de dépouiller, recenser ou proclamer les résultats, et sur le non respect des formes substantielles exigées par la loi pour garantir la liberté, la sincérité et l'exactitude du vote.

Le Conseil de préfecture est également compétent pour les contestations relatives aux élections syndicales et à celles des conseils de prud'hommes.

Les domaines nationaux

La loi de l'an VIII confère au Conseil de préfecture une compétence générale sur les domaines nationaux. A la fin du XIX^e siècle, elle est restreinte aux contestations entre l'Etat et les acheteurs des biens de l'Etat autres que ceux vendus à la suite de la Révolution.

Les accidents aux personnes suite à des travaux publics

Après plusieurs variations de jurisprudence, les demandes d'indemnités pour dommages causés aux personnes relèvent du Conseil de préfecture.

Le contentieux fiscal

- *le contentieux des impôts directs*

Les réclamations portées devant le Conseil de préfecture concernent principalement des demandes en décharge, en réduction, en remise ou en modération d'impôts directs. Créés par la Révolution (loi des 18 février/17 mars 1791), les impôts directs sont au nombre de quatre : contribution mobilière, patente, droit d'enregistrement, timbres. Les demandes en décharge sont ordinairement motivées sur l'erreur : soit le réclamant est indûment taxé ou cotisé, soit le réclamant conteste la taxation ou la cotisation dans la commune où il a été imposé. Les demandes en réduction reposent sur le fait que chaque citoyen a droit à une répartition proportionnelle, en fonction de ce qu'il possède.

La compétence des Conseils de préfecture s'étend naturellement aux réclamations contentieuses individuelles concernant les nombreuses taxes assimilées aux contributions directes.

Le Conseil de préfecture se prononce également en matière de contentieux sur le classement des propriétés par le cadastre et en matière de contributions indirectes, relatives à l'impôt sur les boissons. Le reste du contentieux des contributions indirectes appartient aux tribunaux de l'ordre judiciaire.

- *le contentieux des taxes assimilées aux impôts directs*

La grande majorité des contestations, en Isère, concerne le montant de la participation financière exigée des membres des associations syndicales autorisées ou obligatoires de propriétaires, pour la construction, au cours de la première moitié du XIX^e siècle, de digues destinées à protéger les propriétés des crues de l'Isère ou du Drac.

- *les bouilleurs de cru*

Le décret du 25 juin 1935 affranchit, dans les départements qui en font la demande, les bouilleurs de cru de toute déclaration de fabrication et affranchis de l'exercice, moyennant un paiement, pour chaque campagne de distillation, d'une somme forfaitaire correspondant, pour l'ensemble du département, à la moyenne des quantités d'alcool pur fabriqué. La somme forfaitaire est répartie entre les communes par le conseil général. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées comme en matière de contributions directes.

Les places de guerre

La compétence du Conseil de préfecture est contentieuse et répressive. En matière contentieuse, il se prononce d'une part sur les réclamations formées par les propriétaires de terrains situés dans les zones de servitude militaire (constructions ou réparations illégales, fouilles, dépôts ou encombrements). D'autre part, il est compétent pour décider si une place est ou non classée comme place de guerre. Les questions liées aux servitudes militaires relèvent des attributions répressives du Conseil de préfecture.

En matière de limite de propriété, les propriétaires n'ont de recours devant le Conseil de préfecture que sur l'application des limites légales, dont la détermination constitue un acte de bornage administratif qui ressort du ministre de la guerre.

Par ailleurs, les travaux effectués aux places de guerre ont la nature de travaux publics. A ce titre, le contentieux lié au respect des clauses et à l'exécution du marché ainsi que celui lié aux dommages causés par l'exécution des travaux publics ressortent du Conseil de préfecture.

Les cours d'eau

Le Conseil de préfecture est saisi dans les contestations liées aux travaux de curage des canaux et rivières non navigables, et aux travaux d'entretien des digues et ouvrages qui s'y rapportent.

L'administration est chargée de la police des eaux – les contraventions liées aux cours d'eau sont des contraventions de grande voirie – et de la garantie de l'utilité publique.

Cependant, l'application des arrêtés préfectoraux appartient aux tribunaux de droit commun, en l'espèce les juges de simple police (art.471-5° du Code pénal).

2.2 Les attributions répressives

Le Conseil de préfecture connaît les contraventions aux lois et règlements dans de nombreux domaines. Il ne peut prononcer que des amendes et ordonner la destruction des ouvrages faits en contravention. Ils n'ont pas le pouvoir d'appliquer des peines corporelles ou d'ordonner l'exécution de travaux sur la voie publique. Les principaux domaines de compétence ont trait :

- aux délits de grande voirie et à la police du roulage ;
- à la conservation des travaux de dessèchement, des digues contre les torrents, rivières et fleuves et des ouvrages à la mer ;
- à la police des carrières et des tourbières ;
- aux servitudes militaires qui grèvent les terrains joignant les places de guerre et postes militaires ;
- aux servitudes résultant de la délimitation de la zone frontière ;
- aux lois et réglementations sur la police des lignes télégraphiques.

Les délits de voirie et du roulage

Le réseau routier français est divisé en grande voirie et petite voirie, qui ne sont pas soumises à la même réglementation. La grande voirie comprend les routes nationales et départementales, la petite voirie, les chemins vicinaux et les chemins ruraux. La loi du 21 mai 1836 a divisé les chemins vicinaux en trois catégories : chemins de grande communication, chemins d'intérêt commun, chemins de petite vicinalité.

L'entretien des routes nationales est à la charge de l'Etat, celui des routes départementales à la charge des départements. La petite voirie est à la charge des communes.

Le Conseil de préfecture connaît les contraventions en matière de grande voirie. Celles de petite voirie sont du ressort des tribunaux judiciaires. Cependant, le Conseil de préfecture est chargé de réprimer les anticipations faites par plantations ou de toute autre manière sur le sol des chemins vicinaux.

- *la grande voirie*

La compétence du Conseil de préfecture est définie par les lois du 28 pluviôse an VIII et du 29 floréal an X. Il se voit attribuer le droit de réprimer et de poursuivre les contraventions de grande voirie. Avec l'apparition du chemin de fer, les lignes, même locales, sont considérées comme relevant de la grande voirie.

Les faits constitutifs de contravention de grande voirie sont variés : anticipations (empiètements de toute nature qui seraient commis sur ces routes), non-respect de la législation de l'alignement, dégradation des routes, fouilles (et enlèvement de gazon, terres ou pierres), comblement des fossés,

embarras de la voie publique par des dépôts d'objets, plantations d'arbres, digues contre les torrents, rivières et fleuves, police des carrières et des tourbières, servitudes militaires qui grèvent les terrains joignant les places de guerre et postes militaires.

Afin de garantir la liberté de circulation, il est nécessaire de restreindre la liberté de roulage, dans le but de prévenir les accidents qui pourraient résulter de la fréquentation des voies publiques par les voitures et d'éviter les dégradations aux routes par suite de la circulation des moyens de transport.

Cinq types de contraventions sont principalement réprimées :

- jantes étroites (la réglementation repose sur le fait que le taux des chargements doit être proportionné à la largeur des jantes des roues de voitures) ;
- excédent de poids ;
- absence de plaque identifiant le propriétaire de la voiture (en cas d'accident, les parties concernées doivent pouvoir avoir recours contre les propriétaires) ;
- moyeux trop longs (il s'agit d'éviter les chocs de voitures, les encombrements et les accidents qui peuvent en résulter) ;
- dommages causés aux routes à l'occasion de l'établissement des barrières de dégel.

Les autorités judiciaires connaissent les voies de fait provenant, soit des agents chargés de verbaliser, soit des particuliers soumis aux vérifications prescrites. Elles connaissent également les infractions à un arrêté préfectoral qui défend que la largeur du chargement des voitures puisse dépasser la largeur des moyeux des voitures (ordonnance du 22 février 1838).

- *la petite voirie*

La loi du 9 ventôse an XIII donne au Conseil de préfecture une compétence exceptionnelle sur les chemins vicinaux pour ordonner la restitution du sol usurpé et réprimer les anticipations, c'est-à-dire les empiètements de toute nature qui seraient commis sur ces routes : plantations d'arbres qui diminuent la largeur de la route, modifications de l'alignement, dégradations, ouvertures de fossés. Dans son rôle de conservateur des chemins vicinaux, le Conseil de préfecture est compétent pour déterminer, après expertise contradictoire, la subvention extraordinaire à imposer aux propriétaires ou entrepreneurs qui, par des exploitations de mines, de carrières, de forêt ou de toute autre entreprise industrielle, dégradent habituellement ou temporairement les chemins qu'ils parcourent (loi du 28 juillet 1824, art. 7).

Le Conseil de préfecture peut ordonner la réparation du dommage causé ou la restitution de la portion de voie usurpée, mais il ne peut prononcer des amendes.

2.3 Les attributions consultatives

Le Conseil de préfecture est appelé à émettre son avis soit sur les affaires que le préfet doit, en application de la loi, décider en Conseil de préfecture, soit sur les actes d'administration au sujet desquels le préfet juge bon de prendre son avis. La décision qui en découle est un arrêté préfectoral. La circulaire du 29 septembre 1835 indique le contenu : "Le préfet du département de ... séant en Conseil de préfecture, où étaient présents MM...". La loi, le décret ou l'ordonnance en vertu duquel le préfet statue doit être visée. La consultation du Conseil de préfecture est mentionnée par l'expression "l'avis du Conseil de préfecture entendu". L'arrêté est signé par le préfet seul et inscrit dans le registre des arrêtés du préfet et non sur celui du Conseil de préfecture.

2.4 Les attributions de tutelle administrative

Les communes, les hospices et les établissements de bienfaisance ne peuvent plaider sans y être autorisés par le Conseil de préfecture. Un contribuable peut exercer une action en lieu et place d'une commune, avec autorisation du Conseil de préfecture. La demande d'autorisation de plaider est supprimée par la loi du 8 juillet 1905.

Intérêt du fonds

Le fonds du Conseil de préfecture présente un intérêt pour l'histoire politique locale, avec par exemple les contentieux liés à la déchéance des élus communistes en 1940. L'histoire sociale locale peut être appréhendée notamment par le biais des dossiers de contentieux concernant la fixation du domicile de secours, l'emploi de fonctionnaires, les accidents de la circulation liés aux travaux publics ou au mauvais état des chaussées. L'histoire économique est largement représentée, notamment dans les contentieux fiscaux qui portent majoritairement sur la taxe sur le chiffre d'affaires, ou dans ceux liés aux subventions industrielles que les entrepreneurs sont tenus de payer pour dégradation des chemins par leurs voitures. Les dossiers de contentieux communal renseignent sur l'histoire locale : construction d'écoles, aménagement du territoire, distribution d'énergie électrique.

PRESENTATION DU CONTENU

Classement des dossiers

Les dossiers de procédure sont classés par département, par thème puis par communes, car la compétence du Conseil de préfecture se définit par le lieu où s'est produit le fait litigieux.

Certaines communes ont pu changer de nom, fusionner ou être supprimées depuis 1800. Pour la période couverte par le Conseil de préfecture, 1800-1953, elles peuvent avoir existé de manière indépendante et avoir des dossiers de contentieux. Ainsi, Jallieu a été réunie à Bourgoin en 1970 pour former la commune de Bourgoin-Jallieu. Pour retrouver des dossiers concernant cette commune, il faut consulter les dossiers relatifs à Bourgoin et ceux relatifs à Jallieu. L'index fait les renvois nécessaires.

1. Conseil de préfecture de l'Isère (1800-1926)

Généralités

- 5 K 1-7 Organisation et fonctionnement (1863-1925)
- 5 K 8-68 Arrêtés (an VIII-1912)
- 5 K 69-92 Réclamations en matière de contributions, comptes de gestion des communes (1813-1928)

Dossiers de contentieux

- 5 K 93-105 Registres du mouvement des affaires (1811-1955)
Dossiers de procédures
- 5 K 106-154 Contentieux communal : communes, hospices, hôpitaux, offices d'habitations à bon marché (1810-1926)
- 5 K 155 Contentieux électoral (1869-1924)
- 5 K 156-167 Contentieux concernant la voirie (routes nationales, routes départementales, chemins de grande communication) ; police du roulage (1877-1925)
- 5 K 168-182 Contentieux concernant les chemins de fer, par lignes, et les tramways (1873-1929)
- 5 K 183-193 Contentieux concernant les rivières et cours d'eau (classement dans l'ordre alphabétique des cours d'eau) (1845-1925)
- 5 K 194-202 Contentieux avec l'administration militaire (1867-1923)

5 K 203-206 Contentieux fiscal (1892-1927)

5 K 207-209 Pourvois en Conseil d'Etat (1891-1926)

2. Conseil de préfecture interdépartemental de Grenoble (1926-1953)

Généralités

5 K 210 Organisation et fonctionnement (1932-1951)

5 K 211-244 Arrêtés (1926-1955)

5 K 245-248 Décisions du Conseil d'Etat (1926-1947)

Dossiers de contentieux

5 K 249-577 Dossiers de procédures de contentieux, classés par département puis par thématiques

5 K 249-301 Hautes-Alpes (1926-1953)

249-266 Contentieux communal
267 Contentieux électoral
268-273 Contentieux au sujet des voies de communication
274-275 Contentieux au sujet des chemins de fer et des tramways
276-283 Contentieux au sujet des cours d'eau
284-287 Contentieux au sujet des bâtiments militaires
288-296 Contentieux fiscal
297-299 Pourvois en Conseil d'Etat
300-301 Autres contentieux

5 K 302-343 Drôme (1926-1953)

302-317 Contentieux communal
318 Contentieux électoral
319-324 Contentieux au sujet des voies de communication
325-327 Contentieux au sujet des chemins de fer et des tramways
328-333 Contentieux au sujet des cours d'eau
334 Contentieux au sujet des bâtiments militaires
335-339 Contentieux fiscal
340-343 Autres contentieux

5 K 344-474 Isère (1926-1953)

344-412 Contentieux communal
413 Contentieux électoral
414-421 Contentieux au sujet des voies de communication
422-431 Contentieux au sujet des chemins de fer et des tramways
432-448 Contentieux au sujet des cours d'eau
449 Contentieux au sujet des bâtiments militaires
450 Contentieux au sujet des bâtiments départementaux
451-472 Contentieux fiscal
473-474 Pourvois en Conseil d'Etat

5 K 475-531	Savoie (1926-1953)
475-500	Contentieux communal
501	Contentieux électoral
502-510	Contentieux au sujet des voies de communication
511-513	Contentieux au sujet des chemins de fer et des tramways
514-515	Contentieux au sujet des cours d'eau
516-522	Contentieux au sujet des bâtiments militaires
523-526	Contentieux fiscal
527-531	Autres contentieux
5 K 532-576	Haute-Savoie (1926-1953)
532-548	Contentieux communal
549	Contentieux électoral
550-555	Contentieux au sujet des voies de communication
556-559	Contentieux au sujet des chemins de fer et tramways
560-566	Contentieux au sujet des cours d'eau
567	Contentieux au sujet des bâtiments militaires
568-573	Contentieux fiscal
574-576	Autres contentieux

CLASSEMENT DES DOCUMENTS

Lors de leur versement aux Archives départementales de l'Isère, les documents ont été cotés 8 K de manière chronologique. Ce classement ne facilitant pas les recherches puisqu'il implique de connaître la date du jugement, un travail d'analyse a été entrepris depuis 2001 pour reclasser les dossiers thématiquement. Il n'a pas été possible de faire une table de concordance entre l'ancienne cote 8 K et la nouvelle cote 5 K, car les anciennes cotes ont été entièrement démantelées.

COMMUNICABILITE

Le fonds est librement communicable sauf les dossiers de procédure, soumis à une communicabilité de 75 ans à compter de la date de clôture du dossier, en application de la loi n°2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives.

MODALITES D'ENTREE

Le Conseil de préfecture a effectué plusieurs versements qui se répartissent en deux périodes. La première correspond aux versements² des années 1926 et 1927, vraisemblablement liés à la transformation du Conseil de préfecture départemental en Conseil de préfecture interdépartemental. La seconde période, entre 1958 et 1965, correspond aux versements³ effectués par le tribunal administratif et liés à la suppression du Conseil de préfecture interdépartemental et à la création du tribunal administratif. Un dernier versement a eu lieu en janvier 2025. Le tribunal administratif a versé 4

² Le registre des entrées des Archives départementales de l'Isère indique sept versements.

³ Le registre des entrées des Archives départementales de l'Isère indique cinq versements.

registres d'enregistrement des requêtes (1898-1955) qui complètent la collection que l'on avait déjà. La partie postérieure à 1955 a été classée dans la série W (9115W).

IMPORTANTANCE MATERIELLE ET SUPPORT

Le fonds du Conseil de préfecture représente 581 articles (registres et liasses) et 47,07 mètres linéaires.

SOURCES COMPLEMENTAIRES

Archives départementales de l'Isère

Correspondance préfectorale (1817-1905)

- Correspondance relative aux décisions du conseil de préfecture de l'Isère (11 février-13 septembre 1817) : 181 M 298
- Contributions : correspondance au départ (30 septembre 1885-21 février 1905) : 181 M 299

Dossiers d'administration communale provenant de la préfecture de l'Isère

- 1800-1940 : sous-série 2 O (classement par ordre alphabétique de commune)
- 1940-1968 : 5996 W, 5997 W, 5998 W, 5999 W

Dossiers individuels des conseillers de préfecture (an VIII-1957) : 1 M 17, 18/1, 18/2, 68

Contentieux lié aux élections municipales en Isère (an VIII-1962) : 16 M 62, 81-82, 96, 99, 101, 103-107, 117, 239

Etablissements dangereux et insalubres (1810-1963) : sous-série 120 M

Sous-préfecture de Vienne (1833-1858) : 4 Z 221

- Police de grande et petite voirie : procès-verbaux relatifs à des constructions sans autorisation, à des alignements, à l'élagage ; registres indiquant la suite donnée aux procès-verbaux (1833-1858). Police du roulage : instructions, procès-verbaux de contravention ; registre d'inscription des contraventions (1838-1858).

Tribunal administratif

A partir de 1954, il faut se reporter aux versements, classés en série W, effectués par le tribunal administratif de Grenoble pour les départements de la Drôme et de l'Isère, de la Savoie et de la Haute-Savoie et au tribunal administratif de Marseille pour le département des Hautes-Alpes⁴.

Recueil des arrêts du Conseil d'Etat rendus en séances publiques (1840-1865) : PER 3350 / 1-13

Bulletin du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation contenant les décisions contentieuses et les arrêts en matière départementale et communale (1840-1950) : PER 3351 / 1

Lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat (1845) : PER 3352 / 1

⁴ Le premier versement du tribunal administratif de Grenoble (2865 W) contient cependant des dossiers concernant les Hautes-Alpes pour l'année, le temps que la transition se fasse avec le tribunal administratif de Marseille.

Archives départementales des Hautes-Alpes, des Bouches-du-Rhône, de la Drôme, de la Savoie et de la Haute-Savoie

Les Archives départementales conservent les archives des Conseils de préfecture départementaux qui ont existé entre l'an VIII et 1926. Elles conservent également des dossiers provenant des bureaux annexes du Conseil de préfecture interdépartemental, tels que des instructions et des circulaires, l'enregistrement des recours ou des registres d'ordres.

Les Archives départementales des Bouches-du-Rhône conservent les archives du tribunal administratif de Marseille, dont le ressort comprend le département des Hautes-Alpes.

BIBLIOGRAPHIE

Block, Maurice, *Dictionnaire de l'administration française*, Paris, Berger-Levrault, 1898. 2432 p. 4^e éd.

Brun-Jansem, M.Françoise, *Le Conseil de préfecture de l'Isère (an VIII-1926)*. Thèse pour l'obtention du grade de docteur en droit (doctorat d'Etat – Histoire des Institutions et Faits Sociaux) présentée et soutenue publiquement le 30 septembre 1975. Université des sciences sociales de Grenoble, U.E.R. faculté de Droit, 1975. 2 tomes. XVII-520 p.

Dubois de Niermont, *Organisation, compétence, jurisprudence et procédure des Conseils de préfecture*. Paris, Gustave Thorel, 1841. 534 p.

REPertoire

CONSEIL DE PREFECTURE DE L'ISERE (AN VIII-1926)

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

5 K 1*-5*	Procès-verbaux des séances du Conseil de préfecture (audiences).	1863-1913
1*	18 avril 1863-16 juin 1866	
2*	9 août 1869-5 janvier 1878	
3*	5 janvier 1878-24 août 1883	
4*	16 juin 1894-26 août 1904	
5*	25 octobre 1904-21 novembre 1913	
5 K 6*	Statistiques des travaux du Conseil.	1883-1907
5 K 7*	Correspondance diverse.	1882-1925

ARRETES

5 K 8*-47*	Arrêtés généraux.	an VIII-1910
8*	29 floréal an VIII - 28 brumaire an X (avec répertoire)	
9*	2 frimaire - 30 fructidor an X	
10*	fructidor an X - an XI	
11*	an XII	
12*	XIII - an XIV	
13*	1806 - 1808 (avec répertoire)	
14*	1809 - 1810 (avec répertoire)	
15*	1811 - 1812 (avec répertoire)	
16*	1813 - 1817	
17*	1818	
18*	1819 - 1820	
19*	1821 - 1822	
20*	1823	
21*	1824	
22*	1825 - 18 juillet 1826	
23*	22 juillet 1826 - 1828	
24*	1829-1830	
25*	1831	
26*	1832-1833	
27*	1834-1835	
28*	1836-1837	
29*	1838	
30*	1839-1840	
31*	1841-1847 (avec répertoire)	
32*	1 ^{er} janvier 1848 - 26 mars 1863	
33*	11 avril 1863 - 8 juillet 1865	
34*	8 juillet 1865 - 7 mars 1868	

35*	7 mars 1868 - 16 avril 1870
36*	23 avril 1870 - 6 juillet 1872
37*	13 juillet 1872 - 21 novembre 1874
38*	24 novembre 1874 - 22 juillet 1877
39*	22 juillet 1877 - 30 juin 1879
40*	5 juillet 1879 - 12 juillet 1883
41*	18 août 1883 - 30 octobre 1886
42*	13 novembre 1886 - 13 mars 1890
43*	8 mars 1890 - 4 février 1895
44*	16 février 1895 - 8 juillet 1899
45*	11 mars 1899 - 12 novembre 1903
46*	28 novembre 1903 - 22 novembre 1907
47*	29 novembre 1907 - 27 octobre 1910

5 K 48* Arrêtés sur pétitions.

an IX-1806

5 K 49* -58* Arrêtés en matière de délits de grande voirie et police du roulage.

1840-1863

49*	3 juin 1840 - 6 décembre 1843
50*	20 décembre 1843 - 30 août 1844
51*	7 janvier 1848 - 16 février 1849
52*	5 janvier 1849 - 7 décembre 1849
53*	4 janvier 1850 - 14 février 1851
54*	3 janvier 1851 - 12 décembre 1851
55*	2 janvier 1852 - décembre 1855
56*	1852-1855 (double partiel du précédent)
57*	14 décembre 1855 - 19 juillet 1862
58*	20 septembre 1862 - 7 mars 1863

5 K 59* -65* Arrêtés en matière d'élections.

1870-1912

59*	22 avril 1870 - 6 janvier 1872 (élections municipales)
60*	8 mai 1871 - 23 décembre 1881
61*	10 décembre 1874 - 6 février 1875
62*	18 janvier - 16 mars 1878
63*	26 mai 1884 - 27 juillet 1891
64*	30 avril 1897 - 25 novembre 1904
65*	19 mai 1905 - 6 décembre 1912

5 K 66* -68* Minutes d'arrêtés divers.

an IX-1929

66*	an IX-1812
67*	1817-1828
68*	1831-1929

RECLAMATIONS EN MATIERE DE CONTRIBUTIONS, COMPTES DE GESTION DES COMMUNES

5 K 69*-79*	Réclamations en matière de contributions : enregistrement.	1820-1919
69*	1813 - 1820	
70*	11 décembre 1868 - 3 février 1876	
71*	18 septembre 1875 - 28 mars 1882	
72*	11 janvier 1882 - 31 mars 1886	
73*	31 mars 1886 - 20 juin 1890	
74*	3 janvier 1887 - 12 juillet 1894	
75*	12 juillet 1894 - 13 mars 1899	
76*	13 mars 1899 - 21 janvier 1905	
77*	1 ^{er} février 1905 - 20 mars 1910	
78*	20 mars 1910 - 23 mai 1913	
79*	23 mai 1913 - 20 mai 1919	
 5 K 80*-82*	 Réclamations en matière de contributions : minutes (classement par arrondissement).	 1914-1928
80*	1914-1918	
81*	1919-1925	
82*	1926-1928 (partiellement pour le Conseil interdépartemental)	
 5 K 83*-84*	 Correspondances diverses principalement en matière de contributions.	 1901-1926
83*	1901-1922	
84*	1923-1926	
 5 K 85*-89*	 Homologation des comptes de gestion des communes : comptes.	 1900-1920
85*	1900-1914 ⁵	
86*	1913-1914	
87*	1915-1916	
88*	1917-1918	
89*	1919-1920 ⁶	
 5 K 90*	 Homologation des comptes de gestion de communes : procès-verbaux de notifications des arrêtés sur les comptes.	 1902-1920
 5 K 91*	 Homologation des comptes de gestion des communes : bordereau d'exécution des injonctions sur les comptes communaux.	 1912-1915

⁵ Il manque les communes de l'arrondissement de La Tour-du-Pin

⁶ Il manque les communes de l'arrondissement de Grenoble pour l'année 1920.

5 K 92 Perception de Saint-Priest, apurement des comptes de gestion et injonctions. 1904-1914

PROCEDURES

5 K 93* Registre des affaires envoyées par le ministère de l'Intérieur au Conseil de préfecture. 1814-1830

5 K 94*-105* Registres du mouvement des affaires. 1811-1953

94* 10 mars 1811 - 24 mars 1821
95* 4 avril 1821 - 28 mai 1824
96* 1822 - 1826
97* 1824
98* 1^{er} juin 1824 - 31 décembre 1830
99* 2 janvier 1831 - 10 juin 1837
100* 24 juin 1837 - 19 juin 1846
101* 30 juin 1846 - 9 janvier 1855
102* 13 avril 1863 - 28 décembre 1868
103* 2 janvier 1869 - 31 décembre 1877
104* 7 janvier 1878 - 9 octobre 1885
105* 14 novembre 1885 - 25 août 1898
578* 31 août 1898 - 25 mai 1929
579* 25 mai 1929 – 28 septembre 1943
580* 1^{er} octobre 1943 – 30 décembre 1953

5 K 581* Registre des contributions directes. 1950-1955

CONTENTIEUX COMMUNAL

5 K 106 Adrets (Les) : réclamation du solde des travaux d'abattage de bois (1890).

Allemond : la commune contre une société fournissant gaz et électricité au sujet d'une résiliation de concession (1913).

Allevard : demande du paiement d'une plus-value de maçonneries de l'école (1882-1887) ; construction de l'école de garçons (1883-1884) ; grosses réparations du Pont de Pomine sur le chemin vicinal n°15 (1879-1881) ; subventions industrielles aux entreprises concernant le chemin d'intérêt communal n°8 (1899-1900).

Ambel : délibération relative à la réclamation présentée par un propriétaire pour taxes de pâturage (1896) ; rejet par le conseil municipal de la réclamation d'un propriétaire au sujet d'une taxe de pâturage pour les bestiaux (1890) ; réclamation de plusieurs habitants contre la taxe de pâturage (1892).

Aoste : demande de paiement pour la construction de la voie de raccordement du tramway de Saint-Genix à Saint-Béron (1908).

Arandon : poursuites judiciaires concernant le passage autour du puits communal de Boucharbin (1893).

Artas : construction de l'école de filles (1907-1908).

Avenières (Les) : différend au sujet du paiement des travaux de construction du cimetière (1891-1894) ; différend au sujet du paiement d'honoraires pour la construction de deux écoles de filles à Ciers et Buvin (1903-1906).

Azieu-Quincieu : demande tendant à faire prononcer que les exposants ont le droit de reprendre les sommes souscrites par eux pour la construction de l'église et du presbytère de cette commune, la fabrique ayant été supprimée en exécution de la loi du 9 décembre 1905 (1909-1910).

5 K 107

Balbins : différend au sujet du paiement revenant à la commune dans un partage des biens communaux des Burettes et des Pierres (1895-1897).

Balme-les-Grottes (La) : procès-verbal contre un propriétaire pour empiètement sur le chemin vicinal ordinaire n°7 et sur un emplacement communal dépendant dudit chemin (1911-1912).

Beaucroissant : demande de dommages-intérêts en réparation du préjudice causé par une fausse interprétation du cahier des charges relatif à l'affermage des droits de place (1897-1898) ; une entreprise contre la commune au sujet de la résiliation de l'adjudication des travaux d'adduction et de distribution d'eau potable (1908-1910) ; contravention pour anticipation et clôture sans autorisation sur un chemin vicinal ordinaire n°1 (1911-1912).

Beaufin : différend entre la commune et l'entrepreneur au sujet de malfaçons aux travaux du presbytère (1890) ; revendication d'une parcelle communale occupée par un habitant pour l'emplacement de la fontaine publique (1891) ; action intentée à la commune par un particulier à l'effet d'obtenir le rétablissement d'une conduite détruite lors de la construction et de la réparation des fontaines publiques, ainsi que des dommages et intérêts pour le préjudice causé (1891) ; réclamation d'un particulier contre les taxes de pâturage qui lui sont imposées (1902).

Beaurepaire : demande de paiement de travaux de la construction de l'école de garçons (1885) ; demande par le conseil municipal d'interprétation d'un cahier des charges (1896-1901) ; une entreprise d'électricité contre la commune au sujet d'un paiement de dommages-intérêts pour préjudice de violation d'un contrat (1897) ; gestion occulte de l'ancien maire (1901-1908) ; une société électrique contre la commune au sujet des tarifs d'éclairage (1921).

Beauvoir-en-Royans : demande d'autorisation par le conseil municipal d'intenter une action judiciaire pour usurpation sur le sol d'un chemin communal (1889-1890) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action intentée à la commune pour faire augmenter le volume de l'eau de la fontaine publique (1890).

Bernin : procès-verbal contre un particulier pour avoir reconstruit un mur qui anticipe sur le sol du chemin vicinal n°12 (1890-1891) ; interprétation de l'arrêté de classement du chemin vicinal n°3 (1910-1911).

Besse-en-Oisans : demande d'autorisation par la commune de défendre une action judiciaire concernant la reconstruction d'un presbytère (1891) ; rejet par le conseil municipal de la réclamation formée par un particulier contre l'imposition de taxes de pâturage pour ses brebis et chèvres (1899) ; procès-verbal contre un propriétaire pour construction d'un mur sur le sol du chemin vicinal ordinaire n°1 menaçant la sécurité publique (1900-1904) ; réclamation d'un propriétaire qui proteste contre la taxe de pâturage qui lui est imposée (1904) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction de la maison d'école (1904-1905) ; réclamation d'un propriétaire tendant à obtenir la réduction de la taxe de pâturage dont il est imposé (1904-1905) ; réclamation d'un propriétaire pour obtenir la réduction de taxe de pâturage (1905) ; réclamation d'un

propriétaire en matière de taxes de pâturages (1908) ; bâtiment menaçant ruine situé en bordure du chemin vicinal ordinaire n°2 (1915).

Bevenais : paiement des travaux de construction d'une école publique de filles avec mairie (1907).

Biol : demande d'autorisation par le conseil de fabrique de défendre l'action intentée par un particulier au sujet d'une conduite d'eau appartenant à la fabrique et qui traverse sa propriété (1891).

Bossieu : pétition pour protestation contre l'établissement du rôle d'affouage (1891).

Bougé-Chambalud : paiement des travaux de construction d'une école de garçons (1904-1906) ; paiement d'une somme pour intérêts en attendant le paiement du différend relatif à la construction d'une école de garçons (1906-1907).

5 K 108

Bourg-d'Oisans (Le) : demande du bureau de bienfaisance d'interjeter l'appel d'un jugement du tribunal de première instance de Saint-Marcellin le condamnant à payer à un particulier des honoraires sur la valeur totale d'une succession (1890-1892) ; différend au sujet des travaux de restauration de l'église du village des Sables (1893-1894) ; demande en paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé à un immeuble par suite de surélévation de la chaussée d'un chemin vicinal (1902-1908) ; demande requérant le départ des intérêts sur la somme restant due sur les travaux de construction d'un bâtiment scolaire (1915-1919).

Bourgoin⁷ : demande en paiement d'honoraires des travaux de construction de l'église (1878-1879) ; demande en paiement des travaux des fontaines publiques de la commune (1887) ; demande d'autorisation par la commune d'ester en justice pour obtenir la remise d'un livret de caisse d'épargne et de titres appartenant à un propriétaire pour garantie de sa pension à l'hospice des vieillards (1892) ; un entrepreneur de transports contre un entrepreneur de canalisations d'égouts de la ville de Bourgoin pour dommages causés par suite d'un accident occasionné par une excavation (1903) ; pétition de douze propriétaires tendant à obtenir décharge de la taxe de droits de voirie en remplacement de droits d'octroi par la commune (1903-1905) ; demande de bureau de bienfaisance (1904-1905) ; un propriétaire contre la commune pour préjudice causé à ses immeubles par suite de travaux au pont sur le canal de Mouturier (1910) ; la commune contre une entreprise au sujet d'une demande en paiement de dommages-intérêts pour le préjudice causé par le mauvais fonctionnement de la conduite de la nouvelle adduction d'eau potable adjudgée en 1903 (1914-1921) ; une société de gaz contre les communes de Bourgoin et de Jallieu au sujet du relèvement du prix du gaz (1923).

5 K 109

Bouvesse-Quirieu : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'entrepreneur des fontaines publiques (1885-1889) ; délibération municipale demandant la résiliation de l'adjudication pour la construction d'un mur de soutènement à l'école de garçons (1891-1895) ; gestion occulte (1898).

Bressieux : différend au sujet du paiement des travaux de construction d'une maison d'école (1901-1904).

Brezins : sollicitation du conseil de fabrique pour défendre contre l'action intentée afin d'obtenir le paiement des plans et devis fournis pour la construction de la lanterne et de la flèche de l'église (1891) ; construction d'une école (1889-1892) ; un ancien entrepreneur contre la commune au sujet du paiement de travaux à l'école (1903).

⁷ Voir aussi à Jallieu, 5 K 122.

Brié-et-Angonnes : demande par le conseil municipal d'ester en justice pour revendication du partage de produits de la forêt communale de Vaulnaveys (1891) ; demande en paiement de dommages-intérêts pour blessures causées à un cheval et détérioration de ses harnais par la chute de fils téléphoniques (1898-1901) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction des fontaines (1905-1906).

Buissière (La) : demande du paiement des travaux à l'église (1874-1876) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre la commune menacée par un propriétaire pour des dommages occasionnés par les eaux d'un chemin rural (1881-1886).

5 K 110

Chabons : litige au sujet d'un chemin rural dont le terrain a momentanément servi de passage public (1891) ; procès-verbal de contravention contre un propriétaire pour empiétement sur le sol du chemin vicinal ordinaire n°2 (1894-1896) ; procès-verbal de contravention contre un entrepreneur pour avoir établi une canalisation sous le sol du chemin vicinal ordinaire n°10 (1896-1897).

Champ-près-Frogès : demande en paiement d'une somme à une société pour réparations de la dégradation du chemin vicinal n°6 (1894) ; demande en paiement plus les intérêts pour travaux exécutés en 1903 au bassin du Bas-Champ (1907).

Champ-près-Vizille : demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice des propriétaires pour interdiction de circulation sur la passerelle du pont (1890).

Champ-sur-Drac : demande de subvention industrielle à une société pour dégradations occasionnées aux chemins vicinaux (1902-1903).

Chantelouve : réclamation concernant une réduction de taxe d'affouage (1906-1907).

Chapareillan : demande d'autorisation par le conseil municipal d'ester en justice pour réclamation de dommages-intérêts pour le mulet d'un particulier tué dans les pâturages communaux par un étalon (1900) ; un marchand de bois contre la commune au sujet du paiement de bois ayant servi à la construction d'un pont (1903-1905).

Chapelle-de-Surieu (La) : différend au sujet d'un paiement d'honoraires pour l'école de filles (1892-1897).

Chapelle-du-Bard (La) : dossier relatif au paiement des subventions réclamées aux industriels par les dégradations extraordinaires occasionnées par leurs chariots aux chemins vicinaux n°2 et n°6 (1886-1911) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire intentée à la commune par divers propriétaires riverains du chemin vicinal n°2 suite au préjudice causé par la contamination des eaux et l'augmentation du volume d'un ruisseau qui sert à l'alimentation publique (1891).

Chaponnay : demande d'autorisation par le conseil municipal de plaider contre la commune de Chandieu pour faire valoir ses droits sur le bois communal de Chapulay (1818) ; fixation des sommes à payer par l'entreprise à un particulier pour dégradations extraordinaires sur le chemin d'intérêt communal n°22 (1882-1883) ; subventions industrielles aux particuliers pour dégradations du chemin d'intérêt communal n°22 (1892-1893).

Charavines : demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice l'entrepreneur de l'église au sujet de malfaçons (1890).

Charnècles : demande en paiement des travaux à l'église (1882) ; différend au sujet du paiement de divers travaux de menuiserie au presbytère (1900).

Charvieu : la commune demande le remboursement des frais d'hospitalisation d'un défunt à sa famille (1903) ; assistance aux familles nombreuses (1919).

Chasse-sur-Rhône : demande de reconstruction de murs de clôture écroulés sur le chemin rural n°48 ou le paiement d'une somme pour dommages-intérêts (1896-1897) ; demande en paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé à des immeubles par différents travaux sur un chemin rural n°3 (1903).

Chassieu : déferé du préfet relatif au domicile de secours d'un particulier (assistance aux vieillards) (1909) ; occupation temporaire d'un terrain pour l'extraction des matériaux pour l'entretien des chemins communaux (1893-1894).

Chassignieu : demande d'autorisation du conseil municipal pour défendre l'action judiciaire dont la commune est menacée par un propriétaire au sujet de la propriété d'une parcelle de terrain bordant le chemin vicinal n°1 (1900).

Châtonnay : un propriétaire contre la commune au sujet d'un paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé à des immeubles par la surélévation de l'ancien niveau du sol de la route de Châtonnay (1901-1909) ; différend au sujet du paiement de travaux à la tour de l'horloge de la commune (1892-1895) ; recours formé par un agent-voyer contre un arrêté taxant et liquidant des frais d'honoraires d'un propriétaire contre la commune (1909).

Chatte : demande en paiement d'intérêts sur le solde des travaux de construction d'une école de filles et mairie et d'une indemnité de retard dans la délivrance des acomptes (1907-1908).

Chavagnieu : demande d'autorisation du conseil municipal pour ester en justice pour soutenir les droits de la commune contre divers particuliers (1891).

5 K 111

Chéliou : différend au sujet du paiement des travaux de construction d'une école (1904-1906).

Cheylas (Le) : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux de construction des maisons d'école (1890) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction d'une école au Cheylas et d'une école mixte au hameau du Villard (1893-1899) ; différend au sujet du paiement des travaux de rectification du chemin vicinal n°16 du Cheylas à Morêtél (1893-1896) ; mémoire préalable à l'instance qu'un entrepreneur se propose d'intenter contre la commune du Cheylas en vue d'obtenir le paiement de travaux sur les chemins vicinaux n°1 et n°6 (1893-1894) ; différend au sujet du paiement des travaux d'adduction d'eau potable et de construction de lavoirs publics (1899).

Chichilianne : gestion occulte du maire (1922).

Chimilin : différend au sujet des travaux de construction d'une école de filles (1903).

Chirens : demande d'autorisation du conseil municipal de défendre une action judiciaire dont la commune est menacée par un particulier au sujet d'un accident de travail (1901) ; un propriétaire contre une entreprise au sujet d'un règlement de l'indemnité résultant d'une occupation temporaire (1910-1911) ; demande en paiement des dégâts subis à la propriété d'un particulier par un entrepreneur (1911).

Chuzelles : un particulier contre le maire au sujet d'une concession au cimetière (1919-1922).

Claix : gestion occulte du maire (1907) ; fixation du domicile de secours d'un particulier (assistance aux vieillards) (1908).

Clavans : réclamation d'un propriétaire pour indemnisation de dommages à sa propriété suite à la construction du chemin vicinal n°1 (1882) ; demande d'un entrepreneur d'intenter une action judiciaire contre la commune pour obtenir le paiement des dommages causés par suite de la construction du chemin vicinal n°1 (1891).

Cognet : demande d'autorisation du conseil municipal pour défendre l'action dont la commune est menacée par un entrepreneur à l'effet d'obtenir le paiement des travaux de construction d'un four banal (1889).

Cognin-les-Gorges : demande de paiement qui peut être dû à la commune par celle de Malleval pour les dommages et dégradations causés au chemin vicinal de Cognin à Malleval (1887-1889) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction d'une école (1896-1899).

Colombier-Saugnieu : différend au sujet des travaux aux églises (1877).

5 K 112

Commelle : différend au sujet du paiement des travaux d'achèvement de l'église (1887-1893).

Communay : paiement des dépenses de travaux scolaires (1886-1887).

Corbelin : procès-verbal contre un propriétaire pour dégradations et travaux exécutés sans autorisation sur le chemin vicinal n°4 (1891-1893) ; construction du chemin d'intérêt communal n°4 (1895-1896).

Cordéac : demande en paiement de dommages causés à une propriété par la construction des fontaines publiques (1906-1907).

Corenc : paiement des travaux de construction d'une école (1886-1887) ; demande de paiement de subventions industrielles concernant les chemins vicinaux n°1, n°2, n°4, n°5 et n°8 (1896-1897).

Corps : demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice un entrepreneur au sujet des malfaçons et du retard constaté dans son entreprise et le cas échéant de mettre en cause les architectes (1888-1889).

Côte-Saint-André (La) : un entrepreneur contre l'administration des Domaines au sujet d'un différend sur le paiement de travaux au petit séminaire (1909-1910) ; une société contre la commune au sujet du relèvement du prix du gaz (1916) ; constat d'urgence concernant l'exécution du cahier des charges de l'éclairage public (1922).

Coublevie : des entrepreneurs contre la commune au sujet du paiement de travaux sur deux chemins (1884-1885) ; différend au sujet de l'exécution des travaux de l'école des garçons et de la mairie (1902-1904) ; cahier des charges du bureau de bienfaisance, aliénation de la propriété dite « la Prébende »(1908).

Crémieu : action judiciaire intentée à un particulier par un autre particulier au sujet d'une concession perpétuelle au cimetière (1892) ; la commune contre le concessionnaire des eaux concernant l'interprétation du cahier des charges (1906-1908) ; la commune contre un concessionnaire au sujet d'une demande en déchéance de dommages-intérêts (1911).

Creys-Pusignieu : difficulté entre la fabrique et l'entreprise au sujet de travaux de l'église (1875-1876) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction des fontaines publiques (1898-1902) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction et réfection de diverses écoles de la commune (1908-1910) ; recours d'un entrepreneur contre l'arrêté du Conseil de préfecture qui a taxé et liquidé les frais et honoraires des experts dans le différend existant entre lui et cette commune (1910).

5 K 113

Décines-Charpiu : pourvoi du maire contre un arrêté du préfet autorisant un particulier à tenir une porcherie dans la dite commune lieu-dit « le Carre » (1889-(1893) ; établissement d'une usine pour la fabrication de pellicules photographiques (1907).

Doissin : demande formée par les habitants du hameau de poursuivre en justice un propriétaire en revendication au nom et pour le compte de la commune de la propriété d'une fontaine publique (1884-1887).

Domarin : différend au sujet d'un paiement d'honoraires pour la construction d'une école mixte (1903) ; demande en nullité de l'adjudication des travaux de construction des fontaines et en paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé par l'exclusion de l'adjudication (1906).

Domène : un particulier contre la commune pour restauration d'un mur suite à l'exhaussement d'un chemin vicinal (1891) ; opposition à un commandement par le motif que la bascule affermée est en mauvais état et demande en paiement de dommages-intérêts (1894) ; demande en dommages-intérêts au sujet d'un mauvais éclairage électrique (1895-1896) ; procès-verbal contre un propriétaire pour anticipation sur le sol du chemin vicinal ordinaire n°5 (1897) ; demande en paiement de dommages-intérêts pour préjudice à une propriété par l'écoulement des fontaines publiques (1900-1908).

5 K 114

Echirolles : demande en paiement de dommages-intérêts pour l'électrocution d'une jument et la détérioration d'une voiture causée par la chute de fils téléphoniques sur la ligne électrique de la société des Voies Ferrées du Dauphiné (1908).

Engins : différend au sujet du paiement des travaux au presbytère (1896-1898).

Entraigues : différend au sujet du paiement d'un solde d'honoraires revenant à un agent voyer pour l'étude d'un projet d'adduction d'eau potable (1897-1901).

Entre-deux-Guiers : subventions industrielles demandées par la commune pour réparation des dégradations extraordinaires causées par les transports en 1898-1899 (1900).

Eparres (Les) : assistance aux vieillards, infirmes et incurables (1919).

Eybens : un particulier contre la commune au sujet d'un préjudice causé par suite de l'abandon de son terrain choisi précédemment en vue de l'installation d'une école (1887-1888) ; la commune contre un concessionnaire d'éclairage électrique au sujet de l'installation d'éclairage (1905).

Eyzin-Pinet : demande en paiement de dommages-intérêts pour préjudice à un architecte pour son remplacement par la commune pour la construction d'une école avec mairie (1907) ; demande en paiement des travaux de construction d'une école (1907-1909).

5 K 115

Faramans : différend au sujet d'un paiement d'honoraires du projet de construction d'une école (1911-1912).

Fitilieu : procès-verbal contre un propriétaire pour avoir élevé une construction et planté un arbre sur le chemin vicinal ordinaire n°7 (1890) ; procès-verbal contre un particulier pour anticipation sur le sol du chemin vicinal ordinaire n°3 (1900) ; fixation du domicile de secours, assistance aux femmes en couches (1917-1918).

Feyzin : un fabricant contre la commune pour défaut d'entretien d'un chemin vicinal (1925-1926).

Flachères : demande d'autorisation du conseil municipal de défendre l'action judiciaire intentée à la commune par une veuve à l'effet d'obtenir la liquidation de ses droits dans la succession de son mari (1891).

Fontaine : demande présentée par le président de la Chambre syndicale des propriétaires de Grenoble, en vue d'obtenir l'autorisation d'établir sur cette commune une usine pour la transformation en vase clos des matières fécales en produits utilisables par l'agriculture (1899) ; pourvoi d'un blanchisseur contre un arrêté du préfet refusant l'autorisation d'établir une buanderie (1901-1902) ; opposition à l'arrêté du préfet du 23 septembre 1907 autorisant un particulier à établir une porcherie sur le territoire de la commune (1907-1909) ; avis à donner sur l'établissement d'un dépôt de pétrole par deux commerçants à Grenoble (1908).

Fontanil (Le) : subventions industrielles demandées par le service vicinal à des industriels pour dégradations causées à la chaussée d'un chemin d'intérêt communal (1893-1895).

Four : différend au sujet du paiement des travaux de construction d'une école (1897-1901).

Frette (La) : différend au sujet du paiement des travaux d'une école (1886-1890).

Froges : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire intentée par un entrepreneur au sujet de dommages occasionnés par les eaux d'un chemin vicinal (1885-1886).

Frontonas : demande d'autorisation par le conseil municipal d'ester en justice et défendre l'action intentée à la commune pour le remboursement d'une somme payée par suite d'une erreur pour le traitement d'un aliéné (1893) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire intentée par un particulier au sujet de la propriété d'une surface de terrain dépendant du chemin d'intérêt commun n°63 (1891-1894) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire d'un particulier contre la commune au sujet de la jouissance d'un lot communal (1901) ; un maître carrier contre la commune pour paiement de travaux d'érection d'un monument aux combattants (1921-1922) ; la commune contre un négociant pour paiement de la part communale sur la ristourne des charbons de battage de 1920 (1922).

5 K 116

Garde (La) : demande en paiement pour dommages à une propriété par les eaux provenant d'un aqueduc construit sur le chemin vicinal n°2 (1899).

Genas : procès-verbal par le service vicinal contre un particulier pour anticipation sur le chemin vicinal ordinaire n°6 (1896) ; un propriétaire contre la commune pour dommages-intérêts pour préjudice causé à la propriété du demandeur par la modification apportée par la commune au trop plein du lac de Mathan (1914).

Goncelin : le bureau de bienfaisance demande l'autorisation de poursuivre en justice un propriétaire pour avoir coupé le bois d'une île appartenant aux pauvres (1818) ; contravention pour abandon d'attelage sur le pont suspendu de Goncelin (1897) ; demande d'autorisation par le conseil municipal d'intenter une action contre un concessionnaire d'électricité (1899-1900) ; différend au sujet des travaux de construction du chemin vicinal ordinaire n°6 (1903) ; la commune contre un industriel au sujet du contrat d'éclairage électrique (1906).

Grand-Lemps (Le) : différend au sujet de l'adjudication des droits de places, foires et marchés (1901-1905) ; demande en paiement de dommages-intérêts basée sur une interprétation du cahier des charges (1903) ; une veuve contre la commune pour paiement d'honoraires dus à son mari décédé pour opérations de jaugeage et vérification du débit d'eau potable en 1911 (1924) ; requête d'un adjudicataire de l'octroi municipal pour réduction de la redevance due à la commune (1916-1918) ; demande en paiement de travaux à l'école (1924-1925).

Grenoble : paiement des dommages causés à un propriétaire pour l'exécution de travaux de voirie et la construction du marché aux bestiaux dans la ville de Grenoble

(1875) ; demande par la commune de paiement de travaux au lycée de la ville (1875) ; opposition du conseil municipal aux dispositions d'un arrêté contre un ingénieur autorisé à établir six fours à ciment dans sa propriété (1876) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction de l'égout du cours Berriat (1876) ; demande de dommages-intérêts d'un propriétaire pour préjudice causé à son immeuble par les travaux d'agrandissement du lycée (1877) ; construction d'abattoirs (1885) ; demande en autorisation de poursuivre les entrepreneurs du dallage de la rue du Lycée au sujet de l'exécution de la garantie décennale (1888-1889).

- 5 K 117** **Grenoble** : demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice des entrepreneurs concernant la réfection du dallage en ciment de la chaussée de la rue Montorge (1890-1891) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de demander judiciairement la déchéance de tout droit à la subvention contre la liquidation Montauby (1890) ; demande en réfection ou réparation de murs de soutènement lézardés par suite des tranchées ouvertes pour l'écoulement des eaux de Rochefort (1890-1894) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction du lycée de garçons (1891-1894) ; un entrepreneur de poids publics et restaurateur contre la commune au sujet de l'occupation de ses terrains par une entreprise (1891) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire intentée à la ville par un particulier à l'effet d'obtenir une indemnité comme locataire d'une maison expropriée pour le prolongement des rues Lesdiguières et Carnot (1891) ; différend au sujet du paiement de diverses fournitures de mobilier scolaire au lycée de garçons (1891-1895) ; la commune contre le syndicat du canal d'arrosage de la Romanche au sujet de la construction d'un égout (1891) ; recours d'un géomètre-expert contre la liquidation de ses frais d'expertise dans l'affaire de la Brasserie de la Frise (1896) ; demande en paiement de dommages résultant de travaux de création et d'achèvement de la voie n°2 rue Championnet (1897-1900) ; pourvoi d'un commerçant contre un arrêté du préfet refusant l'autorisation d'agrandir un entrepôt de chiffons, établissement insalubre (1899) ; réclamation des tripiers de Grenoble au sujet de l'augmentation de la taxe de redevance pour la fermeture de la vapeur aux abattoirs (1900) ; demande en interprétation de l'arrêté du conseil de l'exécution d'un jugement du tribunal de simple police de la commune (1900-1901) ; l'amicale des joueurs de boules demande l'autorisation à la ville de pouvoir s'installer à l'esplanade (1901) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire d'un propriétaire exproprié (1901) ; une société d'électricité contre la commune tendant à faire déclarer la ville déchue du droit de racheter l'usine (1901-1902) ; demande en paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé aux exposants par l'établissement d'une clôture barrant l'accès de l'esplanade à l'occasion d'un concours de boules (1901-1902) ; constat d'urgence suite à la demande en paiement de dommages résultant de travaux de création et d'achèvement de la voie n°2 rue Championnet (1901) ; différend au sujet du paiement des travaux de terrassement, maçonnerie, plâtrerie de l'hôtel de la Chambre de Commerce (1902) ; une société d'électricité contre la commune au sujet de l'interprétation d'un cahier des charges (1903) ; une entreprise contre la commune au sujet d'un paiement de travaux d'électricité (1903) ; différend au sujet d'une liquidation (1903) ; pourvoi d'un commerçant contre un arrêté du préfet ordonnant la fermeture d'un établissement insalubre de 3^{ème} classe situé centre ville (1906) ; une société d'électricité contre la commune au sujet d'un paiement de travaux (1906) ; un restaurateur contre la commune pour paiement de dommages-intérêts en réparation du préjudice causé par les travaux de démolition des maisons de la place de la Halle (1908-1909) ; pourvoi d'un négociant contre un arrêté du préfet rapportant l'autorisation d'établir un dépôt de fromages centre ville, établissement insalubre (1909) ; opposition d'un cafetier-restaurateur à l'arrêté du préfet lui retirant l'autorisation de laisser son établissement ouvert jusqu'à 3h du matin (1909) ; une société d'éclairage contre la commune au sujet d'une demande tendant au paiement avec intérêts (1909) ; arrêté du maire enjoignant un entrepreneur de zinguerie à opérer sans retard les réparations nécessaires pour la consolidation de sa maison (1910) ; opposition de négociants en chiffons et peaux sèches à un arrêté préfectoral leur refusant l'autorisation d'établir un dépôt (1913).
- 5 K 118** **Grenoble** : un entrepreneur de services pénitenciers contre un entrepreneur de menuiserie pour faire nommer un expert (1920) ; un entrepreneur de services pénitenciers contre un entrepreneur de menuiserie au sujet des prix d'objets mobiliers (1921) ; constat d'urgence pour faire constater l'état de quatre chalets de nécessité concédés à une société (1922) ; la commune contre une société pour faire remettre en

état quatre chalets de nécessité concédés par la ville (1922) ; un particulier contre la commune au sujet d'un accident survenu à son fils (1924) ; une veuve demande des dommages-intérêts en réparation du préjudice causé par l'accident mortel de son mari (1925-1926) ; un particulier contre une entreprise, la commune et une société de tramways au sujet d'un accident mortel (1925-1926).

Grenoble, fixation du domicile de secours.- Contestation entre les communes de Grenoble et de la Tour-d'Aigues, Vaucluse (1911) ; contestation entre les communes de Paris et de Grenoble (1912) ; contestation entre les communes de Nozières, Ardèche, et de Grenoble (1912) ; contestation entre les communes de Champagnier et de Grenoble (1912) ; contestation entre le ministère de l'Intérieur et la ville de Grenoble (1913) ; contestation entre l'Etat et la ville de Grenoble (1913) ; contestation entre les communes de Grenoble et de Vitry-sur-Seine (1918) ; contestation entre les communes de Grenoble et de Visan, Vaucluse (1919) ; contestation entre le département de l'Isère et le département de l'Aube (1919) ; contestation entre les communes d'Ornacieux et de la Côte-Saint-André (1923) ; contestation entre les communes de Voreppe et du Fontanil (1920) ; contestation entre les communes de Grenoble et du Périer (1922) ; contestation entre les communes de Charavines et de Chirens (1923) ; contestation entre le département de l'Isère et le département de l'Aube (1924).

Grenoble, hospices communaux.- Demande d'autorisation par les hospices de poursuivre devant la cour royale le procès intenté à un particulier appelant du jugement du tribunal de Bourgoin qui le condamnait (1818) ; demande d'autorisation par les hospices de poursuivre en justice un entrepreneur à l'effet d'obtenir le paiement d'un solde des frais de traitement à l'hôpital d'un ouvrier (1891) ; main levée d'une inscription hypothécaire contre un propriétaire pour garantie de l'exécution de charges (1892) ; différend au sujet du paiement de travaux exécutés suivant l'adjudication en 1870 (1897-1905) ; différend au sujet du classement des projets présentés pour la construction d'un hôpital et demande de titre de dommages-intérêts (1908-1909) ; demande par des architectes en paiement de dommages-intérêts motivée par les agissements de la commission administrative des hospices pour le classement des projets établis pour la construction d'un hôpital (1909) ; les hospices contre le département de l'Isère, différend au sujet du paiement des dépenses d'hospitalisation des vieillards, infirmes et incurables pendant l'année 1907 (1909) ; une union d'architectes contre les hospices pour intervention dans une procédure et paiement de dommages-intérêts (1909) ; des propriétaires contre les hospices pour paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé par les travaux de consolidation du sol pour la construction du nouvel hôpital civil (1911-1913) ; difficulté relative aux travaux de cuvelage étanches dans les chaufferies des pavillons C.R.F. à l'hospice de la Tronche (1912) ; des entrepreneurs contre les hospices pour faire fixer par le Conseil de préfecture la réception provisoire et la réception définitive de leurs travaux (1913) ; un entrepreneur contre les hospices pour paiement de travaux (1914-1916) ; un entrepreneur contre les hospices pour paiement des travaux de construction d'un nouvel hôpital (1915-1916) ; un particulier contre les hospices au sujet de frais d'hospitalisation (1925).

5 K 119 Grenoble, hospices.- Un entrepreneur contre les hospices au sujet de la construction du nouvel hôpital (1914-1918).

Guâ (Le) : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action intentée contre elle par un particulier pour le paiement de travaux à l'église et au presbytère de Prélénfrey (1887-1890) ; un particulier demande le paiement de dommages causés à un immeuble par les travaux de construction du chemin vicinal n°2 (1902) ; requête du maire à l'effet de désigner un expert pour constater l'état de la maçonnerie dans l'établissement du chemin vicinal ordinaire n°6 (1907-1908).

- 5 K 120** **Herbeys** : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire intentée par un fermier contre la commune à l'effet d'obtenir un chemin d'accès sur son terrain (1891).
- Heyrieux** : procès-verbal du maire contre des particuliers pour établissement sans autorisation d'une tranchée sur le chemin rural n°18 et le placement de tuyaux de canalisation (1898).
- Huez** : réclamation d'un particulier contre les taxes de pâturage (1892) ; demande en paiement de dommages-intérêts par un particulier pour préjudice à sa propriété par suite de la surélévation de la chaussée du chemin vicinal ordinaire n°1 (1907-1909).
- 5 K 121** **Isle-d'Abeau (L')** : demande en dommages-intérêts d'une société contre la commune au sujet de travaux de vicinalité (1882) ; différend au sujet de l'effondrement d'un mur de clôture suite à des travaux d'élargissement bordant un chemin vicinal (1891) ; demande en paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé à une propriété par les travaux de réfection des fontaines publiques (1911).
- Izeaux** : différend au sujet du paiement de travaux aux bâtiments de la mairie (1890) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire intentée à la commune par un particulier afin d'obtenir la mitoyenneté du mur de soutènement de la place de l'église (1892) ; demande tendant à l'annulation de la concession donnée à un particulier en 1897 et cédée à un autre particulier en 1907 (1907-1911) ; requête pour faire juger et décider que la cour de la mairie est la propriété de cette commune et qu'elle n'a aucun caractère de place ou passage public (1925-1926).
- 5 K 122** **Jallieu**⁸ : demande d'autorisation par l'hospice de la commune d'intenter une action contre un particulier pour obtenir le paiement d'un legs fait à l'hospice (1882) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction, restauration et réparation au presbytère (1902-1904) ; fixation du domicile de secours d'un particulier (contestation entre les communes de Jallieu et de Pont-de-Beauvoisin) (1912).
- Jardin** : différend au sujet du paiement de travaux au groupe scolaire (1891).
- 5 K 123** **Laffrey** : demande en paiement d'indemnité suite à un préjudice causé par la construction du chemin d'intérêt communal de Laffrey à Saint-Barthélemy (1893).
- Lalley** : demande en paiement de frais d'études d'un projet de chemin vicinal (1898) ; réclamation d'un propriétaire pour obtenir le dégrèvement d'une taxe de pâturage de 1908 (1909).
- Laval** : différend au sujet du paiement de travaux d'établissement de fontaines publiques (1881) ; différend au sujet du paiement de travaux de réparation du presbytère et de création d'un lavoir public (1898) ; subvention demandée à la société des mines d'anthracite de la commune de Sainte-Agnès pour 1912 (1913).
- Lavaldens** : réclamation d'un particulier contre la légalité d'un procès-verbal au sujet des taxes de pâturages (1890).
- Lavars** : difficultés entre la commune et la fabrique de cette commune d'une part, et l'entrepreneur d'autre part, au sujet de la reconstruction de l'église et le presbytère (1883-1890) ; la fabrique déclare faire opposition au jugement du Conseil de préfecture concernant les travaux de l'église et du presbytère (1888) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice un particulier au sujet de la propriété du puits

⁸ Commune réunie à celle de Bourgoin par arrêté du 19 octobre 1970.

du hameau de Villarnet (1892) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire d'un particulier pour obtenir une plantation de limite régulière entre sa propriété et celle de la commune (1892) ; gestion occulte de l'ancien maire (1893) ; mémoire déposé par l'ancien maire demandant d'assigner la commune (1894) ; demande en paiement d'honoraires pour un projet d'adduction d'eau potable (1914-1919).

5 K 124 **Marcieu** : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action dont la commune est menacée par des propriétaires expropriés de terrains par où passera l'emplacement du chemin vicinal n°2 (1890).

Marcilloles : signification du jugement rendu par le tribunal civil de Saint-Marcellin d'un propriétaire contre la commune (1882) ; un cultivateur contre le préfet au sujet de l'installation d'une porcherie (1924).

Marennès : différend au sujet du paiement des travaux de réparations à la flèche du clocher de l'église (1913).

Massieu : le conseil municipal demande au nom des pauvres, l'autorisation de poursuivre en justice le bureau de bienfaisance de Saint-Geoire pour paiement des secours distribués de la commune de Massieu (1887) ; différend avec un architecte au sujet du paiement des honoraires pour les plans de la maison d'école (1889) ; demande en paiement de la vente du bureau de bienfaisance de cette commune qui doit être proportionnelle au nombre des habitants distraits de Chirens pour être rattachés à celle de Massieu (1891-1895) ; différend au sujet des travaux de construction du groupe scolaire (1894-1895) ; procès-verbal contre un propriétaire pour construction d'un mur dans sa propriété le long du chemin vicinal ordinaire n°5 de la commune à sa villa (1896).

5 K 125 **Méaudre** : différend au sujet d'un paiement d'honoraires pour opérations de nivellement relatives aux fontaines publiques communales (1892-1894) ; demande tendant à faire réviser l'analyse des salaires des ouvriers concernant la construction d'une route forestière à Pertuzon (1909-1911).

Mens : différend au sujet d'un paiement d'honoraires concernant la réfection des fontaines publiques (1895).

Merlas : paiement des honoraires pour construction d'une maison d'école (1884-1889) ; paiement de travaux de construction de l'église (1894-1895).

Meysies : différend au sujet d'un paiement d'honoraires pour travaux à la mairie et aux écoles (1892-1897).

Meyzieu : demande d'autorisation par le conseil municipal d'interjeter appel au jugement rendu par le tribunal de Vienne dans le procès intenté par la commune au maire (1890).

Mions : élargissement du chemin vicinal et raccordement avec le chemin rural (1892-1896) ; demande en paiement de dommages-intérêts concernant la construction d'une bascule publique au raccordement du chemin vicinal n°1 devant la propriété d'un particulier (1896-1902).

Miribel-Lanchâtre : paiement des travaux de restauration de l'église (1885-1887) ; opposition formée par le maire à l'arrêté rendu par le Conseil de préfecture le 7 juillet 1894 (1894-1895) ; un particulier expose les motifs de l'action judiciaire qu'il se propose d'intenter contre la commune en vue d'obtenir le paiement des dommages causés à sa propriété par la construction d'un chemin vicinal ordinaire n°3 (1897-1898) ;

différend entre la commune et un particulier au sujet du paiement de terrains incorporés au chemin vicinal ordinaire n°3 de Collombat à Lanchâtre (1899).

5 K 126 **Miribel-les-Echelles** : difficulté entre la commune et les entrepreneurs concernant les travaux de l'église (1879-1887).

Mizoën : différend au sujet du paiement des travaux de construction de la nouvelle église (1891).

Moidieu : demande en paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé à un immeuble riverain d'un fossé établi par la commune pour l'écoulement des eaux (1898-1903).

Moirans : un particulier expose les motifs de l'action judiciaire qu'il se propose d'intenter contre la commune en vue d'obtenir le remboursement des dépenses occasionnées par une chute de voiture suite à l'ouverture d'une tranchée sur un chemin vicinal (1895) ; fixation du domicile de secours d'un particulier, contestation entre les communes de Moirans et de Massieu (1908) ; fixation du domicile de secours d'une veuve (1909) ; un propriétaire contre une société d'éclairage au sujet de paiement de dommages-intérêts pour le préjudice causé à ses immeubles par l'usine à gaz (1910).

Monestier-de-Clermont : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action intentée contre la commune par un particulier pour revendiquer la parcelle sur laquelle se tiennent les foires (1893) ; demande en paiement de dommages causés à une propriété par la construction d'un abattoir communal (1919-1920).

Montaud : subvention industrielle demandée par le service vicinal pour l'année 1898 à un particulier concernant le chemin vicinal n°1 (1898-1900).

Montceau⁹ : demande de paiement de réparations à la pompe de la commune (1910-1912).

Mont-de-Lans : mémoire de particuliers tendant à obtenir le rétablissement dans leur cour, des eaux d'une source, détournée depuis la construction d'un chemin vicinal sur le territoire de cette commune (1886-1887) ; un entrepreneur contre la commune au sujet de paiement de travaux de construction du chemin vicinal ordinaire n°1 (1891) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action dont la commune est menacée par un particulier pour obtenir la restitution d'une partie de concession dans le cimetière (1898) ; différend au sujet du paiement des travaux de réparations à l'école (1923).

Montferrat : demande d'autorisation par le bureau de bienfaisance et la fabrique de la commune de se défendre contre l'action de société civile du lac de Paladru en vue de faire fixer par les tribunaux compétents le capital de deux rentes dont la dite société demande le rachat (1901).

Montrevel : demande en paiement du prix d'un cheval mort des suites d'un accident qui aurait été occasionné par l'exécution d'un travail public (1892-1894).

Morestel : demande en paiement d'une indemnité pour ouvrir un chemin d'accès à une parcelle de terrain dont une partie a été vendue à la commune pour la rectification d'un chemin (1897-1899).

Morétel : différend au sujet du paiement de travaux exécutés en 1878 à l'église et au presbytère (1905-1907).

Morette : le conseil municipal rejette une demande de paiement d'un reliquat sur les travaux de construction d'une salle de classe pour filles (1888).

⁹ Commune rattachée à la commune de Ruy par arrêté préfectoral du 2 octobre 1972.

- 5 K 127** **Motte-d'Aveillans (La)** : différend au sujet du paiement des travaux de construction du chemin vicinal n°15 (1898-1899) ; arrêté municipal mettant en demeure des particuliers d'avoir à démolir les parties de mur menaçant ruine situées le long de la voie publique (1900) ; un particulier contre la commune concernant un paiement et une rente annuelle en réparation de l'accident dont il a été victime par une tranchée sur un chemin (1901) ; différend au sujet d'un paiement de fournitures faites pour l'achèvement de l'abattoir (1903).
- Mure (La)** : délibération de la commission administrative de l'hospice demandant la main levée d'une inscription hypothécaire garantissant le capital d'une vente de seigle due à cet établissement par un particulier (1890) ; demande d'autorisation par le conseil municipal d'interjeter appel ou de former pourvoi contre un jugement rendu en matière d'octroi (1890) ; différend entre la commune et un entrepreneur au sujet du paiement des travaux de construction d'un collège (1890) ; mémoire de l'action que l'ex-concierge du collège se propose d'introduire contre la ville (1892) ; une entreprise contre la commune pour paiement de travaux au cimetière (1892) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction de l'Hôtel de Ville (1896) ; subventions industrielles demandées par le service vicinal pour l'année 1896 pour le chemin d'intérêt communal n°16 (1897) ; requête d'un particulier au nom du maire, demandant constat d'urgence au sujet de l'éclairage électrique (1901) ; demande en exécution des conventions et en paiement de retenues par application du cahier des charges, éclairage électrique (1902) ; différend au sujet du paiement de travaux d'adduction et distribution d'eau (1902-1903) ; requête du maire demandant la nomination d'un expert à l'effet de constater l'état des travaux d'assainissement de la commune (1903) ; requête du maire demandant un constat d'urgence (projet d'adduction d'eau potable) (1903-1904) ; procès-verbal de constat d'urgence d'un propriétaire contre le maire (1904) ; différend au sujet d'un paiement d'honoraires pour construction d'un égout avec lavoir et chalet de nécessité (1904).
- 5 K 128** **Mure (La)** : un entrepreneur contre la commune au sujet de travaux d'alimentation en eau potable (1904).
- 5 K 129** **Mure (La)** : pourvoi au nom d'un commerçant contre l'arrêté individuel de mise en demeure pris contre lui par le maire (1905) ; demande par divers propriétaires pour faire rendre au lit du ruisseau de Bouteillaret toutes les sources indûment détournées et paiement d'une indemnité (1906) ; demande en paiement d'honoraires sur les travaux à l'église en 1899-1901 (1909-1910) ; demande de dommages-intérêts à une entreprise pour dégradations du chemin vicinal à proximité d'une carrière (1916) ; demande d'indemnisation pour privation de la jouissance de la maison d'un propriétaire (1910) ; demande en paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé par les travaux d'élargissement de la place de l'hôpital (1911-1912) ; la commune contre une société d'éclairage électrique au sujet de l'interprétation du cahier des charges (1913-1920) ; un boucher contre l'hospice au sujet du paiement de fournitures de viande (1915) ; un particulier demande auprès de la commune les réparations des dommages causés à sa propriété (1916-1917) ; fixation du domicile de secours d'un particulier, contestation entre les communes de Pierre-Châtel et de La Mure (1919).
- Murinais** : différend au sujet du paiement des travaux de construction d'une école de garçons (1904) ; fixation du domicile de secours d'un particulier, contestation entre les communes de Murinais et de Vinay (1908).
- 5 K 130** **Nantes-en-Rattier** : partage de propriétés indivises entre deux communes (1874).

Nivolas-Vermelle : différend au sujet des travaux d'établissement des fontaines publiques (1909-1910) ; gestion occulte de l'ancien maire (1914-1915) ; gestion occulte de l'ancien maire (1920-1921) ; gestion occulte de l'ancien maire (1924).

Notre-Dame-de-Mésage : demande d'une indemnité pour pose de rails sur le chemin de Pont-de-Champ (1907).

Notre-Dame-de-Vaulx : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action intentée à la commune concernant un terrain d'un particulier (1891-1892).

Noyarey : demande en dommages-intérêts formée par une société contre un entrepreneur au sujet du préjudice causé par ce dernier à une scierie (1880-1884).

5 K 131

Ornon : difficulté entre un particulier et la commune au sujet du passage des bois sur un chemin de vidange d'une forêt communale (1878-1880) ; empiètement commis sur le chemin vicinal ordinaire n°15 par un particulier en construisant sans autorisation la façade d'un bâtiment (1886) ; demande d'autorisation pour la commune de défendre l'action judiciaire que veut intenter un instituteur pour inexécution des conditions de la vente se rapportant au terrain de la maison d'école (1890) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction de fontaines publiques (1910-1912).

Oris-en-Rattier : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action dont la commune est menacée par des particuliers pour la réduction de taxes sur les bestiaux aux pâturages (1898).

Oulles : un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement des travaux de restauration des murs du cimetière (1914-1918).

Oz-en-Oisans : demande d'autorisation par le conseil municipal d'ester en justice pour concourir à la vente par la citation et au partage du prix d'un immeuble indivis entre la commune et des héritiers (1892) ; différend au sujet des travaux à exécuter pour réparations des malfaçons existant à la flèche de l'église ; réclamation en matière d'affouage (1909) ; un propriétaire contre la commune au sujet d'un préjudice causé par un effondrement de la route desservant les hameaux de Robeyrand et Enversin (1912).

5 K 132

Pajay : demande en paiement d'indemnité pour une occupation temporaire de terrain, puits de sondage nécessaire au captage des nouvelles sources (1904).

Pellafol : différend au sujet du paiement des travaux de construction de l'école mixte de la Croix de Pigne (1898) ; réclamations de particuliers pour obtenir une réduction de taxes de pâturages (1902) ; réclamation de particuliers en matière de taxes de pâturages (1907).

Penol : un entrepreneur contre la commune au sujet de travaux à la mairie et aux locaux scolaires (1892-1893).

Percy : demande d'autorisation par le conseil municipal d'ester en justice pour défendre l'action intentée par la commune de Treschenu (1891).

Périer (Le) : procès-verbal contre des propriétaires pour anticipation sur le sol d'un chemin rural (1901) ; procès-verbal contre un propriétaire pour usurpation sur le chemin rural des Pinets (1904) ; un propriétaire contre l'Union syndicale constituée pour la construction d'un chemin d'exploitation rural, demande l'exonération d'une taxe (1906).

Pierre-Châtel : un architecte contre la commune au sujet de paiement d'honoraires des écoles de la commune et la section de la Festinière (1888-1891) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action intentée à la commune par un particulier à l'effet d'obtenir le paiement d'une somme due pour la nourriture et les soins donnés à un indigent (1890) ; délibération introduisant une instance contre deux entrepreneurs

architectes des travaux de construction d'une école de filles (1905-1907) ; un particulier contre la commune pour dommages-intérêts pour préjudice causé par des travaux de fouilles pour le captage d'eau (1910).

Poisat : la commune contre une société d'électricité au sujet du refus de fourniture des lampes (1902) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement de réparations des pompes communales (1911).

Poliénas : demande en paiement pour dommages causés à une propriété par l'abaissement du sol du chemin vicinal n°13 (1907-1908).

Pommier-de-Beaurepaire : réclamations en matière d'affouage par des particuliers, protestation de deux conseillers municipaux, délibération du conseil municipal (1907).

Ponsonnas : demande d'autorisation du conseil municipal d'ester en justice pour contester les créances d'un particulier entachées de fraude afin de sauvegarder l'intégralité du legs de ce dernier pour l'établissement d'une fontaine dans le village (1886-1887).

Pont-de-Beauvoisin (Le) : difficulté relative à la construction d'un bec de gaz (1885) ; le conseil municipal fait connaître qu'il n'y a pas lieu de solliciter l'autorisation de défendre l'action dont la commune est menacée par un propriétaire (1894) ; un ingénieur contre le département de l'Isère au sujet de la construction d'une ligne de tramway au départ de cette commune aux Quatre chemins (1911-1912).

Pont-de-Chéruy : fixation du domicile de secours, assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables (1911).

Pont-de-Claix : requête par laquelle une entreprise forme opposition à l'arrêté du Président du Conseil de préfecture qui a alloué des honoraires à deux experts dans la réclamation de la société des papeteries de cette commune (1914) ; la commune contre un concessionnaire d'éclairage électrique concernant la déchéance de la concession (1911-1912).

Pont-Evêque : demande en paiement de travaux au clocher de l'église et à l'école de filles (1909).

Pontcharra : demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice des fermiers d'un bien communal à l'effet d'obtenir le paiement du prix de cet immeuble (1890) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action intentée contre la commune par un particulier au sujet d'une servitude de passage (1891-1892) ; empiètement par un propriétaire sur le sol du chemin vicinal ordinaire n°15bis (1896) ; plainte contre le maire pour diverses opérations irrégulières constatées dans sa gestion municipale (1911) ; contestation de l'élection d'un adjoint (1916) ; une entreprise contre la commune pour faire condamner la commune à payer les frais de procès-verbaux de constats et dommages-intérêts et à faire rétablir le pont Clareti sur le canal d'aménée dans l'état où il se trouvait avant les travaux de réfection (1925).

Porcieu-Amblagnieu : demande en paiement de dommages-intérêts suite à l'abaissement du sol d'un chemin vicinal (1893-1895) ; une entreprise demande la réduction de taxes sur l'exploitation de carrières (1923).

Primarette : demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice l'ancien maire en vue d'obtenir la restitution de l'engagement des souscripteurs pour les travaux de l'église (1900).

Proveyzieux : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire qu'un propriétaire se propose d'intenter à la commune en vue d'obtenir le paiement des travaux d'une école, la construction d'un mur et une indemnité pour les dommages causés (1894) ; le maire communique au conseil municipal le rapport d'une

société des terres réfractaires au sujet des subventions industrielles pour dégradations d'un chemin vicinal (1908-1909).

Quet-en-Beaumont : un entrepreneur contre la commune au sujet d'occupation temporaire de carrières (1915)

5 K 133

Réaumont : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action dont la commune est menacée par un cultivateur pour préjudice causé à sa propriété par des travaux sur le chemin vicinal n°8 (1895) ; un entrepreneur contre la commune concernant un différend au sujet du paiement des travaux de construction des chemins vicinaux n°6 et n°8 (1908-1909).

Renage : des particuliers contre la commune pour faire reconnaître qu'ils sont créanciers de sommes souscrites par eux pour la construction de l'église (1909-1910).

Rencurel : contestation au sujet de l'ouverture irrégulière d'un chemin rural (1903).

Revel : un instituteur contre la commune au sujet du paiement de ses honoraires (1891) ; un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement de travaux dans la forêt communale (1892) ; un marchand de bois demande le paiement d'une subvention industrielle pour l'entretien du chemin vicinal n°1 (1897).

Revel-Tourdan : différend au sujet des travaux de construction d'une maison d'école (1893-1901).

Reventin-Vaugris : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre une action judiciaire en vue d'obtenir la rétrocession à la charge exhaustive d'un immeuble où était installée l'école de filles (1892) ; arrêté municipal mettant en demeure un propriétaire de réparer ou démolir un bâtiment qui menace la sécurité publique situé en bordure du chemin vicinal n°9 (1909).

Rives : demande tendant à faire reconnaître à des créanciers de cette commune des reconnaissances souscrites par eux pour la construction de l'église et décider qu'il auront droit de recouvrer leurs souscriptions (1909) ; fixation du domicile de secours d'un particulier, contestation entre les communes Saint-Paul-de-Cornillon, Loire, et de Rives (1912).

Rivière (La) : différend au sujet du paiement des travaux de construction des chemins vicinaux ordinaires n°3 et n°5 entre La Rivière et le hameau de Travers (1903) ; un particulier demande à la commune une somme représentant le prix de louage de trois tombereaux (1918-1919).

Roches-de-Condrieu (Les) : difficulté entre la commune et l'entrepreneur des travaux de fontaines publiques (1875).

Roissard : délibération du conseil municipal rejetant la réclamation d'un particulier au sujet de taxe de pâturage (1902).

Roussillon : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire intentée contre la commune par des héritiers en vue d'obtenir la révocation de la donation faite par un propriétaire (1891) ; décision du conseil municipal relative à l'instance d'un propriétaire contre la commune au sujet des plans et devis de la poste (1908) ; un agent-voyer contre la commune au sujet d'une demande en paiement d'honoraires concernant le projet d'adduction d'eau (1908-1909).

Rovon : un architecte demande le paiement de sommes dues pour la construction de l'école de garçons (1893-1896).

Roybon : contravention dressée par la gendarmerie pour dégâts causés à une ligne télégraphique établie entre Roybon et Montfalcon (1891) ; un concessionnaire en

électricité contre la commune au sujet du paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé par des poteaux (1913).

Ruy : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action intentée contre la commune par un propriétaire à l'effet d'obtenir le paiement pour travaux aux fontaines publiques (1890) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice le desservant et la fabrique de la commune à l'effet d'obtenir le paiement des frais occasionnés par la réinstallation de la cloche de l'église et la reconstruction d'un nouveau beffroi (1893) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction des bâtiments scolaires (1903).

5 K 134

Sainte-Agnès : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action dont la commune est menacée par un particulier à l'effet d'obtenir le paiement de tous dommages-intérêts concernant la réalisation de la vente du lac blanc et diverses autres sources (1900).

Saint-Alban-de-Roche : différend au sujet du paiement des travaux de construction des fontaines publiques (1901) ; demande en paiement d'honoraires d'un avant-projet pour la restauration d'un bâtiment afin d'y installer un bureau des postes (1906) ; différend relatif à une concession d'eau (1917).

Saint-Andéol : demande en paiement de travaux et de dommages causés à une propriété (1894) ; demande de radiation du rôle de taxes d'affouage (1908).

Saint-Antoine : paiement de l'indemnité d'un propriétaire pour les dommages causés à sa propriété par suite de travaux sur le chemin vicinal n°9 (1877-1878).

Saint-Appolinard : différend au sujet d'un paiement d'honoraires pour un projet de construction d'une maison d'école mixte (1891) ; différend au sujet du paiement de l'indemnité résultant d'une occupation temporaire autorisée par arrêté du 18 décembre 1901 (1903).

Saint-Barthélémy-de-Séchilienne : un propriétaire au sujet de dommages-intérêts causés à sa propriété par suite de travaux d'établissement d'une route de Saint-Barthélemy à Laffrey (1894-1909).

Saint-Baudille-de-la-Tour : différend au sujet du paiement des travaux de construction de l'école de filles (1913).

Saint-Baudille-et-Pipet : différend au sujet du paiement des travaux de restauration de l'église (1894).

Saint-Bonnet-de-Chavagne : un particulier contre la commune au sujet du préjudice causé à deux immeubles par les travaux sur un chemin vicinal (1878) ; fixation du domicile de secours d'un particulier, assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables (1908).

Saint-Bonnet-de-Mure : différend au sujet du paiement d'une occupation temporaire de terrain autorisé par arrêté préfectoral du 18 décembre 1890 (1895-1896).

Saint-Bueil : assistance aux familles nombreuses, contestation entre la commune et celle de Voissant au sujet de la fixation d'un domicile de secours (1921).

Saint-Cassien : différend au sujet d'une installation d'eau à la cure dont les travaux ont été payés par le curé à la place de la commune qui avait pris cette installation à sa charge (1895).

Saint-Chef : un particulier contre la commune pour des dommages causés par un chemin (1891) ; la commune contre un entrepreneur au sujet de travaux au cimetière (1923).

- 5 K 135** **Saint-Christophe-en-Oisans** : projet de travaux d'ouverture et de construction du deuxième tronçon du chemin vicinal (1896) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction du chemin vicinal ordinaire n°1 (1898-1904) ; demande en paiement de dommages occasionnés par des blocs de pierre et des déblais provenant des travaux de construction du chemin vicinal ordinaire n°1 (1901-1903).
- 5 K 136** **Saint-Clair-de-la-Tour** : une entreprise contre la commune au sujet du paiement des travaux de captage et d'adduction d'eau (1913-1914).
- Saint-Clair-sur-Galaure** : différend au sujet des intérêts sur le solde des travaux de construction d'un groupe scolaire et de la mairie (1905-1906).
- Saint-Didier-de-Bizonnes** : demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice un entrepreneur au sujet de la reconstruction de la flèche de l'église (1889-1890).
- Saint-Egrève** : subventions industrielles demandées par le service vicinal aux industriels (1898-1900) ; gestion occulte du maire (1905) ; chemin d'intérêt communal n°5, délibération demandant au Conseil de préfecture de trancher le différend existant entre la commune et la fabrique au sujet du rachat de la voiture mortuaire (1906-1907) ; gestion occulte du maire (1918-1919).
- Saint-Etienne-de-Crossey** : paiement de la subvention due par la société pour dégradations extraordinaires au chemin vicinal n°8 (1877-1878) ; demande d'autorisation par le conseil municipal d'ester en justice pour obtenir l'abattage de trois noyers ne se trouvant pas à la distance réglementaire du mur du cimetière communal (1892) ; différend au sujet du paiement d'une souscription consentie par un particulier pour frais d'établissement du chemin vicinal n°15 du hameau de Tolvon (1905) ; un particulier contre la commune pour revendication de propriété d'un chemin et dommages-intérêts pour atteinte à son droit de jouissance (1921).
- Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs** : difficulté entre la commune et un entrepreneur au sujet du paiement de travaux (1875) ; fontaines publiques (1888) ; différend entre la commune et un particulier au sujet de la construction de la nouvelle halle (1889-1892) ; demande de dommages-intérêts pour préjudice causé par l'exhaussement de la nouvelle halle (1894) ; la commune contre une société d'électricité et d'éclairage pour application des prix et tarifs du traité de concession et la restitution de majoration (1923).
- 5 K 137** **Saint-Geoire-en-Valdaine** : malfaçons du mur de soutènement de la mairie (1885-1886) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire contre la commune que des héritiers se proposent afin d'obtenir le paiement pour frais d'actes et honoraires (1893).
- Saint-Georges-d'Espéranche** : contestation relative à la propriété d'une partie du fossé de l'ancien château de Saint-Georges-d'Espéranche (1818) ; le conseil municipal proteste contre la construction du chemin vicinal n°2 (1885).
- Saint-Georges-de-Commiers** : mémoire par lequel un propriétaire expose les motifs de l'action judiciaire qu'il veut tenter à la place de la commune contre un propriétaire concernant un chemin rural (1900).
- Saint-Gervais** : différend au sujet du paiement des travaux de réparations au chemin vicinal n°2 (1899).
- Saint-Guillaume** : procès-verbal contre un contremaître pour dégradation d'un poteau de la ligne téléphonique de Monestier-de-Clermont à Gresse (1916-1920).

Saint-Hilaire-de-la-Côte : procès-verbaux de contravention contre des particuliers pour anticipation sur le chemin vicinal ordinaire n°8 (1895-1896).

Saint-Hilaire-du-Rosier : différend au sujet du paiement des travaux de construction d'une mairie-école de garçons et d'une remise (1897-1898).

Saint-Hilaire-du-Touvet : procès-verbal contre des particuliers pour construction d'un mur de clôture sans autorisation sur le chemin vicinal ordinaire n°1 (1889-1890).

Saint-Ismier : demande en décharge de taxes syndicales (1920).

Saint-Jean-de-Bournay : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action dont la commune est menacée par un particulier afin d'obtenir la délivrance d'un litre d'eau auquel il a droit et le faire condamner à dommages-intérêts pour le préjudice éprouvé (1897) ; procès-verbal contre un marchand de bois pour anticipation sur le domaine public du tramway (1904-1905) ; contravention contre un négociant au sujet d'un terrain lui appartenant sur le tracé de la construction du tramway (1909) ; différend au sujet du paiement des travaux de menuiserie et charpente à l'école de filles et maternelle (1912-1914).

Saint-Jean-de-Moirans : demande d'autorisation par le conseil municipal d'interjeter appel du jugement rendu par le juge de paix de Rives au sujet du répurement du canal de la fontaine Mathier (1891).

Saint-Jean-le-Vieux : différend au sujet d'écoulement des eaux (1891) ; paiement d'une occupation temporaire de terrain sur le chemin n°1 de Revel à Domène (1895) ; différend entre le département de l'Isère et la commune au sujet du domicile de secours d'un particulier (1910) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction de la mairie-école (1913).

Saint-Joseph-de-Rivière : demande d'autorisation par la fabrique de poursuivre en appel un particulier au sujet de la revendication d'une cloche (1882) ; subvention industrielle demandée par la commune à un marchand de bois (1898-1900) ; différend au sujet d'un paiement d'honoraires du projet de construction d'une école de filles (1911).

Saint-Julien-de-Ratz : contestation au sujet de biens particuliers entre deux acquéreurs (1810-1824).

Saint-Just-de-Claix : demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice un propriétaire à l'effet de revendiquer un chemin public (1891) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction de deux écoles (1894-1897).

5 K 138

Saint-Laurent-de-Mure : demande d'autorisation par la commune de poursuivre en justice un particulier qui a acquis une cloche volée à cette commune (1818) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux aux fontaines publiques (1877-1878) ; procès-verbaux contre un épicier qui a creusé devant sa maison et sous le sol du chemin vicinal n°1 une cave anticipant sur la voie publique (1882) ; différend au sujet du paiement de travaux à l'église (1900).

Saint-Laurent-en-Beaumont : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action intentée contre la commune par un ex-fermier pour le préjudice causé à des pâturages (1891).

Saint-Laurent-du-Pont : subventions industrielles pour dégradations extraordinaires sur le chemin vicinal ordinaire n°2 (1901) ; le conseil de fabrique de la ville sollicite l'autorisation d'intenter une action à un particulier au sujet de droits de propriété sur un terrain (1901) ; procès-verbal contre un propriétaire pour s'être emparé d'une partie du talus du chemin vicinal n°17 et de divers matériaux formant le mur de soutènement (1903-1904).

Sainte-Luce : demande en décharge de taxe de pâturage (1894).

Saint-Marcel-Bel-Accueil : demande d'autorisation par le bureau de bienfaisance de donner main levée d'une inscription hypothécaire contre un propriétaire pour la garantie d'une rente dont le rachat a été autorisé par arrêté préfectoral (1900) ; demande en paiement d'une indemnité pour préjudice causé à une propriété par des travaux de réfection sur un chemin rural (1905) ; demande en paiement d'une somme pour frais d'hospitalisation pour un particulier (1908).

Saint-Marcellin : un propriétaire contre des héritiers au sujet de la vente d'une forêt (1819) ; mémoire introductif d'instance déposé par un entrepreneur de travaux de fontaines publiques et délibérations par lesquelles le conseil communal rejette les prétentions de ce dernier et demande à défendre l'action dont la ville est menacée (1888-1890) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire intentée à la commune par un propriétaire au sujet des eaux qui se déversent dans un béal lui appartenant (1891) ; demande de dommages-intérêts pour un accident dont une personne a été victime à l'entrepôt des tabacs de cette ville (1895) ; différend au sujet du paiement de dommages-intérêts par l'extraction de matériaux en suite d'une occupation temporaire (1903) ; fixation du domicile de secours d'un particulier, contestation entre la commune et celle de Roybon (1920).

5 K 139

Sainte-Marie-du-Mont : requête tendant à faire fixer par le Conseil de préfecture la réception définitive des travaux de construction du chemin vicinal ordinaire n°4 (1912).

Saint-Martin-d'Hères : un propriétaire contre la commune au sujet du paiement d'un terrain cédé pour un chemin vicinal (1881-1882) ; paiement d'honoraires à un architecte pour un projet de construction d'école (1884).

Saint-Martin-d'Uriage : paiement des travaux de reconstruction de l'église (1878) ; paiement des travaux de construction de l'église à l'entrepreneur des travaux (1878) ; un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement de travaux à l'école-mairie (1884-1885).

Saint-Martin-de-Vaulserre : demande de paiement des travaux de réparation de l'église (1885-1888) ; la commune contre un entrepreneur au sujet des travaux de construction d'une école (1897-1898).

Saint-Martin-le-Vinoux : fixation du domicile de secours d'un particulier, contestation entre la commune et celle de Grenoble (1908-1909) ; un propriétaire contre la commune au sujet du paiement de divers travaux communaux (1914).

Saint-Maurice-l'Exil : un architecte contre la commune au sujet d'un paiement d'honoraires concernant un projet de plan et devis relatifs à la construction d'une école (1886) ; contravention contre un propriétaire pour avoir construit un mur de clôture qui empiète sur le sol du chemin vicinal ordinaire n°6 (1898).

Saint-Maurice-en-Trièves : demande d'autorisation par la commune d'ester en justice pour obtenir la réouverture d'un chemin allant à la forêt communale (1893).

5 K 140

Saint-Michel-en-Beaumont : réclamations présentées par divers propriétaires contre l'établissement du rôle de pâturage (1898) ; un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement de divers travaux (1901-1902).

Saint-Michel-de-Saint-Geoirs : un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement de travaux de construction du chemin vicinal n°5 (1903-1907).

Saint-Michel-les-Portes : un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement de travaux de construction d'une école (1896-1900).

Saint-Ondras : un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement des travaux de construction d'une école (1890).

Saint-Pancrasse : un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement de travaux de construction du chemin vicinal n°2 (1886) ; mémoire par lequel un propriétaire expose les motifs de l'action judiciaire intentée contre la commune en vue de restituer le terrain usurpé par les propriétaires riverains du chemin vicinal n°1 (1900) ; procès-verbal contre un propriétaire pour anticipation sur le sol du chemin vicinal n°1 (1900-1901).

Saint-Pierre-d'Alleverd : fixation du domicile de secours d'un particulier, contestation entre la commune et celle d'Alleverd (1908).

Saint-Pierre-de-Bressieux : demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice un propriétaire qui conteste à la commune la propriété d'un puits situé au hameau du Collet (1892).

5 K 141 **Saint-Pierre-de-Chartreuse** : contestation relative au sciage du bois et au prix que doit percevoir le régisseur (1815) ; paiement de travaux de reconstruction de l'église à l'entrepreneur (1884-1890) ; pourvoi d'un particulier contre un procès-verbal de récolement relatif au 17^e lot de l'adjudication d'une coupe de bois dans la forêt (1886) ; fixation du domicile de secours d'un particulier, contestation entre la commune et celle de Sainte-Marie-du-Mont (1909).

5 K 142 **Saint-Pierre-d'Entremont** : un particulier contre la commune au sujet de la suppression d'un entrepôt sur le chemin vicinal n°2 au château d'un entrepreneur en paiement de dommages-intérêts (1892-1900) ; subventions industrielles pour dégradation du chemin d'intérêt communal n°2 (1892-1901).

Saint-Pierre-de-Mésage : la commune contre une société d'électricité au sujet du refus de fourniture des lampes (1903).

Saint-Priest : demande en paiement d'une occupation temporaire de terrain par l'entrepreneur (1893) ; différend au sujet du paiement d'honoraires pour un projet d'alimentation en eau potable et d'éclairage électrique (1901) ; différend au sujet du paiement des travaux de plâtrerie et peinture d'une école (1906) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction d'une école et de l'annexe de l'école de Manissieux (1907) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'une demande en paiement de travaux de déviation du tramway de Lyon à Saint-Marcellin (1916-1918) ; la commune contre un entrepreneur concernant une action en dommages-intérêts au sujet de l'état dans lequel il a laissé la gravelière communale (1916-1918).

Saint-Prim : demande formée par le bureau de bienfaisance d'une inscription hypothécaire prise contre des héritiers pour la garantie du paiement d'une rente remboursée (1888).

Saint-Quentin-Fallavier : procès-verbal contre un particulier pour anticipation sur le chemin vicinal n°5 (1878) ; différend au sujet d'un paiement d'honoraires concernant des fontaines publiques (1902-1903).

Saint-Quentin-sur-Isère : demande de dommages-intérêts par divers propriétaires concernant l'endommagement du chemin vicinal n°1 (1878) ; subvention industrielle demandée par le service vicinal à un industriel pour le chemin vicinal n°1 (1898-1900) ; fixation du domicile de secours d'un particulier, contestation entre la commune et celle de Voiron (1909).

Saint-Romain-de-Jalionas : un propriétaire contre le préfet au sujet de la démolition d'un mur d'un bâtiment qui empiète sur le lit du ruisseau "la Bayole" (1925)

Saint-Sébastien : requête demandant la nomination d'un expert à l'effet de faire diverses constatations se rapportant à la construction du chemin vicinal n°11 (1913).

Saint-Siméon-de-Bressieux : résiliation d'un traité relatif à la concession de l'éclairage électrique (1905) ; demande d'autorisation par le conseil de fabrique d'interjeter appel du jugement qui a condamné l'établissement à rétablir le passage de la sacristie (1892) ; un industriel contre la commune au sujet du paiement de l'éclairage du bourg (1908-1909).

Saint-Sorlin-de-Morestel : un particulier contre la commune au sujet d'un paiement en réparation de l'accident causé par un tir à la carabine dont il a été victime à l'occasion de la fête annuelle (1911) ; des propriétaires contre divers au sujet du chemin des alpins (1911-1912).

Saint-Sorlin-de-Vienne : différend au sujet du paiement des travaux de construction du presbytère (1897-1898).

Saint-Sulpice-des-Rivoires : différend au sujet de dommages causés par la commune à des conduites d'eau et atteinte à des droits de fouilles dans une propriété traversée par le nouveau chemin vicinal ordinaire n°1 (1910).

Saint-Symphorien-d'Ozon : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action intentée par un négociant pour préjudice causé à son usine par un fermier pour l'établissement de cressonnières (1892) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice un particulier au sujet de la possession des eaux d'un ruisseau (1892) ; demande en paiement d'indemnité pour privation de jouissance de deux parcelles dépendant du presbytère (1896-1898).

5 K 143

Saint-Théoffrey : différend entre la commune, l'entrepreneur et l'architecte au sujet de la construction des écoles (1883) ; un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement des travaux de clôture du cimetière communal (1888) ; un entrepreneur expose les motifs de l'action judiciaire qu'il se propose d'intenter contre la commune en vue d'obtenir le paiement restant dû sur les travaux de construction d'une école (1888) ; délibération du conseil municipal rejetant la demande de paiement d'honoraires pour des plans et devis de la construction de deux écoles (1896-1897).

Saint-Vérand : fixation du domicile de secours d'un particulier, contestation entre la commune et celle de Saint-Antoine (1908) ; un cultivateur contre le préfet de l'Isère au sujet d'une demande de traitement à l'asile d'aliénés de Saint-Robert (1924).

Saint-Victor-de-Cessieu : demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice les entrepreneurs des travaux de construction de l'école des garçons et de la mairie pour qu'ils fassent exécuter les réparations nécessaires pour mettre le bâtiment en état (1888-1892).

Saint-Vincent-de-Mercuize : fixation du domicile de secours d'un particulier, contestation entre la commune et celle de Grenoble (1908) ; un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement des travaux à l'école et à la mairie (1917-1919).

5 K 144

Salette-Fallavaux (La) : gestion occulte de l'ancien maire (1886-1888) ; un architecte contre la commune au sujet du paiement d'honoraires pour les plans et devis d'une école (1889) ; demande en paiement de propriétaires se disant créanciers du chef de leur père ancien maire (1896) ; protestation contre la taxe de fauchage (1900-1901).

Sappey (Le) : un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement des travaux à la cloche de l'église (1888).

Sardieu : différend entre la commune et l'entrepreneur des fontaines publiques au sujet du fonctionnement (1891-1893).

Sassenage : justification de propriété (1834-1848) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action dont la commune est menacée par des propriétaires au sujet de l'établissement de fontaines publiques (1888) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action dont la commune est menacée par des propriétaires au sujet de l'installation de fontaines publiques (1900) ; une société contre la commune au sujet d'une opposition à l'arrêté préfectoral taxant et liquidant des frais et honoraires (1911) ; une hôtelière contre la commune pour dommages-intérêts pour préjudice causé par la suppression du chemin vicinal n°13 de Sassenage à Engins (1923).

5 K 145 **Semons** : demande de paiement pour travaux à l'église (1909-1910).

Sérézin-de-la-Tour : un architecte contre la commune au sujet du paiement de travaux de construction de la flèche de l'église (1877-1878).

Sérézin-du-Rhône : la commune contre une entreprise au sujet de l'alimentation en énergie électrique de Saint-Symphorien, Feyzin, Sérézin et Communay (1908) ; la commune contre un négociant au sujet d'une demande en déchéance de la concession d'éclairage (1910).

Sermérieu : le conseil de fabrique sollicite l'autorisation d'ester en justice pour défendre les intérêts de cet établissement dans l'instance introduite pour le paiement d'une succession (1900).

Siccieu-Saint-Julien-et-Carisieu : différend au sujet du paiement des travaux de construction de l'église (1894-1897).

Siévoz : un propriétaire veut intenter un procès contre la commune pour avoir causé des dommages à sa propriété par les travaux du chemin vicinal n°2 (1891) ; la commune demande à revendiquer ses droits de propriété usurpés par un adjudicataire de biens communaux (1891) ; un architecte contre la commune au sujet du paiement d'honoraires pour la reconstruction du presbytère (1892-1896) ; requête au sujet du paiement de travaux d'adjudication d'une école mixte et mairie (1916).

Sillans : constat d'urgence au sujet de travaux de captage et de distribution d'eau (1903).

Simandres : différend au sujet du paiement des travaux de construction de fontaines publiques (1898) ; requête tendant à résilier un bail à ferme dont le requérant n'ayant pu prendre possession des terres et n'ayant jamais payé le montant des fermages (1917-1918).

Sinard : le conseil municipal émet l'avis de défendre ses droits à l'action judiciaire intentée contre eux par un notaire qui revendique la propriété du chemin rural n°11 (1891).

Solaize : la commune contre le concessionnaire des eaux au sujet du prix de l'abonnement annuel des eaux potables (1920).

Sousville : gestion occulte de l'ancien maire (1898).

Succieu : procès-verbal d'un garde champêtre contre un particulier au sujet du chemin vicinal ordinaire n°2 (1894-1895).

Susville : le conseil municipal rejette la prétention des habitants du Chuzin et Nantizon qui se proposent d'intenter une action judiciaire pour revendiquer leur propriété (1893) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction d'une école à Nantizon (1913-1914) ; requête d'un géomètre en paiement d'honoraires se rapportant à la

construction d'une école à Nantizon (1915-1916) ; subventions industrielles dues pour dégradation du chemin vicinal ordinaire n°1 (1916-1919).

5 K 146

Theys : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action intentée contre la commune par un propriétaire pour paiement d'indemnités dues pour privation de récoltes et occupation d'un terrain sur lequel est provisoirement remplacé le chemin vicinal n°16 (1891-1892) ; le conseil municipal demande le paiement des travaux de construction des écoles (1896-1897) ; constat d'urgence pour constater l'état des travaux de canalisation d'eau potable (1923) ; la commune contre un entrepreneur au sujet de la réfection des conduites d'eau potables (1924-1925).

Thodure : paiement des travaux des fontaines du Rival (1887-1888).

Tignieu-Jamezyieu : déclaration d'utilité publique par décret du projet du dessèchement des marais de la commune (1878-1879).

Tour-du-Pin (La) : un propriétaire proteste contre une surcharge en contribution foncière sur la commune de Saint-Victor-de-Cessieu où il a une propriété (1813) ; demande de paiement des travaux de reconstruction de l'église et de l'abattoir (1878-1879) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire qu'un propriétaire se propose d'intenter à la commune en vue de prononcer la révocation du legs de sa tante pour l'entretien de l'école communale chrétienne (1891).

Touvet (Le) : la commune demande à intervenir contre le procès élevé par l'administration forestière de plusieurs habitants (1818) ; différend au sujet du paiement des travaux à la mairie et aux écoles pour amener les eaux de source (1893-1895) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement de travaux de captage et d'adduction des eaux du Vivier (1907-1909) ; un propriétaire contre la commune pour dommages et préjudice causés par les eaux d'une citerne se déversant sur sa propriété (1907-1909).

Tréminis : réclamations de propriétaires pour obtenir leur inscription sur la liste du rôle d'affouage (1904, 1920, 1921).

Trept : demande en paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé à un immeuble en partie incendié dont la démolition était illégalement prescrite (1898-1900).

Tullins : la commune contre une société de gaz pour l'exécution du cahier des charges (1903) ; la commune contre une société de gaz concernant un différend au sujet de l'interprétation du contrat (1903-1904) ; requête de la commune contre une société de gaz pour faire respecter le contrat de concession et rembourser des sommes trop perçues (1923).

5 K 147

Valbonnais : réclamation au sujet des taxes de pâturage (1895) ; une société d'électricité contre la commune au sujet de l'augmentation des tarifs d'éclairage (1925).

Valencin : différend au sujet des travaux de restauration et d'agrandissement du groupe scolaire (1898-1902).

Valette (La) : demande d'indemnités par un propriétaire suite aux dommages causés par les travaux d'élargissement d'un chemin vicinal (1881-1882) ; paiement de travaux de construction de l'école mixte (1884) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice un entrepreneur de l'école pour malfaçons et nomination d'un expert (1891-1894) ; réclamation au sujet de la taxe de pâturage (1905) ; réclamation au sujet de la taxe de pâturage (1907) ; un négociant contre la commune au sujet du paiement des travaux exécutés en 1902 pour l'adduction des eaux (1909) ; un maçon contre la commune au sujet d'une demande en paiement de divers travaux au cimetière (1910).

Valjouffrey : demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice un propriétaire à l'effet de revendiquer une parcelle de terrain communal et un arbre (1891) ; pétition d'un fermier demandant la décharge des taxes de pâturage (1896) ; demande d'autorisation par le conseil municipal d'assigner un concessionnaire de carrière de marbre blanc en remboursement d'honoraires payés à un notaire (1901) ; réclamation des fermiers tendant à obtenir la réduction de taxes de pâturage (1903) ; constat d'urgence de l'état des travaux sur le chemin vicinal n°1 (1903) ; réclamation au sujet de la taxe de pâturage (1907-1908) ; un surveillant en travaux d'eau potable contre la commune au sujet d'une demande en paiement de salaire et d'indemnité pour licenciement anticipé (1913-1914).

Varacieux : demande d'autorisation par le conseil de fabrique et le bureau de bienfaisance de défendre l'action qui leur est intentée par les héritiers naturels d'un propriétaire au sujet d'un legs fait par ce dernier à ces établissements (1890).

Vasselin : différend au sujet du paiement des travaux de construction d'un four public au hameau de Montaloup (1894).

Vatlieu : différend au sujet de travaux de consolidation à l'église (1892-1898).

Vaujany : réclamation d'un propriétaire contre son inscription au rôle de pâturage (1882) ; réclamation des fermiers contre la taxe communale de culture et d'affouage (1890) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice des propriétaires qui ont refusé d'accepter la délimitation et le bornage de la forêt communale et de leurs propriétés (1891) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de poursuivre en justice un particulier en revendication de terrains communaux (1892) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action dont la commune est menacée par un propriétaire à l'effet d'obtenir le rétablissement d'un passage accédant à la concession perpétuelle qu'il possède au cimetière (1898) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action dont la commune est menacée par un propriétaire à l'effet de revendiquer un droit de propriété sur une parcelle de bois (1898) ; réclamation d'un propriétaire tendant à obtenir décharge de taxe affouagère (1903-1905) ; réclamation d'un particulier au sujet de la taxe de pâturage (1906) ; gestion occulte de l'ancien maire (1908, 1909, 1913) ; réclamation au sujet des taxes de pâturage (1910) ; l'ancien maire de cette commune réclamant à cette dernière le remboursement avec intérêts des dépenses faites sous son administration en vertu de sa gestion d'affaires (1916) ; demande d'un contribuable en autorisation de défendre les droits de la commune (1917) ; la commune contre une société hydroélectrique de l'eau d'Olle concernant un différend d'une indemnité revenant à la commune (1917-1918).

5 K 148

Vaulnaveys-le-Bas et Vaulnaveys-le-Haut : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action intentée par les communes de Brié-Angonnes et Herbeys (1893).

Vaulnaveys-le-Haut : différend au sujet du paiement des honoraires à un architecte pour des travaux (1895) ; répartition des subventions industrielles imposées aux adjudicataires des coupes de bois (1896) ; demande de paiement par la commune d'une subvention industrielle due pour l'entretien des chemins vicinaux et ruraux en 1897 (1897) ; subventions industrielles dues pour l'année 1904 sur les chemins vicinaux ordinaires n°6 et n°10 et le chemin rural reconnu du Fiyarey (1905) ; subvention industrielle due pour l'exploitation de coupes de bois en 1907 (1908).

Venon : plaintes formulées par le maire et conseillers municipaux au sujet des conditions dans de réception des travaux de construction du chemin vicinal n°1 et de paiement de certaines dépenses (1907) ; gestion occulte de l'ancien maire (1908).

Venosc : différend au sujet du paiement des travaux de restauration de l'église et du presbytère et de création d'un cimetière (1905-1907) ; arrêté du préfet déférant au Conseil de préfecture un mandat fictif délivré par l'ancien maire (1912).

5 K 149 **Vénérieu** : mémoire par lequel un propriétaire demande l'autorisation d'intenter une action judiciaire à la commune (1900).

Vergnioz : délibération municipale en réponse au mémoire déposé par un avoué agissant au nom d'un banquier cessionnaire des droits d'un entrepreneur des travaux d'une école et exposant les motifs de l'action judiciaire qu'il se propose d'intenter contre la commune en vue d'obtenir le paiement de ces travaux (1890).

Versoud (Le) : opposition à un arrêté individuel de mise en demeure pris par le maire contre un propriétaire pour faire disparaître une fosse à fumier (1911).

Veurey : projet de travaux concernant le chemin vicinal n°1 de Veurey à Montaud (1883) ; demande de dommages-intérêts formée par un entrepreneur contre la commune en sa qualité d'adjudicataire du chemin vicinal de Veurey à Montaud (1883-1897) ; différend entre la commune et un particulier au sujet d'une souscription pour la construction du chemin vicinal n°1 de Veurey à Montaud (1890) ; mémoire préalable à l'instance qu'un propriétaire se propose d'intenter à la commune en paiement d'une indemnité pour les dommages qui lui sont occasionnés par la construction du chemin vicinal n°1 de Veurey à Montaud (1891-1897) ; mémoire d'un entrepreneur exposant les motifs de l'action judiciaire qu'il se propose d'intenter contre la commune en vue d'obtenir le paiement des travaux de rectification du chemin vicinal ordinaire de Veurey à Montaud (1895-1897) ; demande en paiement suite à un préjudice causé par suite du refus d'un entrepreneur de lui délivrer un certificat de bonne vie et mœurs pour prendre part à une adjudication (1916).

Veyrins : la commune contre une société au sujet de l'installation des lampes (1903).

5 K 150 **Vienne** : demande de paiement d'arrérages de rente par les hospices de Vienne (1813) ; demande de dommages-intérêts formée par des propriétaires de Vienne pour préjudices dus à des travaux de voirie (1882) ; un architecte contre la commune pour paiement des honoraires pour divers travaux (1887) ; un propriétaire menace la commune d'une action judiciaire en paiement d'une somme pour préjudice causé par l'exhaussement du chemin vicinal ordinaire n°1 (1888) ; un entrepreneur demande le paiement des intérêts dus par l'État pour des travaux de restauration effectués à l'église Saint-Maurice classée monument historique (1891-1895) ; demande en paiement d'une somme en réparation du préjudice causé au demandeur par un accident dont il a été victime (1894-1897) ; demande en interprétation d'arrêtés municipaux relatifs aux fosses d'aisance (1895-1897) ; demande en paiement de dommages causés par les eaux provenant du chemin vicinal n°17 (1896-1900) ; demande en paiement d'indemnités pour préjudice résultant de l'obstruction de voûtes donnant accès au Rhône et servant à desservir les sous sols des fourneaux d'une ancienne verrerie transformés en caves et entrepôts (1896-1898) ; différend au sujet du paiement des travaux de restauration de l'église Saint-Pierre (1897) ; demande en interprétation du tarif annexé au règlement approuvé le 26 mai 1896 (1898-1901) ; demande en paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé par l'exhaussement du chemin de Vimaire (1899-1900) ; demande en interprétation de l'arrêté réglementant les droits de place et stationnement sur les places et marchés de la ville (1900) ; différend au sujet d'un paiement d'honoraires dus pour l'aménagement d'une école pratique dans les anciens bâtiments du collège (1906) ; demande en paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé à un immeuble par les agissements de la ville, infractions commises au règlement de voirie et lois sur l'hygiène et la salubrité publique (1906) ; demande en paiement avec intérêts de droit correspondant au

capital dû à ce jour pour le relèvement des tarifs que la compagnie de gaz aurait été en droit d'obtenir en raison des charges actuelles de la concession (1919-1922) ; procès-verbal de contravention contre un agriculteur pour avoir traversé le pont suspendu avec deux tombereaux attelés d'un cheval (1920) ; procès-verbal de contravention contre un chauffeur pour avoir traversé le pont suspendu avec un camion (1920).

5 K 151

Vif : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire que se propose d'intenter une société pour le paiement de travaux sur le chemin vicinal n°37 (1886-1887) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire intentée à la commune par des héritiers à l'effet de revendiquer une parcelle de terrain sur laquelle cette commune aurait fait établir un bassin et une fontaine sans autorisation après avoir fait démolir une maison, demande de dommages-intérêts et enlèvement de la fontaine (1892) ; un entrepreneur contre la fabrique de l'église au sujet du paiement des travaux exécutés en 1876 (1897-1898) ; un propriétaire contre la commune au sujet du paiement de dommages résultant de la construction d'une citerne (1901) ; des propriétaires contre la commune au sujet de paiement de diverses sommes représentant le prix d'animaux tués ou blessés dans la traverse de cette commune par suite d'un travail public (1903-1905) ; procès-verbal contre un entrepreneur pour pose d'une conduite de fontaine sous l'accotement du chemin vicinal ordinaire n°27 (1903).

Vignieu : contravention sur le chemin vicinal n°6 (1893).

Villard-Bonnot : contravention contre un propriétaire pour occupation de terrain appartenant au chemin vicinal ordinaire n°14 (1899-1900) ; différend au sujet d'un paiement d'honoraires à un architecte pour la construction d'un bureau de poste (1905-1907) ; une société hydroélectrique contre la commune pour augmentation du tarif d'éclairage (1921).

Villard-de-Lans : paiement d'honoraires à un architecte pour la construction d'un presbytère (1875-1877) ; demande en restitution d'une somme sur le paiement des travaux de construction d'une école (1897) ; demande en paiement de frais d'études de chemins vicinaux à ouvrir ou à rectifier et en paiement d'indemnité pour résiliation de marché (1898-1901) ; opposition à un arrêté du conseil relatif à une demande en paiement de frais d'études de chemins vicinaux à ouvrir ou rectifier (1901) ; procès-verbal contre un propriétaire pour avoir construit un mur de soutènement dans le talus du chemin vicinal ordinaire n°1 (1906) ; un propriétaire contre deux entrepreneurs demande à faire constater d'urgence l'état de ses propriétés ainsi que les empiètements et dégâts commis par ces entrepreneurs (1912) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction du chemin rural de Chalimont (1913).

Villard-Notre-Dame : un particulier contre la commune concernant un lot d'affouage qui ne lui a pas été délivré (1917-1919).

Villard-Reymond : un particulier contre la commune au sujet du paiement d'honoraires (1866) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction d'école de la commune (1886-1890) ; le conseil municipal demande l'autorisation de poursuivre en dommages-intérêts un propriétaire pour dégâts dans la forêt communale (1890) ; demande en paiement d'honoraires à un architecte pour la construction d'une école (1896-1897) ; gestion occulte de l'ancien maire (1896) ; gestion occulte de l'ancien maire (1897).

5 K 152

Villard-Saint-Christophe : interprétation des traités passés entre la commune et une entreprise pour la concession de pierre à ciment (1883) ; réclamation au sujet des taxes de pâturages (1894) ; délibération du conseil municipal tendant à faire désigner un expert pour constat d'urgence de l'état du chemin vicinal ordinaire n°1 (1908) ; un

entrepreneur contre la commune au sujet de la résiliation de l'adjudication des travaux de construction du chemin allant aux pâturages du Serrioux (1910-1911).

Villefontaine : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action qu'un propriétaire propose d'intenter en vue de faire annuler la condamnation demandée pour interception de la circulation sur le chemin vicinal (1891) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction d'une école (1896-1898).

Villette-d'Anthon : gestion occulte du maire (1877).

Villemoirieu : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action judiciaire intentée à la commune par un avoué à l'effet de faire prononcer la caducité du legs fait à la commune par un particulier (1891).

Vinay : la commune contre un propriétaire concernant un différend au sujet de l'éclairage au gaz (1890-1891) ; un particulier contre le maire pour opposition à un arrêté du Conseil de préfecture (1891) ; la perception de cette commune demande de coercitiver vis à vis de l'ancien percepteur (1890) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action en dommages-intérêts intentée contre la commune par un propriétaire adjudicataire des droits de place au marché pour inexécution des clauses du bail (1891) ; la commune demande à faire opposition à l'arrêté du Conseil de préfecture en date du 30 janvier 1892 en faveur de l'adjudicataire des droits de place au marché (1892) ; le conseil municipal sollicite l'autorisation de défendre l'action intentée à la ville par un propriétaire à l'effet d'obtenir une somme de dommages-intérêts pour le préjudice causé par la municipalité au sujet de la perception des droits de place au marché (1893) ; différend au sujet du paiement des travaux de construction de la mairie (1901) ; démolition d'un immeuble menaçant ruine (1903) ; règlement du différend concernant les lézardes de l'école de filles (1915-1921).

Virieu : un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement des travaux de construction d'une école de filles (1907-1908).

Viriville : procès-verbal contre un propriétaire pour travaux effectués sans autorisation sous la voie du tramway de Saint-Jean à Saint-Marcellin (1909).

Vizille : une compagnie de gaz contre la commune concernant un paiement de dommages-intérêts pour préjudice de l'établissement de l'éclairage (1893-1898) ; demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action dont la commune est menacée par le receveur à l'effet d'obtenir le paiement d'une somme à titre d'indemnité de congédiement (1900) ; un architecte contre la commune et l'hospice au sujet d'un paiement d'honoraires pour le projet de construction d'un hôpital (1902) ; l'hôpital contre le département de l'Isère au sujet du paiement des dépenses d'hospitalisation des vieillards, infirmes et incurables (1907) ; un marchand de bois contre la commune au sujet d'une demande de paiement pour la confection de fagots provenant de l'élagage des arbres bordant le chemin de la digue de la Romanche (1914-1919) ; constat d'urgence concernant l'usine à gaz (1921) ; gestion occulte de l'ancien maire (1923) ; un industriel contre un entrepreneur des travaux publics au sujet d'une somme d'intérêt de droit en réparation du préjudice causé par un accident (1923).

5 K 153

Voiron : un entrepreneur contre le bureau de bienfaisance au sujet du paiement des travaux à l'orphelinat Notre-Dame-de-Vouise (1888) ; un entrepreneur contre l'Etat au sujet du paiement de travaux de construction de l'école nationale professionnelle (1890-1897) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'une demande en paiement de dommages-intérêts pour l'établissement d'une distribution d'eau (1892-1895) ; pourvoi de la Société JB Martin contre l'arrêté liquidant les honoraires alloués aux experts (1898-1903) ; la commune contre une entreprise au sujet de l'exécution des clauses de son cahier des charges (1909-1910) ; un particulier contre le bureau de bienfaisance au sujet d'une demande en remboursement du droit des pauvres sur les représentations

données pendant son séjour (1914) ; la commune contre un architecte au sujet des travaux de construction de l'école de Mille-Pas (1909-1911) ; une entreprise contre la commune au sujet du paiement de travaux d'aménagement de l'école de Mille-Pas (1910-1911) ; un voyageur de commerce contre un entrepreneur au sujet d'un paiement d'une somme en réparation du préjudice causé par un accident dont il a été victime (1911-1921) ; un architecte contre la commune pour paiement de travaux à l'hôtel de ville (1922-1923) ; un architecte contre l'Etat (ministère de l'Instruction publique, sous-secrétariat de l'enseignement technique) pour paiement des honoraires relatifs à des travaux à l'Ecole Nationale Professionnelle de Voiron (1922-1923) ; opposition à un ordre de recouvrement de frais d'hospitalisation aux hospices civils de Voiron (1926).

5 K 154 **Voreppe** : différend entre la commune et un entrepreneur au sujet des travaux de construction des locaux scolaires (1886-1893) ; déféré du préfet concernant l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables (1917-1918).

Vourey : construction par un particulier d'un escalier empiétant sur le chemin vicinal n°3 (1877).

CONTENTIEUX ELECTORAL

5 K 155 Bourgoin, Champ-sur-Drac, Fontaine, Izeaux, Nivolas-Vermelle, Moutaret (Le), Saint-Just-de-Claix, Saint-Symphorien-d'Ozon (1921-1924) ; Chassieu (1909) ; Chimilin, Décines-Charpieu, Folatière (La), Gresse, Izeaux, Meyzieu, Saint-Laurent-du-Pont, Ternay (1914-1920), Combe-de-Lancey (La) : courrier adressé au préfet concernant les renseignements sur la protestation inscrite au procès-verbal des élections du 12 mai 1912 (1912).

Crolles : jurisprudence générale de Dalloz, les codes annotés – tome 1^{er}, transparence des bulletins (1908).

Canton de Morestel : protestation contre l'élection d'un conseiller général, communiqué avec une protestation collective (1869-1873).

Nivolas-Vermelle : mémoire formant opposition à l'arrêté du Conseil de préfecture du 16 janvier 1920 qui a prononcé l'annulation de l'élection d'un maire et d'un conseiller municipal à la suite d'une protestation (1920).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES VOIES DE COMMUNICATION

Routes nationales

5 K 156 **Route nationale n°6 de Paris à Chambéry et en Italie.**- Bourgoin : procès-verbal contre un concessionnaire pour avoir stationné en dehors des dépendances des routes nationales n° 6 et n°85 (1898) ; Bourgoin : procès-verbal pour avoir exécuté sur le mur façade un revêtement augmentant la saillie sur la route (1925) ; Cessieu : procès-verbal de grande voirie pour remblaiement défectueux de fouilles (1923) ; Saint-Alban-de-Roche : contravention contre un propriétaire pour avoir abattu un arbre dans le talus de déblai (1922) ; Saint-Jean-de-Soudain : procès-verbal de constatation de l'état des lieux suite à des travaux (1913) ; Tour-du-Pin (La) : procès-verbal contre deux personnes pour dépôts de terre encombrant la route (1905) ; Verpillière (La) : procès-verbal contre un propriétaire qui a porté entrave au droit qu'à l'Etat d'écouler sur son terrain les eaux d'une rigole de la route (1909).

Route nationale n°7 de Paris à Antibes et en Italie.- Auberives-sur-Varèze : l'adjoint au maire contre l'Etat pour demande de dommages-intérêts pour la reconstruction d'un mur écroulé sur la route (1901) ; Péage-de-Roussillon (Le) : avertissement verbal contre un acquéreur de pierres pour avoir obstrué la route (1915) ; Vienne : procès-verbal contre un ingénieur pour avoir causé des dégâts importants à 40 platanes bordant la route (1913) ; Vienne : procès-verbal contre une société d'énergie électrique pour avoir implanté une ligne de distribution d'énergie électrique (1925).

Route nationale n°75 de Chalon-sur-Saône à Sisteron, par Grenoble et la Croix-Haute.- Chirens : contravention contre un propriétaire pour dépôts de matériaux sur la route (1908) ; Clelles : procès-verbal contre un propriétaire pour avoir pratiqué des fouilles dans le talus de la route (1882) ; Grenoble : une entreprise contre la commune au sujet d'un remboursement de droits d'octroi perçus sur les matériaux nécessaires à la réfection du pavage en bois de la chaussée du pont de la Porte de France (1913) ; Monestier-de-Clermont : un propriétaire contre l'Etat concernant un paiement d'indemnité pour dommages résultant de la canalisation des eaux provenant de la route nationale et traversant sa propriété (1901-1903) ; Saint-Égrève : procès-verbal contre un chauffeur pour avoir cassé un montant en fer du garde-fou du pont de Vence (1925) ; Saint-Martin-le-Vinoux : procès-verbal contre un propriétaire pour empiètement sur le terrain public (1894-1895) ; Vif : procès-verbal contre un marchand de meubles pour réparations de sa maison sur le bord de la route (1896) ; Vif : procès-verbal contre un huissier pour exhaussement sans autorisation d'un mur de clôture de sa propriété le long de la route (1899) ; Vif : un entrepreneur de transports contre la commune au sujet d'un préjudice par suite d'un accident survenu à un attelage de sacs de ciment sur la route (1919-1920) ; Voreppe : procès-verbal contre un propriétaire pour infraction aux règlements sur l'alignement de la route (1885) ; Voreppe : procès-verbal contre un propriétaire pour avoir déposé sans autorisation des matériaux sur la route (1893).

Route nationale n°85 de Lyon à Nice.- Bourgoin : contravention contre un propriétaire pour non respect de conformité de l'arrêté réglementaire de grande voirie au sujet de saillie de soubassement à la construction de sa maison en bordure de la route (1910) ; Champagnier : procès-verbal contre un propriétaire pour dépôt de fumier sur un côté de la route (1911) ; Corps : procès-verbal contre un marchand de bois de cette commune pour dépôt de bois (1914) ; Laffrey : liquidation de la régie établie aux frais d'un entrepreneur (1905) ; Moirans : contravention contre un propriétaire pour dépôt de matières (1900) ; Motte-d'Aveillans (La) : contravention de grande voirie (1915) ; Mure (La) : procès-verbal contre un cafetier pour avoir établi une marquise devant son commerce non conforme au règlement (1900) ; Mure (La) : contravention contre un entrepreneur pour dépôt d'arbres le long de la route (1912) ; Mure (La) : un restaurateur contre une entreprise concernant un paiement pour dommages causés à un autobus (1913) ; Saint-Pierre-de-Mésage : contravention de grande voirie pour coupe d'un arbre dans le talus de remblai (1921) ; Vizille : procès-verbal contre un particulier pour dégradation de la chaussée (1904) ; Vizille : un riverain contre la société des Voies ferrées du Dauphiné pour préjudice causé à son immeuble par la surélévation de la voie ferrée du tramway de Grenoble au Bourg-d'Oisans (1911) ; Vizille : procès-verbal contre des plombiers pour ouverture de fouilles (1921) ; Vizille : procès-verbal contre un boulanger pour dépôt de bois sur un caniveau et détérioration du caniveau (1925).

Routes nationales n°85 et n°91.- Vizille : procès-verbal à la suite d'un retrait d'une autorisation de grande voirie (1906).

Route nationale n°90 de Grenoble à Aoste.- Buissonnière (La) : procès-verbal contre une agricultrice pour avoir fait paître deux vaches sur les accotements (1894) ; Grenoble : un entrepreneur contre l'Etat au sujet d'une requête à l'effet de constater les travaux de construction d'un pont à l'Ile Verte (1897) ; Meylan : demande en paiement versée à une fermière à la suite d'une chute faite dans une tranchée (1911-1912) ; Touvet (Le) : procès-verbal contre un entrepreneur pour dépôt de matériaux (1892) ; Touvet (Le) :

procès-verbal contre un cultivateur pour enlèvement de matière d'agrégation pour les besoins de la route (1897) ; Touvet (Le) : procès-verbal contre un particulier pour dégradation de la chaussée empierrée (1897).

Route nationale n°91 de Grenoble à Briançon.- Allemond : procès-verbal contre deux personnes pour avoir déposé du bois sur la route (1901) ; Bourg-d'Oisans (Le) : procès-verbal contre un cultivateur pour abattage d'arbres sur la route (1882) ; Bourg-d'Oisans (Le) : un hôtelier contre l'Etat concernant un paiement pour dépréciation de son immeuble causé par les travaux de la route (1898) ; Freney-d'Oisans (Le) : contravention de grande voirie contre un commerçant pour avoir déposé un tas de fumier sur la route (1915) ; Goncelin : demande de dommages-intérêts pour préjudice causé par un tracteur qui a heurté un immeuble sur la route (1919-1920) ; Mizoën : procès-verbal contre un propriétaire pour coupe d'arbustes garnissant la route (1898-1899) ; Séchilienne : requête tendant à faire reconnaître les droits de passage et d'occupation d'un particulier sur l'ancienne route (1910-1911) ; Séchilienne : contravention de grande voirie pour dépôt de bois le long de la route (1921) ; Vizille : contravention de grande voirie pour dépôt de bois le long de la chaussée (1921).

Route nationale n°92 de Valence à Seyssuel et à Genève.- Tullins : contravention de grande voirie pour dépôt de bois le long de la chaussée (1920).

Routes départementales

5 K 157

Route départementale n°1 de Grenoble à Romans.- Grenoble : procès-verbal pour non-respect de l'arrêté concernant la réglementation (1894) ; Grenoble : procès-verbal contre un propriétaire pour infraction à l'arrêté de réglementation (1894-1895) ; Grenoble : procès-verbal contre un domestique pour contravention à l'arrêté préfectoral concernant la réglementation de la route (1895) ; Grenoble : procès-verbal contre un propriétaire pour contravention à l'arrêté concernant la route départementale n°1 (1897) ; Grenoble : procès-verbal contre la société Forces motrices de Grenoble pour non observation des prescriptions d'un arrêté préfectoral concernant le transport de forces électriques (1899) ; Grenoble : procès-verbal contre un propriétaire pour établissement sans autorisation d'un fossé d'assainissement parallèle au talus (1900) ; Noyarey : procès-verbal contre un propriétaire portant réglementation du passage sur le pont suspendu du Drac (1896).

Route départementale n°2 de Grenoble à Montmélian.- Domène : procès-verbal contre un marchand de vin pour construction d'un balcon non conforme à l'alignement (1895) ; Domène : procès-verbal contre un industriel pour établissement sans autorisation de conducteurs électriques (1897) ; Pontcharra : un propriétaire réclame le paiement d'une parcelle pour l'élargissement de la route (1885) ; Saint-Martin-d'Hères : contravention contre un industriel pour plantation de supports poteaux sans autorisation le long de la route (1899) ; Tencin : procès-verbal contre un propriétaire pour entrepôt de bois (1897) ; Villard-Bonnot : procès-verbal contre un propriétaire pour construction sans autorisation d'un bâtiment en façade (1895).

Route départementale n°3 de Champ à La Mure et à Laffrey.- Motte-d'Aveillans (La) : demande de paiement d'indemnité pour occupation temporaire d'une carrière (1892) ; Motte-d'Aveillans (La) : occupation temporaire d'une carrière, affaire Béthoux-Baret (1896-1897) ; Motte-d'Aveillans (La) : procès-verbal contre un notaire pour construction d'un trottoir sans autorisation (1897) ; Notre-Dame-de-Commiers : demande de dommages-intérêts formée contre l'Etat par un propriétaire pour préjudice suite à un éboulement (1882) ; Saint-Georges-de-Commiers : demande en paiement de dommages causés par l'exhaussement de la route (1894-1896) ; Vif : procès-verbal contre un voiturier pour contravention à l'arrêté du 30 août 1895 sur la circulation sur le pont de la Rivoire (1897).

Route départementale n°4 de la Frette à Sablons.- Sablons : procès-verbal contre un fabricant de meubles pour dépôt de bois sur la route (1894-1895).

Route départementale n°7 de Bourgoin aux Echelles, avec embranchement sur le Grand-Lemps.- Apprieu : demande formée par un maître de forge contre un concessionnaire de voie ferrée au sujet d'une indemnité pour préjudice causé par le mauvais état de la route sur laquelle s'établit la voie ferrée (1892) ; Apprieu : contravention contre un particulier pour établissement sans autorisation d'une palissade en saillie sur l'alignement de la route (1899-1901) ; Chabons : procès-verbal contre un négociant pour dépôt de déblais de terre et graviers sur la route pour la pose de tuyaux en béton de ciment le long du trottoir (1893-1896) ; Chabons : procès-verbaux contre un propriétaire pour établissement sans autorisation d'une canalisation sous la route (1895) ; Chabons : contravention contre un plâtrier pour canalisations sur la route (1898-1899) ; Grand-Lemps (Le) : contravention contre deux personnes pour travaux confortatifs à leur maison frappées de reculement à l'embranchement de la route (1898) ; Saint-Laurent-du-Pont : demande en paiement de dommages-intérêts pour rectification de la route (1895-1896) ; Saint-Laurent-du-Pont : règlement par voie d'expertise de délaissés restant à rétrocéder et devenus inutiles par suite de la rectification de cette voie (1901) ; Voiron : une propriétaire réclame une indemnité pour dommages causés à son immeuble par des travaux de rectification de la route (1884).

Route départementale n°8 de Vienne à Lancin.- Bonnefamille : procès-verbal contre un propriétaire pour enlèvement de 3 m³ de terre mis en réserve pour servir de matière d'agrégation aux cylindrages prévus sur la route (1895).

Route départementale n°9 de Champier à Vienne, avec embranchement par la Suze.- Chatonnay : procès-verbal contre un galocher pour dépôts de bois sans autorisation sur les accotements (1897) ; Pont-Evêque : dégâts aux lignes télégraphiques (1921).

Route départementale n°11 de Pont-en-Royans à Lyon, avec embranchement de la Côte-Saint-André.- Côte-Saint-André (La) : procès-verbal contre un fabricant pour avoir déposé des échelas sur la route (1900-1901) ; Pont-en-Royans : contravention contre deux maçons pour avoir provoqué un éboulement (1900).

Route départementale n°14 de Vienne à Romans.- Cour-et-Buis : paiement de dommages résultant de la mort d'un cheval effectuant un travail public (1897).

Route départementale n°20 de Gières à Vizille.- Vaulnaveys-le-Haut : procès-verbal contre un propriétaire pour dégradation de talus (1892-1893) ; Vizille : procès-verbal pour dégradation de talus (1892).

Route départementale n°22 de Chirens à Aoste .- Massieu : requête d'un propriétaire demandant la suppression par la commune du chasse-roue planté sur la route (1899).

Route départementale n°24 de Chavanay à Auberives.- Péage-de-Roussillon (Le) : requête d'un propriétaire en paiement de dommages-intérêts pour préjudices causés à sa propriété par les eaux du fossé de la route (1887-1895).

Route départementale n°25 d'Allevar à Pontcharra.- Allevar : un entrepreneur de la construction de la route réclame le paiement de son entreprise et demande une indemnité pour modification non prévue au devis (1884-1886) ; Allevar : procès-verbal contre un marchand de bois pour avoir contrevenu aux prescriptions de la loi du 29 floréal an X en traînant du bois sur la route (1897) ; Allevar : procès-verbal contre un propriétaire pour travaux de consolidation sans autorisation (1897).

Chemins de grande communication

5 K 158 Chemin de grande communication n°2 de Villard-de-Lans à Pont-en-Royans.- Choranche : procès-verbal contre un voiturier de Rencurel pour infraction à l'arrêté préfectoral (1913) ; Choranche : procès-verbal contre un voiturier pour avoir circulé sur le chemin avec un chargement non conforme à l'arrêté préfectoral (1913) ; Lans : procès-verbal contre un négociant conducteur de poids lourd pour infraction à l'arrêté préfectoral sur les barrières de dégel (1922) ; Rencurel : procès-verbal contre un voiturier pour avoir gêné la circulation avec son chargement (1916) ; Villard-de-Lans : un particulier contre la commune à propos de l'établissement du chemin de grande communication n°2 (1880) ; Villard-de-Lans : procès-verbal contre un voiturier à Méaudre pour avoir circulé avec ses quatre chevaux avec un chargement non conforme au règlement (1911) ; Villard-de-Lans : procès-verbal contre deux voituriers à Corrençon et Méaudre pour avoir circulé sur le chemin de grande communication n°2 avec un chargement non conforme au règlement (1911) ; Villard-de-Lans : procès-verbal contre un voiturier à Pont-en-Royans pour avoir circulé avec un chargement de bois interdit par l'arrêté préfectoral (1913) ; Saint-Savin : un jardinier contre la commune concernant un règlement pour préjudice causé par des travaux d'élargissement (1911) ; Saint-Savin : deux propriétaires contre la commune concernant une demande en paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé par les travaux d'élargissement de divers chemins de grandes communications (1911) ; Villard-de-Lans : procès-verbal contre un voiturier de Méaudre pour infraction à l'arrêté préfectoral sur le chemin de grande communication n°2 (1913) ; Villard-de-Lans : un industriel contre le département de l'Isère concernant une demande de dommages-intérêts pour préjudice causé par un accident des Gorges de la Bourne (1920) ; Villard-de-Lans : procès-verbal contre un voiturier pour infraction à l'arrêté préfectoral au sujet du chemin de grande communication n°2 (1923) ; Villard-de-Lans : procès-verbal contre un domestique à Saint-Hilaire-du-Rosier pour infraction au règlement préfectoral au sujet du chemin de grande communication n°2 (1923) ; Saint-Nazaire-en-Royans : subventions industrielles dues par un entrepreneur et son fils pour dégradations occasionnées par leurs transports sur les chemins de grande communication n°2, n°58, n°61, n°71 (1923).

5 K 159 Chemin de grande communication n°3 de Voreppe à Veurey.- Voreppe : subventions industrielles dues pour l'année 1901 par deux entrepreneurs concernant la dégradation du pont suspendu du pont de Veurey (1892-1903) ; Voreppe : subventions industrielles dues par un marchand de bois à Montaud pour dégradations extraordinaires par ses transports (1893) ; Veurey : procès-verbal contre un entrepreneur à Grenoble pour dégradation causées par deux voitures sur le pont suspendu de Veurey (1918).

5 K 160 Chemin de grande communication n°4 de Vienne à Chasse.- Gières : un propriétaire contre un entrepreneur de Grenoble au sujet d'une demande de dommages-intérêts pour préjudice et privation de récoltes par suite de la construction du chemin de grande communication (1897) ; Vienne : procès-verbal contre un particulier pour anticipation sur le sol du chemin (1892).

Chemin de grande communication n°6 de Sassenage au Villard-de-Lans.- Sassenage : contraventions contre plusieurs conducteurs de camions pour infraction à l'arrêté préfectoral du 30 mai 1851 pour établissement de barrière de dégel (1922-1923).

Chemin de grande communication n°8 de Vif au Monestier-de-Clermont.- Vif : un propriétaire contre le département concernant une demande de dommages-intérêts pour préjudice causé par une crue du torrent bordant le chemin (1899) ; Vif : subventions industrielles dues pour l'année 1882 par les usiniers pour dégradations extraordinaires causées par les transports (1884).

Chemin de grande communication n°10 de Crolles à Brignoud.- Brignoud : procès-verbal contre un entrepreneur de transports pour infraction à l'arrêté préfectoral au sujet du chemin de grande communication n°10 (1899) ; Brignoud : procès-verbal contre un maître d'hôtel pour avoir fait trotter son cheval attelé à une voiture et causé des dégradations sur le pont de Brignoud (1900) ; Crolles : subventions industrielles dues par un fabricant de ciments pour l'année 1884 pour dégradations extraordinaires causées par sa voiture (1885) ; Crolles : subventions industrielles pour l'année 1894 par un fabricant de ciments pour avoir dégradé avec sa voiture le chemin (1895) ; Crolles : subventions industrielles dues pour l'année 1896 par un fabricant de ciments pour avoir dégradé avec sa voiture le chemin (1897) ; Crolles : subventions industrielles dues pour l'année 1898 par un fabricant pour dégradations du chemin (1895-1899) ; Crolles : subventions industrielles dues par un fabricant de ciments pour dégradations sur le chemin (1896) ; Villard-Bonnot : procès-verbal contre un restaurateur pour infraction au règlement de la circulation sur le pont suspendu du pont de Brignoud du chemin (1898).

Chemin de grande communication n°11 de Domène à Montbonnot.- Crolles : permission de voirie concernant l'établissement d'une passerelle sur le chemin (1886).

Chemin de grande communication n°13 de Corps à Mens.- Pellafol : procès-verbal contre un propriétaire pour non respect concernant l'alignement de deux parcelles sur le chemin (1877).

Chemin de grande communication n°13bis de Mens à Clelles.- Mens : un entrepreneur contre le département au sujet du paiement de travaux de construction d'un viaduc à Parassot pour le passage du chemin (1893).

Chemin de grande communication n°22 de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs à Vinay.- Vinay : un négociant contre la commune au sujet de dommage-intérêts pour préjudice causé à l'accès d'un entrepôt bordant le chemin (1903).

5 K 161

Chemin de grande communication n°26 de La Mure à Entraigues.- Bourg-d'Oisans (Le) : procès-verbal contre un propriétaire pour restituer et rétablir le sol du chemin (1886) ; Corps : subventions industrielles dues pour l'année 1894 par deux entrepreneurs pour dégradations (1925) ; Mure (La) : subventions industrielles dues pour l'année 1895 par des entrepreneurs pour dégradations provoquées par leurs camions (1896).

Chemin de grande communication n°26bis d'Entraigues au Bourg-d'Oisans.- Chantelouve : des propriétaires contre la commune concernant une demande de dommages causés par les eaux venant d'un aqueduc traversant le chemin (1898).

Chemin de grande communication n°31bis de Pont-en-Royans à Saint-Marcellin.- Pont-en-Royans : des entrepreneurs contre le département au sujet d'un paiement de travaux d'ouverture pour la construction du chemin (1894-1896).

5 K 162

Chemin de grande communication n°32 de Saint-Marcellin à Izeron.- Izeron : procès-verbal contre un propriétaire pour abattage d'un chêne sur l'accotement du chemin (1909).

Chemin de grande communication n°35 de L'Albenc à Saint-Gervais.- Albenc (L') : procès-verbal contre un voiturier pour dépassement de poids (1893) ; Albenc (L') : subventions industrielles dues par des entrepreneurs pour dégradations occasionnées en 1900 (1901-1903).

Chemin de grande communication n°36 de Vienne à Grange-Lafayette.- Saint-Quentin-Fallavier : contravention de grande voirie relatant un accident sur le chemin pour passer sur la route nationale n°7 (1821) ; Valbonnais : procès-verbal pour préjudice causé à une propriété au bord du chemin (1882)

Chemin de grande communication n°38 de la Tour-du-Pin à Aoste.- Bâtie (La) : procès-verbal contre un propriétaire pour anticipation sur le sol (1895).

Chemin de grande communication n°44 de Vienne à la Côte-Saint-André.- Vienne : un brasseur contre le département au sujet d'une demande de dommages-intérêts pour différents travaux (1897) ; Vienne : un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement des travaux exécutés en 1890-1891 (1907-1909).

Chemin de grande communication n°45 de Tullins à Saint-Quentin.- Tullins : subvention industrielle demandée par le service vicinal pour l'année 1898 (1899-1900) ; Tullins : subventions industrielles dues par un entrepreneur pour dégradations (1900) ; Tullins : subventions industrielles dues par des entrepreneurs pour dégradations (1901) ; Tullins : subventions industrielles dues par un entrepreneur pour dégradations (1902).

Chemin de grande communication n°57 de Grenoble à Saint-Pierre-d'Entremont.- Tronche (La) : procès-verbal contre un voiturier pour dégradation (1904) ; Tronche (La) : procès-verbal contre un voiturier dont son camion de transport dépassait la largeur (1904) ; Tronche (La) : procès-verbal contre un voiturier pour non respect de la réglementation (1904) ; Grenoble : subventions industrielles dues par un fabricant de ciments pour dégradations (1912-1913).

Chemin de grande communication n°61 de Grenoble à Romans.- Fontaine : procès-verbal contre un propriétaire pour non respect de l'arrêté préfectoral pour excès de vitesse (1915) ; Grenoble : procès-verbal contre un voiturier pour dégradations (1902) ; Grenoble : subventions industrielles dues par un transporteur pour dégradations (1902) ; Grenoble : subventions industrielles dues par une société de ciments pour dégradations (1902) ; Grenoble : subventions industrielles dues pour 1902 par une société pour dégradations (1903) ; Grenoble : subventions industrielles dues par un industriel pour dégradations extraordinaires (1903) ; Grenoble : subventions industrielles dues par une société familiale pour dégradations (1903) ; Grenoble : procès-verbal contre un industriel à Seyssins pour vitesse excessive (1914-1915).

5 K 163

Chemin de grande communication n°62 de Grenoble à Montmélian.- Pontcharra : demande en paiement pour dommages causés à son immeuble par des travaux (1909).

Chemin de grande communication n°63 de Champ à la Mure.- Champ-sur-Drac : procès-verbal contre un voiturier pour avoir laissé trotter son cheval avec son char (1901) ; Champ-sur-Drac : subventions industrielles dues par la Compagnie des Mines de La Mure pour dégradations (1903) ; Motte-d'Aveillans (La) : procès-verbal contre un propriétaire pour anticipation sur le sol du chemin (1907) ; Motte-d'Aveillans (La) : procès-verbal contre des enfants mineurs pour avoir jeté des pierres sur les poteaux télégraphiques situés en bordure du chemin (1917) ; Pierre-Châtel : procès-verbal contre un propriétaire pour anticipation sur le sol du chemin (1907).

Chemin de grande communication n°63 de Champ à la Mure et n°114 de La Mure à La Morte.- Subventions industrielles dues par un industriel pour dégradation des chaussées pour l'année 1924 (1925).

Chemin de grande communication n°18 de Jallieu à Saint-Marcel, n°65 de Bourgoin à Lagnieu, n°72 de Morestel à Lyon.- Crémieu : subventions industrielles dues par des entrepreneurs pour dégradations des chemins de grande communication n°18, n°65, n°72 (1909-1910) ; Tour-du-Pin (La) : subventions industrielles dues par une société pour dégradations des chemins de grande communication n°18, n°65, n°72 (1902) ; Bourgoin : subventions industrielles dues par une société pour dégradations extraordinaires sur le chemin de grande communication n°65 (1907).

Chemin de grande communication n°66 de La Mure à Lalley.- Mure (La) : procès-verbal contre un chauffeur de car pour infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 août 1899 sur le pont de Ponsonnas (1923).

Chemin de grande communication n°67 de Bourgoin aux Echelles.- Bourgoin : subventions industrielles dues pour l'année 1901 par des entreprises pour dégradations (1902) ; Saint-Laurent-du-Pont : demande d'autorisation par le conseil municipal de défendre l'action dont la commune est menacée par des propriétaires dont un terrain est traversé par le chemin (1901).

Chemins de grande communication n°68 de Vienne à Lancin, n°69 de Champier à Vienne.- Champier : subventions industrielles dues par une société pour dégradations sur le chemin de grande communication n° 69 (1920) ; Vienne : subventions industrielles dues par un épaisseur à Vienne pour dégradations extraordinaires sur les chemins de grande communication n°68 et n°69 (1920) ; Vienne : subventions industrielles dues par plusieurs entreprises pour dégradations (1920) ; Saint-Jean-de-Bournay : démolition d'une maison en ruine et menaçante pour la sécurité publique sur le bord du chemin (1907).

Chemin de grande communication n°71 de Pont-en-Royans à Lyon.- Pont-en-Royans : contravention contre une société de transports pour infraction au décret du 27 mai 1921 (1922) ; Sone (La) : procès-verbal contre un industriel pour établissement sans autorisation d'une galerie sous les chemins de grande communication n°71 et vicinal n°5 (1907).

Chemin de grande communication n°79 de Tullins à Rives.- Tullins : subventions industrielles dues pour l'année 1901 par un papetier pour dégradations (1902) ; Tullins : subventions industrielles dues pour l'année 1918 par quatre industriels pour usure exceptionnelle de la chaussée (1920).

Chemin de grande communication n°82 de Chirens à Aoste.- Contravention contre un minotier pour infraction à l'arrêté préfectoral du 23 février 1905 qui régleme la circulation par des barrières de dégel (1905) ; Chirens : requête pour faire payer une subvention industrielle pour l'année 1912 par une entreprise pour dégradations extraordinaires (1902-1913).

5 K 164

Chemin de grande communication n°102 de Saint-Pierre-d'Entremont aux Echelles et à Saint-Laurent-du-Pont.- Saint-Laurent-du-Pont et Saint-Pierre-d'Entremont : subventions industrielles dues par plusieurs entreprises pour dégradations de la chaussée (1901).

Chemin de grande communication n°104.- Chimilin : requête pour obtenir le paiement représentant le préjudice causé par l'exhaussement du chemin à l'immeuble d'un propriétaire (1906-1909).

Chemin de grande communication n°105.- Saint-Egrève : subventions industrielles dues par une entreprise pour dégradations en 1900 et en 1902 (1901-1903).

Chemin de grande communication n°106 de Grenoble à Lans.- Grenoble : subventions industrielles dues par un entrepreneur pour dégradations en 1910 et en 1913 (1910-1912).

Chemin de grande communication n°107 Lans aux Jarrands, par Méaudre, avec embranchement sur Autrans.- Villard-de-Lans : subventions industrielles dues par diverses entreprises pour dégradations extraordinaires (1902).

Chemin de grande communication n°108 de Allevard à La Ferrière, avec embranchement par les Hauts Fourneaux.- Allevard : subventions industrielles dues en 1900 par une compagnie pour dégradations extraordinaires (1901) ; Allevard :

contravention contre un industriel pour dégradations provoquées par la chute d'une pièce de sapin (1913) ; Allevard : subventions industrielles dues pour l'année 1913 par diverses entreprises pour dégradations (1914) ; Allevard : procès-verbal contre deux voituriers pour infraction à l'arrêté préfectoral du 7 janvier 1922 (1922) ; Allevard : subventions industrielles dues pour l'année 1924 par diverses entreprises pour dégradations (1914).

Chemin de grande communication n°117 d'Entraigues à Valjouffrey.- Entraigues : procès-verbal contre un voiturier pour dégâts causés au pont de la Drayre (1918).

Chemin de grande communication n°130 de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs à Moras.- Saint-Siméon-de-Bressieux : procès-verbal contre un propriétaire pour avoir construit sans autorisation une parcelle (1913-1914).

Chemin de grande communication n°136 de Saint-Jean-de-Bournay à La Verpillière.- La Verpillière : subventions industrielles dues par deux métallurgistes pour dégradations (1920-1921).

Chemin de grande communication n°224 de Brignoud au chemin du Baccard.- Laval : contravention contre un voiturier pour dégradations avec un attelage conduit par trois chevaux (1913-1914).

Chemin de grande communication n°241 de Saint-Laurent-du-Pont à Saint-Pierre-de-Chartreuse.- Saint-Pierre-de-Chartreuse : subventions industrielles dues par un marchand de bois pour dégradations (1925).

Chemin de grande communication n°243 de Saint-Gervais à Rencurel dit des Ecouges.- Rovon : subventions industrielles dues par un marchand de bois pour dégradations pour l'année 1924 (1925).

Chemins d'intérêt commun

5 K 165

Corenc, La Tronche, Le Sappey : subventions industrielles dues par la compagnie du PLM pour dégradations sur le chemin d'intérêt commun n°1 (1877-1878) ; Grenoble : subventions industrielles dues par deux entrepreneurs pour dégradations sur le chemin d'intérêt commun n°1 (1878).

Saint-Pierre-d'Entremont : subventions industrielles dues par plusieurs entreprises pour détériorations sur le chemin d'intérêt commun n°2 (1891-1896) ; Saint-Laurent-du-Pont : demande de subventions pour l'entretien du chemin d'intérêt commun n°2 aux industriels (1895).

Saint-Egrève : subventions industrielles dues par diverses entreprises pour dégradations sur les chemins d'intérêt communs n°5 bis et n°5 ter (1890-1891).

Lans : demande de dommages pour la détérioration d'une propriété causée par des exhaussements successifs du chemin d'intérêt commun n°6 (1877-1878) ; Seyssinet : demande de dommages-intérêts à un conducteur de travaux des Ponts-et-Chaussées pour dégâts occasionnés par la construction du chemin d'intérêt commun n°6 à une propriété (1877-1878).

Villard-Saint-Christophe : réclamation de paiement pour dommages causés à la propriété d'héritiers par suite de l'ouverture du chemin d'intérêt commun n°15 (1875).

Chaponnay : subventions industrielles dues par une entreprise pour dégradations extraordinaires sur le chemin d'intérêt commun n°22 (1890) ; Chaponnay : subventions industrielles dues par des sociétés de transports pour dégradations sur le chemin d'intérêt commun n°22 (1883).

Vaujany : demande de dommages-intérêts par un entrepreneur pour détérioration d'une propriété au sujet de travaux sur le chemin d'intérêt commun n°43 (1883).

Moras : procès-verbal contre un particulier pour anticipation sur le sol du chemin d'intérêt commun n°71 (1875).

Roybon : commune de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs contre la commune de Roybon concernant un différend au sujet de l'attribution d'une somme pour l'établissement d'un chemin d'intérêt commun n°75 (1890).

Police du roulage (dossiers classés par types de routes et par numéro)

Routes nationales

5 K 166 **Route nationale n°75 de Chalon-sur-Saône à Sisteron, par Grenoble et la Croix-Haute.**- Champagnier : contravention à la police du roulage contre plusieurs domestiques pour transport de marchandises interdit (1907) ; Champagnier : contravention à la police du roulage contre un voiturier pour circulation interdite (1912) ; Voreppe : contravention à la police du roulage contre un domestique pour dépassement de poids (1913) ; Monestier-de-Clermont : contravention contre un domestique pour infraction à la loi de la police du roulage interdisant toute circulation de transports lourds (1922) ; Pont-de-Claix : contravention à la police du roulage pour dépassement de poids (1909).

Route nationale n°85 de Lyon à Nice.- Bourgoin : procès-verbal contre un conducteur de voiture deux roues conduite par deux chevaux pour infraction du règlement à la police du roulage interdisant tout transport lourd (1903) ; Champagnier : procès-verbal contre un domestique pour infraction à la loi sur la police du roulage pour transports (1905) ; Salle-en-Beaumont (La) : contravention à la police du roulage contre un domestique pour circulation interdite (1908).

Route nationale n°91 de Grenoble à Briançon.- Rioupéroux : contravention à la police du roulage contre un voiturier pour conduite interdite (1912) ; Saint-Barthélemy-de-Séchilienne : procès-verbal contre une personne pour infraction à la police du roulage pour dépôt de bois (1903) ; Livet-et-Gavet : procès-verbal contre un marchand de vins pour infraction à la police du roulage pour avoir reçu et utilisé des pierres appartenant à l'administration et déposées sur la route nationale (1903) ; Mont-de-Lans : procès-verbal contre un agriculteur pour infraction à la police du roulage pour avoir fait paître son mouton sur le talus en bordure de la route nationale (1903).

Routes départementales

Route départementale n°1 de Grenoble à Romans.- Grenoble : procès-verbal pour infraction à la loi de la police du roulage pour avoir traversé le pont suspendu avec sa charrette conduite par un cheval (1892) ; Grenoble : procès-verbal pour contravention à la police du roulage contre un transporteur pour excédent de charge (1892) ; Grenoble : procès-verbal contre un fermier pour infraction à la police du roulage portant réglementation de la circulation des voitures sur le pont de Fontaine (1892-1893) ; Grenoble : procès-verbal contre un domestique pour avoir fait circuler deux charrettes chargées de matériaux contrairement à la loi de la police du roulage (1893) ; Grenoble : procès-verbaux contre deux voituriers pour infraction à la police du roulage pour dépôt de pièces de bois en bordure de la route (1893-1894) ; Grenoble : procès-verbal contre un voiturier pour contravention à la police du roulage pour abandon de deux charrettes (1894) ; Grenoble : procès-verbal pour contravention à la police du roulage pour avoir engagé trois tombereaux chargés sur le pont suspendu du Drac (1899).

Route départementale n°5 de Bourgoin à Lagnieu.- Dizimieu : procès-verbal contre un propriétaire pour contravention à la police du roulage pour détérioration d'une barrière de chemin de fer (1896).

Route départementale n°7 de Bourgoin aux Echelles, avec embranchement sur le Grand-Lemps.- Saint-Laurent-du-Pont : procès-verbal contre un voiturier pour contravention à la police du roulage (1896).

Route départementale n°9 de Champier à Vienne, avec embranchement par la Suze.- Saint-Georges-d'Espéranche : procès-verbal contre un propriétaire pour contravention à la police du roulage (1895) ; Vienne : contravention à la police du roulage pour avoir fait trotter son cheval sur le pont suspendu de la route (1914).

Vienne : contravention à la police du roulage contre un chauffeur pour infraction à l'arrêté préfectoral du 30 novembre 1909 pour conduite interdite du pont suspendu de cette commune sur la route départementale (1920) ; Vienne : contravention à la police du roulage contre un chauffeur pour excédent de poids sur le pont suspendu de la route départementale (1920) ; Vienne : contravention à la police du roulage contre un commerçant pour excédent de poids sur le pont suspendu de la route départementale (1920) ; Vienne : contravention à la police du roulage contre un voiturier pour infraction à l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1919 pour non respect de circulation sur le pont suspendu de la route départementale (1920) ; Vienne : contravention à la police du roulage contre un domestique pour excédent de poids sur le pont suspendu de la route départementale (1920) ; Vienne : contravention à la police du roulage contre un conducteur pour excédent de poids sur le pont suspendu de la route départementale (1920).

Chemins de grande communication

Chemin de grande communication n°2 de Villard-de-Lans à Pont-en-Royans.- Auberives-en-Royans : contravention à la police du roulage contre un voiturier pour infraction à l'arrêté préfectoral du 30 novembre 1909 (1912) ; Auberives-en-Royans : contravention à la police du roulage contre un voiturier pour infraction à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1913 (1915) ; Autrans : contravention à la police du roulage contre un voiturier pour infraction à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1913 (1914) ; Corenc : contravention à la police du roulage contre un propriétaire (1920) ; Corrençon : contravention à la police du roulage contre 3 voituriers pour infraction à l'arrêté préfectoral du 30/11/1909 (1912-1914) ; Méaudre : contravention à la police du roulage contre 4 voituriers pour infraction à l'arrêté préfectoral du 30 novembre 1909 (1912-1914) ; Pont-en-Royans : contravention à la police du roulage contre un entrepreneur pour dépassement de charges (1920) ; Rencurel : contravention à la police du roulage contre quatre voituriers pour infraction à l'arrêté préfectoral du 30 novembre 1909 (1911-1914) ; Saint-Julien-en-Vercors : contravention à la police du roulage contre un voiturier pour infraction à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1913 (1914) ; Saint-Just-de-Claix : contravention à la police du roulage contre un voiturier pour infraction à l'arrêté préfectoral du 30/11/1909 (1912) ; Saint-Martin-en-Vercors : contravention à la police du roulage contre un voiturier pour infraction à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1913 (1915) ; Saint-Marcellin : procès-verbal à la police du roulage pour dépassement de poids (1912) ; Saint-Thomas-en-Royans : contravention à la police du roulage contre un voiturier pour infraction à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1913 (1914) ; Villard-de-Lans : contravention à la police du roulage contre 4 voituriers pour infraction à l'arrêté préfectoral du 30 novembre 1909 au sujet de la circulation (1911-1914).

5 K 167

Chemin de grande communication n°3 de Voreppe à Veurey.- Veurey : procès-verbal à la police du roulage contre un transporteur pour dépassement de charges (1900-1901) ; Veurey : contravention à la police du roulage contre un exploitant pour excédent de poids sur le pont suspendu (1915) ; Voreppe : contravention à la police du roulage contre un industriel pour dépassement de charges (1921).

Chemin de grande communication n°6 de Sassenage au Villard-de-Lans.- Sassenage : procès-verbal à la police du roulage contre un chauffeur pour dégradation (1916).

Chemin de grande communication n°10 de Crolles à Brignoud.- Domène : contravention à la police du roulage contre un domestique pour infraction à la circulation (1913) ; Brignoud : contravention à la police du roulage contre deux personnes pour excédent de poids sur le chemin de grande communication n°10 (1913).

Chemin de grande communication n°11 de Domène à Montbonnot.- Domène : contravention à la police du roulage contre un voiturier pour excédent de poids (1916).

Chemin de grande communication n°13 de Corps à Mens.- Pellafol : contravention à la police du roulage contre un cultivateur pour infraction à un arrêté préfectoral (1922) ; contravention à la police du roulage sur le pont du Sautet, sur le Drac (1922) ; contravention à la police du roulage sur le pont du Sautet, sur le Drac (1924).

Chemin de grande communication n°22 de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs à Vinay.- Pont-de-Beauvoisin : procès-verbal contre un domestique pour infraction à l'arrêté préfectoral au sujet de la circulation (1892) ; Villard-de-Lans : contravention à la police du roulage contre un propriétaire pour dépassement de charges (1922).

Chemin de grande communication n°26 de La Mure à Entraigues.- Entraigues : dommages occasionnés à diverses propriétés (1906).

Chemin de grande communication n°30 de Theys à Tencin et à Saint-Pancrasse.- Villard-Bonnot : contravention à la police du roulage contre un marchand de vins pour infraction (1921).

Chemin de grande communication n°32 de Saint-Marcellin à Izeron.- Saint-Sauveur : contravention à la police du roulage contre un marchand de vin pour infraction (1921).

Pommier-de-Beaurepaire : contravention à la police du roulage contre un chauffeur pour infraction sur les chemins de grande communication n° 15 et n°37 (1923).

Chemin de grande communication n°35 de l'Albenc à Saint-Gervais.- Saint-Gervais : contravention à la police du roulage contre un confiseur pour avoir fait trotter son cheval attelé à une calèche (1892) ; Saint-Gervais : procès-verbal à la police du roulage contre un conducteur pour avoir fait trotter deux chevaux attelés à une voiture (1892-1894) ; Albenc (L') : procès-verbal à la police du roulage contre un négociant pour avoir conduit sa voiture au trot en infraction à l'arrêté préfectoral (1920).

Chemin de grande communication n°58 de Pont-en-Royans à Saint-Nazaire.- Auberives-en-Royans : contravention à la police du roulage contre un voiturier pour excédent d'attelage (1913).

Chemin de grande communication n°61 de Grenoble à Romans.- Grenoble : procès-verbal à la police du roulage contre un voiturier pour excédent de poids (1906) ; Grenoble : procès-verbal à la police du roulage contre un camionneur pour infraction à la réglementation (1910) ; Grenoble : procès-verbal à la police du roulage pour infraction à la circulation (1914) ; Grenoble : procès-verbal à la police du roulage contre un chauffeur pour excès de vitesse (1914-1915) ; Saint-Quentin-sur Isère : contravention à la police du roulage contre un marchand de bois (1911) ; Saint-Quentin-sur-Isère : contravention à la police du roulage contre un voiturier pour dépassement de poids (1914).

Chemin de grande communication n°62 de Grenoble à Montmélian.- Domène : contravention à la police du roulage contre deux voituriers pour excédent de poids (1911) ; Domène : procès-verbal à la police du roulage contre un transporteur pour

infraction à la loi du 30 mai 1851 sur la police du roulage pour circulation avec sa turbine (1922).

Chemin de grande communication n° 67 de Bourgoin aux Echelles.- Entre-deux-Guiers : procès-verbal à la police du roulage contre un négociant pour excédent de poids (1907).

Chemin de grande communication n°71 de Pont-en-Royans à Lyon.- Auberives-en-Royans : procès-verbal contre un industriel pour excédent de poids (1913) ; Pont-en-Royans : contravention à la police du roulage contre un entrepreneur pour excédent de poids (1916-1917) ; Pont-en-Royans : contravention à la police du roulage contre un domestique pour excédent de poids (1916-1917) ; Saint-Gervais : procès-verbal contre un domestique pour avoir fait trotter son cheval (1905) ; Saint-Gervais : contravention à la police du roulage contre un domestique pour excédent de poids (1912) ; Saint-Marcellin : contravention à la police du roulage contre un domestique pour excédent de poids (1910) ; Saint-Marcellin : contravention à la police du roulage contre un industriel pour excédent de poids (1911) ; Villard-de-Lans : contravention à la police du roulage pour excédent de poids (1910).

Chemin de grande communication n°80 de Gières à Vizille, par Uriage.- Vizille : contravention à la police du roulage contre un marchand de métaux pour excédent de poids (1911).

Chemin de grande communication n°82 de Chirens à Aoste.- Pont-de-Beauvoisin : procès-verbaux contre deux voituriers sur la police du roulage pour circulation interdite (1906) ; Pont-de-Beauvoisin : procès-verbal contre un voiturier sur la police du roulage pour circulation avec sa voiture deux roues (1906) ; Pont-de-Beauvoisin : procès-verbal à la police du roulage contre un voiturier pour infraction à l'arrêté préfectoral du 23 février 1905 (1906).

Chemin de grande communication n°88.- Saint-Just-de-Claix : contravention à la police du roulage contre un domestique pour excédent de poids (1912).

Chemin de grande communication n°107 de Lans aux Jarrands, par Méaudre.- Méaudre : contravention à la police du roulage contre un voiturier pour infraction à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1913 (1914) ; Pont-en-Royans : contravention à la police du roulage contre deux voituriers et un domestique pour infraction au règlement du chemin (1914) ; Pont-en-Royans : contravention à la police du roulage contre un domestique pour excédent de poids (1914) ; Villard-de-Lans : procès-verbal contre un transporteur pour circulation interdite (1903).

Chemin de grande communication n°108 d'Alleverd à La Ferrière.- Pinsot : contravention à la police du roulage contre un marchand de bois pour infraction à l'arrêté préfectoral du 21 mai 1924 réglementant la circulation (1924).

Chemin de grande communication n°117 d'Entraigues à Valjouffrey.- Entraigues : procès-verbal contre un conducteur pour détérioration de poteau télégraphique (1924).

Chemin de grande communication n°120 de La Buisse à la gare de Moirans et à Moirans.- Moirans : contravention à la police du roulage contre un domestique pour infraction au règlement du chemin (1908).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES CHEMINS DE FER ET LES TRAMWAYS

Compagnie du PLM (Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée)

5 K 168-171	Ligne de Lyon à Grenoble.	1878-1929
168	1878-1884	
169	1886-1905	
170	1906-1913	
171	1914-1929	

5 K 172-173	Ligne de Grenoble à Gap.	1877-1922
172	1877-1878	
173	1880-1922	

5 K 174-175	Ligne Paris-Lyon-Méditerranée.	1884-1926
174	1884-1890	
175	1891-1926	

Autres lignes, syndicats et tramways

- 5 K 176** La Compagnie des chemins de fer du sud de la France contre le département de l'Isère au sujet de la mise sous séquestre du réseau de la compagnie (1923).
- Opposition de la compagnie PLM au rôle de cotisation du syndicat supérieur de la rive gauche de l'Isère, section de Grignon-Cheylas et section de Pontcharra (1883).
- Ligne de Grenoble à Allevard.- Demande en dommages-intérêts d'un propriétaire suite à la construction du chemin de fer (1880).
- La compagnie PLM contre le syndicat de Lancey à Grenoble, section du ruisseau de Gières, au sujet du rôle de cotisation du syndicat (1882).
- Ligne de Lyon à Grenoble. La compagnie PLM contre le syndicat des digues de Moirans au sujet du périmètre du syndicat (1878) ; La compagnie PLM contre le syndicat des digues de Moirans pour opposition à des poursuites exercées par le percepteur (1878).
- Opposition de la compagnie PLM au rôle de cotisation du syndicat supérieur de la rive gauche de l'Isère, section de Grignon-Cheylas (1883).
- La compagnie PLM contre le syndicat des digues de la rive droite du Drac pour opposition au rôle de cotisation du syndicat (1890).
- La compagnie PLM contre le syndicat supérieur de la rive gauche de l'Isère.- Opposition au rôle de cotisation sections de Grignon-Cheylas, Goncelin et haut Tencin (1878) ; opposition au rôle de cotisation, sections de Tencin, Pontcharra, du Cheylas et de Goncelin (1878).
- Le syndicat supérieur de la rive gauche de l'Isère contre la compagnie PLM pour délimitation du périmètre du syndicat (1878).

5 K 177 La compagnie PLM contre le syndicat de Tencin à Lancey pour opposition au rôle de cotisation (1873).

Compagnie des chemins de fer de l'est de Lyon.- Ligne de Montalieu à Amblagnieu, demande de création d'un embranchement vers une carrière (1891).

La compagnie PLM contre le syndicat de Lancey à Grenoble, section du ruisseau de Gières.- Opposition à la décision de la commission spéciale portant fixation du périmètre du syndicat et classement des terrains (1876-1878) ; opposition au rôle de cotisation de 1877 (1878) ; opposition au rôle pour le remboursement d'une somme (1883) ; opposition au rôle spécial de cotisation de 1881 et 1882 (1885).

Ligne de chemin de fer de La Mure à Gap.- Constat d'urgence pour dégâts causés à une propriété par la construction du chemin de fer (1913) ; Siévoz : un propriétaire contre un entrepreneur pour dommages-intérêts pour préjudices causés par les travaux de construction de la ligne de chemin de fer (1913) ; Valbonnais : un propriétaire contre un entrepreneur pour paiement de dommages-intérêts pour occupation temporaire de terrains suite à la construction de la ligne de chemin de fer (section de La Mure à Valbonnais) (1915-1919) ; Quet-en-Beaumont : la commune au sujet d'occupation temporaire de terrains pour la construction de ligne de chemins de fer (1916-1917).

5 K 178-180 Ligne de La Mure à Saint-Georges-de-Commiers.

178	1882-1891
179	1883-1912
180	1904

5 K 181 **Société des voies ferrées du Dauphiné (VFD)**

Ligne de Grenoble à Uriage et à Vizille.- Vizille : un particulier contre les VFD pour indemnisation pour préjudice causé à des immeubles riverains de la voie ferrée (1893-1896) ; Saint-Martin-d'Hères : un particulier contre les VFD pour paiement de dommages-intérêts par suite de suppression d'un chemin desservant une parcelle de terrain bordant la voie ferrée (1895) ; Vizille : des particuliers contre les VFD pour paiement de dommages-intérêts suite à l'exhaussement de la route nationale n°91 (1896) ; Vizille : un négociant contre les VFD pour paiement de dommages-intérêts suite à une trépidation ayant entraîné la chute d'étagères (1897) ; un particulier contre les VFD pour indemnisation suite à un accident (1908-1912) ; Vizille : un propriétaire contre les VFD, requête des VFD pour faire récuser un expert (1911) ; Livet-et-Gavet : les VFD et un administrateur contre la commune pour faire condamner la commune à payer les frais de transport du ravitaillement de la population de 1917 à 1920 (1922-1925) ; Lancey : un entrepreneur de transports contre les VFD au sujet d'un accident (1924-1925).

Compagnie du tramway du Dauphiné

Contravention de grande voirie pour anticipation sur un terrain de la Compagnie du tramway du Dauphiné (1909)¹⁰.

Compagnie des chemins de fer économiques du Nord

Ligne de Vienne à Charavines : procès-verbal pour contravention à la police des chemins de fer (1893) ; la compagnie contre un particulier à Apprieu pour dégradation d'une maison (1897-1904). Ligne de Vienne au Grand-Lemps : procès-verbaux pour contravention à la police des chemins de fer (1892-1893).

¹⁰ Le lieu n'est pas indiqué.

Ligne de chemin de fer de Vizille à Uriage.- Vizille : un particulier contre un entrepreneur pour demande de paiement de dommages causés par la construction du chemin de fer (1894-1895).

Société du chemin de fer de Voiron à Saint-Béron, puis société du tramway de Voiron à Saint-Béron

Ligne de Voiron à Saint-Béron.- Saint-Julien-de-Ratz : procès-verbal de grande voirie (1895) ; Saint-Joseph-de-Rivière : procès-verbaux contre des voituriers pour contravention à la police des chemins de fer (1895-1896) ; Entre-deux-Guiers : procès-verbal contre un particulier pour contravention à la police des voies ferrées (1896) ; Voiron : procès-verbal contre un particulier pour contravention à la police des voies ferrées (1896) ; Voiron : un particulier contre la société pour délimitation de l'emprise de la société et l'établissement d'un chemin (1923).

Autres lignes

5 K 182 Tramway de Grenoble à Uriage.- Un ingénieur contre le département de l'Isère pour remboursement de frais (1893).

Tramway de Grenoble à Villard-de-Lans.- Un particulier contre un entrepreneur pour dégâts et empiètements lors de la construction de la ligne (1913) ; Pariset : un particulier contre un entrepreneur pour dégâts lors de la construction de la ligne (1913) ; un entrepreneur contre le département de l'Isère pour dégâts lors de la construction de la ligne (1920-1921) ; un entrepreneur contre le département de l'Isère pour dégâts lors de la construction de la ligne (1922-1927).

Tramway de Lyon à Saint-Marcellin.- Saint-Georges-d'Espéranche : un particulier contre le département de l'Isère et la commune de Saint-Georges-d'Espéranche pour paiement de terrains et de dommages-intérêts suite à la construction de la ligne (1920-1921).

Société grenobloise des tramways électriques.- Grenoble : un particulier demande une indemnisation suite à un accident (1923) ; Grenoble : un particulier demande le paiement des frais médicaux par suite d'un accident suite à des travaux effectués par la société grenobloise des tramways électriques (1925-1926).

Ligne de Saint-Jean-de-Bourney à Saint-Marcellin.- Viriville : contravention de grande voirie pour travaux sous la voie de chemin du tramway (1909).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES COURS D'EAU ET LES SYNDICATS DE GESTION DES COURS D'EAU

5 K 183-186 Rhône : Canal de Jonage.

1890-1921

183 1890-1899

184 1901-1902

185 1903-1904

186 1905-1921

5 K 187 Rhône : Société des Forces Motrices du Rhône.

1892-1907

- 5 K 188** **Isère.-** Buissière (La) : syndicat supérieur de la rive droite de l'Isère (1924-1925) ; syndicat de Saint-Ismier-Grenoble (1875-1876) ; Syndicat de Tencin-Lancey (1882-1892-1902-1919) ; Syndicat supérieur de la rive droite de l'Isère (1882-1887) ; Syndicat de Saint-Quentin-sur-Isère (1887-1911) ; Saint-Quentin-sur-Isère : procès-verbal contre un propriétaire pour vol de fourrages sur l'ancien lit de l'Isère (1890-1891) ; Syndicat de Saint-Quentin-Moirans et bas Grésivaudan (1894-1898) ; Grenoble : procès-verbal contre un entrepreneur pour encombrement du lit de l'Isère (1895) ; Grenoble : procès-verbal contre un voiturier pour dépôt de matériaux sur la berge de l'Isère (1896) ; Grenoble : procès-verbal contre un voiturier pour dépôt de matériaux sur le chemin de halage et berge de l'Isère (1897) ; Vinay : différend au sujet d'une souscription à la construction d'un pont sur l'Isère (1904) ; Syndicat de la rive gauche de l'Isère (1904).
- 5 K 189** **Drac.-** Allières-et-Risset : un propriétaire réclame l'exonération de taxes syndicales en raison de dommages subis par suite de crues du Drac au syndicat des digues (1925) ; Grenoble : syndicat de la rive droite du Drac concernant divers propriétaires en vue d'obtenir la réduction d'impôt (1890-1892) ; Grenoble : procès-verbal contre divers propriétaires pour déversement de déblais dans le lit du Drac (1894-1909) ; Pont-de-Claix : syndicat de Comboire à l'Echaillon au sujet d'un procès-verbal contre divers propriétaires pour dépôt de décombres dans le lit du Drac (1877-1908) ; Sassenage : syndicat de Comboire à l'Echaillon (1922-1925).
- 5 K 190** **Canal de la Bourne.-** Auberives-en-Royans : un propriétaire demande des dommages-intérêts à un entrepreneur du canal de la Bourne pour dégâts occasionnés à sa propriété (1878) ; Beaurepaire : Forces Motrices du Vercors (1921) ; Coublevie : un propriétaire contre la société des Forces Motrices de Grenoble au sujet d'un paiement de dommages causés par la pose de câbles (1900) ; Pont-en-Royans : affaires de la société du canal de la Bourne (1909) ; Pont-en-Royans : un particulier demande des dommages-intérêts contre la société du canal de la Bourne pour dégâts occasionnés à ses immeubles (1909-1910) ; Pont-en-Royans : la commune demande à une société le paiement pour dommages causés à la construction d'un barrage sur la Bourne pour la création d'une prise d'eau du canal (1909-1910) ; Pont-en-Royans : un propriétaire demande un paiement pour dommages causés à sa propriété et son usine par la construction d'un barrage sur la Bourne (1909-1910) ; Saint-Just-de-Claix : service vicinal contre la Société du canal de la Bourne au sujet d'une requête en paiement pour dommages causés au chemin de grande communication n°58 par un éboulement de terrain (1915-1917).
- 5 K 191** **Torrent de Bréda.-** Pontcharra : réclamation d'un propriétaire pour obtenir la réduction d'une cotisation pour la réparation de la prise d'eau provenant du torrent de Bréda au barrage des Mittenies (1890) ; Pontcharra : un propriétaire demande un dégrèvement d'une somme pour la réfection du barrage des Mittenies du torrent de Bréda (1891-1892) ; Pontcharra : demande du conseil municipal de poursuivre en justice une société ainsi que des industriels établis sur le canal de Renevier à l'effet de faire reconnaître qu'une propriété n'est grevée d'aucune servitude de passage d'eaux du Bréda (1891).
- Syndicat inférieur de l'Oisans.-** Bourg-d'Oisans (Le) : ordonnance du roi Louis Philippe du 29 juillet 1829 qui réunit en association syndicale les intéressés aux travaux de défense contre la Romanche et ses affluents et qui autorise les propriétaires à défendre leur terrain situé dans la plaine du Bourg-d'Oisans avec création du syndicat (1845) ; Bourg-d'Oisans (Le) : un propriétaire contre le syndicat pour dommages causés par la Romanche (1885) ; Bourg-d'Oisans (Le) : un entrepreneur demande le paiement de travaux pour le syndicat (1877).
- Syndicat supérieur de l'Oisans.-** Bourg-d'Oisans (Le) : une société demande le paiement des travaux pour le syndicat (1878).

Syndicat des Eaux Claires.- Grenoble : assignation à la requête de deux propriétaires contre le syndicat (1890).

Syndicat du canal du Beaumont.- Valbonnais : un propriétaire contre le syndicat au sujet de dégradations suite à un orage (1889) ; Saint-Laurent-en-Beaumont : un propriétaire contre le syndicat pour obtenir le remboursement de taxes syndicales (1890-1891) ; Salle-en-Beaumont (La) : un propriétaire contre le syndicat pour décharge de la taxe syndicale (1891) ; Valbonnais : des propriétaires contre le syndicat au sujet d'un paiement de dommages occasionnés par une rupture du canal de Beaumont (1896-1898) ; Entraigues : un entrepreneur contre le syndicat au sujet de paiement de travaux (1919) ; Salle-en-Beaumont (La) : un propriétaire contre syndicat au sujet du droit d'arrosage (1922).

Syndicat du canal de Beaumont et Syndicat du canal de la Roche.- Valbonnais : un propriétaire contre les syndicats pour dommages causés par un déversement d'eau et de graviers (1898-1899).

Syndicat de Lancey à Grenoble.- Gières : réclamation de propriétaires au sujet d'un curage du fossé du chemin d'exploitation des mas de Chevillères et Perrière (1890-1891) ; Saint-Martin-d'Hères : un propriétaire d'une gauchère située sur la rive gauche de l'Isère demande le remboursement du prix de reconstruction d'une vanne (1891).

Syndicat des Chaux.- Valbonnais : une usine contre le syndicat au sujet d'une réclamation contre la fixation d'un classement de terrains (1896).

Syndicat des digues de la Gresse.- Vif : réclamation d'un propriétaire contre le syndicat en décharge de son imposition (1854).

Syndicat des digues de la Gresse amont.- Vif : demande en autorisation d'instance devant le Conseil de préfecture (1903) ; Pont-de-Claix : un entrepreneur contre le syndicat au sujet d'une demande en résiliation en paiement de dommages-intérêts pour travaux d'entretien (1903-1905).

Syndicat de Bresson à Saint-Ismier.- Bernin : pétition par un propriétaire réclamant un dégrèvement des taxes (1890) ; Crolles : réclamation en décharge de taxes de deux propriétaires concernant le ruisseau de Manival au syndicat (1898) ; Crolles : réclamation d'un propriétaire en décharge de taxes concernant le ruisseau de Manival (1899) ; Bernin : demande de déclassement de terrains par un propriétaire section de Bois Claret (1907) ;

Syndicat du prolongement du canal de la Marsanne.- Valbonnais : un propriétaire contre le syndicat pour dégrèvement de la taxe d'arrosage (1894).

Syndicat de la rive droite de la Bonne.- Verneys : assignation à la requête du directeur du syndicat de la Bonne contre la commission administrative des Verneys pour dommages causés sur la digue de la rive droite (1890) ; Valbonnais : un propriétaire contre le syndicat pour déclassement d'une parcelle (1894).

Syndicat de la Bonne.- Valbonnais : un meunier contre le syndicat au sujet d'une demande de réduction de taxe syndicale (1898-1902).

Syndicat du canal de la Souloize.- Pellafol : assignation à la requête d'un propriétaire pour le règlement de dommages causés à sa propriété par les travaux du canal de la Souloize (1885) ; Pellafol : un propriétaire contre le syndicat au sujet de remboursement de taxes (1892-1893) ; Pellafol : un propriétaire réclame une somme indûment payée au sujet de l'arrosage d'une parcelle (1904) ; Pellafol : un propriétaire contre le syndicat du canal de la Souloize au sujet d'un paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé à ses propriétés par la suppression des arrosages (1911-1913) ; Pellafol : un propriétaire contre le syndicat du canal de la Souloize au sujet d'un paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé à ses propriétés par la suppression des arrosages (1912-1913).

Syndicat du Dolon.- Chanas : un propriétaire contre le syndicat au sujet d'un paiement de dommages causés à une propriété par suite de travaux pour redresser le torrent du Dolon (1897).

Syndicat du Lavanchon.- Saint-Paul-de-Varces : liquidation de la régie établie pour la construction de six barrages-seuils dans le lit du torrent du Lavanchon (1907).

Syndicat de Nivolas-Vermelle.- Nivolas-Vermelle : demande d'un manufacturier tendant à obtenir la réduction de la cote qui lui a été imposée pour l'année 1893 (1894).

Syndicat des eaux et usines de Roize.- Saint-Julien-de-Ratz : demande d'autorisation par la commune et divers propriétaires de poursuivre en justice le syndicat au sujet du captage d'eau (1899).

5 K 192

Bourg-d'Oisans (Le) : demande du conseil syndical de défendre l'action dont la commune est menacée par un propriétaire au sujet d'un paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé sur le mur de son jardin à la suite de la couverture du canal du Bourg-d'Oisans (1901).

Chantelouve : un propriétaire contre l'Etat (Eaux-et-Forêts) au sujet d'un paiement de travaux de construction d'un canal de dérivation du torrent des Palles (1913-1914).

Grenoble : dommages subis par un particulier suite au redressement du lit du Verderet (1872) ; procès-verbal aux voituriers industriels pour dépassement de poids sur la digue du Drac (1890).

Herbeys : un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement de travaux de captage et de canalisation d'eau de sources (1910).

Lans : un meunier contre la commune au sujet d'un paiement de dommages-intérêts par suite de fouilles ayant diminué le débit du ruisseau Le Furon qui fait mouvoir son moulin (1903-1908).

Mure (La) : des propriétaires contre la commune au sujet d'une demande tendant à faire rendre au lit du ruisseau de Bouteillant toutes les sources détournées (1903-1905).

Oytier : un particulier contre la commune au sujet d'une demande en paiement d'indemnité pour préjudice causé à sa propriété par des débordements du ruisseau de Gorge (1891-1903).

Poliénas : constat d'urgence demandé par des industriels pour décrire l'état des lieux, le cours des ruisseaux de Malatras et de la Caillatière et du canal, indiquer la position de la source Blanchard que la commune se propose de détourner pour des travaux de captage d'eau potable (1923).

Pontcharra : un fabricant de ciment contre la commune au sujet d'un paiement de travaux de canalisations en ciment pour l'adduction et la distribution d'eaux des sources (1902-1906).

Roissard : un particulier contre la commune au sujet de travaux dans le lit de l'Esserton longeant sa propriété (1901).

Roussillon : deux entrepreneurs de travaux publics contre la commune pour paiement des travaux de captage des eaux des sources du Cocard (1911-1912).

Saint-Pierre-d'Entremont : contravention à la police des cours d'eau pour accumulation de bois encombrant le ruisseau de Noirfond (1916-1920).

Tullins : demande d'autorisation par le conseil municipal d'appeler au jugement contre la commune au profit d'un propriétaire au sujet du ruisseau du Rival (1891).

Vif : un entrepreneur de travaux publics contre la commune au sujet du paiement des travaux de couverture du ruisseau du Genevrey (1900).

Vinay : constat d'urgence concernant les travaux de captage des eaux d'une source voisine du ruisseau le Tréry (1922).

5 K 193

Marais.- Bourgoin : le syndicat des marais de Bourgoin concernant l'estimation des dépenses annuelles de l'entretien des canaux (1894-1896) ; un propriétaire contre le syndicat des marais de Bourgoin au sujet d'une demande en réduction de la taxe de curage (1914).

Mure (La) : divers propriétaires contre le syndicat des marais de La Mure au sujet d'une demande en révision de classement des protestations et réclamations au cours des enquêtes (1898-1905).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES BATIMENTS MILITAIRES

5 K 194

Fort de Briançon.- Régularisation du cautionnement immobilier d'un officier d'administration gestionnaire des vivres et fourrages au Fort de Briançon (1893).

Fort de Genas.- Azieu : un particulier contre un entrepreneur du fort au sujet d'une demande de paiement pour réparation de dommages suite à une occupation temporaire de terrain (1893) ; Janneyrias : pétition d'un entrepreneur des travaux du fort tendant à obtenir la nomination d'un tiers expert (1891) ; un entrepreneur de travaux publics contre l'Etat au sujet du paiement de travaux de construction du Fort (1892) ; Saint-Pierre-de-Chandieu : une société de sondage contre l'Etat (Ministère de la Guerre) au sujet d'une requête tendant à faire constater l'importance des dommages causés à la société par la destruction de la tour de sondage du fort le 9 août 1914 (1922-1923).

5 K 195

Place de Grenoble.- Le ministre de la Guerre contre un arrêté préfectoral qui a renvoyé un entrepreneur aux fins d'un procès-verbal contre lui au sujet de travaux faits sur la 1^{ère} zone des servitudes militaires pour la transformation d'une ferme en bâtiments d'habitation (1867-1883) ; contravention contre 4 personnes au sujet des servitudes militaires (1876) ; un usinier contre le génie militaire au sujet d'un paiement pour dommages causés par une tranchée creusée par le génie militaire (1877) ; mémoire de discussion tendant à la répression de contravention commise par deux personnes aux lois et règlements sur les servitudes militaires (1891) ; procès-verbal contre un négociant pour contravention à l'article 7 du règlement sur les servitudes défensives du génie militaire (1896) ; procès-verbal contre deux personnes pour contravention au règlement sur les servitudes défensives (1898-1899) ; procès-verbal contre un propriétaire pour contravention du règlement sur les servitudes défensives (1896-1897) ; procès-verbal contre un particulier pour contravention aux articles du règlement sur les servitudes défensives du 10 août 1853 (1900) ; un serrurier contre l'Etat au sujet d'un paiement de travaux au nouvel arsenal du parc Randon (1902) ; procès-verbal contre un horticulteur pour avoir indûment construit un hangar dans la zone des servitudes militaires (1908) ; le génie militaire contre un adjudicataire au sujet d'un paiement de pénalité pour non exécution de travaux dans diverses casernes (1910) ; procès-verbal contre un propriétaire pour contravention aux lois et règlements sur les servitudes militaires (1911) ; procès-verbal contre un ébéniste pour contravention aux lois et règlements sur les servitudes militaires (1912) ; procès-verbal contre un particulier pour contravention aux lois et règlements sur les servitudes militaires (1912) ; procès-verbal contre un horticulteur pour contravention aux lois et règlements sur les servitudes militaires (1912-1913) ; le chef du génie militaire prononce la suspension des ouvrages

commencés par un propriétaire à Grenoble près la Porte Saint-Laurent (1913) ; demande d'indemnités d'un entrepreneur pour construction de douches du génie militaire (1913) ; le chef du génie militaire prononce la suspension des ouvrages commencés par un particulier route de Gières (1914-1919) ; procès-verbal contre un particulier pour contravention aux lois et règlements sur les servitudes militaires (1914-1919) ; un entrepreneur contre le génie militaire au sujet d'un paiement sur des travaux qui lui ont été indûment enlevés de son adjudication du 29 avril 1910 (1914-1919) ; un entrepreneur contre les servitudes militaires demande à ne pas être tenu des formalités de timbre de la série pour divers travaux dont il a été déclaré adjudicataire le 5 septembre 1913 (1914-1919) ; demande de redressement de prix prévus à résiliation des marchés avec l'administration du génie militaire (1918) ; opposition d'un ingénieur contre l'arrêté du Conseil de préfecture au sujet de taxes et honoraires des experts du génie militaire (1921).

5 K 196 **Place de Grenoble** (suite).- Procès-verbal contre un particulier pour contravention commise dans la zone des servitudes militaires autour de l'enceinte de cette commune (1918) ; un propriétaire contre le ministre de la Guerre au sujet d'un paiement de fournitures de bois de sapin soumis au génie militaire de cette commune (1920) ; un propriétaire de Gières contre le génie militaire au sujet d'un paiement de dommages causés à sa propriété par des travaux d'aménagement du Fort du Murier (1914-1919) ; un entrepreneur contre le ministère de la Guerre au sujet d'un paiement pour arrêt de divers travaux engagés pour la construction d'un pavillon du génie militaire (1916-1920) ; un entrepreneur contre le ministre de la Guerre au sujet d'un paiement de travaux réalisés dans une caserne militaire (1927).

Autres places

Côte-Saint-André (La) : un entrepreneur contre le ministre de la Guerre au sujet d'un paiement de travaux à une caserne (1918-1921).

5 K 197 **Fort de Saint-Eynard (Corenc)** : construction (1880-1891) ; occupation temporaire au fort, construction de batteries (1892-1894) ; un propriétaire contre l'Etat au sujet d'une demande de paiement pour dommages causés à sa propriété par une voiture de l'armée (1908).

Grenoble : registres des conditions générales de prix des travaux militaires (1909-1916).

Fort de Meyzieu : un entrepreneur contre l'Etat au sujet du paiement de travaux de construction du fort (1896-1899).

Saint-Marcellin : arrêté du 1^{er} mai 1915 nommant un conseiller général en tant que conseiller suppléant de la guerre (1915).

Saint-Priest et Genas : occupation temporaire au fort de Saint-Priest (1890) ; un entrepreneur contre l'Etat au sujet du paiement de travaux aux forts de Genas et Saint-Priest (1893-1907).

5 K 198 **Fort de Saint-Priest.** 1890-1892

5 K 199 **Vienne** : contentieux au sujet de la construction du quartier de cavalerie de Vienne. 1888-1894

5 K 200 **Vienne** : contentieux au sujet de la construction de la caserne de gendarmerie. 1900

5 K 201 **Morestel** : le département contre l'adjudicataire des travaux de construction de cette caserne au sujet du paiement de ces travaux. 1901

5 K 202 **Valence** : un entrepreneur contre l'Etat au sujet d'un différend sur des travaux exécutés pour le génie militaire. 1923

CONTENTIEUX FISCAL

5 K 203 **Allevard** : requête d'un négociant en vin contre le percepteur pour avoir exigé la totalité de l'impôt dont le rôle a été publié le 26 décembre 1909 (1910).

Coublevie : opposition d'un propriétaire contre l'arrêté préfectoral sur sa réclamation de contributions directes (1912).

Feyzin : opposition à contrainte (1921).

Fures : une entreprise au sujet de la réduction de sa taxe syndicale (1910).

Grenoble : pourvoi d'un propriétaire contre l'arrêté liquidant ses frais d'expertise en matière de contributions directes (1903) ; recours d'une compagnie contre l'arrêté du Conseil de préfecture taxant et liquidant les frais et honoraires des experts en réclamation de contributions directes (1910) ; requête d'un propriétaire contre l'arrêté du Conseil de préfecture taxant des honoraires dans la réclamation présentée (1912) ; demande en dégrèvement de taxe syndicale du syndicat supérieur de la rive gauche de l'Isère (1912) ; un boucher contre le fisc au sujet d'un sursis de sa taxe sur les bénéfices de guerre (1922) ; un industriel contre le fisc au sujet d'une suspension de sa taxe sur les bénéfices de guerre (1923) ; une société contre le fisc sur l'opposition à un commandement (1924) ; un entrepreneur contre le fisc pour opposition au paiement de ses contributions directes (1924-1925) ; le fisc contre un particulier sur sa requête de l'amende pour infraction au paragraphe d'un article (1925).

Lancey : un propriétaire demande une réduction de taxe syndicale (1904-1906) ; un propriétaire demande une réduction de taxes pour le compte du syndicat (1906-1907) ; réclamation de divers contribuables de Villard-Bonnot demandant dégrèvement des taxes syndicales (1913).

Moirans : requête d'un propriétaire pour opposition au percepteur de Saint-Quentin-sur-Isère pour le paiement des impôts (1911) ; le fisc contre une compagnie aux fins de faire prononcer la récusation et l'annulation des opérations d'expertise (1926-1926).

Mure (La) : opposition d'un industriel et du Cercle des Travailleurs à un paiement (1923-1925).

Nivolas-Vermelle : un manufacturier au sujet d'une demande de réduction de taxes syndicales (1893).

Rioupéroux : requête d'un entrepreneur formant opposition à l'arrêté du Conseil de préfecture allouant des honoraires d'expertise (1911) ; opposition d'une compagnie à l'arrêté du Conseil de préfecture dans la réclamation de contributions directes d'une usine (1913).

Saint-Egrève : opposition d'un propriétaire à l'arrêté du Conseil de préfecture taxant des honoraires dans sa réclamation de contributions directes (1912).

Saint-Ismier : réclamations de dégrèvement rejetées par le syndicat aux contribuables (1898) ; un propriétaire demande le remboursement des taxes syndicales de 1890 (1890-1891).

Trept : un laitier contre le fisc pour exonération de sa taxe sur le chiffre d'affaires (1925-1926).

Tullins : un propriétaire contre le syndicat au sujet d'une demande de réduction de taxes syndicales (1906-1907).

Vaujany : pétition d'un propriétaire sollicitant un dégrèvement sur l'impôt de ses propriétés (1905).

Vienne : réclamation du remboursement d'une somme indûment payée (1906) ; un propriétaire contre le fisc au sujet d'une requête sur le bien fondé des comptes (1922) ; un commissionnaire contre le fisc en vue d'obtenir le remboursement de l'impôt (1924-1925) ; un négociant contre le fisc pour paiement au titre d'une amende exigible à raison d'une omission (1924).

Vif : opposition d'une compagnie à l'arrêté du conseil de préfecture liquidant des frais d'expertise au sujet de la réclamation d'un particulier sur la contribution mobilière (1910-1912).

Virieu : déféré du préfet au retard apporté au percepteur dans le dépôt des comptes de 1899 (1900).

Vizille : circulaire pour vérification des comptes de gestion sur les retards apportés (1889-1898) ; opposition d'une compagnie à l'arrêté du Conseil de préfecture liquidant des honoraires aux experts en matière de contributions directes de deux contribuables à Vizille (1913).

Voreppe : requête d'une compagnie en opposition à l'arrêté du Conseil de préfecture dans la réclamation de contributions directes (1914).

5 K 204

Bourgoin : plusieurs débitants de boisson contre le fisc au sujet du taux d'abonnement que ces derniers ont souscrit pour la vente en détail des vins (1892) ; le fisc contre un débitant de boissons au sujet du montant de l'abonnement de sa vente (1896-1897) ; le fisc contre un débitant de boissons au sujet de l'abonnement de sa vente (1896-1897).

Brignoud : les papeteries contre le fisc concernant la valeur locative de l'usine (1895).

Jallieu : le fisc contre deux débitants de boissons concernant l'abonnement de leur vente (1896-1899).

Fontaine : opposition d'une compagnie à Lyon à l'arrêté du Conseil de préfecture taxant les frais d'expertise dans la réclamation de contributions directes (1910).

Grenoble : réclamation aux contributions directes pour régularisation de sa taxe par un propriétaire (1890) ; les papeteries de Renage contre le fisc au sujet d'une réclamation de leur taxe (1905) ; un coiffeur contre le fisc au sujet d'un supplément de patente (1909) ; un propriétaire contre le fisc taxant les honoraires d'experts (1909) ; requête du percepteur au Conseil de préfecture pour un contribuable au sujet d'une taxe automobile (1910).

Heyrieux : le fisc contre un débitant de boissons au sujet du montant de l'abonnement de ce dernier (1898-1899).

Merlas : pourvoi d'un mandataire contre l'arrêté du Conseil de préfecture concernant une réclamation de frais d'expertise (1907).

Montbonnot : pourvoi d'un propriétaire contre l'arrêté du Conseil de préfecture liquidant les honoraires d'experts (1906).

Renage : pourvoi d'un ingénieur contre l'arrêté liquidant les frais d'expertise (1905).

Ruy : demande d'un débitant de boissons tendant à obtenir du fisc une diminution de son abonnement (1894).

Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs : requête de deux mandataires demandant l'annulation d'un arrêté au Conseil de préfecture liquidant les frais d'expertise (1907).

Saint-Martin-d'Hères : requête d'un industriel contre l'arrêté préfectoral liquidant les frais d'expertise (1908).

Saint-Siméon-de-Bressieux : requête d'un agent voyer contre l'arrêté préfectoral taxant ses frais d'honoraires (1909).

Saint-Quentin-Falavier : réclamation d'un expert en matière de contributions directes (1893-1896).

Varces : opposition d'un expert à l'arrêté au sujet d'une réclamation en matière de contributions directes (1908).

Vienne : pourvoi de deux mandataires contre l'arrêté préfectoral au sujet de contributions des patentes (1905).

Voiron : le fisc contre un débitant de boissons au sujet du montant de l'abonnement (1895-1896).

5 K 205

Allevard : une compagnie contre le fisc au sujet d'une demande de restitution d'une somme indûment payée (1921-1922).

Châtonnay : un boucher contre le fisc pour remboursement d'un impôt indûment payé (1922-1923).

Frette (La) : une coopérative d'ouvriers contre le fisc pour paiement d'une somme non redevable (1923-1925).

Grenoble, la Côte-Saint-André, La Mure : sociétés et particuliers contre le fisc (1922-1925).

Izeron : le fisc contre un marchand de fromage pour paiement de taxe sur le chiffre d'affaires (1923-1924).

Izeaux : une société contre le fisc pour paiement d'impôt sur le chiffre d'affaires (1923-1924) ; le fisc contre un négociant en bestiaux pour paiement de taxe sur le chiffre d'affaires (1922).

Jarrie : le fisc contre un boucher pour paiement de la taxe sur le chiffre d'affaires (1924).

Mens : un marchand de bestiaux contre le fisc pour pénalités pour non déclaration du chiffre d'affaires (1924-1925).

Monteynard : deux associations contre le fisc pour amendes pénalités de la taxe sur le chiffre d'affaires (1924-1925).

Motte-d'Aveillans (La) : plusieurs associations contre le fisc pour droits simples, amendes, pénalités au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires (1924-1925).

Motte-Saint-Martin (La) : des associations contre le fisc pour paiement de taxe sur le chiffre d'affaires (1924-1925).

Mure (La) : le fisc contre un négociant au sujet de l'enregistrement des timbres (1922) ; le fisc contre plusieurs commerçants pour paiement de taxe sur le chiffre d'affaires (1922-1924).

Penol : le fisc contre un négociant de bestiaux pour pénalités pour fausses déclarations du chiffre d'affaires (1923-1924).

Notre-Dame-de-Vaulx : une association contre le fisc pour amendes sur le chiffre d'affaires (1924-1925).

Renage : un négociant contre l'administration des impôts pour paiement sur le chiffre d'affaires (1924).

Saint-Didier-de-la-Tour : le fisc contre un menuisier au sujet d'une demande d'approbation concernant la fabrication illicite de poudre à feu (1921).

Saint-Laurent-du-Pont : un syndicat agricole contre le fisc au sujet d'un remboursement de taxe sur le chiffre d'affaires (1922-1923).

Uriage : une compagnie du Casino contre le fisc au sujet d'une annulation de paiement de taxe sur le chiffre d'affaires (1921-1922).

Voiron : une société contre le fisc pour opposition au paiement sur le chiffre d'affaires (1921-1922).

5 K 206 **Avenières (Les)** : une compagnie industrielle contre une société hydro-électrique au sujet du cahier des charges concédant la fourniture de l'éclairage de cette commune (1904).

Grenoble : la Société Minière du Bassin du Rhône contre la Compagnie des Houillères Lyonnaises et la Compagnie des Charbonnages de Lyon au sujet d'une demande d'indemnités pour travaux (1923-1924) ; une menuiserie du sud-est contre l'Office Public des habitations à bon marché de la commune au sujet d'un paiement de travaux (1925-1927).

POURVOIS EN CONSEIL D'ETAT

5 K 207 **Ponsonnas** : annulation par le Conseil d'Etat de l'arrêté du Conseil de préfecture pour faire régler l'indemnité due à la Compagnie du pont du Drac pour travaux sur la route départementale n°1 (1891).

Bourgoin : requête présentée par un particulier à Apprieu au Conseil d'Etat pour annulation de l'arrêté préfectoral au sujet d'un procès-verbal pour enlèvement d'une palissade qu'il avait établie en saillie sur l'alignement de la route départementale n°7 (1902).

5 K 208 **Grenoble** : arrêtés du Conseil d'Etat, greffe (1918).

Saint-Rambert-d'Albon : pourvoi de la Compagnie PLM contre un arrêté du Conseil de préfecture (1921-1926).

5 K 209 Pourvois en Conseil d'Etat : correspondance.

1922-1924

CONSEIL DE PREFECTURE INTERDEPARTEMENTAL DE GRENOBLE (1926-1953)

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

5 K 210 Correspondance diverse. 1932-1940, 1951

MINUTES D'ARRETES (AFFAIRES DIVERSES)

5 K 211 Octobre-décembre 1926 lacune ; années 1927, 1928

5 K 212 1929

5 K 213 1930, 1931

5 K 214 1932

5 K 215 1933

5 K 216 1934

5 K 217 1935, 1936

5 K 218 1937, 1938

5 K 219 1939¹¹, 1940

5 K 220 1941, 1942¹²

5 K 221 1943, 1944

5 K 222 1945, 1946¹³

5 K 223 Janvier-novembre 1947

MINUTES D'ARRETES CONCERNANT LES CONTRIBUTIONS DIRECTES

5 K 224 Département des Hautes-Alpes. 1935-1955

5 K 225-227 Département de la Drôme 1933-1955

225 Juin 1933-1937, 1940-1948

226 1948-1951

227 1952-1955

¹¹ Il manque les mois d'août à octobre 1939.

¹² Il manque août et novembre 1942.

¹³ Il manque septembre 1946.

5 K 228 -233	Département de l'Isère ¹⁴	1934-1955
228	1934-1936	
229	1937-1939	
230	1940-1944	
231	1945-1948	
232	1948-1950	
233	1951-1955	

5 K 234-235	Département de la Savoie ¹⁵ .	1934-1955
234	1934-1947	
235	1948-1955	

5 K 236-237	Département de la Haute-Savoie ¹⁶	1934-1955
236	octobre 1934-1948	
237	1948-1955	

MINUTES D'ARRETES CONCERNANT LES ELECTIONS

5 K 238	Hautes-Alpes ¹⁷	1929-1953
----------------	----------------------------	-----------

5 K 239	Département de la Drôme ¹⁸	1929-1950
----------------	---------------------------------------	-----------

5 K 240-241	Département de l'Isère	1927-1953
240	1927-1931, 1933-1940	
241	1945, 1947-1953	

5 K 242-243	Département de la Savoie	1928-1953
242	1928-1933, 1935, 1937-1939	
243	1945, 1947-1949, 1951-1953	

5 K 244	Haute-Savoie ¹⁹	1929-1954
----------------	----------------------------	-----------

¹⁴ Voir 5 K 82 pour les minutes de réclamations en matière de contributions directes des années 1927 et 1928.

¹⁵ 5 K 234 : l'année 1940 est manquante.

¹⁶ 5 K 237 : il manque janvier à septembre 1934, 1938, août à décembre 1947 et janvier, février, août à décembre 1948.

¹⁷ 5 K 238 : il manque 1931, 1932, 1936, 1937, 1940-1944, 1946, janvier à septembre 1947, janvier à novembre 1948, 1949-1950, janvier à novembre 1951, 1952, janvier à mai 1953, septembre à décembre 1953.

¹⁸ 5 K 239 : il manque 1936, 1939-1944

¹⁹ 5 K 244 : il manque 1930, 1934, 1936, 1937, 1940-1944, 1946, 1949, 1952.

DECISIONS DU CONSEIL D'ETAT

5 K 245	1926-1930
5 K 246	1931-1932
5 K 247	1933-1935
5 K 248	1936-1947

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

CONTENTIEUX COMMUNAL

- 5 K 249** **Ancelle** : paiement de travaux de chemins vicinaux n°2 et n°4 (1943-1946).
- Argentière (L')** : une société contre la commune au sujet de paiement de travaux d'adduction d'eau (1927-1929) ; une société contre la commune au sujet d'un paiement pour travaux d'adduction d'eau (1929-1930) ; autorisation de plaider au nom de la commune contre un propriétaire pour usurpation de terrain (1930) ; un ingénieur contre la commune au sujet d'un paiement de travaux (1935) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement de travaux (1940-1941).
- Aspremont** : la commune contre le concessionnaire d'éclairage électrique au sujet de l'augmentation des tarifs (1928).
- Aspres-les-Corps** : un entrepreneur contre la commune au sujet de paiement de travaux (1929) ; la commune contre un entrepreneur au sujet d'opposition à la taxe de frais d'expertise (1933).
- Aspres-sur-Buëch** : réclamation sur taxe de pâturage par un particulier (1926) ; immeuble menaçant ruine (1930).
- 5 K 250** **Bâtie-Neuve (La)** : un entrepreneur contre la commune au sujet du règlement de travaux de distribution (1948) ; immeuble menaçant ruine (1951-1952).
- Beaune (La)** : immeuble menaçant ruine au centre du village (1951).
- Beaune-des-Armands (La)** : un propriétaire contre la commune au sujet de dommages-intérêts pour préjudices (1942).
- Bellecombe-Tarendol** : concours en vue de la construction de deux sanatoriums (1931-1932).
- Briançon** : un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement de travaux de distribution d'eau potable (1928-1929) ; immeuble menaçant ruine (1939-1947) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement de l'aménagement de l'hospice civil (1941-1944) ; un entrepreneur contre la ville au sujet d'un paiement de travaux de distribution d'eau potable (1926-1951) ; recours contre une décision de la commission administrative pour la nomination d'un médecin sans service (1951-1952).

- 5 K 251** **Cervièrès** : une société contre la commune au sujet de paiement de contrat pour l'usine électrique (1940).
- Chabottes** : un entrepreneur contre la commune au sujet de paiement de travaux scolaires (1926-1927).
- Champcella** : un propriétaire contre un entrepreneur au sujet d'un paiement à titre de réparation du préjudice subi à un immeuble (1930-1932) ; un propriétaire contre un entrepreneur au sujet d'un paiement pour préjudice causé à un alambic (1930-1932).
- Champoléon** : plusieurs fermiers contre la commune au sujet d'un chemin passant devant leur propriété devenue impraticable (1926-1928) ; un propriétaire contre la commune au sujet d'un règlement d'eau (1947).
- 5 K 252** **Châteauroux** : déféré du préfet contre l'ancien maire pour gestion occulte (1926-1928) ; un négociant contre la commune au sujet d'un paiement de travaux du chemin vicinal n°1 (1938-1939) ; un ingénieur contre la commune concernant un paiement d'honoraires pour projet d'adduction d'eau potable (1943-1947) ; immeuble menaçant ruine (1952-1953).
- 5 K 253** **Château-Ville-Vieille** : une entreprise contre une commune au sujet d'un paiement pour travaux supplémentaires (1941-1944).
- Chorges** : un notaire contre la commune au sujet de dégâts causés par les eaux de pluie à un mur lui appartenant (1946-1949).
- Costes (Les)** : un menuisier contre la commune pour paiement de solde de travaux communaux (1927-1928) ; un propriétaire contre la commune au sujet d'une demande en remboursement de taxe de pâturage (1927) ; un propriétaire contre la commune pour demande d'indemnités suite au préjudice de travaux d'adduction d'eau (1928) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement de travaux de construction de chemins vicinaux n°2 et n°3 (1949-1951).
- 5 K 254** **Embrun** : un adjudicataire de travaux contre la ville au sujet de l'exécution du marché des droits de place (1932) ; un huissier contre la commune au sujet du droit de passage d'un branchement d'eau de la maison communale (1932-1933) ; un propriétaire contre la commune au sujet d'un paiement pour dommages-intérêts du préjudice causé à sa propriété (1937) ; un ingénieur contre la commune au sujet de son reclassement (1937) ; immeuble menaçant ruine (1940-1941) ; demande de démolition d'un immeuble menaçant ruine par la commune (1948-1950) ; immeuble menaçant ruine (1951) ; immeuble menaçant ruine (1951-1952).
- Fare-en-Champsaur (La)** : assistance médicale gratuite d'un particulier hospitalisé au sanatorium de Berck-Plage (1931).
- Faurie (La)** : un ingénieur contre la commune au sujet d'une requête mettant en demeure la commune de remplir l'engagement de tenir rempli un réservoir assurant l'eau au demandeur (1934) ; un instituteur contre la commune au sujet d'une indemnité pour révocation de ses fonctions de secrétaire de mairie (1945-1946).
- Fressinières** : un propriétaire contre un entrepreneur au sujet d'un paiement pour réparation du préjudice causé par des travaux à l'immeuble de ce dernier (1930-1932) ; un propriétaire contre un entrepreneur au sujet d'un paiement pour réparation du préjudice causé par des travaux à l'immeuble de l'exposant sur la voie publique (1930-1932).

- 5 K 255** **Gap** : un propriétaire contre la commune au sujet des dégâts causés à son véhicule par une corde placée en travers de la voie publique (1926-1927) ; un entrepreneur contre la commune au sujet de dégâts causés à son camion enlisé dans une canalisation en réparation (1927) ; une société de gaz contre la commune au sujet de relèvement de tarifs (1929) ; immeuble menaçant ruine (1934) ; un directeur de société contre la ville pour paiement de fournitures au service des pompes funèbres (1936-1937) ; un ingénieur contre la commune pour paiement d'honoraires d'un projet d'adduction d'eau (1937) ; un avoué contre la commune pour blessures à son fils provoquées par une pièce d'artifice (1940) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'une demande de dommages-intérêts pour travaux d'un chemin vicinal n°16 (1942-1946) ; plusieurs personnes contre la commune au sujet d'une demande en paiement pour préjudice causé par l'abattoir (1945).
- 5 K 256** **Gap** : requête du maire concernant des immeubles menaçant ruine (1945) ; un particulier contre la commune au sujet d'un recours contre un arrêté du maire déclarant un candidat reçu au concours de rédacteur stagiaire (1947) ; une veuve contre la commune au sujet d'un paiement de dommages-intérêts à la suite d'un accident ayant causé la mort de son mari (1947) ; un particulier contre la commune au sujet de l'annulation de l'arrêté du président de la délégation spéciale le rétrogradant dans un autre service (1947) ; une employée d'administration contre la commune pour réparation de préjudice de carrière (1947) ; un ingénieur contre la commune pour paiement d'honoraires d'analyses chimiques et établissement d'un projet d'adduction d'eau potable (1947) ; un propriétaire contre la commune au sujet de l'annulation d'un arrêté municipal (1948) ; un minotier contre une société d'électricité et la commune au sujet d'une demande de dommages-intérêts suite à un accident survenu à son camion (1948) ; un propriétaire contre la commune au sujet d'une demande d'application de loi et de rappel de paiement de traitement (1949) ; un propriétaire contre la commune au sujet d'un reclassement professionnel (1949) ; une société d'électricité contre la commune pour attribution d'indemnités extra-contractuelles (1952) ; un ex employé contre la commune concernant une réclamation contre un arrêté de reclassement (1953).
- 5 K 257** **Grave (La)** : un ingénieur contre la commune au sujet d'un paiement pour projet d'adduction d'eau (1941).
Guillestre : la commune contre un ingénieur au sujet d'une demande de fournitures d'éclairage électrique (1930) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'une demande de résiliation d'un marché de 1927 (1931) ; un ingénieur contre le syndicat intercommunal d'électrification du canton de Guillestre au sujet d'un paiement pour travaux (1943).
- 5 K 258** **Jarjayes** : un instituteur contre la commune concernant une réclamation contre un arrêté du maire le révoquant de ses fonctions de secrétaire de mairie (1947-1948).
- 5 K 259** **Laragne** : un propriétaire contre la commune au sujet de réparation de préjudice lors du transfert d'une concession perpétuelle (1950-1952).
Lieudieu : un entrepreneur contre la commune au sujet d'une demande de paiement concernant des travaux de démolition du clocher de l'église (1933-1934).
- 5 K 260** **Manteyer** : un propriétaire contre la commune au sujet d'un terrain confinant au levant la maison curiale dont l'aliénation a été autorisée (1929-1930).

- Monétier-Allemont** : une société contre la commune au sujet de paiement de travaux (1949).
- Monétier-les-Bains (Le)** : un particulier contre la commune concernant sa taxe de pâturage (1950-1951).
- Montmaur** : un secrétaire de mairie contre la commune au sujet de sa révocation (1950-1951).
- 5 K 261**
- Orcières** : un agriculteur contre la commune au sujet de sa taxe de pâturage (1946-1949).
- Orpierre** : fixation du domicile de secours d'un berger (1931) ; immeuble menaçant ruine (1937).
- Orres (Les)** : un ingénieur contre la commune concernant une demande de frais d'honoraires pour un projet d'adduction d'eau (1934).
- 5 K 262**
- Pelleautier** : un particulier contre la commune au sujet d'une demande de dommages-intérêts pour préjudice causé à sa propriété suite à de travaux (1939-1941).
- Peyrus** : un particulier contre la commune concernant le redressement d'un chemin rural (1927).
- Poët (Le)** : un particulier contre la commune au sujet d'un préjudice causé à un mur de sa propriété suite à une démolition d'immeuble (1937-1938).
- Puy-Saint-Pierre** : gestion occulte de l'ancien maire (1925).
- Puy-Saint-Vincent** : un particulier contre la commune au sujet d'une demande de dégrèvement de taxe de pâturage (1927) ; un particulier contre la commune au sujet de dégrèvement de taxe de pâturage (1927).
- Puy-Sanières** : un propriétaire contre la commune au sujet d'une demande de paiement pour réparation du préjudice causé par les travaux d'adduction d'eau potable (1936).
- 5 K 263**
- Réallon** : un secrétaire de mairie contre la commune au sujet du rétablissement dans ses fonctions, traitement et indemnités (1937-1938).
- Remollon** : immeuble menaçant ruine (1952).
- Risoul** : un entrepreneur contre la commune concernant une indemnité de majoration pour travaux de distribution d'eau potable (1948).
- Romette** : un entrepreneur contre la commune au sujet d'une résiliation d'adjudication de travaux (1926) ; requête de 22 propriétaires en vue d'obtenir décharge de toutes contributions réclamées (1928).
- Rosans** : un industriel contre la commune pour réparation de préjudices (1935).
- 5 K 264**
- Saint-Bonnet-en-Champsaur** : une société d'eau contre la commune au sujet d'un paiement du solde de travaux d'adduction d'eau (1929) ; immeuble menaçant ruine (1951).
- Saint-Chaffrey** : un ingénieur contre la commune au sujet d'un paiement d'honoraires pour aménagement d'un plan d'extension (1943).
- Saint-Crépin** : un entrepreneur contre une société d'assainissement et la commune pour refus aux demandeurs du projet de travaux d'adduction d'eau (1928) ; un particulier

contre l'association syndicale des hameaux des chemins de Saint-Crépin au sujet d'une réduction de taxe (1936).

Saint-Cyrice : assistance aux vieillards, infirmes et incurables (1932).

Saint-Disdier-en-Dévoluy : un particulier contre la commune au sujet du dégrèvement de la taxe de pâturage (1934).

Saint-Etienne-en-Dévoluy : un propriétaire contre la commune pour liquidation de frais d'expertise (1928-1930) ; une société d'assainissement contre la commune au sujet d'un paiement de travaux d'adduction d'eau potable (1929) ; un agriculteur contre la commune pour décharge de sa taxe de pâturage (1935).

Saint-Firmin : la commune contre un industriel au sujet d'une demande d'électrification pour cette commune (1930) ; un entrepreneur contre la commune concernant des travaux d'adduction d'eau potable (1947).

Saint-Julien-en-Beauchêne : un entrepreneur contre la commune au sujet d'une résiliation de marché (1928).

Saint-Pierre-Avez : un agriculteur contre la commune pour réduction de sa taxe de pâturage (1946-1949).

Savines : autorisation de plaider de la commune dans un contentieux entre un propriétaire contre un entrepreneur au sujet de l'établissement d'une loge à cochons sur une partie de son terrain (1930) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'une résiliation de marché (1931) ; assistance médicale gratuite au sujet d'un enfant (1931).

5 K 265 **Tallard** : un particulier contre la commune au sujet d'une demande d'indemnités pour réparations à sa propriété inondée par suite de travaux (1935).

5 K 266 **Villars** : gestion occulte de l'ancien maire (1929-1930).

Villard-Saint-Pancrasse : un propriétaire contre la commune aux fins d'une autorisation d'une action en justice contre un autre propriétaire au sujet de terrains communaux appartenant au demandeur (1930).

CONTENTIEUX ELECTORAL

5 K 267 **Chauffayer** : élections municipales (1928).

Upaix : élections municipales (1928).

Canton d'Aspres-sur-Buëch : protestation contre l'élection du conseiller général aux élections cantonales (1934).

Déchéance des élus communistes (1940).

Canton de Guillestre : protestation contre l'élection du conseiller général aux élections cantonales (1945).

Association syndicale du canal de Ventavon : contentieux sur les élections pour le renouvellement de la commission syndicale (1945).

Association syndicale du Pont-du-Fossé : contentieux sur les élections du renouvellement de la commission syndicale (1946).

Cantons d'Aiguilles et de Gap : protestation contre les élections des délégués cantonaux pour les élections au Conseil de la République (1946).

Elections législatives partielles du 4 novembre 1951 : protestation d'un candidat (1951).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES VOIES DE COMMUNICATION

Routes nationales

5 K 268 Briançon : un entrepreneur contre les Ponts-et-Chaussées pour réparation de préjudices causés par la construction d'une route nationale et paiement des travaux de la route nationale n°91 (1936) ; Briançon : un entrepreneur contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un paiement de travaux sur la route nationale n°91 (1948) ; Briançon : un ingénieur contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'une demande d'indemnités à la suite d'un accident provoqué par les travaux de la route nationale n°94F (1951) ; Briançon : un ingénieur contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'une demande d'indemnités pour travaux sur la route nationale n°202 (1937) ; Briançon : un avocat contre les Ponts-et-Chaussées pour demande d'indemnités au sujet d'un accident d'automobile survenu par suites de travaux sur la route nationale n°202 (1937) ; Monétier-les-Bains (Le) : divers propriétaires contre les Ponts-et-Chaussées et un entrepreneur pour indemnisation suite à la route nationale joignant le col du Lautaret au col du Galibier (1939).

5 K 269 Chorges : un particulier contre l'administration responsable à la suite de travaux sur la route nationale n°94 au sujet de l'accident de son fils (1932) ; Corps : un particulier contre le préfet au sujet d'une demande dommages-intérêts à la suite d'un accident d'automobile sur la route nationale n°85 (1929).

5 K 270 Gap : un entrepreneur contre l'Etat pour refus de paiement de fournitures de matériaux pour la route nationale n°100 (1929) ; Guillestre : un entrepreneur contre l'Etat au sujet d'un paiement pour renchérissement de prix pour la route nationale n°202 (1927) ; Gap : un cultivateur contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'une demande de remboursement pour réparation des dommages subis au caniveau de la route nationale n°542-43 (1937) ; Gap : une société contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'une demande de paiement pour préjudice causé à son automobile sur la route nationale n°549 (1942) ; Remollon : la commune contre un particulier pour avoir extrait un dépôt de sable en bordure de la route nationale n°542 (1943-1945).

Routes départementales (RD), chemins de grande communication (CGC)

5 K 271 **RD 474.-** Orcières : plusieurs propriétaires contre le département concernant un accident survenu sur la route (1950).

CGC 13.- Orcières : un maréchal-ferrant contre la commune protestant contre l'empiètement du chemin (1927).

CGC 14.- Gap : un entrepreneur contre le département réclamant un paiement pour travaux sur le chemin (1947).

5K 272 **Pont-du-Rousset** : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre un particulier pour extraction de matériaux en bordure du chemin départemental (1943).

5 K 273 **Réallon** : un particulier contre un particulier protestant du fait que ce dernier a installé sur le chemin communal une voûte ne permettant plus de passer avec des véhicules chargés (1931) ; autorisation de plaider au nom de la commune contre 15 propriétaires (1938) ;

Rosans : un propriétaire intente une action contre un autre propriétaire afin de redonner à la cure ses anciennes limites sur la route de Nyons (1931) ; un transporteur contre les Ponts-et-Chaussées pour réparation du préjudice subi lors d'un accident de la circulation sur la route nationale (1951).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES CHEMINS DE FER ET LES TRAMWAYS

Compagnie du PLM (Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée), Société nationale des Chemins de fer (SNCF)

5 K 274 **Ligne de Chorges à Barcelonnette** : un propriétaire contre la compagnie du PLM en réparation du préjudice subi pour privation d'eau par le passage de la ligne (1934).

5 K 275 **Grenoble** : procès-verbal contre un mécanicien pour dégâts causés à la barrière n°2 par sa voiture (1926).

Ligne de Grenoble à Briançon.- Saint-Julien-en-Beauchêne : déféré du préfet contre une personne pour demande d'indemnités pour dommages causés à une barrière au passage à niveau n°39 (1933) ; déféré du préfet pour procès-verbal contre une personne au sujet d'une demande en paiement pour réparations de dégâts provoqués à son automobile par la barrière du pont n°43 (1935).

Ligne de Grenoble à Marseille.- Déféré du préfet contre un entrepreneur à Menton au sujet de paiement d'indemnités pour dégâts causés au passage à niveau n°39 (1933) ; procès-verbal contre un garagiste à Veynes pour dégâts causés au passage à niveau n°46 (1936) ; Faurie (La) : procès-verbal contre un particulier pour dégâts causés à la barrière n°42 par son automobile (1940) ; Laragne : déféré du préfet contre une entreprise pour dégâts causés au pont de chemin de fer (1946).

Ligne de La Mure à Gap.- Un ingénieur contre les Ponts-et-Chaussées pour dommages subis par les travaux de construction de la ligne sur des parcelles de terre lui appartenant (1929).

Ligne de Saint-Firmin à Corps.- Divers propriétaires contre l'Etat au sujet de dégâts subis pendant les travaux de construction de la ligne (1927).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES COURS D'EAU ET LES SYNDICATS DE GESTION DES COURS D'EAU

5 K 276 **Turrier** : déféré du préfet contre un entrepreneur pour contravention au sujet d'extraction de sable dans la Durance (1940).

Veynes : les Ponts-et-Chaussées contre un conducteur de camion pour contravention au sujet d'extraction de matériaux dans le Petit Buèch (1948).

Lettret : un architecte contre la commune au sujet de dégâts causés à sa propriété par le torrent du Rio (1951).

5 K 277 **Beaune (La)** : demande d'exonération d'une taxe d'arrosage de l'association syndicale du Canal de Villard (1950-1952).

Briançon : plusieurs propriétaires contre le syndicat du canal de ville au sujet de réglementation de l'usage des eaux d'irrigation (1950).

Chagne : un propriétaire contre l'association syndicale du canal de Chagne à Risoul pour préjudice (1931).

Châteauneuf-de-Chabre : un propriétaire contre l'association syndicale du canal d'arrosage de Châteauneuf-de-Chabre au sujet d'une indemnité pour taxe d'arrosage (1926) ; plusieurs propriétaires contre le syndicat du canal d'arrosage de Châteauneuf-de-Chabre au sujet d'une demande de décharge de taxe (1939).

Chauffayer : l'association syndicale du canal des Herbeys contre une société d'énergie électrique au sujet de privation d'eau d'arrosage (1933-1934).

Châteauvieux : un propriétaire contre l'association syndicale des marais de la plaine de la Chaup pour réparation de préjudice (1934).

Chorges : des propriétaires contre l'association syndicale d'aménée d'eau de la Couche à Chorges, au sujet d'un remboursement de taxes (1936).

5 K 278

Association syndicale du canal de Gap.- Gap : un propriétaire contre l'association syndicale au sujet de dégâts causés à sa propriété (1930) ; Gap : un propriétaire contre l'association syndicale et les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un préjudice causé par le déversement d'eaux (1930-1932) ; Gap : un propriétaire contre l'association syndicale au sujet de dégâts à sa propriété par les eaux d'arrosage (1933) ; Gap : un agriculteur contre l'association syndicale au sujet de décharge des taxes (1934) ; la commune de Saint-Jean-de-Nicolas contre l'association syndicale concernant la destruction de parcelles communales (1934) ; Gap : un agriculteur contre l'association syndicale pour réparation d'infiltration d'eau dans ses terres (1936) ; Gap : un propriétaire contre l'association syndicale pour réparation d'un préjudice (1943).

Syndicat du Canal de Grammorel.- Gap : mise en demeure du receveur de présenter les comptes de gestion (1937).

Syndicat du canal Guibertin.- Monétier-les-Bains (Le) : un particulier contre le syndicat pour réclamations contre une taxe d'arrosage (1948).

Syndicat des Chaussendents.- Guillaume-Peyrouse : le syndicat contre une société pour demande d'indemnités pour privation d'eau d'arrosage (1934).

Association syndicale du canal de Guire.- Le syndicat contre les Ponts-et-Chaussées pour travaux sur le lit du Buèch (1944).

5 K 279

Montrond : requête d'un propriétaire aux fins de nomination d'un expert pour faire visiter les lieux litigieux sur le canal (1936).

Motte-en-Champsaur (La) : le syndicat du canal de la Motte contre la commune de Saint-Eusèbe pour réparation de dommages causés au canal (1932) ; l'association syndicale du canal contre la commune au sujet d'une demande d'indemnités pour privation d'eau (1932) ; un entrepreneur contre l'association syndicale du canal au sujet du paiement de travaux (1933) ; un propriétaire contre l'association syndicale du canal au sujet de taxes d'arrosage (1953).

5 K 280

Oze : un propriétaire contre la commune au sujet de travaux d'adduction d'eau (1930).

5 K 281

Poët (Le) : une compagnie d'assurances contre l'association syndicale du Canal du Ventaron au sujet du règlement de la police d'assurance (1951-1953).

Association syndicale du Pont-du-Fossé.- Divers propriétaires contre le syndicat au sujet d'une demande de dégrèvement de la taxe (1928) ; un propriétaire contre l'association syndicale du canal au sujet de dommages-intérêts pour dégâts causés à sa propriété par le canal (1931) ; un propriétaire contre l'association syndicale au sujet de

dommages-intérêts pour manque d'arrosage (1948) ; Poligny : un agriculteur contre l'association syndicale au sujet de réparation de préjudice causé pour privation d'eau d'arrosage (1951).

5 K 282 **Syndicat du canal d'irrigation d'Isclamarre.**- Serres : requête de deux propriétaires afin de nommer un expert afin de constater le préjudice causé à leurs propriétés par les eaux du canal (1933) ; Serres : un propriétaire contre le syndicat au sujet d'une taxe d'arrosage (1934).

Association syndicale du canal de Guire.- Serres : un particulier contre l'association syndicale au sujet d'une demande de dommages-intérêts et détaxe pour privation d'arrosage (1935) ; Serres : un propriétaire contre la commune et l'association syndicale au sujet de remboursement de taxes (1938).

Association syndicale des Sétives.- Sigottier : un particulier contre l'association syndicale pour protestation contre la gestion de cette association (1939).

5 K 283 **Association syndicale du canal de Ventavon.**- Tallard : un propriétaire à Lettret aux fins de nomination d'un expert afin de constater les dégâts causés à sa propriété par la rupture du canal de Ventavon (1931) ; Poët (Le) : un agriculteur contre l'association syndicale au sujet de la taxe d'arrosage (1935) ; Poët (Le) : un propriétaire contre l'association syndicale pour remboursement d'une cotisation et annulation de son inscription pour participation à l'arrosage (1939) ; Poët (Le) : l'ancien garde du canal contre l'association syndicale au sujet de sa révocation (1950) ; Poët (Le) : un propriétaire contre l'association syndicale pour dégâts causés à sa propriété par des travaux du canal (1951).

Association syndicale du chemin de Tresbaudon.- Tallard : un entrepreneur contre l'association syndicale au sujet d'une demande de paiement pour travaux (1931).

Association syndicale du canal de Villard.- Villard : un propriétaire contre l'association syndicale pour cessation de versement et demande dommages-intérêts (1927).

Canal du Drac.- Tallard : un propriétaire contre l'administration du canal au sujet d'une indemnité pour remboursement de taxe d'arrosage (1932).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES BATIMENTS ET TERRAINS MILITAIRES

5 K 284 **Briançon.**- Un entrepreneur contre l'Etat (service du génie militaire) au sujet d'une demande de paiement concernant des travaux de la route militaire (1931) ; liquidation de frais d'expertise concernant le génie militaire (1931) ; un entrepreneur contre l'Etat au sujet d'un paiement pour construction de huit pavillons du génie militaire pour sous-officiers mariés (1932) ; le génie militaire contre un entrepreneur pour contestation de règlement de compte à payer à l'Etat au sujet d'un marché pour entretien des bâtiments militaires (1934).

5 K 285 **Briançon** (suite).- Un entrepreneur contre l'Etat concernant un paiement pour solde de travaux au fort du Janus (1942) ; un entrepreneur contre l'Etat au sujet d'une indemnité relative à la construction de pavillons à Briançon et Château-Queyras (1948).

5 K 286 **Embrun.**- Un entrepreneur contre l'Etat au sujet d'une indemnité pour dégâts à son automobile par un véhicule militaire (1927) ; l'Etat au sujet d'une caution de garantie des sommes fixées par arrêté pour travaux bâtiments militaires (1945) ; un constructeur

contre l'Etat pour paiement de travaux de la construction de la caserne de la garde républicaine (1943); installation d'un peloton de garde républicaine dans cette commune (1943); une société contre Etat au sujet d'une demande d'indemnités pour travaux de la caserne de la garde républicaine (1945).

5 K 287 **Gap.**- Un entrepreneur contre l'Etat au sujet d'un paiement relatif à la construction de la caserne de la garde mobile dans cette commune (1946).

Tallard.- L'association syndicale du canal contre l'Etat au sujet de non paiement de taxe d'arrosage pour expropriation de terrain à Tallard aux fins d'aménagement d'un champ d'atterrissage de l'aviation militaire (1949).

CONTENTIEUX FISCAL

5 K 288 **Briançon** : le sanatorium du Bois de l'Ours contre le fisc pour opposition à titre de perception (1953).

5 K 289 **Briançon** : un marchand de chevaux contre le fisc au sujet d'une demande de décharge d'imposition pour contestation de la qualité d'éleveurs (1945).

5 K 290 **Gap** : un propriétaire contre le fisc pour opposition à contrainte d'un paiement (1934); opposition à contrainte formulée par un particulier (1941); opposition à contrainte par un particulier (1945); opposition à contrainte par un propriétaire (1948); opposition à contrainte d'une société d'abattoirs contre le fisc (1949); une société contre le fisc pour opposition à contrainte (1944); le fisc contre un industriel au sujet d'une demande de validation d'un titre de perception (1953); Electricité de France contre le fisc pour opposition à contrainte (1953); une société hydroélectrique contre le fisc pour opposition à contrainte (1953).

5 K 291 **Laragne** : un marchand de tissus contre le fisc pour opposition à contrainte (1930); un minotier contre le fisc pour opposition à contrainte (1944); deux personnes contre le fisc pour opposition à contrainte (1948).

5 K 292 **Prunières** : un entrepreneur contre le percepteur de Gap pour opposition à la sommation pour paiement de sa cotisation (1943).

5 K 293 **Remollon** : un boucher contre le fisc pour opposition au titre de perception (1953).

5 K 294 **Saint-Chaffrey** : une fondation contre le fisc pour opposition à titre de perception (1953).

Saint-Crépin : plusieurs propriétaires contre la commune pour réclamation au sujet de la taxe de pâturage (1929).

5 K 295 **Serres** : un industriel contre l'Etat au sujet d'une exonération de redevance pour la concession d'une prise d'eau (1930); un commerçant contre le fisc pour opposition à contrainte sur la taxe de chiffre d'affaires (1933); un négociant en grains contre le fisc pour opposition à contrainte sur taxe de chiffre d'affaires (1950).

5 K 296 **Veynes** : le fisc contre un marchand de boissons pour taxe sur le chiffre d'affaires (1932); un entrepreneur contre le fisc pour opposition au titre de perception sur taxes (1953).

POURVOIS EN CONSEIL D'ETAT

- 5 K 297** **Aspres-les-Corps** : un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement de travaux (1933).
- 5 K 298** **Orcières** : un propriétaire contre la commune pour requête contre arrêté du maire révoquant son emploi de secrétaire (1951).
- 5 K 299** **Serres** : un entrepreneur contre l'Etat au sujet d'une expertise de l'arrêt du Conseil d'Etat (1949).

AUTRES CONTENTIEUX

- 5 K 300** **Ceüze** : un entrepreneur contre le département au sujet d'une indemnité à la suite de la résiliation du marché pour la construction d'une gare de monte-pente (1939-1942).
- Embrun** : un ingénieur du service vicinal contre le département au sujet d'une demande de reclassement (1937).
- Fare-en-Champsaur (La)** : le préfet contre une entreprise au sujet d'un remboursement pour accident causé par des réparations d'une ligne télégraphique (1936).
- Gap** : un propriétaire contre un entrepreneur de travaux publics pour indemnisation pour préjudice causé par des travaux (1928-1930) ; un particulier contre l'administration des forêts au sujet d'une demande de dommages-intérêts pour accident causé à sa voiture par un véhicule de cette administration (1947) ; un imprimeur contre le département au sujet d'une demande d'annulation de l'adjudication des impressions départementales (1948) ; un entrepreneur contre la chambre d'agriculture des Hautes-Alpes pour demande de paiement de la construction d'un abattoir (1948) ; un particulier contre l'Etat et une société de transports au sujet d'un accident causé par un véhicule automobile (1945-1947) ; un particulier contre l'Etat au sujet d'un accident causé par un véhicule appartenant aux Ponts-et-Chaussées (1945-1946) ; la Direction des Domaines de Grenoble représentant du séquestre de la Société de construction des Hautes-Alpes contre une société d'appareils de levage au sujet d'un accident survenu sur un chantier (1948-1950).
- 5 K 301** **Laragne** : un entrepreneur contre l'Etat au sujet de dommages-intérêts d'un camion mis hors d'usage suite à un accident sur un chemin départemental (1927).
- Saint-Firmin** : divers propriétaires contre l'Etat (Pont-et-Chaussées) pour réparation du préjudice causé pour pertes de récolte par l'établissement d'un chemin à sa propriété (1936).
- Sainte-Marie-du-Vars** : un mécanicien contre le département au sujet d'un règlement de salaires (1939).
- Saint-Maurice-en-Valgaudemar** : des propriétaires contre la commune concernant une demande d'indemnités pour préjudice causé à leur propriété par des travaux (1935).
- Serre-Chevalier** : un propriétaire contre le département concernant une demande d'indemnités à la suite de la cessation de fonction au téléphérique de cette commune (1948).

Vars : un entrepreneur contre le département au sujet d'un paiement sur le montant du marché pour travaux supplémentaires et préjudices causés (1939-1942).

DEPARTEMENT DE LA DRÔME

CONTENTIEUX COMMUNAL

- 5 K 302** **Alixan** : immeuble menaçant ruine (1930).
Andancette : immeuble menaçant ruine (1930).
Anneyron : immeuble menaçant ruine (1937).
Aucelon : un entrepreneur de travaux publics contre la commune au sujet de la résiliation d'un contrat de travaux et de paiement d'indemnités (1946).
Auriples : un entrepreneur contre la commune au sujet de paiement d'indemnités pour résiliation de marché et paiement de frais (1928).
- 5 K 303** **Ballons** : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1947).
Beaune-Hostun (La) : une société contre la commune pour demande d'indemnités pour charges extra-contractuelles dans la distribution de l'énergie électrique (1935).
Buis-les-Baronnies : édifice menaçant ruine (1930) ; les hospices demandent une main levée d'hypothèque en garantie du montant de l'immeuble adjugé à son profit (1931) ; immeuble menaçant ruine (1939) ; immeuble menaçant ruine (1951).
Bourg-les-Valence : immeuble menaçant ruine (1952) ; Gaz et Electricité de France contre la ville au sujet d'une demande d'indemnités pour charges extra-contractuelles (1952).
Bourg-de-Péage : une entreprise d'éclairage contre la commune pour demande de paiement et d'indemnités pour charges extra-contractuelles (1936) ; un employé municipal contre la commune au sujet d'une demande d'indemnités pour renvoi abusif (1947) ; Gaz et Electricité de France contre la commune au sujet d'une demande d'indemnités pour charges extra-contractuelles (1952).
Chapelle-du-Vercors (La) : un particulier contre le maire au sujet d'une suppression d'eau (1941) ; un propriétaire contre la commune au sujet d'un paiement de travaux de forage et recherche d'eau (1947).
Châteauneuf-sur-Isère : constat d'urgence au sujet des avaries survenues aux transformateurs et à la ligne de distribution d'énergie électrique (1929).
Châtillon-en-Diois : deux particuliers contre la commune concernant la réduction de taxe communale d'eau potable (1931) ; un particulier contre la commune pour demande de réduction de taxe communale au sujet de fourniture d'eau (1932) ; requête d'un propriétaire pour obtenir décharge de taxe de pâturage (1935).
Châtillon-Saint-Jean : immeuble menaçant ruine (1952).
Coucourde (La) : constat d'urgence demandé par un entrepreneur de transports par suite d'un accident provoqué par une voiture militaire (1952).
Crest : Gaz et Electricité de France contre la commune pour indemnités de charges extra-contractuelles (1952) ; un atelier contre les hospices au sujet de dommages-intérêts pour refus de mobilier (1953).

- 5 K 304** **Die** : un entrepreneur contre la commune au sujet de travaux de l'école primaire de garçons (1929) ; requête d'un aubergiste en vue de faire respecter le plan général d'alignement (1931) ; la commune contre une société au sujet de la fourniture de gaz (1933) ; un vidangeur contre la commune de Die au sujet d'une demande en réparation pour préjudice causé à son camion par l'effondrement du sol (1935) ; immeuble menaçant ruine (1935) ; immeuble menaçant ruine (1937) ; un industriel contre la commune pour annulation d'une délibération prescrivant la démolition d'un escalier portant sur le domaine public (1943) ; une entreprise contre la commune pour paiement de travaux de réfection d'alimentation d'eau (1943) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'une annulation de décision de commission administrative de l'hôpital (1944).
- Dieulefit** : un infirmier contre l'administration de l'hospice au sujet d'une demande d'intérêts pour licenciement de son emploi (1940).
- Donzère** : Electricité de France contre la commune pour remboursement de frais de déplacement d'installations électriques (1950).
- 5 K 305** **Erôme** : un particulier contre la commune au sujet d'une demande d'indemnités contre l'arrêté du Conseil de préfecture (1938).
- Etoile** : un particulier contre la commune concernant un recours contre l'arrêté pour révocation de ses fonctions (1950) ; un instituteur retraité contre la commune au sujet d'une délibération votant un crédit pour écoles privées (1952).
- Eygalayes** : un entrepreneur contre la commune pour travaux d'adduction d'eau (1947).
- Garde-Adhémar (La)** : main levée d'hypothèque contre un propriétaire (1928).
- Gigors-et-Lozeron** : une société de transports contre la commune pour demande de dommages-intérêts au sujet d'un accident d'automobile (1949).
- Grignan** : un entrepreneur contre l'hospice au sujet du paiement des travaux de construction de bains douches à l'hospice (1930).
- Hostun** : une société contre la commune au sujet d'une demande d'indemnités pour préjudice causé pour exploitation de la distribution d'énergie électrique (1935).
- 5 K 306** **Lem-L'Estang** : un particulier contre une société et la commune pour remboursement (1939).
- Livron** : approbation d'un projet de transaction à une infraction en matière de détention de poudre de fraude relevée à la charge d'un brocanteur (1926) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'une demande d'argent pour solde des travaux du groupe scolaire (1934).
- Loriol** : un particulier contre la commune pour réparation d'un préjudice causé à un immeuble par des infiltrations provenant d'une canalisation de fontaine publique (1934) ; un particulier contre la commune au sujet d'une demande d'indemnités suite à un accident provoqué par une tache d'huile (1952).
- Luc-en-Diois** : divers propriétaires contre la commune au sujet d'un paiement (1937).
- Lus-la-Croix-Haute** : la commune contre une société pour requête en raison de la non exécution des travaux (1938).
- 5 K 307** **Malissard** : immeuble menaçant ruine (1937) ; un cultivateur contre la commune au sujet d'une demande de paiement pour travaux de prestations (1946) ; la commune

contre une entreprise pour paiement du gravier extrait sur la gravière communale (1947).

Mirabel-Draye : gestion occulte (1928) ; gestion occulte (1929).

Montfroc : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1940).

Montlaur-en-Diois : un cultivateur contre la commune au sujet d'une demande en paiement pour préjudice causé par les eaux d'un aqueduc sur le chemin vicinal n°2 (1935).

5 K 308 **Montélimar** : une entreprise contre la commune pour relèvement des tarifs d'électricité (1925) ; la commune contre une société pour contestation de pose de lampes (1926) ; une sage-femme contre l'hospice au sujet d'un pourvoi contre une décision de révocation (1951) ; Gaz et Electricité de France contre la commune pour indemnisation pour charges extra-contractuelles (1952).

Montoisson : immeuble menaçant ruine (1935).

5 K 309 **Nyons** : un architecte au sujet d'un recours contre l'arrêté du Conseil de préfecture taxant et liquidant les débours et honoraires du requérant pour l'expertise dans une affaire opposant un particulier et la commune (1929) ; immeuble menaçant ruine (1931) ; un entrepreneur contre la commune pour travaux de captage et d'adduction des eaux de la vallée de la Sauve (1930) ; gestion occulte (1935) ; divers propriétaires contre la commune au sujet d'un paiement pour réparation du préjudice causé par l'exhaussement du chemin vicinal (1937) ; la commune contre Electricité de France concernant une demande d'indemnité pour frais de déplacement (1953).

5 K 310 **Oriol-en-Royans** : requête d'un propriétaire pour revendication de droits sur une prise d'eau (1929).

5 K 311 **Pierrelatte** : des héritiers contre l'hospice concernant un rachat de rente (1927) ; un appariteur de police contre la commune concernant une requête (1937) ; immeuble menaçant ruine (1952).

Porte-les-Valence : une société de pétroles contre le préfet concernant l'annulation de l'arrêté (1948) ; déféré du préfet relatif au procès-verbal contre un négociant pour dégâts causés à la ligne téléphonique (1949).

5 K 312 **Roche-sur-Grâne (La)** : un particulier contre le maire au sujet de la désignation du secrétaire de mairie (1951).

Rochette-du-Buis (La) : un ingénieur contre la commune pour une demande de paiement au sujet d'un projet de restauration (1953).

Rochefort-en-Valdaine : un rentier contre le bureau de bienfaisance au sujet d'un legs (1927).

Romans : le maire contre un propriétaire concernant une délivrance à la ville de terrains (1928) ; des entrepreneurs contre la commune concernant une demande de paiement avec intérêts au sujet d'un accident (1932) ; une société d'éclairage contre la commune pour paiement d'indemnités et de frais extra-contractuels (1936) ; un particulier contre l'hôpital au sujet d'un paiement à la suite d'un accident (1940) ; un particulier contre l'hôpital au sujet d'une indemnité pour préjudice causé par une opération

chirurgicale (1941) ; immeuble menaçant ruine (1942) ; un ancien employé contre la commune au sujet de sa révocation (1942) ; une entreprise contre l'Office des Habitations à Bon Marché pour paiement de travaux (1942) ; une société contre la commune concernant une demande de paiement pour préjudice causé à un de ses camions (1944) ; protestation de plusieurs personnes contre une décision du maire au sujet de leur emploi (1945) ; un cantonnier contre la commune au sujet d'une annulation de sanction de suppression de rémunération (1950) ; Electricité de France contre la commune au sujet d'indemnité avec intérêts pour charges extra-contractuelles (1951) ; Electricité de France contre la commune au sujet d'indemnités avec intérêts pour charges extra-contractuelles (1952).

Romeyer : divers propriétaires contre la commune pour annulation de taxe (1927).

5 K 313 **Saillans** : immeuble menaçant ruine (1952).

Sahune : divers propriétaires contre la commune pour demande d'annulation de l'arrêté municipal concernant la répartition d'enfants dans les écoles (1952).

Saint-Alban-de-Roche : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1932).

Sainte-Jalle : constat d'urgence d'un propriétaire contre la commune pour infiltration d'eau dans sa propriété (1927) ; immeuble en ruine (1935).

Saint-Nazaire-en-Royans : immeuble menaçant ruine (1941) ; un particulier contre la commune pour demander une indemnité suite à un accident provoqué par la chute d'un bénitier dans l'église (1953).

Saint-Paul-Trois-Châteaux : gestion occulte (1933).

5 K 314 **Saint-Rambert-d'Albon** : la commune contre un particulier pour répression d'usurpation de terrain communal (1931).

Saint-Restitut : la commune contre un entrepreneur pour la construction du chemin vicinal n°1 (1941).

Saint-Roman : immeuble menaçant ruine (1933).

Saint-Uze : un industriel contre la commune pour demande en décharge de taxe (1930) ; le maire contre le conseil de discipline pour annulation d'une décision pour vice de forme (1948).

Saint-Vallier : un propriétaire contre la commune au sujet d'un paiement pour préjudice causé par irruption d'eau dans sa propriété (1932).

Saou : un propriétaire contre la commune pour demande de dommages-intérêts pour préjudice causé par un lavoir (1939).

5 K 315 **Tain-l'Hermitage** : constat d'urgence de la commune aux fins de nomination d'un expert afin de constater l'état du chemin vicinal n°1 (1930) ; un propriétaire contre la commune concernant un paiement pour préjudice causé à son immeuble par suite d'édification d'un urinoir devant l'immeuble (1931) ; une société d'électricité contre la commune au sujet de paiement de travaux (1942) ; Gaz et Electricité de France contre la commune pour demande d'indemnités pour charges extra-contractuelles (1952) ; immeuble menaçant ruine (1953).

Taulignan : main levée d'hypothèques (1950).

Taisy : fixation du domicile de secours, assistance aux personnes âgées (1927).

5 K 316 **Valdrôme** : un propriétaire contre la commune au sujet d'un paiement pour obligation de taxe vicinale (1926).

Valence : requête d'un propriétaire pour nomination d'expert pour constatation sur un terrain limitrophe d'un terrain militaire pour danger d'éboulement (1930) ; un industriel contre le préfet, la commune et un particulier concernant l'usine des ordures ménagères (1933) ; un architecte contre la commune pour demande de remboursement de frais d'études et plans concernant les hôpitaux (1946) ; un ancien employé contre la commune concernant sa réintégration dans son emploi de rédacteur (1947) ; l'hôpital général contre une entreprise d'électricité pour demande d'indemnité (1947) ; un employé contre l'hôpital au sujet de sa réintégration (1948) ; un particulier contre la commune au sujet d'un accident de la circulation (1948) ; l'ancien directeur contre l'hôpital et l'Etat (Santé publique) au sujet de sa réintégration (1950).

5 K 317 **Valence** (suite) : main levée d'hypothèque contre l'hôpital (1950) ; un employé de mairie contre le maire au sujet d'une décision de celui-ci refusant de transformer sa mise en disponibilité (1951) ; Gaz et Electricité de France contre la commune pour demande d'indemnités de charges extra-contractuelles (1952) ; un ancien directeur contre l'hôpital au sujet d'indemnités journalières jusqu'à la réintégration de son poste (1952) ; un employé municipal contre la commune pour annulation de l'arrêté au sujet de sa promotion et reclassement (1952) ; un particulier contre la commune pour préjudice causé par l'installation d'une conduite d'égout (1953) ; une société contre la commune au sujet d'une demande d'indemnités (1953).

Vaunaveys : constat d'urgence demandé par le maire suite à un accident survenu à son camion sur le chemin vicinal n°2 (1951).

Venterol : un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement pour travaux sur un chemin vicinal ordinaire (1933).

CONTENTIEUX ELECTORAL

5 K 318 **Syndicat des digues de la plaine de Montlaur-en-Diois** : protestations contre les élections (1927, 1928).

Beausemblant, Bouchet, Die, Lens-Lestang, conseil d'arrondissement de Nyons, Orcinas, Ponsas, Roynac, Saint-Uze, Tersanne, Triors, Valence : déchéance des élus communistes (1940).

Canton de Nyons : protestation contre l'élection du conseiller général aux élections cantonales (1945).

Commission syndicale du rattachement du quartier de Bellevue de la commune d'Aouste à la commune de Mirabel-et-Blacons : protestations électorales (1946).

Bourg-de-Péage : commission syndicale chargée du rattachement du quartier du Bizançon à la commune de Bourg-de-Péage : protestations électorales (1947).

Cantons de Saint-Vallier, de Valence et de Crest-Nord : réclamations au sujet des élections cantonales (1951).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES VOIES DE COMMUNICATION

Routes nationales

- 5 K 319** **Route nationale n°7 de Paris à Menton.-** Etoile : un maître d'hôtel contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'une demande de dommages-intérêts suite à un accident à motocyclette (1934) ; Donzère : une société d'assurances contre l'Etat au sujet d'une demande de paiement suite à un accident survenu à son automobile (1930) ; Loriol : un garagiste contre l'Etat au sujet de paiement d'indemnité pour gêne causée à l'exercice de sa profession suite à des travaux sur la route (1937) ; Loriol : un propriétaire et une compagnie contre l'Etat au sujet d'une demande d'indemnités pour l'accident mortel d'un jeune provoqué par une branche d'arbre en bordure de la route (1953) ; Pont-de-l'Isère : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre un particulier pour incendie volontaire de taillis en bordure de la route (1944) ; Saint-Rambert-d'Albon : un particulier contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'une demande de paiement pour réparation du préjudice subi suite à un accident à motocyclette (1934) ; Saint-Vallier : une société de transports contre l'Etat au sujet d'une demande de paiement pour préjudice à l'accident de son camion (1931) ; Saint-Vallier : détérioration de la ligne téléphonique (1937) ; Tain-l'Hermitage : une compagnie d'assurances et un entrepreneur contre l'Etat pour demande de paiement en réparations de dommages causés à un camion (1938) ; Tain-l'Hermitage : deux personnes contre l'Etat au sujet d'une demande de paiement pour dommage subi suite à un accident d'automobile (1941) ; Valence : un représentant en commerce contre l'Etat au sujet d'une demande en paiement en réparation du préjudice causé suite à un accident (1933).
- 5 K 320** **Route nationale n°7.-** Valence : une société industrielle contre l'Etat suite à une demande de remboursement de frais de déplacement de supports et lignes aériennes (1944) ; un entrepreneur contre l'Etat (Ponts-et-Chaussées) au sujet d'un accident de la circulation (1950).
- 5 K 321** **Route nationale n°93 de Fiancey à Sisteron.-** Crest : un particulier contre le département de la Drôme au sujet d'une requête suite à l'accident mortel de son fils (1933).
- Route nationale n°94 de Pont-Saint-Esprit à Montgenèvre.-** Vinsobres : un particulier contre l'Etat au sujet d'une demande de paiement pour préjudice subi suite à un accident d'automobile (1936).
- Route nationale n°538 de Vienne à Marseille.-** Crest : un négociant en grain contre l'Etat au sujet d'un paiement en réparation du préjudice causé suite à un accident d'automobile (1933).
- Route nationale n°541 de Donzère à Venterol.-** Montségur-sur-Lauzon : un commerçant contre une entreprise de travaux publics pour dommages causés à sa voiture automobile par un camion employé au goudronnage (1952).

Routes départementales

- 5 K 322** Valence : un minotier contre le préfet et l'Etat pour dommages suite à un accident sur la route départementale n°133 (1946).

Chemins de grande communication (CGC) et chemins d'intérêt communal (CIC)

5 K 323

CGC 11.- Luc-en-Diois : procès-verbal suite à un bris de poteau téléphonique à la bifurcation avec la route nationale n°93 (1937) ;

CGC 4.- Saint-Laurent-en-Royans : détérioration d'un poteau télégraphique (1937).

CGC 9.- Saint-Paul-Trois-Châteaux : un entrepreneur contre le service vicinal au sujet d'indemnités suite à l'accident mortel d'un ouvrier (1933).

CGC 20.- Châtillon-en-Diois : un entrepreneur contre le département de la Drôme suite à la demande de résiliation de construction du chemin (1938) ; Condorcet : un particulier contre le département de la Drôme pour demande de réparation des dommages causés aux mobiliers de son habitation par suite de travaux du chemin qui ont surélevé la zone inondable du torrent Merdrix (1936) ;

CGC 4, 10 et 20 et CIC 3, 31 et 78.- Communes du Royans : le département de la Drôme contre divers entrepreneurs concernant une demande de subventions industrielles suite aux dégradations de plusieurs chemins de grande communication n°4 et n°20 et chemin d'intérêt commun n°31 (1930) ; diverses communes du Royans : subventions industrielles pour dégradations aux chemins de grande communications n°4, n°10, n°20 et d'intérêt commun n°3, n°31, n°78 (1944).

CGC 49.- Chatuzanges-le-Goubet : divers propriétaires contre le préfet au sujet d'une demande de paiement pour préjudice causé suite à un accident d'automobile sur le chemin de grande communication n°49 (1941) ;

Chemins communaux et vicinaux

5 K 324

Teil : une veuve contre l'Etat au sujet d'indemnités suite à l'accident mortel de son époux (1952).

Trest : un propriétaire contre le service vicinal et la commune d'Autichamp au sujet d'immeubles menaçant ruine sur le chemin d'intérêt communal n°66 et le chemin vicinal ordinaire n°3 (1932).

Valence : une compagnie d'assurances contre l'Etat (Ponts-et-Chaussées) au sujet de dommages-intérêts pour dégâts subis lors d'un accident de voiture (1950) ; une entreprise de transports contre une compagnie de gaz au sujet d'un accident de circulation (1928) ; le département de la Drôme (service vicinal) contre des particuliers pour subvention industrielle due par des usagers de la route, pour des dégradations sur diverses voies vicinales du département en 1925 (1926) ; le département de la Drôme (service vicinal) contre des particuliers pour subvention industrielle due par des usagers de la route, pour des dégradations sur diverses voies vicinales du département en 1926 (1928).

Sainte-Eulalie-en-Royans : requête du préfet pour faire modifier la subvention industrielle due par des usagers de la route, pour des dégradations sur diverses voies vicinales du département en 1931 (1933).

Saint-Martin-le-Colonel : requête du préfet pour faire modifier la subvention industrielle pour des dégradations sur diverses voies vicinales du département en 1934 (1936).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES CHEMINS DE FER

Compagnie du PLM (Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée)

5 K 325 Donzère : contravention suite aux dégradations causées par un camion sur la ligne de Lyon à Marseille (1933) ; Garde-Adhémar (La) : opposition à l'arrêté par un minotier pour paiement de contravention à la compagnie PLM suite à une dégradation aux barrières de passage à niveau (1930) ; Livron : procès-verbal contre un particulier pour dégradation à la barrière du passage à niveau avec son véhicule (1932) ; Portes-les-Valence : un particulier contre la compagnie du PLM au sujet de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé par les travaux de cette compagnie (1931) ; Saint-Rambert-d'Albon : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre un particulier pour avoir détérioré la barrière oscillante avec sa moto (1930) ; Saint-Rambert-d'Albon : procès-verbal contre un chauffeur pour dégradations avec son camion à la barrière oscillante du passage à niveau n°1 (1932) ; Saint-Rambert-d'Albon : procès-verbal contre un négociant pour détérioration avec son automobile de la barrière du passage à niveau n°1 (1932) ; Saint-Rambert-d'Albon : procès-verbal contre un chauffeur pour dégradations de la barrière du passage à niveau n°1 (1934) ; ligne de Valence à Moirans : procès-verbal contre un particulier pour dégradations avec sa voiture du passage à niveau n°15 (1931) ; ligne de Valence à Romans : procès-verbal contre un négociant pour dégradations du passage à niveau n°1 (1935).

5 K 326 Bougé-Chambalud : divers propriétaires contre la société PLM au sujet de dommages-intérêts pour inondation de leurs propriétés, ligne Saint-Rambert-d'Albon (1948).

SNCF (Société nationale des chemins de fer)

5 K 327 Aspres-sur-Buëch : procès-verbal contre un particulier pour dégâts occasionnés au passage à niveau n°42 (1948) ; Livron/Aspres-sur-Buëch : procès-verbal contre un particulier pour dégâts au passage à niveau n°36 (1952) ; Manthes : procès-verbal contre un particulier pour dégâts au passage à niveau n°14 (1949) ; Montélimar : la SNCF contre un industriel au sujet d'un remboursement pour réparations de dégâts occasionnés au passage à niveau n°390 (1941) ; Saint-Rambert-d'Albon : procès-verbal contre un particulier pour dégâts au passage à niveau n°14 (1948) ; Saint-Rambert-d'Albon : la SNCF contre un tanneur pour dégâts sur la voie ferrée de Firmin à Saint-Rambert-d'Albon (1941) ; Saint-Rambert-d'Albon : procès-verbal contre un particulier pour dégâts au passage à niveau n°1 (1941) ; ligne de Valence à Grenoble : procès-verbal contre un propriétaire pour dégâts sur la voie ferrée par un peuplier (1939) ; ligne de Valence à Romans : procès-verbal contre un propriétaire pour dégâts aux installations du passage à niveau n°19 (1949) ; Valence : procès-verbal contre un particulier pour dégâts au passage à niveau n°357 (1950).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES COURS D'EAU ET LES SYNDICATS DE GESTION DES COURS D'EAU

5 K 328 **Diverses communes** : extraction de gravier sur le domaine fluvial du Rhône (1939-1951).

Saint-Paul-Trois-Châteaux : un particulier contre la compagnie nationale du Rhône concernant une indemnité du préjudice causé par les inondations suite à des travaux sur le canal (1953).

- 5 K 329** **Bourg-les-Valence** : divers propriétaires contre la commune concernant la décharge des taxes des ruisseaux du Treuil et Barberolle (1927).
- Châteauneuf-du-Rhône** : une famille de propriétaires contre le syndicat du canal de la Giranne au sujet de décharge des cotisations (1929).
- Nyons** : un négociant contre la commune au sujet d'une indemnité pour dommages causés par la rupture de canalisation des sources des fontaines (1929).
- Montélimar** : un propriétaire contre le syndicat du canal de la Giranne au sujet d'un remboursement trop perçu de taxes (1931).
- Suze-la-Rousse** : procès-verbal contre un minotier pour avoir construit sans autorisation un barrage sur la rivière le Lez (1935).
- 5 K 330** **Romans** : un particulier contre le syndicat du canal de la Bourne en réclamation des taxes d'arrosage (1951) ; diverses communes contre le syndicat du canal de la Bourne pour opposition à la taxe d'arrosage (1929-1936).
- 5 K 331** **Bourg-les-Valence** : un entrepreneur contre le syndicat intercommunal de La Chapelle-en-Vercors et de Saint-Agnan au sujet du paiement des travaux d'adduction d'eau (1944).
- Syndicat d'arrosage du Haut Canal de Bellante**.- **Châtillon-en-Diois** : un propriétaire contre le syndicat au sujet de la décharge de taxe syndicale (1931) ; **Châtillon-en-Diois** : un propriétaire contre le syndicat au sujet de la décharge de taxe syndicale (1932) ; **Châtillon-en-Diois** : un propriétaire contre le syndicat du sujet d'un paiement de dommages-intérêts pour préjudice causé par le canal (1946).
- 5 K 332** **Eurre** : des particuliers contre la commune et le préfet pour annulation d'un arrêté préfectoral prescrivant le curage du ruisseau du Merdary (1936).
- Loriol** : divers propriétaires contre le syndicat des digues de la Drôme concernant la réduction de taxe (1930).
- 5 K 333** **Mirabel-aux-Baronnies** : un propriétaire contre le syndicat d'irrigation du Rieu protestant contre l'augmentation de la redevance annuelle (1948).
- Nyons** : un propriétaire contre le syndicat d'irrigation du Rieu au sujet de la réduction de sa cotisation (1948) ; divers propriétaires contre la commune concernant une demande de subvention (1952) ; 26 propriétaires de diverses communes contre le syndicat du canal des Chapelains au sujet d'une demande d'indemnités pour préjudice causé pour privation d'eau (1936).
- Pierrelatte** : une entreprise contre le syndicat des Tomples, association syndicale autorisée, pour travaux de curage de canaux et fossés (1930).
- Saint-Paul-Trois-Châteaux** : le syndicat du canal de Pierrelatte et extensions, le syndicat du canal de la Gaffière, le syndicat d'assainissement des Tomples et le syndicat du canal des Echaravelles contre les communes de Saint-Paul-Trois-Châteaux, Pierrelatte et La Garde-d'Adhémar au sujet de l'entretien des cours d'eau (1950).
- Valence** : deux propriétaires contre le syndicat du canal du Chaffit pour protestation contre l'inscription en rôle du syndicat (1940) ; un propriétaire contre le syndicat des canaux des Malcontents pour protestation contre la taxe (1948).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES BATIMENTS MILITAIRES

- 5 K 334** **Romans** : un entrepreneur contre le ministère de la Guerre au sujet d'un marché pour travaux de la caserne (1931).
- Tain-l'Hermitage** : un inspecteur d'assurances contre le ministère de la Guerre au sujet d'une demande de dommages pour préjudice subi suite à un accident d'automobile provoqué par un maréchal des logis de l'artillerie de Valence (1930).
- Valence** : une société contre le ministère de la Guerre au sujet d'un paiement de travaux de construction de la cartoucherie de Valence (1948).

CONTENTIEUX FISCAL

- 5 K 335** **Allex** : un négociant en cocons pour opposition à contrainte (1929) ; un commissionnaire en cocons contre le fisc pour opposition à contrainte de la taxe sur le chiffre d'affaires (1931).
- Andancette** : un marchand grainier pour demande en restitution de trop perçu de la taxe sur le chiffre d'affaires (1933) ; un commerçant en pâtes contre le fisc pour restitution du paiement sur le chiffre d'affaires (1937).
- Beaumont-Monteux** : deux négociants en chevaux contre le fisc pour opposition à contrainte (1943).
- Beausembiant** : un industriel pour opposition à un arrêté préfectoral pour paiement d'une taxe (1933-1934).
- Bourg-de-Péage** : une coquetière contre le fisc pour opposition à contrainte (1928) ; un négociant en peaux contre le fisc pour paiement d'impôt sur le chiffre d'affaires (1931) ; un négociant en chaussures contre le fisc pour opposition à contrainte (1953).
- Bourg-les-Valence** : le fisc contre un boucher pour contrainte de paiement sur la taxe du chiffre d'affaires (1928) ; un moulinier contre le fisc pour opposition à contrainte de taxe sur le chiffre d'affaires (1931).
- Chabeuil** : un propriétaire contre le fisc pour opposition au paiement de taxe (1928).
- Chanos-Curson** : un négociant pour opposition à contrainte (1943).
- Châteauneuf-sur-Isère** : le fisc contre un propriétaire au sujet d'une requête pour procès-verbal (1939).
- Châteauneuf-du-Rhône** : un propriétaire pour opposition à un arrêté préfectoral au sujet de mutation de cote (1944).
- Crest** : une compagnie contre le fisc pour opposition à contrainte (1946) ; une entreprise de moulinage pour opposition à contrainte (1937) ; une coquetière pour opposition à contrainte (1951) ; un entrepreneur pour opposition à la taxe sur le chiffre d'affaires (1951-1952).
- Die** : un courtier en cocons pour opposition à contrainte (1931).
- Dieulefit** : une société contre l'Etat (Ponts-et-Chaussées) pour annulation d'une taxe (1947) ; une société contre le fisc pour contestation de majoration (1953).
- Loriol** : un négociant en bestiaux contre le fisc pour opposition à contrainte (1929).

- 5K 336** **Montélimar** : une mercerie pour opposition à contrainte (1928) ; une scierie contre le fisc pour opposition à contrainte (1933) ; un entrepreneur contre le fisc pour restitution de la taxe sur le chiffre d'affaires (1933) ; un dépositaire contre le fisc pour opposition à contrainte (1937) ; un particulier contre le fisc pour réclamation contre l'impôt (1948) ; une fabrique de nougat contre le fisc pour opposition à contrainte (1949) ; un négociant en chevaux contre le fisc pour opposition à titre de perception (1951).
- Nyons** : un négociant contre le fisc pour opposition à contrainte (1928).
- Pierrelatte** : un marchand de vin en gros contre le fisc pour opposition à contrainte (1948).
- Portes-les-Valence** : la Compagnie du PLM contre le fisc pour opposition à contrainte (1930).
- Romans** : un propriétaire contre le fisc pour opposition à contrainte (1927) ; le fisc contre un négociant en noix pour n'avoir pas déclaré la totalité de son chiffre d'affaires (1931).
- 5 K 337** **Romans** : une société de cinématographe contre un arrêté pour liquidation de frais d'expertise (1928) ; un commissionnaire contre le fisc pour opposition à contrainte (1931) ; un imprimeur contre le fisc pour opposition à contrainte (1935) ; une société immobilière contre l'Etat au sujet d'une restitution de paiement (1936) ; un négociant pour opposition à contrainte (1937) ; divers négociants en chevaux et mules contre le fisc pour opposition à contrainte (1943) ; un propriétaire contre le fisc pour opposition de taxe sur le chiffre d'affaires (1951) ; un particulier contre la commune au sujet d'une indemnité pour création d'impôt sur enlèvement des ordures ménagères (1952) ; un entrepreneur de transports contre le fisc pour opposition à la taxe sur le chiffre d'affaires (1952) ; un maroquinier contre le fisc pour opposition à la taxe sur le chiffre d'affaires (1952) ; un industriel contre le fisc pour opposition au titre de perception (1953) ; un fabricant de chaussures contre le fisc pour opposition à titre de perception (1953).
- 5 K 338** **Saint-Jean-en-Royans** : deux propriétaires contre le fisc au sujet d'une réclamation (1950).
- Saint-Laurent-en-Royans** : réclamation d'un particulier (1946) ; une scierie contre le fisc pour opposition à la taxe sur le chiffre d'affaires (1952).
- Saint-Marcel-les-Valence** : un propriétaire contre le fisc pour opposition à contrainte (1932).
- Saint-Martin-le-Colonel** : le fisc au sujet d'une récusation d'expert (1951).
- Saint-Maurice-sur-Eygues** : le fisc contre un négociant en bestiaux pour opposition à contrainte sur la taxe sur le chiffre d'affaires (1930).
- Saint-Rambert-d'Albon** : un propriétaire contre le fisc pour opposition à contrainte (1931) ; un expéditeur de fruits et légumes contre le fisc pour opposition de taxes diverses (1951).
- Saint-Restitut** : le fisc contre un fabricant de poudre au sujet d'une requête (1939).
- Saint-Sorlin-en-Valloire** : le fisc contre un propriétaire suite à un procès-verbal pour détention de poudre (1945).
- Saint-Vallier** : une société de grands magasins contre le fisc pour opposition à contrainte (1930) ; une société contre le fisc pour restitution de taxes indûment payées (1951).

Tain-l'Hermitage : un asile contre le fisc pour opposition à contrainte (1952) ; une société contre le fisc pour opposition au titre de perception (1952) ; une coopérative fruits et légumes contre le fisc pour opposition au titre de perception (1953).

- 5 K 339** **Valence** : un cultivateur contre le fisc pour opposition à contrainte (1928) ; un particulier contre le fisc au sujet du rejet de réduction de taxe (1929) ; une entreprise de vin contre le fisc pour opposition à contrainte (1929) ; le fisc contre une société d'énergie électrique au sujet de la taxe foncière (1931) ; divers propriétaires contre la ville au sujet d'une demande d'exonération de taxe de déversement (1932) ; une société contre le fisc au sujet d'une restitution de paiement (1933) ; le fisc contre une société immobilière pour obtenir un paiement de droits non acquittés (1936) ; une société contre le fisc pour opposition à contrainte (1936) ; le fisc contre un propriétaire au sujet d'une demande de validation de contrainte à concurrence (1937) ; une société contre le fisc pour opposition à contrainte (1937) ; divers négociants le fisc pour opposition à contrainte (1943-1949) ; un négociant contre le fisc pour opposition à contrainte (1949) ; les Nouvelles Galeries contre le fisc au sujet d'une restitution de taxes (1950) ; diverses personnes contre le fisc pour opposition au titre de perception (1950-1951) ; un négociant en bonneterie contre le fisc pour opposition à contrainte (1950) ; un boucher contre le fisc pour opposition à contrainte (1950) ; une société contre le fisc pour opposition à un titre de perception (1951) ; une entreprise de travaux publics contre le fisc pour opposition à un titre de perception (1951) ; un commerçant contre le fisc pour opposition à contrainte (1951) ; Electricité de France contre le fisc au sujet d'une demande de remboursement de taxe (1951) ; Electricité de France pour opposition à contrainte (1951) ; deux personnes contre le fisc au sujet d'une majoration temporaire (1952) ; diverses personnes contre le fisc pour majoration (1952) ; une société de tricotage contre le fisc pour opposition à contrainte (1952) ; Electricité de France contre le fisc pour opposition à contrainte (1953) ; le fisc contre des commerçants pour demande de validation de titre de perception (1953) ; une société de boulonnerie contre le fisc pour opposition à un titre de perception (1953).

AUTRES CONTENTIEUX

Télégraphe et téléphone

- 5 K 340** Chanos-Curson : contravention de grande voirie pour dégradation d'un poteau télégraphique (1933) ; Châteauneuf-du-Rhône : procès-verbal contre un peintre pour avoir cassé avec son véhicule un poteau télégraphique (1933) ; Chatemerle-les-Blés : déféré du préfet condamnant un négociant de porcs pour rupture d'un poteau télégraphique causé par sa voiture (1948) ; Pont-du-Rhône : procès-verbal de grande voirie contre un entrepreneur pour avoir cassé avec son camion deux poteaux télégraphiques sur la ligne de Montélimar au Teil (1933) ; Saint-Barthélemy-de-Val : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre les PTT pour rupture d'un poteau télégraphique (1948) ; Saint-Dizier-en-Diois : procès-verbal contre un particulier pour détérioration d'un poteau télégraphique en bordure du chemin d'intérêt communal n°6 (1928).

Electricité

- 5 K 341** Die : un particulier contre une société d'énergie électrique concernant une rente viagère au sujet du décès de son mari électrocuté (1937) ; Hauterives : un propriétaire contre le directeur des PTT au sujet de dégâts causés à un immeuble par un poteau téléphonique (1949) ; Parnans : une caisse de réassurance agricole et deux particuliers contre

Electricité de France au sujet d'indemnités suite à un incendie (1952) ; Saint-Bardoux : des particuliers et des caisses d'assurance contre Electricité de France pour demande d'indemnité pour l'incendie provoqué par le réseau électrique (1952) ; Saint-Sorlin-en-Valloire : un particulier contre une entreprise d'électricité pour demande d'indemnisation pour dommages suite aux travaux d'installation d'une ligne de distribution d'énergie électrique (1932) ; Valence : divers propriétaires contre une société d'électricité pour demande de dommages-intérêts au sujet de l'inondation de leur terrain (1936).

Emploi

5 K 342 Montélimar : un cantonnier du service vicinal contre le département de la Drôme pour indemnisation suite à une maladie professionnelle (1951) ; Valence : un chirurgien contre le préfet au sujet de son intégration dans l'administration (1948) ; Valence : un ancien employé contre l'Etat (ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme) au sujet de son licenciement (1950) ; Valence : un fonctionnaire contre l'Etat (ministère de l'Intérieur) au sujet de la liquidation de sa retraite (1950) ; Valence : dix receveurs de régies communales contre le ministre de l'Intérieur au sujet de leur reclassement (1952) ; Valence : un huissier contre le préfet au sujet de sa mutation aux archives départementales (1952) ; Valence : une aide-soignante à l'hôpital de Valence contre le préfet pour protestation contre sa radiation au tableau d'avancement (1952) ; Valence : un employé de la commune de Valence contre le préfet au sujet de son reclassement (1953) ; Valence : une assistante sociale contre le département contre l'arrêté préfectoral mettant fin à son stage d'assistante (1953) ; Valence : un particulier contre l'Etat (Ponts-et-Chaussées) au sujet d'une décision refusant de le nommer conducteur de chantiers suite à un concours (1953) ; un retraité du service vicinal de la Drôme contre la Caisse des Dépôts et des Consignations pour réclamation contre la liquidation de sa pension de retraite (1953).

Autres affaires

5 K 343 Bégude-de-Mazenc (La) : un propriétaire contre l'Etat (P.T.T.) pour demande d'indemnités suite à la perte d'un cheval électrocuté (1928) ; Châteauneuf-sur-Isère : les Ponts-et-Chaussées contre un cultivateur au sujet du déféré du préfet pour abattages d'arbres (1949) ; Crest : un propriétaire à Chinon contre l'Etat (ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme) pour demande d'indemnités pour dommages mobiliers et immobiliers au château de Divajeu (1950) ; Montélimar : une entreprise contre l'Etat (ministère de l'Intérieur) pour indemnisation de travaux imprévisibles (1948) ; Die : un négociant de chevaux contre le vétérinaire départemental et le préfet pour paiement de dommages-intérêts suite à l'abattage d'un mulet et d'une jument (1941) ; Romans : un particulier contre une société de gaz et d'électricité pour dommages-intérêts suite à des émanations de gaz (1936) ; Valence : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre une entreprise pour déversement d'ordures (1947) ; Valence : un particulier contre l'Etat au sujet d'une demande de dommages-intérêts suite à l'accident survenu à son fils (1933) ; Valence : un particulier contre l'Etat au sujet de dommages-intérêts pour mauvais traitements subis à la prison (1950).

DEPARTEMENT DE L'ISERE

CONTENTIEUX COMMUNAL

- 5 K 344** **Albenc (L')** : un propriétaire demande l'annulation de l'arrêté ordonnant la suppression d'une fosse (1941).
- Allemond** : un ingénieur demande un constat d'urgence suite à un accident d'automobile provoqué par l'effondrement d'un tunnel de neige (1950).
- Allevard** : un négociant contre une entreprise au sujet du préjudice subi suite à une chute dans une tranchée ouverte pour des travaux d'installation d'égouts (1929) ; la commune contre un urbaniste au sujet d'une résiliation de l'établissement d'embellissement et d'extension de la commune (1938) ; un propriétaire contre Electricité de France au sujet d'une demande de réparation du préjudice causé à sa propriété provoqué par une ligne haute tension (1952).
- Annoisin-Châtelans** : un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement de travaux (1930) ; un retraité contre deux sociétés au sujet d'une restitution de paiement pour travaux d'adduction d'eau potable (1939).
- Aoste** : un propriétaire contre le Génie rural suite à une demande aux travaux de canalisation de cette administration pour privation de jouissance (1944) ; un particulier demande de rétablir l'écoulement d'eau supprimé par les travaux du Génie Rural (1946).
- 5 K 345** **Artas** : la commune contre un entrepreneur au sujet d'une requête concernant une expertise en vue de vérifier l'état de construction de l'hôtel des postes (1934).
- Assieu** : un particulier pour opposition d'une vente aux enchères publiques (1940).
- Auberives-sur-Varèze** : bouilleur de cru (1939).
- Auberives-en-Royans** : constat d'urgence demandé par une compagnie d'assurances et divers propriétaires concernant les dégâts causés par l'incendie d'un transformateur (1949).
- Autrans** : la commune contre un propriétaire au sujet d'une requête pour fixer le montant de l'indemnité due à l'occupation temporaire d'une parcelle de terrain nécessaire à la construction du chemin rural n°4 (1931) ; divers propriétaires contre l'Etat pour demande en réparation du préjudice causé par un accident d'automobile (1939) ; divers propriétaires contre la commune pour réclamations concernant le droit d'affouage (1949).
- Avenières (Les)** : un entrepreneur contre la commune au sujet d'une demande de paiement en réparation du préjudice subi suite à l'accident de son camion (1939).
- 5 K 346** **Bâtie-Montgascon (La)** : un industriel contre la commune au sujet d'un dégrèvement afférent à la surtaxe sur force motrice (1932) ; un propriétaire contre le préfet au sujet de l'annulation de l'arrêté pour dommages causés à sa propriété (1946).
- Belmont** : un cultivateur contre le préfet au sujet d'un paiement pour préjudice causé à son fils par une chute à l'école (1940).
- Beaucroissant** : la commune contre un entrepreneur au sujet de l'annulation d'une adjudication (1926) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'un différend sur l'adjudication de travaux d'une école (1927).

Beaulieu : un facteur contre la commune au sujet d'une indemnité pour incapacité de travail (1937).

Beaufort : un propriétaire contre la commune au sujet d'une demande de concession d'eau ou dommages-intérêts pour privation d'eau (1950).

Beurepaire : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'une demande de paiement pour préjudice causé par accident d'automobile (1942); le comité intercommunal des propriétaires contre une société au sujet d'un remboursement de sommes indûment payées (1951); un ancien employé contre la commune au sujet d'une annulation de décision de licenciement et la réintégration de son emploi à la mairie (1953).

Bourg-d'Oisans (Le) : une société d'énergie contre la commune au sujet d'un différend de tarification d'éclairage (1929); désignation en urgence d'un expert pour constat de transport de matériaux pour la construction du barrage du Chambon (1929); la commune contre un mécanicien au sujet d'une requête (1932).

5 K 347 **Bourg-d'Oisans (Le)** : un propriétaire contre la commune au sujet du paiement de travaux (1934).

Bourgoin : un marchand de grains contre la commune au sujet d'un paiement à titre de dommages d'immobilisation d'un camion (1928); un propriétaire contre la commune au sujet d'une requête (1931); requête d'une société maritime en vue d'obtenir l'exonération d'une taxe municipale (1929); un propriétaire contre la commune au sujet d'un remboursement pour la pose d'une bouche à clef avec prise d'eau (1931); une société contre les PTT au sujet d'un paiement en réparation du préjudice causé par la pose de câbles téléphoniques (1931); un entrepreneur contre la commune au sujet de la résiliation du marché de travaux de plâtrerie aux écoles (1932).

5 K 348 **Bourgoin** : divers habitants de la commune contre le préfet au sujet d'une annulation de l'arrêté concernant l'installation d'un dépôt de liquides inflammables (1939); un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées pour demande dommages-intérêts du préjudice subi à la suite d'un accident (1942); un propriétaire contre l'Etat au sujet d'un paiement des terrains occupés pour le dessèchement des marais (1950); un entrepreneur contre la ville au sujet d'une indemnité suite à l'accident survenu à son fils (1951); une infirmière contre l'hôpital de Bourgoin au sujet de son licenciement (1951).

Bouvesse-Quirieu : la commune contre un entrepreneur au sujet de malfaçons au plancher de la mairie (1947).

Branges : gestion occulte du maire (1928); assistance aux vieillards infirmes, incurables (1928).

Buisse (La) : un cultivateur contre un propriétaire au sujet d'une requête pour obtenir la suppression du trottoir installé sur le chemin vicinal n°3 (1932).

5 K 349 **Cessieu** : autorisation de plaider d'un propriétaire contre un autre propriétaire pour empiètement sur les biens de la commune (1936).

Chabons : procès-verbal d'un propriétaire contre les PTT pour dommages causés par la chute d'un noyer (1943); plusieurs entreprises contre la commune au sujet d'un accident sur un chemin vicinal (1944)

Chamagnieu : immeuble menaçant ruine (1931).

Champ-sur-Drac : un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement pour solde de travaux du groupe scolaire (1943).

Chapareillan : un entrepreneur contre la commune en demande de paiement au sujet de travaux d'exhaussement du sol et l'édification d'une fontaine et d'un kiosque (1933) un secrétaire de mairie contre le maire au sujet de sa réintégration dans cette administration (1937) ; gestion occulte (1942) ; un propriétaire contre la commune au sujet du paiement d'une concession d'eau (1944).

5 K 350 **Charavines** : un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement pour préjudice subi par les travaux du chemin vicinal n°3 (1934).

Charantonnay : un ancien secrétaire de mairie contre la commune pour demande d'indemnités (1948).

Chasse-sur-Rhône : bouilleurs de cru (1938) ; un propriétaire contre le maire au sujet d'une annulation de l'arrêté ordonnant la fermeture immédiate du puits de son immeuble (1939).

Chassieu : un architecte contre la commune au sujet d'un paiement de ses honoraires pour confection de plans et devis (1937).

Chatte : la commune contre la commune de Saint-Marcellin au sujet de la répartition des dépenses d'un projet d'adduction d'eau (1928) ; établissements dangereux, insalubres, incommodes concernant une porcherie (1929).

Châtonnay : divers propriétaires contre la commune et le directeur de l'hospice pour dommages-intérêts concernant leur expulsion de cet établissement (1947).

Chichilianne : gestion occulte d'un ancien caissier de la régie (1934).

5 K 351 **Chassieu** : un propriétaire contre la commune et l'Etat au sujet d'un paiement de dommages-intérêts pour refus d'exécution d'occupation d'immeubles (1941) ; occupation temporaire de terrains (1943).

Châtonnay : immeuble menaçant ruine (1935).

Claix : une société contre un propriétaire et le préfet au sujet d'une annulation de l'arrêté au sujet de l'ouverture d'une porcherie (1948) ; divers propriétaires contre la commune de Fontaine au sujet d'une expertise pour déterminer les dommages causés à leurs propriétés par des travaux d'adduction d'eau (1944).

Chimilin : un propriétaire contre la commune au sujet d'un accident d'automobile (1927).

Cognin : un fermier contre la commune au sujet d'une demande de paiement pour préjudice causé pour avoir coupé le chemin qui dessert le village (1933) ; un particulier contre une entreprise au sujet d'une indemnité pour occupation de terrain (1946).

Combe-de-Lancey (La) : un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement pour travaux sur le chemin vicinal n°1 (1934).

Corbelin : une ancienne secrétaire de mairie contre la commune pour demande d'indemnités suite à sa révocation (1936).

5 K 352 **Corenc** : un propriétaire contre la commune concernant une indemnité au sujet des eaux communales déversant sa propriété (1942) ; un propriétaire contre la commune au sujet d'une demande d'attribution d'une coupe affouagère (1943).

Cornillon-en-Trièves : divers propriétaires demandent désignation d'expert pour constater l'état de leurs propriétés suite à des travaux du chemin rural n°1 (1942).

Corps : deux propriétaires contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'écoulements d'eau causés par une canalisation des eaux usées (1927) ; immeuble menaçant ruine (1947) ; la commune contre le préfet l'arrêté préfectoral membre d'une commission chargée d'enquêter sur l'opportunité de la suppression du bac reliant la commune d'Ambel à Corps (1949).

Côte-Saint-André (La) : l'économiste d'un foyer contre le département au sujet du maintien de son indemnité spéciale (1946) ; un particulier contre le département concernant l'annulation des arrêtés pour la mutation d'une ex-infirmière et suspendant son traitement (1952).

Côtes-d'Arey (Les) : la commune contre un architecte et un entrepreneur concernant la construction d'une école (1936).

5 K 353 **Corps** : familles des sinistrés de l'accident du lac du Sautet contre Electricité de France (1952).

5 K 354 **Courtenay** : réclamations pour droits d'affouage (1951).

Cras : un propriétaire contre la commune au sujet d'un paiement en réparation de dommages occasionnés par la destruction d'une canalisation d'eau en bordure du chemin vicinal de Cras à la Forteresse (1936).

Crémieu : bouilleurs de cru (1938).

5 K 355 **Décines-Charpieu** : un propriétaire contre la commune au sujet de sa demande en décharge de taxe communale (1932) ; une société contre le préfet afin d'obtenir l'annulation de l'arrêté contre la fermeture provisoire de l'usine (1938) ; la commune contre un architecte et un entrepreneur pour demande en réparation des dégradations produites à la mairie et à l'école (1949) ; divers employés communaux contre la commune au sujet de leur reclassement (1950).

Dizimieu : bouilleurs de cru (1940).

Domarin : immeuble menaçant ruine (1937).

Domène : un propriétaire tendant à se substituer pour faire rétablir un chemin rural usurpé par un riverain (1931) ; gestion occulte (1933) ; un propriétaire contre la commune pour demande de paiement en raison de l'accident qui lui est survenu dans une tranchée (1941) ; la papeterie contre l'Etat au sujet d'une demande de dommages causés par la chute d'un camion dans un caniveau (1944).

5 K 356 **Echirolles** : requête d'un entrepreneur aux fins de nomination d'un expert pour constater l'état de travaux de canalisations d'eau (1931) ; fixation du domicile de secours (1938).

Entre-deux-Guiers : un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement de solde de travaux exécutés en 1930 (1937) ; divers particuliers contre la commune demande à ce que cette commune soit déclarée débitrice envers les exposants (1938).

Estrablin : un employé contre la commune pour protestation contre sa révocation (1947).

Eybens : un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement de travaux de captage d'eau (1935) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement de travaux de forage de puits (1944).

5 K 357 Faramans : un ancien secrétaire contre la commune au sujet d'une demande pour traitement injustement retenu (1935).

Feyzin : établissements dangereux (1930).

Fontaine : un propriétaire contre la commune au sujet d'une demande de paiement pour réparations des dégâts causés à son immeuble par l'inondation d'un fossé communal (1939) ; un propriétaire contre la commune pour abattage et transport de bois (1948) ; un particulier contre la commune au sujet d'un paiement pour préjudice suite à une chute dans une bouche d'égout (1948) ; divers propriétaires contre la commune pour adduction d'eau (1950) ; un propriétaire contre une société pour demande de paiement des dégâts mobiliers et immobiliers causés par l'incendie d'un camion goudronneur (1951).

Freney-d'Oisans (Le) : requête de la société des Forces Motrices pour constat des lieux de l'établissement d'un câble aérien pour transport de matériaux au sujet de la construction du barrage du Chambon (1928) ; la commune de Mont-de-Lans contre la commune du Freney-d'Oisans suite à la requête concernant la contribution des patentes pour une société (1934) ; un garde forestier contre la commune pour demande d'un paiement en réparation du préjudice causé par les travaux sur le chemin communal de la Romanche (1935) ; deux entreprises contre la commune pour demande en paiement suite aux travaux d'amélioration du chemin vicinal n°7 (1938).

5 K 358 Grand-Lemps (Le) : divers particuliers contre la commune pour préjudice causé à leurs propriétés suite à la construction de l'hôtel des postes (1931).

Grenoble : un employé PLM contre la ville suite à un accident à moto causé par des travaux effectués par les employés municipaux (1927) ; un propriétaire contre le maire au sujet d'une requête afin d'obtenir l'annulation de l'arrêté aux diverse mesures d'hygiène en raison d'infiltration d'eau dans son immeuble (1929) ; une société contre la commune au sujet d'une requête en vue d'obtenir l'annulation de la délibération relative au retrait de l'éclairage électrique (1929) ; la commune contre une société au sujet d'une requête en vue de faire juger sans autorisation l'installation d'un débit de boissons place Victor Hugo (1930) ; une société contre la commune au sujet d'un paiement de travaux de construction d'égouts (1930) ; un industriel contre le maire au sujet d'une demande d'annulation de l'arrêté pour travaux dans son immeuble (1931) ; requête d'un entrepreneur pour réparations de son car tombé dans le fossé par suite d'affaissement de la chaussée (1931) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'une requête pour obtenir le décompte définitif des travaux d'égouts (1932) ; un propriétaire contre le maire au sujet de l'annulation de l'arrêté pour travaux à exécuter dans son immeuble afin d'en assurer la salubrité (1932) ; un propriétaire contre le maire au sujet d'une requête pour obtenir sursis à l'application de deux arrêtés pour travaux d'assainissement (1932) ; un propriétaire contre la commune au sujet d'une requête pour obtenir l'application des lois aux lotisseurs d'un terrain contigu à sa propriété (1932) ; fixation du domicile de secours (1932).

5 K 359 Grenoble : un domestique agricole contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'une requête pour condamner cette administration à payer une rente annuelle de dommages-intérêts suite à l'accident subi (1933) ; un électricien contre le maire au sujet de la demande d'annulation de l'arrêté à effectuer les travaux d'une partie de l'immeuble qu'elle habite

(1934) ; un négociant contre une société pour demande d'un règlement en dommages-intérêts suite à un accident d'automobile subi sur une tranchée en travers de la route pour travaux de conduite d'eau (1934) ; un entrepreneur contre le préfet pour recours contre lettres de simple mise en demeure de cesser les services d'exploitation pour la ville (1934) ; une société contre la ville pour demande de règlement au préjudice subi suite à un accident d'automobile provoqué par une borne en centre ville (1936) ; immeuble menaçant ruine (1936) ; fixation du domicile de secours (1937) ; un propriétaire contre la ville pour demande de règlement suite au préjudice subi par explosion de gaz dans son immeuble (1937) ; un particulier contre la ville pour demande d'un règlement en réparation du préjudice causé pour refus de bâtir sur un terrain (1937) ; une propriétaire contre les PTT au sujet d'une indemnité en réparation de l'accident mortel de son époux (1937).

5 K 360 **Grenoble** : un particulier contre le maire pour demande d'un règlement et expertise suite à un accident d'automobile subi par le chauffeur de l'hospice (1937) ; fixation du domicile de secours (1938) ; un particulier contre les hôpitaux civils pour demande de paiement de salaire (1939) ; un négociant contre la commune pour demande d'indemnité suite aux dégâts causés à son automobile (1939) ; un comité de défense contre le préfet pour annulation de l'arrêté autorisant un industriel à augmenter la capacité de son dépôt d'essence (1939).

5 K 361 **Grenoble** : un particulier contre le maire au sujet d'une demande de paiement pour préjudice causé à son épouse et au bébé à la suite de son accouchement à la maternité (1940) ; un rédacteur d'office contre le préfet pour demande d'assimilation au traitement de rédacteur principal 1^{ère} zone (1940) ; un particulier contre une société pour demande de paiement en raison du décès de son épouse à la suite d'une chute à bicyclette causée par des travaux (1940) ; un boulanger contre les hôpitaux civils pour demande de paiement pour résidence au titre de boulanger des hôpitaux (1940) ; une compagnie contre la commune pour demande de paiement suite à l'accident survenu au cours de la peinture d'un lampadaire de la commune (1940) ; une employée contre le préfet pour demande de réintégration comme dactylographe à la Préfecture (1941) ; un particulier contre la régie des VFD avec mise en cause des Ponts-et-Chaussées suite à un accident à bicyclette (1941) ; une mutuelle contre la commune au sujet d'un remboursement suite à un accident survenu au conservatoire de musique (1941).

5 K 362 **Grenoble** : un établissement contre la commune pour solde des frais de construction de la ligne électrique (1942) ; un particulier contre le maire pour demande d'annulation de l'arrêté de recouvrement des quittances d'éclairage (1942) ; un restaurateur contre la commune pour demande d'indemnisation suite à un accident (1942) ; un employé contre la commune pour paiement de salaires et indemnités de renvoi injustifié (1942) ; un employé contre la commune pour indemnités de renvoi injustifié (1942) ; un particulier contre une société de travaux publics et une compagnie d'assurances au sujet d'une demande de paiement pour dommages causés par un accident dans une tranchée (1943) ; un négociant contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un paiement pour préjudice causé par un accident (1943) ; deux particuliers contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'une provision et d'une expertise médicale suite à l'accident causé par un camion (1943) ; un maçon contre les hôpitaux au sujet d'un paiement pour frais causés par un accident (1944) ; un particulier contre les hôpitaux au sujet d'un remboursement des versements pour retraite (1944).

- 5 K 363** **Grenoble** : opposition à contrainte d'une société pour paiement de taxe (1945) ; un particulier contre les hôpitaux au sujet d'une demande de paiement après renvoi de ses fonctions (1945) ; un employé de mairie protestant contre son renvoi (1945) ; immeuble menaçant ruine (1945) ; constat d'urgence d'un expert pour constater l'état d'une automobile accidentée (1945) ; des époux contre la commune et la régie foncière pour demande en paiement du préjudice causé pour suppression de la rue Nestor-Cornier (1945) ; un particulier contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un accident d'automobile (1946) ; un assureur contre une société de travaux publics pour paiement de dommages en réparation du préjudice causé par sa chute dans une tranchée (1947) ; un particulier contre l'Etat au sujet d'une demande relative aux travaux de canalisation (1947) ; les PTT contre deux sociétés d'électricité pour remboursement des débours et frais dont elle a dû assumer la charge (1947).
- 5 K 364** **Grenoble** : un employé contre la commune pour annulation de l'arrêté du maire concernant son licenciement de Directeur du Conservatoire de musique (1947) ; une employée contre le préfet au sujet de sa réintégration comme Directrice de cuisine aux hôpitaux civils de la commune (1949) ; un employé contre le préfet au sujet de sa réintégration comme magasinier aux hôpitaux de la commune (1949) ; la commune contre une société de tourisme au sujet d'une résiliation relative à la construction de W.C. sur un terrain (1947) ; un particulier contre les hôpitaux civils au sujet d'une indemnité et d'expertise médicale en raison de l'accident de son épouse dans une ambulance (1947) ; une négociante contre la commune au sujet d'un paiement en réparation du dommage causé un refus d'autorisation de construire (1947).
- 5 K 365** **Grenoble** : le préfet contre un industriel concernant la mise en demeure de ce dernier de cesser les inconvénients de son usine (1948) ; un ex-économe contre le préfet pour annulation de l'arrêté révoquant ses fonctions aux hospices de la commune (1948) ; trois entrepreneurs contre les hôpitaux pour opposition au commandement par le receveur de cette administration (1948) ; un négociant en bois contre le maire pour suppression en fourniture en bois pour la ville de Grenoble (1948) ; un employé contre la commune pour paiement représentant le montant de ses congés payés en tant que concierge à la polyclinique de cette commune (1949) ; un ex-employé contre les hôpitaux au sujet d'un paiement pour renvoi abusif de son poste de caviste dans cette administration (1949) ; un propriétaire à Aix-les-Bains contre le Génie Rural au sujet d'un paiement pour dommages causés à sa propriété d'Aoste par les travaux effectués par cette administration (1949) ; un propriétaire contre un entrepreneur au sujet d'une indemnité suite à un accident provoqué par des travaux (1949) ; une propriétaire contre la commune pour paiement de dommages-intérêts causés par un accident mortel à son époux suite à une explosion (1949) ; une entreprise de transports contre la commune au sujet d'un paiement pour dépenses occasionnées à un camion suite à l'effondrement de la chaussée (1949) ; immeuble menaçant ruine (1949) ; un particulier contre les hôpitaux de cette commune pour protestation contre la décision à faire compter son séjour de cure thermale dans ses congés annuels (1949).
- 5 K 366** **Grenoble** : un chirurgien contre le préfet au sujet d'une annulation des opérations de concours et de l'arrêté préfectoral pour la nomination d'un chirurgien des hôpitaux (1950) ; les hôpitaux contre une entreprise et un architecte au sujet de réparation du dommage subi par suite de vices de construction et malfaçons de l'hôpital (1950) ; un cultivateur contre la commune pour demande de provisions suite à un accident provoqué par la camionnette de la régie de la commune (1950) ; immeuble menaçant ruine (1950) ; un particulier contre les hôpitaux pour demande d'indemnités suite à l'accident provoqué par une ambulance (1950) ; un particulier contre la commune pour demande

en réparation de l'accident provoqué par un camion du cantonnier (1951) ; une veuve contre une société pour demande de dommages-intérêts suite à l'accident mortel de son époux (1952) ; un particulier contre la commune et la caisse des dépôts pour rectification de la pension de retraite (1952) ; la caisse primaire de sécurité sociale contre la ville pour remboursement de prestations suite à l'accident provoqué par une tranchée (1952) ; le préfet contre une société suite à son arrêté mettant en demeure la société de prendre des dispositions pour supprimer le bruit de son atelier mécanique (1952) ; une société contre une entreprise au sujet d'une indemnité pour réparation des dégâts subis lors d'un accident provoqué par une tranchée (1952).

- 5 K 367** **Grenoble** : constat d'urgence demandée par une entreprise de transports concernant un accident d'automobile provoqué par une tranchée (1953) ; un particulier contre la commune et la caisse des dépôts au sujet d'une annulation de la décision concédant une pension de retraite (1953) ; une commerçante contre la commune pour protestation contre la résiliation de son abonnement sur la place du marché (1953) ; un particulier contre les hôpitaux au sujet d'une indemnité pour accident opératoire (1953) ; un épicier contre les hôpitaux et une société d'assurance pour demande en réparation d'un accident d'automobile subi à Pont-de-Claix (1953) ; un négociant en chaussures contre les Eaux-et-Forêts au sujet d'une indemnité en réparation d'un accident d'automobile provoqué par la voiture de cette administration (1953) ; immeuble menaçant ruine (1953) ; immeuble menaçant ruine (1953).
- 5 K 368** **Heyrieux** : un directeur d'entrepôt contre la commune pour demande d'indemnité suite à un accident d'automobile (1927).
Hurtières : constat d'urgence par expert pour constater les dégâts causés à sa propriété par des éboulements (1937).
- 5 K 369** **Izeaux** : un entrepreneur en maçonnerie contre la commune pour demande en paiement de la réfection du mur du cimetière et repose de monuments funéraires (1949).
- 5 K 370** **Jallieu** : un propriétaire contre le préfet au sujet de l'annulation de l'arrêté autorisant l'occupation d'un terrain (1942) ; un particulier contre l'Etat au sujet de l'abattage d'une génisse par la compagnie de ravitaillement (1943).
- 5 K 371** **Lancey** : un négociant en vins contre un entrepreneur au sujet d'un paiement pour réparation du préjudice suite à un accident d'automobile provoqué par une tranchée (1931).
Lans : autorisation de plaider au nom de la commune une action en revendication du sol de l'ancien chemin cadastral devant une propriété (1935) ; la Fédération Dauphinoise de Ski contre la commune au sujet d'une subvention pour la construction d'un tremplin (1937).
Livet-et-Gavet : un boulanger contre la commune demandant l'annulation de l'arrêté prescrivant l'aliénation de parcelles (1948).
- 5 K 372** **Marcilloles** : l'ancien maire contre la commune au sujet d'un paiement concernant des frais de procès lors de son mandat de maire (1950) ; un entrepreneur contre la commune au sujet de paiement de travaux (1953).

Méaudre : une ancienne employée contre la commune concernant la réintégration de son emploi auxiliaire à la mairie (1947) ; un propriétaire contre la commune concernant une réclamation concernant la répartition des bois de service (1953).

Meylan : un propriétaire contre la commune pour protestation du refus du maire d'autoriser la clôture d'un jardin (1940).

Meyzieu : un propriétaire contre les PTT au sujet d'un paiement pour dommages causés suite à l'accident causé par des fils PTT (1940).

Mions : immeuble menaçant ruine (1947) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement de travaux (1948).

Moidieu-Détourbe : un ancien employé contre la commune au sujet de demande d'indemnités suite à la suspension de sa révocation (1953).

Moirans : main levée d'hypothèque contre les hospices de cette commune (1928) ; un propriétaire contre la commune en vue de condamner cette dernière à empêcher tous travaux de déversement (1931).

Montbonnot-Saint-Martin : un ingénieur contre la commune pour demande de paiement d'honoraires pour travaux (1946) ; un ingénieur contre la commune pour paiement suite à un accident d'automobile (1949) ; la commune contre un architecte pour demande de réfection du mur du cimetière (1949).

5 K 373

Montfleury : les PTT contre une société de travaux publics déféré du préfet relatif au procès-verbal dressé par l'inspecteur des PTT relatant les dommages causés par un câble souterrain (1928).

Monestier-de-Clermont : la commune contre un entrepreneur au sujet de la résiliation de deux marchés pour divers travaux (1938) ; constat d'urgence à la requête d'un transporteur routier demandant désignation d'expert suite à l'accident de voiture subi par collision avec un camion de la commune (1941).

Monestier-du-Percy : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1930) ; autorisation de plaider, requête d'un propriétaire contre un autre propriétaire qui tend à s'emparer d'une parcelle de terrain donnant accès à la voie publique (1932) ; un cultivateur contre la commune pour demande de dommages-intérêts du préjudice causé par les égouts communaux (1937).

Montalieu-Vercieu : une société contre la commune, requête pour obtenir la décharge des droits de voirie (1933) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1936).

Monteynard : un propriétaire contre la commune au sujet d'un accident (1943).

Morte (La) : subventions industrielles concernant le chemin vicinal n°1 demandées par un marchand de bois (1925).

Moutaret (Le) : immeuble menaçant ruine (1951).

Murianette : un propriétaire contre la commune pour obtenir la cessation du préjudice cause par des malfaçons à l'établissement du chemin vicinal n°1 (1936).

5 K 374

Mure (La) : divers propriétaires contre la ville demandant réduction de la taxe sur les frais de construction de trottoirs et caniveaux (1930) ; une sage-femme contre l'hôpital de la commune au sujet de la révocation de son emploi (1946) ; un propriétaire contre la commune au sujet de dommages-intérêts pour dépôts de débris sur ses terrains (1946) ; deux sages-femmes contre les hospices au sujet de la révocation de leur emploi (1949).

- 5 K 375** **Notre-Dame-de-Vaulx** : une société contre la commune pour demande de résiliation du marché (1940).
Noyarey : une entreprise électrique contre la commune au sujet d'un paiement de travaux (1941) ; un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées pour demande d'enlèvement de déblais et de dommages-intérêts causés par des travaux (1948).
- 5 K 376** **Optevoz** : divers propriétaires contre la commune pour obtenir une revendication d'un espace de terrain servant le chemin et dont la propriétaire revendique (1929) ; un propriétaire contre la commune pour obtenir la suppression d'un cassis existant sur un chemin vicinal qui amène des eaux dans sa propriété (1942).
Oyeu : divers propriétaires contre la commune pour revendiquer l'aliénation de l'ancienne mairie-école (1930).
- 5 K 377** **Panissage** : un établissement contre la commune pour paiement de travaux (1944).
Pariset : projet de construction d'une ligne à haute tension (1928).
Péage-de-Roussillon (Le) : un mécanicien contre la commune au sujet d'un paiement de travaux (1941) ; un particulier contre un chauffeur des Ponts-et-Chaussées et les Ponts-et-Chaussées pour remboursement des dommages-intérêts en raison du décès de son épouse provoqué par un camion de cette administration (1941) ; les hospices de Lyon contre la commune au sujet de frais d'hospitalisation d'un malade (1942) ; une ancienne employée contre la commune pour indemnité de licenciement (1946).
Pellafol : un propriétaire contre la caisse des allocations familiales au sujet d'une demande d'annulation de sa cotisation (1948) ; un exploitant forestier contre Electricité de France au sujet d'une indemnité pour dégâts causés à sa propriété par des infiltrations d'eau du lac du Sautet (1953).
Penol : un propriétaire contre le préfet et la commune pour demande d'annulation de l'arrêté autorisant l'occupation temporaire de ses terrains (1935) ; un propriétaire contre la commune pour demande d'indemnité pour non restitution d'un fusil réquisitionné (1950).
Pierre-Châtel : un propriétaire contre la commune pour demande de suppression de l'écoulement des eaux de la fontaine publique (1939) ; immeuble menaçant ruine (1939).
Poliénas : gestion occulte du maire (1932).
- 5 K 378** **Poisat** : constat d'urgence du maire concernant le débit d'eau potable (1950).
Pont-de-Beauvoisin (Le) : un sculpteur sur bois contre la commune pour indemnités suite à un accident (1926) ; constat d'urgence pour désigner un expert afin de constater l'état et la situation des réseaux appartenant aux deux sociétés d'éclairage de cette commune (1927) ; subventions industrielles dues par un industriel (1928).
Pontcharra : un propriétaire contre la commune pour paiement en réparation du préjudice causé à sa maison par suite du défaut d'étanchéité du fossé du chemin vicinal n°4 (1935).
Pont-de-Claix : le préfet contre une société mettant en demeure cette dernière de prendre les dispositions à supprimer les odeurs gênantes de son usine (1951) ; un

négociant en vin contre les Eaux-et-Forêts pour demande en réparations des dégâts suite à son accident d'automobile causé par le camion de cette administration (1952).

Pont-Evêque : un architecte contre la commune pour demande d'honoraires pour exécution de deux avant-projets d'adduction d'eau (1930).

Pont-en-Royans : immeuble menaçant ruine (1933).

5 K 379 **Porcieu-Amblagnieu** : deux particuliers contre la commune au sujet de subventions industrielles (1931).

Prébois : un particulier contre le préfet pour dommages-intérêts pour internement injustifié de son oncle (1947) ; un propriétaire contre la commune pour demande d'annulation d'une adjudication (1948).

Pressins : un cultivateur contre la commune afin qu'il lui soit accordé une indemnité pour dommages causés à sa propriété par la construction d'un chemin (1927).

Primarette : demande de paiement de travaux aux chemins vicinaux n°2 et n°6 (1930).

Proveyzieux : un propriétaire contre le percepteur et la commune pour opposition à commandement d'une somme restant due sur une fourniture en bois (1951).

5 K 380 **Renage** : un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement pour travaux et fournitures (1933) ; un propriétaire contre la commune au sujet d'un paiement d'indemnités suite à un accident de voiture (1950).

Revel : autorisation de plaider, requête d'un conseiller municipal pour agir en justice pour faire respecter un chemin rural propriété de la commune (1935) ; un propriétaire contre la commune pour demande de suppression d'une buse d'éboulement du chemin vicinal n°13 (1944) ; un propriétaire contre la commune pour demande de dommages-intérêts suite à l'inexécution d'un arrêté du Conseil de préfecture (1945).

Reventin-Vaugris : un particulier contre la commune pour résiliation du bail sur un terrain destiné au terrain de sport scolaire (1951).

Rivière (La) : un entrepreneur contre une entreprise et les Ponts-et-Chaussées pour remboursement des dégâts occasionnés suite à des travaux à son camion (1943).

Roches-de-Condrieu (Les) : fixation du domicile de secours, requête du maire protestant et refusant les frais d'assistance médicale gratuite d'un malade (1940).

Roussillon : une société de chauffage contre la commune pour paiement de travaux (1937).

Rovon : un chauffeur contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'une demande de paiement pour préjudice subi d'un accident (1939) ; constat d'urgence demandé par une société de transports maritimes suite à l'accident d'automobile dont elle a été victime (1952).

Ruy : gestion occulte du maire (1934).

5 K 381 **Sainte-Agnès** : assistance aux vieillards concernant un particulier pensionnaire de l'asile privé (1928).

Saint-André-en-Royans : un ancien employé contre la commune concernant sa réintégration à la mairie (1948).

Saint-Aupre : une société contre la commune au sujet d'un paiement de fournitures pour la réfection d'un pont (1935) ; un particulier contre la commune au sujet d'un paiement de fournitures de gravier et de travaux (1935).

5 K 382 **Saint-Barthélémy-de-Séchilienne** : divers propriétaires contre le préfet pour opposition à l'arrêté autorisant l'occupation temporaire de terrains pour la construction du chemin vicinal n°1 (1934).

Saint-Bonnet-de-Mure : un propriétaire contre le président du comité de libération et le préfet pour demande d'indemnités suite à un accident d'automobile (1949).

Saint-Bueil : assistance aux vieillards concernant un particulier hospitalisé à l'asile de la Teppe dans la Drôme (1929).

5 K 383 **Saint-Chef** : un industriel contre la commune en vue d'obtenir réparation du dommage causé des suites de modification au chemin d'accès à sa propriété (1930) ; un propriétaire contre la commune pour demande en réparation du préjudice causé suite à des travaux vicinaux sur ses terrains (1936) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1942) ; procès-verbal contre les PTT pour dégâts causés à une ligne téléphonique (1943).

Saint-Clair-de-la-Tour : assistance aux vieillards, déféré du préfet pour la détermination d'un particulier hospitalisé à Villeurbanne (1929).

Saint-Clair-sur-Galaure : déféré du préfet contre un négociant pour dégâts à un poteau téléphonique (1934) ; déféré du préfet contre un propriétaire pour dégâts à la barrière du pont n°331 (1940).

5 K 384 **Saint-Didier-d'Aoste** : procès-verbal contre un propriétaire, déféré du préfet pour dégâts causés à la barrière du pont n°13 (1940).

Saint-Didier-de-la-Tour : la commune contre une société suite à une requête pour faire condamner cette société à effectuer les travaux nécessaires au fonctionnement de sa ferme (1932).

5 K 385 **Saint-Egrève** : procès-verbal de grande voirie contre un marchand de vins pour avoir abattu un arbre qui a détérioré deux fils téléphoniques (1933).

5 K 386 **Saint-Geoire-en-Valdaine** : un particulier contre la commune au sujet de travaux sur le chemin vicinal ordinaire n°1 (1940) ; un riverain contre la commune pour faire intégrer une ruelle dans le domaine public (1953).

Saint-Georges-de-Commiers : requête d'un propriétaire contre d'autres propriétaires qui obstruent un passage d'égout communal (1936).

Saint-Guillaume : l'exploitant du réseau électrique contre le préfet pour faire annuler un arrêté préfectoral le mettant en demeure de remettre en bon état de fonctionnement l'usine électrique, de réparer les réseaux de distribution et de reprendre le service (1932).

5 K 387 **Saint-Hilaire-de-Brens** : immeuble menaçant ruine (1932) ; un bouilleur de cru demande un dégrèvement (1940) ; un particulier contre les Ponts-et-Chaussées et contre une société au sujet de la pollution des eaux d'un puits alimentaire (1952).

Saint-Hilaire-du-Rosier : des particuliers contre la commune pour paiement d'intérêts suite à l'accident causé à leur fils (1949).

Saint-Hilaire-du-Touvet : une entreprise contre le département du Rhône au sujet du paiement de travaux aux Petites-Roches (1931) ; constat d'urgence, requête du préfet du Rhône afin de nommer un expert pour constat d'appareils livrés au sanatorium des Petites-Roches (1941) ; constat d'urgence, requête du préfet du Rhône au sujet de l'état des terrasses couvrant les bâtiments suite à des infiltrations d'eau au sanatorium du Rhône (1941) ; constat d'urgence pour déterminer les quantités d'eau détournées de la source des Sangliers (1947) ; un particulier contre le département du Rhône pour indemnisation suite à un accident provoqué par une ambulance du sanatorium du Rhône (1951).

5 K 388 **Saint-Ismier** : un particulier contre le préfet au sujet de la décision préfectorale l'imposant à la participation de frais d'hospitalisation de son beau-père (1949).

Saint-Jean-de-Bournay : la commune contre une société électrique au sujet de la concession de distribution d'énergie électrique (1927) ; un concessionnaire de l'éclairage contre la commune au sujet de la perception des recettes de concession (1927) ; opposition d'un huissier à l'arrêté par lequel le président a taxé et liquidé les frais d'expertise (1932) ; la secrétaire de mairie auxiliaire contre la commune au sujet de sa révocation (1942) ; un particulier contre le maire au sujet de l'annulation de l'arrêté le révoquant de ses fonctions (1942).

Saint-Jean-de-Moirans : approbation d'un projet de transaction relatif à une infraction de poudre de fraude contre un manoeuvre (1926).

Saint-Jean-de-Vaulx : un propriétaire contre la commune pour demande d'indemnités suite aux dommages causés à sa propriété par la construction d'un chemin (1934).

Saint-Just-de-Claix : la commune contre une société et un géomètre pour demande en réparation des dommages subis lors de travaux d'adduction d'eau potable (1950).

5 K 389 **Saint-Lattier** : requête d'un particulier demandant la désignation d'un expert afin de constater les infiltrations dans son immeuble par la construction du barrage de Pizançon (1939) ; un propriétaire contre la commune pour demande de protection et paiement des dégâts causés par le déversement des eaux pluviales (1941).

Saint-Laurent-du-Pont : un propriétaire contre la commune pour paiement du préjudice causé à sa propriété par des travaux du chemin rural qui ont dévié les eaux (1931) ; fixation du domicile de secours d'une personne à l'asile de Bassens en Savoie (1935) ; un particulier contre les hôpitaux de Grenoble et ceux de cette commune pour dommages-intérêts suite au préjudice moral et matériel pour négligence des services (1951).

Sainte-Luce : un particulier contre le département suite à une requête demandant la construction d'une rigole sur le chemin de grande communication n°212 bis et paiement de dommages-intérêts (1940) ; un propriétaire contre la commune pour demande en paiement de dommages-intérêts suite au préjudice subi à sa propriété (1942) ; un propriétaire contre la commune au sujet de l'imposition du rôle de pâturage (1943).

5 K 390 **Saint-Marcellin** : fixation du domicile de secours d'une personne hospitalisée à l'asile du Perron (1929) ; un entrepreneur contre l'hôpital au sujet d'un paiement pour réparations et fournitures d'installation de chauffage dans ce centre (1935) ; déféré du préfet pour faire fixer à Romans le domicile de secours à un particulier (1940) ; un agriculteur contre le département au sujet d'un paiement pour dommages suite à

l'accident provoqué par l'ambulance de l'hôpital (1949) ; la sécurité sociale de Grenoble contre l'hôpital de Saint-Marcellin pour remboursement de frais aux accidentés du travail (1949).

Sainte-Marie-d'Alloix : un propriétaire contre la commune au sujet de l'écoulement des eaux de pluie sur sa propriété suite à un mauvais aménagement d'un puits qui relie route nationale n°90 et chemin communal (1941).

Saint-Martin-d'Hères : contravention de police de grande voirie contre les PTT au sujet du déféré du préfet contre un entrepreneur de transports pour bris de poteaux téléphoniques (1935) ; un garde-champêtre contre le maire pour demande d'annulation le déclarant démissionnaire de ses fonctions (1942) ; un particulier contre le maire pour demande d'indemnités au sujet de son accident de travail (1944) ; un ancien employé contre la commune concernant sa réintégration pour son poste de gardiennage (1947) ; un particulier et une compagnie d'assurances contre la commune au sujet d'un accident de voiture (1949) ; un préposé des eaux contre la commune pour demande d'annulation de l'arrêté et demande de dommages le révoquant de ses fonctions (1950).

5 K 391 **Saint-Martin-d'Uriage** : un cantonnier contre la commune pour demande d'annulation de l'arrêté prononçant sa révocation (1939) ; un chef cantonnier contre la commune protestant sur sa suppression de poste (1939) ; un cantonnier protestant contre son licenciement (1939).

Saint-Martin-le-Vinoux : requête d'un propriétaire pour nomination d'expert pour constat des dégâts causés à sa propriété (1946).

Saint-Maurice-en-Trièves : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre un propriétaire pour démolition d'un poteau téléphonique (1950).

Saint-Maurice-l'Exil : bouilleur de cru (1939).

Saint-Michel-les-Portes : divers propriétaires contre la commune au sujet de la remise en état de la fontaine communale (1948).

5 K 392 **Saint-Nizier-du-Moucherotte** : une secrétaire contre le maire et son arrêté pour suppression et réintégration de son emploi (1937).

5 K 393 **Saint-Pancrasse** : un propriétaire contre la commune pour demande d'intérêts suite au préjudice causé sur son terrain (1940) ; une société de sondages contre la commune pour paiement de travaux (1940).

5 K 394 **Saint-Paul-d'Izeaux** : un ingénieur contre la commune pour demande d'honoraires pour établissement des plans et devis des bâtiments scolaires (1937) ; la commune contre un architecte et un entrepreneur pour paiement suite aux travaux au cimetière (1939).

Saint-Paul-de-Varces : gestion occulte du maire (1930).

5 K 395 **Saint-Pierre-de-Bressieux** : un particulier contre la commune pour dommages-intérêts pour le préjudice causé à leur propriété par des travaux de captage d'eau (1944).

Saint-Pierre-de-Chartreuse : un particulier contre l'Office des colonies de vacances pour demande en réparation du préjudice causé par accident à sa fille en colonie (1932).

Saint-Pierre-de-Mésage : constat d'urgence demandé par divers propriétaires pour demande d'évaluation des bois situés sur leur propriété (1942).

Saint-Priest : un propriétaire contre la commune pour demande d'annulation de l'arrêté du maire concernant le changement d'emploi (1947) ; un propriétaire contre la commune pour requête à une indemnité pour avoir violé le droit d'être nommé à un emploi de cette commune (1940) ; une compagnie contre l'office des HBM pour demande de solde suite à la construction de cet office (1943) ; un propriétaire contre la commune pour demande du paiement suite aux travaux de l'abattoir (1947).

5 K 396 **Saint-Priest** (suite) : un entrepreneur contre l'Etat pour opposition du reversement des indemnités de marchés (1949) ; le concierge de la mairie contre la commune pour demande d'annulation de l'avis de discipline et de l'arrêté prononçant sa révocation (1949) ; immeuble menaçant ruine (1952).

Saint-Quentin-sur-Isère : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux de canalisations d'eau potable (1938).

Saint-Romans : la commune contre une société et un architecte pour demande en réparation des dommages subis par les travaux d'adduction d'eau potable (1950).

5 K 397 **Saint-Sauveur** : un propriétaire contre la commune pour demande de dommages-intérêts suite au préjudice causé par des travaux d'adduction d'eau (1940) ; un instituteur contre la commune pour demande d'indemnités du renvoi de son emploi de secrétaire de mairie (1948).

Saint-Savin : un propriétaire contre la commune pour demande de paiement en réparation du préjudice causé par l'accident dans une carrière à ciel ouvert (1933).

Saint-Siméon-de-Bressieux : un médecin contre la commune pour demande de dommages-intérêts pour déversement dans sa propriété des eaux résiduaires (1943).

Saint-Symphorien-d'Ozon : un propriétaire contre un entrepreneur pour demande tendant à procéder à l'état des lieux pour occupation temporaire de ses terrains par un autre propriétaire (1947).

5 K 398 **Salaise-sur-Sanne** : bouilleurs de cru (1938-1940) ; l'ancien secrétaire de mairie contre la commune au sujet de son licenciement (1949).

Salette (La) : un abbé et une compagnie contre les Ponts-et-Chaussées pour demande en réparation suite à un accident d'automobile (1944).

Salle-en-Beaumont (La) : déféré du préfet contre un propriétaire pour dégâts causés à la ligne téléphonique du Haut-Siévoz (1934).

Sappey (Le) : constat d'urgence demandé par un docteur suite à un accident d'automobile provoqué par un tas de gravier sur la voie (1952).

Sassenage : un particulier contre la commune pour travaux non conformes à une délibération du conseil municipal aux canalisations d'eau (1932) ; un particulier contre le département de l'Isère pour demande d'indemnités suite à un accident de bicyclette (1949).

Séchilienne : constat d'urgence formulé par Electricité de France suite à des travaux d'équipement de la chute dite du Péage de Vizille (1948) ; un particulier contre Electricité de France et une entreprise pour demande d'indemnités pour l'abandon de sa propriété provoqué par les travaux de percement de galeries dans la montagne, au-

dessus du hameau "Les Rivoinands" (1951) ; un particulier contre Electricité de France pour indemnités pour préjudices subis à la suite de travaux (1952).

Septème : constat d'urgence formulé par un camionneur pour désignation d'expert pour constat d'un accident d'automobile sur le chemin vicinal n°12 par suite d'affaissement des dalles recouvrant un ruisseau (1935).

Seyssinet-Pariset : fixation du domicile de secours d'un malade (1938).

Siccieu-Saint-Julien-et-Carisieu : procès-verbal, déféré du préfet contre un propriétaire pour rupture de lignes aériennes (1950).

Solaize : un propriétaire contre un entrepreneur demande à un état des lieux pour constat d'occupation temporaire de son terrain (1947) ; un particulier contre la commune pour décharge d'une partie de la redevance de consommation d'eau (1949) ; un propriétaire contre la commune pour demande d'indemnités pour dégâts causés à ses bâtiments par l'écoulement des eaux de la commune (1952).

Sône (La) : constat d'urgence d'une société afin de désigner deux experts pour constater les dégâts des bâtiments et la détérioration de marchandises par suite de destruction du pont de la Sône (1941).

5 K 399 **Ternay** : un médecin contre le département de l'Isère pour demande de dommages-intérêts pour fautes de service ayant causé préjudice à un inspecteur (1935).

Thodore : requête d'un propriétaire contre la commune pour dommages subis par des travaux ayant modifié l'écoulement des eaux pluviales (1932) ; un propriétaire contre la commune et un entrepreneur demande tendant à arrêter les travaux qui doivent être exécutés sur sa propriété (1947).

Thuellin²⁰ : procès-verbal contre un propriétaire pour dégâts causés aux lignes téléphoniques (1943).

Treffort : bouilleur de cru (1938).

Tour-du-Pin (La) : une propriétaire contre la commune requête afin de déclarer cette commune responsable de l'accident de son mari et la condamne à payer des indemnités (1930) ; un propriétaire contre le préfet et un entrepreneur pour demande en paiement de dommages causés à sa propriété par des travaux (1946).

Tramolé : subvention industrielle par une société laitière pour dégradations du chemin vicinal n°1 (1930).

Trept : bureau de bienfaisance (1941).

5 K 400 **Tronche (La)** : remboursement de frais d'assistance médicale gratuite (1928) ; fixation du domicile de secours pour un malade à l'hôpital de cette commune (1930) ; un particulier contre la commune requête tendant à obtenir la reconstruction d'un mur de sa propriété (1940) ; un particulier contre la commune pour demande de paiement en réparation des dégâts survenus à son immeuble suite aux crues de l'Isère (1946).

Tullins : un particulier contre le receveur de l'hôpital pour opposition à contrainte (1927) ; un propriétaire contre la commune pour demande d'indemnités pour préjudice causé suite à l'accident de leur fils provoqué par une fontaine publique (1949).

²⁰ La commune de Thuellin a été réunie à celle de Veyrins pour former Veyrins-Thuellin selon l'arrêté du 29 décembre 1972.

- 5 K 401** **Uriage** : un entrepreneur contre les Ponts-et-Chaussées pour demande en paiement des dommages causés par accident d'automobile provoqué par des feuilles mortes (1944).
- 5 K 402** **Valbonnais** : un propriétaire contre la commune au sujet d'un paiement pour réparation du préjudice causé par des travaux d'adduction d'eau potable (1931) ; un propriétaire contre les hospices civils de Grenoble concernant une demande d'expertise pour son fils qui aurait contracté la tuberculose à l'hôpital (1947).
Varacieux : immeuble menaçant ruine (1936).
Vasselin : immeuble menaçant ruine (1933).
Vaujany : un propriétaire contre la commune et un autre propriétaire pour faire reconnaître ses droits sur la parcelle du plan cadastral (1941) ; un plombier contre la commune concernant un paiement de travaux à l'école (1948) ; un particulier contre l'administration et un couple pour indemnités suite à un accident (1950).
Venosc : la commune contre une société et un industriel pour demande en réparation des dégâts au chemin vicinal n°4 (1939).
Vernioz : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre un propriétaire pour bris d'un poteau téléphonique (1933).
Veurey-Voroize : un industriel contre le département de l'Isère pour demande en paiement de dommages-intérêts pour privation de l'usage du pont (1932) ; fixation du domicile de secours d'un particulier (1932) ; le maire contre le conseil de discipline du personnel pour opposition à la révocation d'un employé (1948).
Veyssilieu : déféré du préfet pour fixation du domicile de secours d'un particulier (1932).
- 5 K 403** **Vienne** : déféré du préfet d'un procès-verbal contre des ouvriers pour dégradation des lignes téléphoniques sur la voie ferrée provoquée par la coupe de branches d'arbres (1930) ; immeuble menaçant ruine (1931) ; un propriétaire contre la commune pour mise en demeure de remplir ses engagements sur le chemin des coteaux de l'Isle (1931) ; une société contre la commune pour paiement de travaux (1932) ; un négociant contre la commune pour paiement en réparation du préjudice subi par suite de travaux autour de son domicile (1935) ; requête d'un propriétaire pour désignation d'expert pour constat de dégâts subis par travaux dans sa propriété (1935) ; requête d'un avoué pour désignation d'expert pour constat du bâtiment inondé et marchandises avariées par les eaux pluviales suite à des travaux (1936).
- 5 K 404** **Vienne** : un négociant contre les Ponts-et-Chaussées et une entreprise au sujet d'un paiement pour réparation suite à un accident d'automobile subi sur la voie ferrée (1937) ; un propriétaire contre la commune au sujet d'un paiement pour réparation des dommages subis dans sa propriété envahie par les eaux pluviales provenant du chemin vicinal (1937) ; une société d'assurances contre les hospices pour demande en paiement de primes et remboursement de taxes (1938) ; un propriétaire contre une entreprise pour demande en paiement de dommages causés à sa propriété par des éboulements suite à des travaux (1939).
- 5 K 405** **Vienne** : bouilleurs de cru (1935) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'un marché de travaux (1941) ; un chauffeur contre le préfet au sujet d'indemnités pour suppression de son emploi (1941) ; un ancien employé contre la commune au sujet d'indemnités de paiement pour son réembauchage (1941) ; un employé contre les

hospices au sujet d'un paiement d'indemnités pour son renvoi (1943) ; l'ancien directeur contre les hospices pour demande de paiement de son congé payé (1943) ; l'ancien receveur contre les hospices pour demande de révision de sa retraite (1945) ; une entreprise d'électricité contre la commune au sujet de charges extra-contractuelles (1946-1948) ; un particulier contre les hospices pour paiement dommages-intérêts suite à l'accident de sa fille causé par la camionnette de cette administration (1948) ; un négociant contre la commune pour paiement dommages causés suite à un accident d'automobile (1948) ; un ancien économe contre les hospices pour paiement de salaire et d'indemnités (1949) ; un établissement contre la commune pour demande de paiement suite au marché et fournitures de pose d'appareils (1949).

5 K 406 **Vienne** : la commune contre un particulier, un entrepreneur et d'autres propriétaires pour expertise des pièces de construction du groupe scolaire et indemnités de dommages-intérêts (1949) ; une société contre la cinématographie pour opposition au procès-verbal et menace de fermeture de cinéma pour non paiement d'une amende (1951) ; les PTT et un particulier contre Electricité de France pour demande d'indemnités suite à un accident d'électrocution par des travaux sur une ligne téléphonique (1951) ; opposition à contrainte d'industriels sur taxe du chiffre d'affaires (1951) ; un particulier contre Electricité de France et la Sécurité sociale pour demande d'indemnités suite à un accident d'automobile provoqué par un poteau électrique couché sur la chaussée (1952).

5 K 407 **Vif** : un ingénieur contre la commune pour paiement d'honoraires pour projet d'alimentation en eau (1942).

Villard-Bonnot : un entrepreneur de travaux publics contre la commune pour résiliation d'un marché d'adduction d'eau potable (1930) ; un entrepreneur contre la commune pour résiliation d'un marché d'adduction d'eau potable (1932) ; la commune de Sainte-Agnès contre cette commune pour demande d'indemnités de retard au sujet de prélèvement d'eau (1942).

Villard-Notre-Dame : un propriétaire contre un entrepreneur au sujet de dommages causés à sa propriété par les travaux de construction de la route (1944).

Villard-de-Lans : procès-verbal de grande voirie contre une entreprise pour dégâts causés aux lignes téléphoniques (1942) ; des propriétaires contre la commune et une entreprise pour demande en réparation du préjudice causé à leur immeuble par suite de travaux (1948) ; constat d'urgence au sujet d'un accident provoqué par le mauvais état de la chaussée (1951).

Villette-de-Vienne : un propriétaire contre le préfet pour demande d'indemnités suite à l'accident de sa camionnette provoqué par une tranchée (1948) ; un forestier contre l'Etat (Eaux-et-forêts) pour bris de réserves dans la forêt de Proveysieux (1950).

Vinay : un industriel demande un constat d'expert pour l'éboulement de son canal d'amenée d'eau potable (1928) ; un propriétaire contre la commune pour écoulements des eaux d'égouts et des eaux résiduaires (1928) ; un négociant contre la commune pour paiement pour remise en état de l'amenée d'eau à son usine (1929) ; une société d'électricité contre la commune afin de déterminer par expert l'indemnité due par cette commune de la hausse des prix (1931) ; la commune contre une société d'électricité au sujet de l'installation de la ligne d'éclairage du hameau de la Blache (1932) ; la commune contre une société d'électricité pour paiement d'indemnités de charges extra-contractuelles (1937) ; une entreprise de travaux publics contre la commune pour paiement de travaux d'adduction d'eau potable (1937) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement d'un marché (1949).

- 5 K 408** **Viriville** : un agriculteur contre la commune suite à une requête afin de désigner un expert pour préciser la nature des travaux à exécuter dans sa propriété (1934) ; un secrétaire de mairie contre le maire au sujet de sa révocation (1944).
- Vizille** : une société contre la commune pour demande de dommages-intérêts concernant les travaux scolaires (1930) ; fixation du domicile de secours d'un particulier (1935) ; un ingénieur contre la commune pour demande de paiement suite au projet de divers travaux communaux (1935) ; un entrepreneur contre la commune pour demande en paiement des annuités restant à courir et dommages-intérêts (1936) ; un propriétaire contre le maire pour demande de réparation du préjudice causé lui interdisant de paraître aux abattoirs (1936) ; un industriel contre la commune pour demande dommages-intérêts suite au préjudice causé par la fermeture de son usine (1939) ; un industriel contre la commune pour demande d'indemnités suite au dommage subi lors de la foire foraine (1948) ; déféré du préfet au procès-verbal des PTT contre un entrepreneur pour destruction de fils téléphoniques (1947).
- 5 K 409** **Voiron** : requête d'un particulier pour nomination d'expert afin de constater les dégâts de sa voiture suite à une collision avec un véhicule des Ponts-et-Chaussées de Savoie (1930) ; un propriétaire contre le préfet au sujet de l'annulation des arrêtés pour autorisation d'exploiter une porcherie (1930) ; un particulier contre les Ponts-et-Chaussées suite à une requête afin de déclarer l'administration responsable d'un accident d'automobile subi et demande d'indemnités (1931) ; un ancien employé contre la commune suite à une requête protestant la suppression de son emploi (1938) ; une sage-femme contre les hospices pour demande de dommages-intérêts pour inobservation du délai de son congédiement (1942) ; un industriel et un abbé contre la commune pour demande d'indemnités suite au préjudice subi par la disparition d'une source suite à des fouilles (1943) ; un propriétaire contre les hôpitaux pour demande d'indemnités en raison de l'accident provoqué par l'ambulance (1948) ; la Caisse primaire de sécurité sociale contre l'hôpital-hospice de Voiron pour remboursement de frais de consultations à des assurés sociaux (1950).
- 5 K 410** **Sociétés contre sociétés.**- Domène : la société des Papeteries contre une société de travaux publics pour demande en remboursement des dépenses faites suite aux dégâts causés par les eaux dus aux travaux effectuées par cette entreprise (1935) ; Grenoble : la société hydroélectrique contre la régie municipale d'éclairage de Vizille pour requête afin d'obtenir le paiement sur les fournitures électriques (1936) ; Saint-Priest : un entrepreneur de transports contre un entrepreneur de travaux publics pour demande en paiement du préjudice causé par un accident d'automobile provoqué par une canalisation de gaz (1934).
- 5 K 411** Gaz et Electricité de France contre les communes suite aux demandes d'indemnités pour charges extra-contractuelles de Bourgoin, la Côte-Saint-André, Fontaine, Jallieu, Moirans, Le Pont-de-Beauvoisin, Saint-Egrève, Saint-Martin-le-Vinoux, Saint-Priest, Séchilienne, La Tour-du-Pin, Vienne, Voiron (1952).
- 5 K 412** **Désistement.**- Bourg-d'Oisans (Le) : une société d'électricité contre la commune pour paiement de travaux de construction d'un réseau d'énergie électrique (1933).
- Domène** : une société de travaux publics contre la commune pour paiement de travaux d'adduction d'eau potable (1936).

Grenoble : une société contre la commune pour dommages causés à son véhicule par un accident par affaissement de la chaussée (1942) ; Grenoble : une société de cars contre la commune pour dommages de car (1949).

Huez-en-Oisans : une compagnie de mines, d'anthracite et de talc contre la commune pour non respect du cahier des charges du marché d'éclairage public (1937) ; Huez-en-Oisans : une compagnie de mines, d'anthracite et de talc contre la commune pour décharge d'obligation d'assurer l'éclairage (1937).

Saint-Marcel-Bel-Accueil : une société de construction de machines agricoles contre la commune pour dommages-intérêts suite à l'installation d'un bélier hydraulique (1933) ; Saint-Marcel-Bel-Accueil : une carrière contre les Ponts-et-Chaussées pour annulation de taxes de circulation (1945).

Saint-Priest : une entreprise de bâtiment contre la commune pour paiement pour la construction du bâtiment dit "Maison du Peuple" (1948).

Trept : une entreprise de travaux publics contre la commune pour paiement de travaux d'adduction d'eau (1950).

Venosc : une société d'électricité contre la commune pour paiement de travaux de construction d'un réseau d'énergie électrique (1934).

Vienne : une société des eaux et d'éclairage contre la commune pour paiement de charges extra-contractuelles sur vente de gaz (1952) ; une entreprise contre la commune pour paiement de travaux de construction du chemin rural n°66 (1953).

CONTENTIEUX ELECTORAL

5 K 413 **Dolomieu, Saint-Sébastien, Saint-Sorlin-de-Morestel, Susville** : déchéance des élus communistes (1940).

Canton de La Côte-Saint-André : protestation au sujet de l'élection du conseiller général aux élections cantonales (1945).

Cantons de Clelles et de Vif : protestation contre les élections des délégués cantonaux pour les élections au Conseil de la République (1946).

Ruy : protestation contre l'élection des délégués pour le Conseil de la République (1948).

Canton de Corps : protestation au sujet des élections cantonales (1949).

Elections législatives du 17 juin 1951 : réclamation du délégué régional du Rassemblement du Peuple Français (1951).

Canton de Vienne-Nord : réclamation contre l'élection du conseiller général aux élections cantonales (1951).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES VOIES DE COMMUNICATION

Routes nationales

5 K 414 **Route nationale n°6 de Paris à Chambéry et en Italie, par le Mont-Cenis.- Cessieu-Crolles** : une veuve contre les Ponts-et-Chaussées suite à une requête en vue de décider cette administration responsable de l'accident mortel de son époux (1929).

Route nationale n°7 de Paris à Antibes et en Italie, par Nice.- Vienne : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées pour demande en paiement suite à un accident de camion (1930) ; Chuzelles : un ouvrier contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un accident d'automobile sur la route nationale (1932) ; Reventin-Vaugris : un agent de publicité contre les Ponts-et-Chaussées suite à une demande de paiement en réparation à un accident d'automobile (1934) ; Péage-de-Roussillon (Le) : des particuliers contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un accident d'automobile (1939-1945) ; Auberives-sur-Varèze : un propriétaire contre la commune pour demande en paiement de dommages causés par la chute d'un mur de sa propriété provoqué par un fossé (1943) ; Vienne : une société contre les Ponts-et-Chaussées pour demande de remboursement de dommages résultant des dépenses par travaux (1951) ; Reventin-Vaugris : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées pour demande en paiement de dommages suite aux dégâts de l'inondation provoqués par des modifications de la route (1937).

5 K 415 **Route nationale n°75 de Chalon-sur-Saône à Sisteron, par Grenoble et la Croix-Haute.-** Voreppe : un propriétaire contre une société et les Ponts-et-Chaussées pour demande en paiement pour réparation suite à un accident d'automobile (1931) ; Grenoble : un particulier contre les Ponts-et-Chaussées pour demande en paiement suite à un accident en moto (1936) ; Grenoble : un ingénieur contre les Ponts-et-Chaussées pour requête en vue de faire constater cette administration responsable de son accident et demande des dommages-intérêts (1939) ; Saint-Egrève : un propriétaire contre la société de gaz électricité et demande réparation de son accident à bicyclette (1942) ; Bâtie-Montgascon (La) : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'une occupation temporaire de terrains (1942-1951) ; Thuellin : immeuble menaçant ruine en bordure de la route (1950).

Route nationale n°85 de Lyon à Nice.- Moirans : requête d'un propriétaire à l'effet de désigner un expert afin de constater les dégâts causés suite à un accident d'automobile (1936) ; Noyarey : un entrepreneur contre la commune pour demande en paiement des travaux de réfection sur la route d'Esy (1951) ; Grenoble : un employé de travaux contre les Ponts-et-Chaussées pour demande en paiement en réparation d'un accident d'automobile (1938) ; Moirans : une compagnie et une société de transports contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un paiement suite à un accident d'automobile (1940).

5 K 416 **Route nationale n°90 de Grenoble à Aoste, par Chambéry.-** Crolles : un particulier contre la commune au sujet d'un accident d'automobile (1929) ; Chapareillan : paiement pour réparation suite à un accident d'automobile (1951) ; Chapareillan : constat d'urgence concernant des accidents d'automobile provoqués par le revêtement de mauvaise qualité de la chaussée (1951) ; Touvet (Le) : paiement à un représentant de commerce pour réparation suite à un accident d'automobile (1953).

Route nationale n°91 de Grenoble à Briançon, par le Lautaret.- Freney-d'Oisans (Le) : paiement pour réparation suite au préjudice causé à un garde forestier (1935).

Route nationale n°92 de Valence à Seyssuel et à Genève.- Chantesse : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées pour paiement en réparation suite à un accident d'automobile (1935) ; Saint-Lattier : un propriétaire contre la commune pour demande de dommages-intérêts pour scellement de panneaux indicateurs sur son immeuble en bordure de la route (1939).

5 K 417 **Route nationale n°516 de La Tour-du-Pin à La Balme.-** Corbelin : un particulier contre les Ponts-et-Chaussées pour paiement en réparation suite à un accident mortel (1944).

Route nationale n°520 des Eparres à Voiron.- Châbons : requête formulée par trois sociétés afin de constater l'état de la chaussée qui a provoqué un accident de camion (1944) ; Entre-deux-Guiers : constat d'urgence formulé par le préfet afin de constater l'accident d'automobile à un particulier (1949).

Route nationale n°524 de Gières à Vizille.- Vaulnaveys-le-Bas : accident d'un cantonnier (1938) ; Uriage : un cantonnier contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un accident sur la route (1940).

Route nationale n°531 de Bourg-de-Péage à Grenoble.- Engins : un particulier contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un accident d'automobile (1935) ; Fontaine : un particulier contre les Ponts-et-chaussées au sujet d'un accident d'automobile (1938) ; Uriage : un cantonnier contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un accident (1943) ; Villard-de-Lans : un particulier contre la commune et un entrepreneur pour réparation de dommages causés à son immeuble par des travaux d'égouts (1948).

Route nationale n°532 de Saint-Bonnet-le-Froid à Sassenage.- Domène : un entrepreneur de transports contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un accident de camion (1936) ; Saint-Gervais : une entreprise contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un accident de son camion citerne (1938) ; Fontaine : requête d'un entrepreneur de transports afin de constater l'état de la route (1940) ; Noyarey : un particulier contre les Ponts-et-Chaussées pour préjudice causé à sa propriété suite à des travaux (1942).

Routes départementales (RD) ou chemins départementaux (CD).

5 K 418

Sainte-Luce : un propriétaire contre le département pour paiement suite au préjudice causé à sa propriété par la rectification de la route départementale Corps-Saint-Michel (1937).

RD 2.- Montbonnot-Saint-Martin : un particulier contre les Ponts-et-Chaussées au sujet de dégâts à sa propriété par des travaux sur le chemin (1946).

RD 11.- Revel : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées pour réparation des dégâts causés à sa propriété par les travaux d'élargissement de la route (1941).

RD 12.- Pusignan : un propriétaire contre le département et la commune afin de constater les dégâts causés à sa propriété par des travaux sur la route (1931).

CD 40.- Bouchage (Le) : contentieux au sujet d'un accident d'un cantonnier sur le chemin (1942).

RD 113.- Motte-d'Aveillans (La) : un propriétaire contre le département pour paiement suite à un accident de moto sur la route (1946).

RD 165.- Sassenage : un transporteur contre le département pour indemnités suite aux dégâts d'un effondrement sur la route (1952).

RD 212.- Sainte-Luce : un propriétaire contre le département pour protestation contre l'arrêté donnant alignement de la parcelle en bordure de la route (1951).

CD 269.- Echirolles : un propriétaire contre le département et cette commune pour dommages-intérêts pour dégâts causés à sa propriété par les eaux du chemin (1944).

Chemins de grande communication (CGC)

5 K 419

CGC 2.- Pont-en-Royans : une société contre un entrepreneur pour demande en réparation à sa propriété suite à l'explosion de cailloux dans le talus du chemin (1931).

CGC 7.- Vernioz : un négociant en bois contre le département de l'Isère pour paiement en réparation suite à l'accident de la rupture d'une dalle sur le chemin (1936).

CGC 19.- Saint-Chef : un charpentier contre le département de l'Isère suite à une requête afin de déclarer l'administration responsable de l'accident sur le chemin de grande communication n°19 (1933).

CGC 21.- Saint-Hilaire-du-Rosier : un propriétaire contre le département de l'Isère réclamant un paiement pour dégâts causés à sa propriété par des travaux sur le chemin (1949).

CGC 24.- Roussillon : un particulier contre la commune pour paiement en réparation d'un accident d'automobile sur le chemin (1931).

CGC 26.- Nantes-en-Rattier : subventions industrielles d'un entrepreneur concernant le chemin (1927).

CGC 36.- Chuzelles : subventions industrielles dues par un minotier pour dégradations sur le chemin (1930).

CGC 26 et 63.- Eybens : subventions industrielles dues pour 1929 (1932).

CGC 41.- Penol : un entrepreneur contre un établissement et le préfet pour demande de provision suite à un accident de bicyclette sur le chemin (1940).

CGC 49.- Echelles (Les) : constat d'urgence du préfet suite à un accident sur le chemin (1948).

CGC 50.- Rives : un propriétaire contre le département de l'Isère pour demande dommages-intérêts suite à un accident d'automobile sur le chemin (1953).

5 K 420

CGC 51.- Eydoche : subvention industrielle due pour l'année 1928 sur le chemin (1929).

CGC 53.- Grenay : procès-verbal contre un propriétaire pour dégâts causés au pont n°15 sur le chemin (1944).

CGC 55.- Jonage : constat d'urgence suite à une requête afin de constater les dégâts subis par une voiture sur le chemin (1931).

CGC 57.- Saint-Pierre-de-Chartreuse : un propriétaire contre la commune et le département de l'Isère pour dommages-intérêts suite aux éboulements du chemin (1937).

CGC 59.- Estrablin : contravention pour avoir rompu un poteau télégraphique sur le chemin (1933).

CGC 61.- Grenoble : une entreprise contre le département de l'Isère au sujet d'un accident d'automobile sur le chemin (1931).

CGC 63, 11, 168.- Mure (La) : subventions industrielles dues pour l'année 1927 sur chemins de grande communication n°63, n°11, n°168 (1929) ; Vaulnaveys-le-Bas : subventions industrielles dues par un industriel sur le chemin de grande communication n°63 (1929).

CGC 68.- Pont-Evêque : un propriétaire contre le département de l'Isère pour réparation du dommage causé par des travaux sur le chemin (1933) ; Pont-Evêque : opposition d'un propriétaire à l'arrêté pour taxes de frais d'expertise concernant le chemin (1933).

CGC 69.- Vienne : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre un électricien pour avoir rompu un poteau télégraphique sur le chemin (1933).

CGC 71.- Côte-Saint-André (La) : subventions industrielles extraordinaires dues pour 1926 (1929) ; Pont-en-Royans : subventions industrielles (1929).

CGC 79.- Rives : demande de dommages-intérêts pour travaux sur le chemin (1933).

CGC 106.- Pariset : un propriétaire contre le préfet pour opposition à l'arrêté pour occupation temporaire du verger et potager pour l'élargissement du chemin (1951).

CGC 124.- Roche : Electricité de France contre le département de l'Isère au sujet d'un accident de camion par suite d'effondrement du chemin (1953).

5 K 421 **CGC 241.-** Saint-Laurent-du-Pont : subventions industrielles pour 1925 (1926-1929).

CGC 257.- Chabotte : subventions industrielles (1931).

CGC 280.- Saint-Mury-Monteymond : constat d'urgence demandé par le préfet afin de constater les travaux sur le chemin (1941).

CGC 2.- Pont-en-Royans : requête d'un négociant en bois afin de nommer un expert pour constater l'état du chemin de Villard-de-Lans à Pont-en-Royans (1932).

Chemins vicinaux

Chasse-sur-Rhône : un particulier contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un accident de circulation sur un chemin vicinal (1948) ; Moirans : demande tendant à faire condamner l'association syndicale libre du Mollard à Saint-Pierre-de-Chartreuse et la commune de Saint-Pierre-de-Chartreuse pour la construction du chemin du Mollard (1938) ; Domène : un agriculteur contre un propriétaire au sujet de l'ancien chemin destiné à assurer l'exploitation des riverains (1931) ; Moidieu : un propriétaire contre la commune pour requête contestant l'existant sur sa propriété d'un chemin communal (1938) ; Saint-Barthélémy-de-Séchilienne : un propriétaire contre une société pour demande en paiement pour réparation des dommages subis à leur propriété par des déblais de terre et graviers pour la construction d'un chemin communal (1934).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES CHEMINS DE FER ET LES TRAMWAYS

PLM (Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée)

5 K 422-423 Ligne de Lyon à Grenoble.

1928-1940

422 1928-1933

423 1933-1940

5 K 424 Ligne de Lyon à Marseille (1929-1938).

5 K 425 Ligne de Grenoble à Montmélian (1928-1939).

Ligne de Grenoble à Gap (par Veynes) et à Marseille (1928).

Ligne de Grenoble à Briançon (1928, 1933).

SNCF (Société Nationale des Chemins de Fer)

Ligne de Pressins à Virieu (1940). Ligne de Paris à Marseille (1947-1953). Ligne de Lyon à Grenoble (1946-1953). Ligne de Saint-André-le-Gaz à Chambéry (1943). Ligne de Grenoble à Montmélian (1946-1953). Ligne de Grenoble à Gap (par Veynes) et à Marseille (1947-1953).

5 K 426 Compagnie des chemins de fer de l'est de Lyon.- Ligne de Lyon à Saint-Genis-d'Aoste (1932-1953).

Ligne de La Mure à Gap.- Un entrepreneur contre l'Etat (Ministère des Travaux publics) pour paiement des travaux de construction du chemin de fer (1^{er} lot, embranchement de Valbonnais aux Souchons) (1934).

5 K 427 Ligne de Saint-Georges-de-Commiers à La Mure.- Motte-d'Aveillans (La) : la compagnie des mines d'anthracite de La Mure contre les Ponts-et-Chaussées pour préjudice causé par la zone de protection créée au travers d'une concession (1933-1939) ; Salle-en-Beaumont (La) : un particulier contre la compagnie pour dommages-intérêts et installation d'une fontaine (1947).

Tramways

5 K 428 **Régie départementale des Voies Ferrées du Dauphiné (VFD).**- Un ancien employé demande la liquidation de sa retraite (1940) ; accidents (1932-1938) ; destruction d'une chaudière (1950).

5 K 429 Grenoble : un industriel contre la compagnie des tramways pour demande en paiement des réparations à sa voiture suite à un accident d'automobile sur la voie du tramway de Grenoble à La Tronche (1926) ; Grenoble : un particulier contre la compagnie des tramways pour paiement suite à un accident de voiture sur la voie de Grenoble à Chapareillan (1926) ; Sassenage : un particulier contre la compagnie des tramways pour demande en paiement suite à un accident d'automobile sur la voie du tramway dans cette commune (1940) ; Grenoble : déféré du préfet suite à une contravention contre la compagnie des tramways pour dégâts causés à la barrière n°3 (1947) ; Grenoble-Chambéry (1926) ; Grenoble-Chambéry (1937).

Ligne de Grenoble au Bourg-d'Oisans, exploitée par la Régie départementale des voies ferrées du Dauphiné (VFD).- Livet-et-Gavet : un particulier contre les VFD pour indemnisation suite à un accident (1931) ; Bourg-d'Oisans (Le) : un particulier contre les VFD pour indemnisation suite à une occupation temporaire de terrain nécessitée par l'agrandissement de la gare (1932).

5 K 430 **Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon (OTL).**- La Compagnie contre le département de l'Isère avec intervention de la ville de Lyon et du département du Rhône pour demande d'indemnité pour charges extra-contractuelles de 1914 à 1931 (1951).

5 K 431 **Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon (OTL).**- La compagnie contre le département de l'Isère avec intervention de la ville de Lyon et du département du Rhône pour demande d'indemnité pour charges extra-contractuelles de 1914 à 1931 : arrêtés, accusés de réception, correspondance (1930-1951).

Pont-de-Chérury : un particulier contre la Compagnie OTL au sujet des dégâts causés à son automobile par un tramway (1930) ; la Compagnie OTL contre le département de l'Isère pour paiement d'intérêts sur une somme due en exécution d'un arrêté du Conseil de préfecture (1951).

**CONTENTIEUX CONCERNANT LES COURS D'EAU ET LES SYNDICATS DE GESTION
DES COURS D'EAU**

- 5 K 432** **Rhône** : canal de Jonage (1934-1945).
- 5 K 433** **Isère**.- Un ingénieur contre les Ponts-et-Chaussées pour indemnités pour des travaux effectués en vue de l'aménagement du cours de l'Isère et utilisés par l'administration (1941-1952).
- 5 K 434** **Isère**.- Moirans : un propriétaire contre le syndicat de Voreppe à Moirans pour exonération de la taxe (1951) ; Rivière (La) : requête du président du syndicat de défense de La Rivière pour constat de dégâts causés aux propriétés des lieux-dits « Reveryère » provoqués par l'Isère (1941) ; Saint-Gervais : le préfet contre divers propriétaires au sujet de dégâts à leurs terrains provoqués par des travaux dans le lit de l'Isère (1936) ; Voreppe : une entreprise contre le syndicat des digues du Bas-Voreppe et le syndicat de Pique-Pierre à Roize pour paiement pour préjudice provoqué par des travaux des digues de l'Isère (1934).
- 5 K 435** **Malsanne (La)**.- Périer (Le) : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées au sujet de dommages-intérêts pour occupation temporaire de terrain pour travaux au talus de la rivière (1950).
- 5 K 436** **Drac**.- Grenoble : un propriétaire contre le syndicat des digues de la rive droite du Drac au sujet de sa taxe syndicale (1953) ; Pont-de-Claix : un géomètre et un particulier contre la société du Drac Inférieur pour réparation des dommages causés à leur propriété suite aux travaux de dérivation du Drac (1936).
- 5 K 437** **Romanche (La)**.- Bourg-d'Oisans (Le) : des héritiers contre le syndicat unique de l'Oisans concernant la réduction de la taxe syndicale (1930) ; Freney-d'Oisans (Le) : une société d'énergie contre le syndicat intercommunal du Haut-Oisans à propos d'un paiement de travaux (1934).

Autres cours d'eau

- 5 K 438** **Tronche (La)** : un propriétaire contre la commune au sujet d'un paiement pour dégâts causés à sa propriété par le torrent « la Grande Ruine » (1949).
Saint-Joseph-de-Rivière : un propriétaire contre la commune au sujet d'un paiement pour dégâts causés à sa propriété par le détournement du torrent du Merdaret (1951).
- 5 K 439** **Allevard** : un propriétaire contre la commune au sujet d'un paiement pour réparation du préjudice causé suite à l'inondation par le ruisseau le Flumet (1935).
Claix : requête demandée par un propriétaire afin de constater l'état du ruisseau la Robinne (1928).
Corenc : requête d'un propriétaire tendant à faire constater par expert l'état de sa propriété suite aux inondations du ruisseau des Aiguinards (1942).

Moirans : un propriétaire contre le syndicat de la Morge et du Mans pour réparation du préjudice subi par suite de travaux dans le ruisseau de la Morge (1931).

Saint-Paul-les-Monestier : un propriétaire contre la commune pour indemnités suite aux dégâts causés à sa villa par les eaux du ruisseau des Guillou (1953).

Séchilienne : un menuisier contre la commune au sujet de la fourniture d'énergie électrique et de dommages pour la réduction du débit du ruisseau du Bruyant (1951) ; un propriétaire contre Electricité de France pour indemnités suite au préjudice subi par la suppression d'un ruisseau (1952).

Seyssins : divers propriétaires demandent une expertise afin de rechercher les préjudices subis par des travaux sur le ruisseau de Seyssins (1935).

Tencin : des propriétaires contre un fermier et le département de l'Isère pour paiement pour réparation des dégâts à leur propriété provoqués par le ruisseau Gorge d'Or (1930).

5 K 440 **Romagnieu** : constat d'urgence demandé par divers industriels au sujet du débit des sources de la Bièvre d'Aoste (1950).

Saint-Romans : constat d'urgence demandé par divers propriétaires au sujet de l'état de leur source qui risque de tarir par suite de travaux (1951).

5 K 441 **Jallieu, Morestel, Saint-Marcel-Bel-Accueil** : divers propriétaires contre le syndicat des Marais de Bourgoin pour réclamation de décharge des contributions de taxes (1926, 1934, 1951).

5 K 442 **Lancey** : des propriétaires contre le syndicat de Tencin à Lancey pour décharge de taxes syndicales pour l'année 1929 (1930-1931).

5 K 443 **Syndicat intercommunal des eaux des Abrets et environs.- Abrets (Les)** : un propriétaire contre le syndicat au sujet de la perception des recettes provenant de la vente des eaux par le syndicat (1937) ; Montferrat : un propriétaire contre le syndicat pour rétablissement des lieux dans leur état primitif (1942).

5 K 444 **Salle-en-Beaumont (La)** : divers propriétaires contre le syndicat du canal du Beaumont (1931-1948).

5 K 445 **Vinay** : un propriétaire contre le syndicat du Bas Grésivaudan concernant un dégrèvement d'impôt (1930).

Tullins : un propriétaire contre la commune et le syndicat de la Fure au sujet d'un remboursement de cotisations syndicales (1943).

Fontaine : un cultivateur contre la commune et le syndicat de Comboire à l'Echaillon protestant la répartition des frais des travaux de repurgement d'un fossé (1952).

Brezins : une société contre le syndicat du canal de Mouturier pour décharge de la taxe (1936).

5 K 446 **Corps** : la commune contre le préfet et Electricité de France pour protestation contre l'arrêté relatif à un avant-projet d'avenant à la convention et cahier des charges (1949) ;

une entreprise contre le syndicat intercommunal de Corps et de la Salette-Fallavaux pour paiement de travaux (1944).

Marais de Morestel (plaine de la Bièvre).- Aoste : constat d'urgence au sujet des travaux d'assainissement (1946) ; un particulier contre le Génie rural au sujet d'une occupation temporaire de terrains suite aux travaux de dessèchement des marais (1950).

5 K 447 **Lavars** : une entreprise d'électricité contre le syndicat intercommunal de Lavars pour demande de hausse de salaires et intérêts de retard suite à des travaux (1947).

Saint-Egrève : un comptable contre le syndicat du Bréda pour dégrèvement sur taxe communale (1947).

Saint-Martin-d'Hères : un propriétaire contre le syndicat de la Grande Mogne pour protestation de la taxe syndicale (1950).

Nivolas-Vermelle : un propriétaire contre le syndicat de Nivolas pour demande de révision de cotisation syndicale (1952).

5 K 448 **Syndicat des marais de Saint-Martin-d'Hères , de Poisat et d'Eybens.**- Saint-Martin-d'Hères : le syndicat contre divers propriétaires pour demande tendant à les obliger à assurer le curage et l'entretien des canaux (1939) ; divers propriétaires contre le syndicat concernant la décharge de leur taxe (1940).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES BATIMENTS MILITAIRES

5 K 449 **Azieu, Manicieu et Toussieu** : une entreprise de forage contre le ministère de la Guerre pour frais de reconstruction des chantiers de sondages à Azieu, Manicieu et Toussieu et détruits par l'autorité militaire en août 1914 (1930).

Pont-de-Claix : les Ateliers de wagons de Brignoud contre le ministère de la Guerre pour paiement d'indemnités de travaux de construction d'un bâtiment à l'atelier de chargement (1944).

Genas : réparations de dommages de guerre à un chef soudeur (1933).

Grenoble : un particulier contre le ministère de la Guerre pour paiement suite au préjudice causé lors de son accident (1937) ; un particulier contre le ministère de la Guerre pour paiement suite au préjudice causé lors d'un accident (1939) ; un particulier contre le ministère de la Guerre pour paiement suite au préjudice causé lors d'un accident (1943) ; un constructeur contre le ministère de la Guerre pour indemnisation pour imprévision sur les salaires dans les travaux d'installation du chauffage central dans la caserne Dode (1944) ; un constructeur contre le ministère de la Guerre pour demande sur salaires au sujet des travaux de la ville pour demande dommages-intérêts pour réparation suite à l'explosion d'une grenade (1944).

Saint-Geoire-en-Valdaine : un entrepreneur contre le ministère de la Guerre pour paiement des travaux de tranchées-abris (1951).

Vienne : un entrepreneur contre le ministère de la Guerre pour décharge du montant d'un reversement dans des travaux (1951) ; un entrepreneur contre le ministère de la Guerre pour décharge du montant d'un reversement dans les travaux de Saint-Christ (1951).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX

- 5 K 450** **Grenoble** : deux architectes contre le département de l'Isère pour paiement du projet de la gendarmerie (1948) ; un architecte contre le préfet pour paiement de la construction de la gendarmerie de Vizille (1949).
Voiron : un architecte contre le préfet pour honoraires pour le projet de la gendarmerie (1949).

CONTENTIEUX FISCAL

- 5 K 451** **Abrets (Les)** : opposition à contrainte sur les taxes (1952).
Allevard : un propriétaire contre le fisc pour opposition à contrainte sur les taxes (1928) ; un propriétaire contre le fisc pour opposition à contrainte sur les taxes (1950) ; une entreprise contre le fisc pour opposition à titre de perception (1953) ; un hôtelier contre le fisc pour opposition à titre de perception (1953).
Allières-et-Risset : bouilleur de cru (1937).
Alpe-d'Huez (L') : un gérant d'hôtel contre le fisc pour opposition à un titre de perception (1953).
Artas : des commissionnaires en chaussure contre le fisc pour opposition à contrainte (1932).
Avenières (Les) : un tisseur contre le fisc pour opposition à contrainte sur les taxes (1930) ; une entreprise contre le fisc pour opposition à contrainte (1953).
- 5 K 452** **Beaurepaire** : une laiterie contre le percepteur pour opposition à commandement (1931-1932) ; un propriétaire contre le fisc pour exonération de taxe d'abattage (1940) ; un industriel contre le fisc au sujet d'une opposition à commandement d'une amende administrative (1948).
Bernin : bouilleur de cru (1937).
Bourgoin : une société contre le fisc pour opposition à contrainte (1927) ; une société contre le fisc pour opposition à contrainte (1928) ; bouilleur de cru (1936) ; une société contre le fisc pour opposition à contrainte (1948) ; deux représentants contre le fisc pour opposition à contrainte (1948) ; une entreprise contre le fisc pour opposition à contrainte (1948).
Bourg-d'Oisans (Le) : un boucher contre le fisc pour opposition d'un paiement de taxe d'abattage (1935) ; un entrepreneur contre le fisc pour opposition à titre de perception (1953).
Brignoud : une entreprise contre le fisc pour opposition à contrainte (1949).
- 5 K 453** **Cessieu** : requête du trésorier demandant d'infliger à un percepteur les sanctions prévues pour ne pas avoir déposé ses comptes de la perception (1935).
Chanas : un minotier contre le fisc pour opposition à contrainte (1948).
Chapareillan : un cultivateur contre le fisc pour opposition à la saisie (1952).
Chaponnay : un charcutier contre le fisc pour opposition à un titre de recouvrement (1952-1953).

Châtonnay : une société de grès contre le fisc pour opposition à contrainte (1932) ; requête du trésorier demandant d'infliger les sanctions du percepteur actuel pour ne pas avoir déposé ses comptes (1935).

Charavines : une papeterie contre le fisc pour restitution d'une somme indûment perçue (1931).

Chasse-sur-Rhône : une compagnie de hauts fourneaux pour opposition à contrainte (1950).

Chassieu : un cultivateur pour remboursement de l'impôt sur le chiffre d'affaires (1929).

Cielles et autres communes : bouilleurs de cru (1936).

Cognin : requête du directeur des Impôts de la Savoie afin que soient prononcées les amendes contre divers propriétaires à Chambéry (1939).

Communay : un propriétaire contre le fisc pour opposition au procès-verbal (1947).

Crolles : un minotier contre le fisc pour opposition à contrainte (1948).

5 K 454 **Décines-Charpieu** : un tailleur contre le fisc pour opposition à contrainte sur le chiffre d'affaires (1934).

Domène : une société contre le fisc pour opposition à contrainte sur le chiffre d'affaires (1930) ; un industriel contre le percepteur pour opposition à contrainte (1931) ; une entreprise contre le fisc pour opposition à contrainte sur le chiffre d'affaires (1932) ; une entreprise contre le fisc pour restitution de la taxe sur le chiffre d'affaires (1934) ; une entreprise contre le fisc pour opposition à contrainte (1939) ; une entreprise contre le fisc pour opposition à contrainte (1944).

5 K 455 **Estrablin** : un scieur contre le fisc pour opposition à contrainte de taxe sur le chiffre d'affaires (1930).

5 K 456 **Fitilieu** : un tisseur contre le fisc pour opposition à contrainte (1934).

Fontaine : une société contre le fisc pour restitution d'une somme indûment versée (1936).

Four : un propriétaire contre la commune pour demande de remboursement d'une somme indûment payée (1942).

Frontonas : un plombier contre le fisc pour opposition à contrainte de taxe sur le chiffre d'affaires (1940).

5 K 457 **Grenoble** : le mess des officiers contre le fisc pour opposition à contrainte du paiement de taxes (1926) ; une société contre le fisc pour saisie opérée au préjudice de cette société (1926) ; un tailleur contre le fisc pour opposition à contrainte sur le chiffre d'affaires (1927) ; une société contre le fisc pour opposition à contrainte (1929) ; une société contre l'administration enregistrement des timbres au sujet de l'impôt sur le chiffre d'affaires (1929) ; une coopérative de consommation contre le fisc pour opposition à contrainte (1929) ; une société de pharmacie contre le fisc pour opposition à contrainte (1930) ; un entrepreneur contre le fisc pour opposition à contrainte (1931) ; une coopérative de la chaussure contre le fisc pour opposition à contrainte (1931) ; un ancien boucher contre le percepteur pour opposition au commandement (1931) ; une coopérative de coiffeurs contre le fisc pour opposition à contrainte (1931) ; un négociant contre le fisc pour opposition à contrainte (1932) ; une confiserie contre le fisc pour

opposition à contrainte (1933) ; une société contre le fisc pour opposition à contrainte (1933) ; une société contre le fisc pour demande de remboursement d'une somme indûment payée (1933) ; une société de défenses fluviales contre le fisc pour demande en remboursement d'une somme trop perçue sur la taxe sur le chiffre d'affaires (1933) ; un garagiste contre le fisc pour opposition à contrainte (1933) ; un laboratoire contre le fisc pour opposition à contrainte (1934) ; une société immobilière contre le fisc pour opposition à contrainte (1935) ; un magasin fédéral coopératif contre le fisc pour restitution de somme indûment payée (1937) ; un conseil de sociétés contre le fisc pour opposition à contrainte (1939) ; une société contre le fisc pour opposition à contrainte (1939).

5 K 458 **Grenoble** : un propriétaire contre le fisc pour restitution des sommes trop versées (1940) ; un photographe contre le fisc pour opposition à contrainte sur la taxe sur le chiffre d'affaires (1940) ; un négociant contre le fisc pour demande de diminution des droits et pénalités (1940) ; un propriétaire contre le fisc pour demande de restitution de sommes trop versées (1941) ; une société contre le fisc pour opposition à contrainte (1943) ; plusieurs négociants contre le fisc pour opposition à contrainte sur la taxe sur le chiffre d'affaires (1944).

5 K 459 **Grenoble** : une société contre le fisc pour opposition à contrainte (1945) ; une société contre le fisc au sujet d'une demande de remboursement de taxes (1945) ; une société contre le fisc pour opposition à contrainte sur les taxes du chiffre d'affaires (1946) ; une société contre le fisc pour demande de remboursement de taxes (1946) ; diverses sociétés contre le fisc pour opposition à contrainte sur paiement de taxes (1947, 1949) ; une société contre le fisc pour opposition à contrainte sur la taxe sur le chiffre d'affaires (1950) ; une société contre le fisc pour restitution de somme indûment payée (1950) ; une société contre le fisc pour annulation d'imposition (1950).

5 K 460 **Grenoble** : un propriétaire contre le fisc pour opposition à contrainte (1950) ; un propriétaire contre le fisc pour annulation de frais de poursuite (1951) ; une société contre le fisc pour demande de remboursement de sommes indûment payées (1951) ; une société contre le fisc pour opposition à contrainte de taxes (1952) ; une société contre le fisc pour opposition de poursuites pour le recouvrement d'une indemnité de licenciement par suite de suppression du service de ravitaillement (1952) ; un particulier contre le fisc pour opposition au commandement de taxe (1953) ; une société contre le fisc pour opposition à titre de perception de taxes (1953).

5 K 461 **Grenoble** : désistement contre le fisc pour opposition à contrainte sur le chiffre d'affaires : un négociant en beurres et fromages (1928) ; un commissionnaire (1928) ; un entrepreneur (1928) ; une marchande de fourrures (1929) ; un particulier contre le fisc pour opposition à paiement d'impôts sur les bénéfices de guerre (1931) ; une société de métallurgie (1931) ; neuf marchands de primeurs (1932) ; un négociant en fruits (1932) ; une société de forges (1932) ; un miroitier (1935) ; un carrossier (1936).

Grenoble.- Désistement contre le fisc pour restitution de sommes trop perçues : un entrepreneur de travaux publics (1928) ; une société (1928) ; un entrepreneur (1929) ; une société (1929) ; un représentant de fabriques (1931) ; un marchand de bois en gros (1932) ; une société (1932) ; un artisan teinturier en peaux (1932) ; une société (1935) ; une papeterie (1935) ; une scierie (1937) ; une société (1938) ; une société hydroélectrique (1939) ; une société (1941) ; une société (1942) ; une société hydroélectrique (1942) ; une société (1945).

Grenoble.- Autres désistements : un particulier une société hydroélectrique contre le fisc pour maintien du droit à une licence pour un hôtel-café-restaurant (1942).

5 K 462 **Grenoble.**- Désistement contre le fisc pour sommes et taxes indûment perçues : une droguerie (1949) ; une société de regommage et de rechapage de pneus (1950) ; des sociétés (1953).

Grenoble.- Désistement contre le fisc pour opposition à contrainte : une société chimique (1950) ; des fabricants de gants (1951, 1953) ; une société d'électricité (1952) ; Electricité de France (1952, 1953) ; une société (1953) ; un industriel (1953).

Grenoble.- Le fisc contre les héritiers d'un laboratoire pour refus de production de comptabilité (1950) ; une entreprise contre le fisc pour protestation contre le recouvrement de la taxe sur le chiffre d'affaires (1951) ; une société contre le fisc pour réclamation contre une remise de pénalités (1952) un avocat contre le fisc pour réclamation contre une majoration de ses impositions (1952) ; un docteur contre le fisc pour opposition à un commandement (1953).

Grenoble.- Opposition à un titre de perception contre le fisc : un agent commercial (1952) ; une société (1952) ; un boucher (1953) ; une association (1953).

5 K 463 **Izeaux** : une société contre le fisc pour opposition à un titre de perception (1953).

Jallieu²¹ : une coopérative agricole contre le fisc pour opposition à contrainte sur le chiffre d'affaires (1928) ; requête du directeur des impôts contre un fabricant de vente et détention de poudres à feu en vue de l'approbation de la transaction (1930) ; une société de construction de matériel pour textile contre le fisc pour opposition à un titre de perception (1953).

Livet-et-Gavet : une entreprise contre le fisc pour opposition à contrainte (1951, 1953).

5 K 464 **Mens** : un industriel contre le fisc pour opposition à contrainte (1935).

Miribel-les-Echelles : un exploitant de carrière contre le fisc pour remboursement d'une somme trop perçue (1930).

Moirans : une association contre le secrétaire de mairie contre son arrêté de nomination (1938) ; un propriétaire contre le percepteur pour demande d'annulation de l'opposition de sa pension (1943).

Monestier-d'Ambel : un propriétaire contre la commune pour demande de décharge de l'imposition de taxes de pâturage (1944).

Morestel : bouilleur de cru (1937).

Mure (La) : un entrepreneur contre le fisc pour opposition à contrainte sur le chiffre d'affaires (1931) ; la Compagnie des Mines contre le fisc pour opposition à contrainte sur taxes de charbon (1946, 1949, 1953) ; un bourrelier contre le fisc pour opposition à contrainte (1928) ; un tailleur contre le fisc pour opposition à contrainte (1953).

5 K 465 **Péage-de-Roussillon (Le)** : un propriétaire contre le fisc pour opposition à la saisie (1951).

²¹ La commune de Jallieu a été réunie à celle de Bourgoin pour former la commune de Bourgoin-Jallieu par arrêté du 19 octobre 1970.

Pont-Evêque : un particulier contre le percepteur pour opposition à un commandement (1931) ; un industriel contre le fisc pour opposition à contrainte sur le chiffre d'affaires (1938) ; un filateur contre le fisc pour opposition à contrainte (1950).

Pont-en-Royans : un industriel contre le fisc pour opposition à contrainte (1932) ; le fisc contre un cultivateur au sujet de la déclaration de l'assiette de l'impôt de solidarité nationale sur sa propriété (1949).

5 K 466 **Rives** : bouilleur de cru (1936) ; un industriel contre le fisc pour opposition à contrainte sur taxes (1939).

Roussillon : un négociant contre le fisc pour opposition à contrainte (1944) ; un coquetier contre le fisc pour opposition à titre de perception (1953).

5 K 467 Réclamations des bouilleurs de cru de Bernin, Chaponnay, Clonas-sur-Varèze, Crémieu, Pact, Pont-de-Beauvoisin, Roussillon, Saint-Maurice-l'Exil, Saint-Romain-de-Jalionas, Simandres, Ternay, Tignieu-Jamezieu, Annecy (Haute-Savoie), Montmin (Savoie) (1936).

Saint-Clair-du-Rhône : une association contre le fisc pour opposition à titre de perception (1950).

Saint-Georges-d'Espéranche : requête du directeur des impôts en vue de l'approbation des transactions relatives à des infractions en matière de fabrication, de vente et de détention de poudres à feu (1929) ; une société contre le fisc pour opposition à commandement (1948).

Saint-Hilaire-de-la-Côte : un cultivateur contre le fisc pour opposition à l'exécution d'une saisie (1931).

Saint-Hilaire-du-Rosier : une association contre le fisc pour opposition à titre de perception (1952).

Saint-Hilaire-du-Touvet : le sanatorium des étudiants contre le fisc pour opposition à titre de perception (1951, 1953) ; une association métallurgique et minière contre le fisc pour opposition à titre de perception (1951) ; une société contre le fisc pour opposition à titre de perception (1953).

Saint-Jean-de-Bournay : une société contre le fisc pour demande de restitution de trop perçu d'une taxe (1929) ; requête du préfet afin d'obtenir la récusation d'un expert contre la réclamation d'un propriétaire à Vienne (1931) ; une bouchère contre le fisc pour opposition à contrainte (1948).

Saint-Marcellin : un entrepreneur de transports contre le fisc pour opposition à contrainte (1939) ; un courtier contre le fisc pour opposition à contrainte (1943) ; une régie électrique contre le fisc pour opposition à contrainte sur taxes (1943-1948) ; une entreprise contre le fisc pour opposition à un titre de perception (1953).

Saint-Paul-de-Varces : un cultivateur contre le percepteur pour opposition à contrainte (1928).

Saint-Pierre-d'Allevar : un négociant contre le fisc pour opposition à contrainte (1930).

Saint-Pierre-de-Chartreuse : un scieur contre le fisc pour opposition à contrainte (1951).

Saint-Priest : un ingénieur contre le percepteur pour demande de main levée (1928) ; des cultivateurs contre le fisc pour restitution de sommes (1929).

Saint-Symphorien-d'Ozon : un boucher contre le fisc pour opposition au titre de perception (1951).

Saint-Victor-de-Cessieu : divers propriétaires contre le fisc demandent autorisation de plaider concernant la taxe foncière (1927).

Serpaize : une société contre le fisc pour opposition à contrainte sur taxes (1946).

5 K 468 **Tronche (La)** : une école contre le fisc pour opposition à titre de perception (1952).

Tour-du-Pin (La) : un industriel contre le fisc pour opposition à contrainte (1932) ; une biscuiterie contre le fisc pour opposition à contrainte (1951) ; un industriel contre le fisc pour opposition à contrainte (1951).

Toussieu : un entrepreneur contre le fisc pour opposition à contrainte (1948).

Tullins : un garagiste contre le fisc pour opposition à contrainte (1929) ; un industriel contre le fisc pour perception d'une taxe (1937) ; une association contre le fisc pour opposition à titre de perception (1952).

5 K 469 **Valencin** : déféré du préfet concernant un procès-verbal entre le fisc contre un entrepreneur (1928).

Vernioz : l'Etat contre un cultivateur concernant l'impôt de solidarité nationale (1949).

Verpillière (La) : une manufacture contre le fisc pour opposition à contrainte (1930) ; requêtes du préfet aux fins d'obtenir la récusation d'un propriétaire à Vienne (1931) ; un constructeur contre le fisc pour opposition à contrainte (1933) ; un propriétaire contre le fisc pour opposition à contrainte sur les taxes (1945) ; le fisc contre un industriel pour validation de titres de perception (1951) ; un charcutier contre le fisc pour réclamation contre une imposition (1952).

Versoud (Le) : requête d'un propriétaire concernant un procès-verbal (1933).

5 K 470 **Vienne** : déféré du préfet concernant la récusation d'un expert (1928) ; un ingénieur contre le percepteur pour opposition à un commandement de payer (1930) ; récusations d'expert, par le préfet, en matière de contributions directes (1931) ; un propriétaire contre le fisc pour opposition à un arrêté du Conseil de préfecture (1931) ; un horloger-bijoutier contre le fisc pour opposition à contrainte sur taxes (1933) ; requête d'un propriétaire afin d'obtenir la désignation d'expert pour contrôle de patentes (1934) ; une société contre le fisc pour restitution d'une somme (1934) ; un agent d'affaires contre le fisc pour restitution d'une somme (1934) ; une filature contre le fisc pour restitution d'une somme (1934) ; une société contre le fisc pour restitution d'une somme (1934) ; un horloger-bijoutier contre le fisc pour opposition à contrainte sur taxes (1935) ; bouilleurs de cru (1936) ; une entreprise contre le fisc pour opposition à contrainte (1938) ; un industriel contre le fisc pour opposition à un procès-verbal (1938) ; une entreprise contre le fisc pour opposition à contrainte (1938) ; un ingénieur contre la trésorerie générale de l'Isère et le fisc pour opposition à la vente aux enchères (1944) ; une entreprise contre le fisc pour opposition à contrainte (1945) ; un entrepreneur contre la direction de l'Enregistrement pour opposition à contrainte (1945) ; un négociant en chiffons contre le fisc pour opposition à contrainte (1946) ; un négociant en chiffons de laine contre le fisc pour opposition à contrainte (1946) ; un fabricant d'échalas contre le fisc pour opposition à contrainte (1946) ; une modiste contre le fisc pour opposition à contrainte (1947) ; un garagiste contre le fisc pour opposition à contrainte (1947) ; un fabricant de draps contre le fisc pour opposition à contrainte (1947).

5 K 471 **Vienne** : un vidangeur contre le fisc pour opposition à contrainte (1948) ; un industriel contre le fisc pour opposition à contrainte (1948) ; une société contre le fisc pour opposition à contrainte (1948) ; une société contre le fisc pour opposition à contrainte (1948) ; une société de travaux publics contre le fisc pour opposition à contrainte (1948) ; un industriel contre le fisc pour opposition à contrainte (1948) ; une société de travaux publics contre le fisc pour opposition à contrainte (1948) ; un propriétaire contre le fisc pour opposition à un procès-verbal de saisie (1949) ; les hospices contre le fisc pour opposition à contrainte sur le chiffre d'affaires (1950) ; un artisan contre le fisc pour opposition à contrainte (1950) ; un propriétaire contre le fisc pour opposition à vente d'objets saisis (1950) ; une société contre le fisc pour opposition à contrainte (1950) ; un fabricant de tissus contre le fisc pour opposition à contrainte (1950) ; un cafetier contre le fisc pour opposition à titre de perception (1951) ; un négociant en primeurs contre le fisc pour opposition à titre de perception (1952) ; une société contre le fisc pour opposition à titre de perception (1952) ; un propriétaire contre le fisc pour opposition au procès-verbal de saisie (1953) ; une association contre le fisc pour opposition à titre de perception (1952) ; une manufacture de chaussures contre le fisc pour opposition à contrainte (1952) ; un fabricant de chaussures contre le fisc pour opposition à titre de perception (1953) ; une entreprise contre le fisc pour opposition à titre de perception (1953) ; un commerçant contre le fisc (1953).

5 K 472 **Vif** : un fermier contre le fisc pour demande d'annulation de la contrainte décernée (1933).

Villard-Bonnot : un cultivateur contre le fisc pour opposition à contrainte (1935) ; un entrepreneur contre le fisc pour opposition à contrainte (1930).

Villard-de-Lans : une société immobilière contre le fisc pour opposition à contrainte (1934).

Viriville : un commerçant contre le fisc pour opposition à titre de perception (1952).

Vizille : le fisc contre la caisse d'Épargne pour amende pour déclarations inexactes (1941) ; une société contre le fisc pour remboursement de sommes indûment payée (1949) ; un boucher contre le fisc pour opposition à un titre de perception (1953).

Voiron : un menuisier contre le fisc pour opposition à contrainte (1928) ; un industriel contre le fisc pour opposition à contrainte (1931) ; un fabricant de galoches contre le fisc pour opposition à contrainte (1931) ; la Compagnie de la Grande Chartreuse contre le fisc pour demande de restitution de somme indûment payée (1945) ; un établissement contre le fisc pour opposition à contrainte (1947).

Voreppe : un propriétaire contre les hospices pour restitution de l'indemnité pour dégâts causés à la ferme par des débordements de l'Isère (1935).

POURVOIS EN CONSEIL D'ETAT

5 K 473 **Vizille** : la commune contre la société hydroélectrique d'eau pour rachat de concession de distribution publique (1926).

5 K 474 **Eaux de la Dhuy** : le syndicat de régularisation du Domeynon contre le syndicat intercommunal des eaux de la Dhuy pour indemnités pour les usagers adhérents suite aux dommages causés par la dérivation des eaux de la Dhuy (1939).

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

CONTENTIEUX COMMUNAL

- 5 K 475** **Aigueblanche** : un particulier contre la commune et les Eaux-et-Forêts pour dommages causés à sa propriété par les Eaux-et-Forêts (1952).
Aime : un concessionnaire de la distribution d'énergie électrique pour l'éclairage public et privé contre la commune pour dommages-intérêts (1952).
Aix-les-Bains : un particulier contre la commune pour indemnités pour refus d'autorisation de construire et de délivrance d'alignement individuel (1928) ; un concessionnaire de l'exploitation par cars de la ville d'Aix-les-Bains contre la commune pour dommages-intérêts pour non respect du cahier des charges (1928-1929) ; deux garagistes contre la commune au sujet de demande en décharge sur les taxes (1930) ; des propriétaires contre la commune pour indemnités pour dommages au trottoir (1927-1932) ; requête d'une entreprise afin de nommer un expert pour constat de divers ouvrages à la cure thermale et qui seraient susceptibles d'être modifiés (1934).
- 5 K 476** **Aix-les-Bains** : la Société d'Eclairage de la commune contre celle-ci au sujet du refus d'installation de fils électriques et de paiement de travaux (1928) ; la Société d'Eclairage de la commune contre celle-ci au sujet du rachat des services de gaz et d'électricité concédés en 1911 (1934) ; une entreprise de travaux publics contre la commune pour dommages-intérêts suite à un concours pour l'adduction d'eau potable (1937) ; la Société d'Eclairage de la commune contre celle-ci au sujet du prix du gaz (1941).
- 5 K 477** **Aix-les-Bains** : immeuble menaçant ruine (1943) ; diverses sociétés et compagnies contre la commune et l'Etat (ministère de la Santé publique) au sujet d'indemnités pour rupture de canalisation d'eau, enlèvement du kiosque et branchement greffé sur canalisation d'eau (1944) ; un particulier contre la commune pour indemnités suite à un accident provoqué par une pierre dépassant le trottoir (1944) ; main levée d'inscription d'hypothécaire (1951) ; Electricité et Gaz de France contre la commune pour indemnités pour charges extra-contractuelles (1952).
- 5 K 478** **Aix-les-Bains** : la Société d'éclairage de la commune contre celle-ci pour la tarification (1941).
- 5 K 479** **Aix-les-Bains** : la Société d'éclairage de la commune contre celle-ci pour constat avec expert (1941).
- 5 K 480** **Aix-les-Bains** : constat d'urgence au sujet de dommages sur le réseau téléphonique (1953) ; un cordonnier contre la commune pour préjudice causé à son magasin par un véhicule appartenant à la commune (1953).
Albertville : fixation du domicile de secours d'un particulier de nationalité italienne (1933) ; une sage-femme contre les hospices pour indemnités pour licenciement (1941) ; l'Office Public des Habitations contre deux architectes pour paiement pour malfaçons du groupe de logements (1948).

Allues (Les) : un contribuable contre divers propriétaires au sujet d'une autorisation d'ester en justice aux lieu et place de la commune pour détournement d'eau potable (1935).

Arith : immeuble en ruine (1936).

Avanchers (Les) : un cultivateur contre la commune au sujet de l'inscription au rôle d'affouage (1932) ; un architecte contre la commune pour paiement d'honoraires pour travaux d'adduction d'eau (1937).

Avrieux : gestion occulte du maire (1923) ; un épicier contre la commune pour réclamation d'affouage (1931) ; une société d'éclairage public contre la commune au sujet de la résiliation d'un contrat de concession et d'indemnisation pour charges extra-contractuelles (1935) ; un ingénieur contre la commune au sujet de la désignation d'un chargé d'étude au projet d'adduction d'eau (1953).

5 K 481

Bessans : une propriétaire contre la commune pour indemnités suite au décès de son mari provoqué par un défaut d'entretien de la ligne électrique (1951) ; un propriétaire contre la commune au sujet de l'écoulement des eaux devant sa boulangerie (1952).

Billième : une compagnie d'électricité contre la commune au sujet de l'exécution du cahier des charges de concession (1938) ; une compagnie d'électricité contre la commune au sujet du tarif d'électricité (1938).

Biolle (La) : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux au groupe scolaire (1938).

Bramans : un cantonnier contre la commune pour participation à l'affouage (1933) ; droit de chasse demandé par divers propriétaires (1939) ; un propriétaire contre la commune pour demande de coupe d'affouage (1948) ; un cultivateur contre la commune pour demande de coupe d'affouage (1948) ; un propriétaire contre la commune pour demande de coupe d'affouage (1951).

Brides-les-Bains : un particulier contre la commune pour indemnités suite à l'accident de son épouse provoqué par une rupture de barrière (1949).

Bourg-Saint-Maurice : un éleveur contre la commune concernant sa taxe de pâturage (1929) ; procès-verbal contre un particulier pour dommages causés aux lignes téléphoniques (1942).

5 K 482

Chambéry : fixation d'un domicile de secours (1928) ; un propriétaire contre la commune pour indemnités suite au préjudice causé par le refus de vendre son terrain (1929) ; un entrepreneur contre le préfet au sujet d'un paiement de travaux sur les chemins vicinaux n°1, n°5 et n°7 (1932-1934) ; fixation du domicile de secours d'un italien (1936) ; autorisation de plaider d'une entreprise en lieu et place de la commune au sujet de révision de tarifs d'électricité (1946) ; constat d'urgence demandé par un entrepreneur pour des avaries causées à un câble des PTT (1949) ; une société contre la commune pour réparation du préjudice causé par des travaux (1950) ; Electricité et Gaz de France contre la commune pour indemnisation pour charges extra-contractuelles (1951).

Chamoux-sur-Gelon : un architecte contre la commune pour paiement d'honoraires (1925) ; un entrepreneur de travaux publics contre la commune pour paiement de travaux (1928) ; un entrepreneur contre la commune pour relèvement du tarif de distribution d'énergie électrique (1931).

Champagny : un entrepreneur de travaux publics contre la commune pour paiement de travaux de vicinalité (1950).

- 5 K 483** **Chapelle (La)** : un particulier contre la commune et le département de la Savoie pour indemnités pour dommages causés par la construction du chemin vicinal n°1 (1936).
Châtelard (Le) : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux d'adduction d'eau (1934) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux d'adduction d'eau (1937) ; un ingénieur contre le syndicat intercommunal des Beauges concernant son paiement (1942).
Chavanne (La) : immeuble insalubre (1927) ; une institutrice contre la commune au sujet du salaire dû en qualité de secrétaire de mairie (1949).
Chignin : un propriétaire contre la commune au sujet d'une indemnité suite au préjudice causé par des travaux du chemin vicinal (1936).
Cognin : fixation du domicile de secours (1936).
Côte-d'Aime (La) : plusieurs particuliers contre la commune pour demande d'autorisation d'exercice d'action en justice en vue de reconnaissance d'un droit de propriété sur des alpages (1953).
Curienne : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1947).
- 5 K 484** **Déserts (Les)** : une entreprise contre la commune au sujet du paiement des travaux de construction du chemin vicinal ordinaire n°7 (1928).
Domessin : une compagnie d'électricité contre la commune au sujet du prix d'électricité (1928-1929) ; fixation d'un domicile de secours (1929).
Doucy-en-Bauges : un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement de travaux d'alimentation en eau potable (1942).
Doucy-Tarentaise²² : un propriétaire contre la commune pour indemnités pour dommages causés par le captage de sources (1951).
- 5 K 485** **Echelles (Les)** : un entrepreneur contre la commune au sujet du paiement de la construction d'une école (1944).
- 5 K 486** **Feissons-sur-Salins** : un cultivateur contre la commune au sujet d'indemnités suite à des travaux sur le chemin vicinal n°1 et à l'accumulation de déblais (1940) ; un propriétaire contre la commune pour décharge de la taxe de pâturage (1953).
Fontaine-le-Puits : un particulier contre la commune pour indemnités pour dégâts causés par une canalisation d'eau (1951).
Freney : pétition d'un administratif protestant contre sa non admission à l'affouage (1926).
- 5 K 487** **Giétaz (La)** : une coopérative contre la commune au sujet d'une résiliation de marché (1924) ; un particulier contre la commune au sujet du droit d'affouage (1948) ; un particulier contre la commune au sujet du droit d'affouage (1949) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement des travaux de reconstruction du chemin vicinal n°1 (1951).

²² La commune de Doucy a été rattachée à celle de La Léchère par arrêté du 30 juin 1972.

Granier : un propriétaire contre la commune pour décharge de la taxe de pâturage (1951).

Grésy-sur-Aix : une veuve contre la commune pour dommages-intérêts suite à l'accident mortel survenu à son époux (1946) ; un particulier contre la commune pour indemnités au titre de secrétaire de mairie (1946).

5 K 488

Hauteluce : requête d'un directeur d'entreprise pour nomination d'expert afin de constater l'occupation temporaire par une société d'une parcelle de bois et pâturage sur cette commune (1929) ; un propriétaire contre la commune pour réparation de dommages causés par des travaux d'adduction d'eau (1935) ; une ex-employée contre la mairie contre l'arrêté concernant la révocation de ses fonctions (1940) ; un instituteur contre la mairie au sujet d'indemnités et annulation de la révocation de ses fonctions (1943).

Héry-sur-Ugine²³ : un propriétaire contre la commune pour indemnités pour construction d'un réservoir sur une parcelle de son terrain (1949).

Jarsy : un fossoyeur contre la commune concernant un paiement de travaux (1934) ; un ex-secrétaire de mairie contre la commune pour indemnités concernant sa révocation (1936).

5 K 489

Landry : requête du maire aux fins de nomination d'expert afin de constater l'état actuel du réseau de canalisation électrique de la commune (1934) ; un particulier contre la commune pour paiement de travaux de reconstruction d'un mur (1942).

Lanslebourg : un agriculteur contre la commune pour la réduction des taxes de pâturage (1931) ; un particulier contre la commune pour indemnités pour dommages causés par les travaux d'aménage d'eau (1933).

Lanslevillard : un propriétaire contre la commune au sujet de l'affouage de 1936 (1951).

5 K 490

Mâcot-la-Plagne : un cultivateur contre la commune pour décharge de la taxe de pâturage (1951) ; un propriétaire contre la commune pour décharge de la taxe de pâturage (1952).

Marthod : le syndicat intercommunal de la Belle Etoile à Mercury-Gemilly contre la commune pour paiement de sommes dues (1931) ; une société d'assurances contre la commune pour remboursement de l'indemnité suite à un accident d'un particulier provoqué par la rupture d'une passerelle (1932) ; un particulier contre la commune au sujet des taxes de pâturages communaux (1942).

Mercury-Gémilly : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1928) ; des industriels contre la commune pour indemnités suite de la déviation des eaux des sources de Ladhuit, de Cartherin et de Clavel (1932).

Meyrieux-Trouet : une compagnie d'électricité contre la commune pour fixation de tarifs (1937) ; une compagnie d'électricité contre la commune au sujet de l'exécution d'un cahier des charges (1935).

Modane : demande d'autorisation d'un particulier de plaider au nom de la commune (1927).

²³ La commune d'Héry a été rattachée à Ugine par arrêté du 18 février 1971.

Montcel : un propriétaire contre la commune au sujet de son inscription aux coupes affouagères (1936) ; un cultivateur contre la commune au sujet de l'éviction à la coupe affouagère (1946).

Montgilbert : demande de paiement de subventions industrielles pour dégradations sur les chemins vicinaux pour l'année 1925 (1929).

Monthion : un entrepreneur et une banque contre la commune pour paiement de travaux d'adduction d'eau (1933).

Motte-en-Beauges (La) : un ingénieur contre la commune pour paiement d'honoraires d'un projet d'alimentation en eau potable (1943).

Motte-Servolex (La) : une cultivatrice contre la commune pour contestation au sujet d'un droit de passage sur un chemin (1952).

Moùtiers : un particulier contre la commune pour dommages-intérêts pour préjudice suite au mauvais fonctionnement du canal des eaux (1952).

5 K 491 **Naves**²⁴ : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1941).

Notre-Dame-de-Briançon²⁵ : un ingénieur contre la commune pour paiement d'honoraires de travaux d'adduction d'eau (1937) ; un industriel contre la commune au sujet de la fourniture de courant électrique (1940).

Novalaise : fixation du domicile de secours d'un particulier (1934).

5 K 492 **Perrière (La)** : la commune contre un entrepreneur au sujet de la restitution du sol communal indûment occupé sur le talus du chemin vicinal n°2 (1934).

Planaise : un sourcier contre le syndicat intercommunal des eaux de Chamoux au sujet de paiement d'honoraires (1949).

Pont-de-Beauvoisin : Gaz et Electricité de France contre la commune pour indemnités pour charges extra-contractuelles (1951).

Pussy²⁶ : une société contre la commune pour paiement de travaux d'adduction d'eau (1939) ; un transporteur et un cultivateur contre la commune au sujet de dommages et indemnités de bois d'affouage (1947) ; un cultivateur contre la commune au sujet de dommages et indemnités de bois d'affouage (1948).

Randens : un entrepreneur contre le préfet et la commune au sujet du paiement des travaux de construction du chemin vicinal n°1 de Randens à Montsappey (1932).

Ravoire (La) : un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement de travaux (1948).

Ruffieux : un ingénieur contre la commune pour paiement d'honoraires pour établissement d'un projet d'adduction d'eau potable (1935).

5 K 493 **Saint-Alban-de-Montbel** : un propriétaire contre la commune au sujet de dégâts causés par l'écoulement des eaux (1937).

Saint-André : un entrepreneur contre la commune au sujet d'une résiliation de marché et de paiement de travaux (1930).

²⁴ La commune de Naves a été rattachée à celle de La Léchère par arrêté préfectoral du 30 juin 1972

²⁵ La commune de Notre-Dame-de-Briançon devient La Léchère par l'arrêté préfectoral du 30 juin 1972

²⁶ La commune de Pussy a été rattachée à La Léchère par l'arrêté préfectoral du 30 juin 1972

Saint-Cassin : la commune contre un industriel concernant une occupation de terrain sur chemin rural (1927) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1928).

Saint-Etienne-de-Cuines : un entrepreneur de travaux publics contre la commune pour demande d'annulation d'un arrêté municipal décidant des mesures restrictives dans l'accès et l'extraction des matériaux à la carrière banale dite du "Tir" (1949).

Saint-François-de-Sales : un propriétaire contre la commune pour privation d'eau (1931) ; un cantonnier contre la commune au sujet d'indemnités pour dégâts causés au chemin vicinal n°3 par l'inondation du réservoir communal (1949).

Saint-Genix-sur-Guiers : constat d'urgence sur l'état d'un bâtiment (1940).

Saint-Germain-la-Chambotte : un ingénieur contre la commune au sujet de paiement d'honoraires et d'indemnités pour étude d'un projet d'adduction d'eau en 1911 (1936).

Sainte-Hélène-sur-Isère : une compagnie d'assurances contre le département de la Savoie et la commune au sujet du paiement suite à l'incendie d'immeuble (1942).

5 K 494 **Saint-Jean-d'Arvey** : un propriétaire contre la commune pour indemnité pour dommages (1935).

Saint-Jean-de-Belleville : un entrepreneur contre la commune pour réclamation de paiement de travaux (1942).

Saint-Jean-de-Chevelu : une compagnie d'électricité concessionnaire contre la commune pour obtenir l'exécution du cahier des charges de concession (1935-1938) ; une compagnie d'électricité contre la commune pour fixation des tarifs (1938).

Saint-Jean-de-Maurienne : une société de banque contre la commune au sujet du paiement de travaux au chemin de la Combe (1936) ; un architecte contre la commune concernant un paiement de travaux aux écoles (1939) ; un entrepreneur contre la commune au sujet d'une annulation d'arrêté concernant des mesures restrictives d'extraction de matériaux d'une carrière (1949) ; un négociant contre la commune au sujet d'un accident d'automobile (1951).

Sainte-Marie-d'Alvey : une société d'électricité contre le syndicat intercommunal de la Crusille pour dommages-intérêts pour entraves causées par le syndicat dans la perception des sommes dues par les concessionnaires (1937).

Sainte-Marie-de-Cuines : la commune contre le concessionnaire de la distribution d'énergie publique d'énergie électrique au sujet du rachat de la concession (1932).

Saint-Paul : une société d'électricité contre la commune pour obtenir l'exécution du cahier des charges de concession d'électricité (1938).

Saint-Paul-sur-Isère : un particulier contre la commune pour opposition à un titre de perception (1938-1942).

Saint-Pierre-de-Belleville : la commune contre un entreprise au sujet du contrat de fourniture de l'éclairage électrique (1935-1938).

Saint-Thibaud-de-Couz : un ex-secrétaire de mairie contre la commune au sujet de sa révocation (1948).

5 K 495 **Serrières-en-Chautagne** : un cultivateur contre la commune au sujet d'un préjudice causé à sa propriété par des travaux de captage d'eau (1940) ; un particulier contre la commune commune au sujet d'un préjudice causé à sa propriété par des travaux de captage d'eau (1940).

Sonnaz : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux d'adduction d'eau (1933).

5 K 496 **Table (La)** : la commune contre un entrepreneur au sujet de dégradations du chemin rural n°3 (1930) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1932).

Termignon : un propriétaire contre la commune pour achat de terrain, suppression d'un lavoir, construction d'un conduit d'écoulement d'eau, et remboursement de factures (1949).

Tessens²⁷ : un cultivateur contre la commune pour dommages-intérêts suite à un accident en service commandé (1950).

Tignes : un électricien contre la commune au sujet de paiement pour préjudice dans la concession de distribution de l'énergie électrique (1934).

Tours-en-Savoie : la commune contre l'architecte et l'entrepreneur pour travaux à la mairie et au logement de l'instituteur (1931).

Trinité (La) : un particulier contre la commune et le syndicat intercommunal d'adduction d'eau de Chamoux au sujet d'une annulation d'une adjudication (1941).

5 K 497 **Ugine** : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux à l'école (1943).

5 K 498 **Valloire** : divers propriétaires contre la commune pour décharge de taxe de pâturage (1929-1949) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux de distribution électrique (1942) ; un particulier contre la commune au sujet de l'annulation d'une délibération concernant le caractère public ou privé d'un terrain (1948) ; la commune contre un entrepreneur pour expertise pour constat et réparations de lignes électriques (1946).

Villard-sur-Doron : un propriétaire contre le maire pour remboursement de frais pour soins donnés à une indigente (1934) ; opposition d'un géomètre à l'arrêté préfectoral sur frais d'expertise (1935) ; plusieurs propriétaires contre la commune pour dommages-intérêts suite à la construction d'un réservoir à eau et du chemin vicinal n°4 (1935) ; un entrepreneur contre la commune pour remboursement de travaux (1937) ; un gardien demande des indemnités suite à l'accident alors qu'il tirait des boîtes pour le 11 novembre (1950).

5 K 499 **Villarodin-Bourget** : deux cultivateurs contre la commune pour réclamation d'affouage (1931) ; un cultivateur contre la commune pour demande d'attribution d'affouage (1951).

Villaroux : un plombier contre la commune pour paiement de travaux (1927).

Vimines : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux d'adduction d'eau (1936).

Viviers (Le)²⁸ : divers propriétaires contre le maire pour prestations en nature (1936).

5 K 500 **Yenne** : une société d'électricité contre la commune pour opposition à un titre exécutoire pour pénalités pour infraction au cahier des charges (1937-1938).

²⁷ Tessens a été rattachée à la commune d'Aime par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 1972.

²⁸ Le Viviers est devenue Viviers-du-Lac par le décret du 27 avril 1956.

CONTENTIEUX ELECTORAL

- 5 K 501** **Aigueblanche** : protestation d'un élu déclarant que le scrutin aurait été ouvert avant l'heure légale (1927).
- Albiez-le-Jeune** : déféré pour annulation du procès-verbal de deux délégués aux élections sénatoriales (1927).
- Beaufort** : protestation d'un conseiller municipal (1928).
- Aigubelle, Argentine, Arvillard, Chambéry, Chamoux-sur-Gelon, Cevins, Cervens, Collonges, Croix-de-la-Rochette (La), Esserts-Blay, Grand-Coeur²⁹, Landry, Modane, Servoz** : déchéances des élus communistes (1940).
- Canton d'Ugine** : protestation contre l'élection du conseiller général aux élections cantonales (1945).
- Aix-les-Bains** : protestations verbales d'artisans qui n'ont pu voter aux élections à la Chambre des Métiers de la Savoie faute d'imprimés (1947).
- Chambéry** : protestations de deux citoyens concernant la constitution et l'organisation du bureau de vote aux élections à la Chambre des Métiers de la Savoie (1948).
- Saint-Jean-de-Maurienne et Saint-Michel-de-Maurienne** : protestation concernant l'absence de bulletins de vote de la liste présentée aux élections à la Chambre des Métiers de la Savoie (1948).
- Canton de Lanslebourg** : réclamation contre les élections cantonales (1949).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES VOIES DE COMMUNICATION

Routes nationales

- 5 K 502** **Route nationale n°6 de Paris à Chambéry et en Italie, par le Mont-Cenis**.- Avrieux : un particulier contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un accident d'automobile (1949) ; Chambéry : requête d'un négociant pour constat suite à un accident d'automobile (1935) ; Cognin : un particulier contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un accident d'automobile (1936) ; Freney : un médecin contre la commune pour demande d'indemnités suite à un accident d'automobile (1950).
- 5 K 503** **Route nationale n°90 de Grenoble à Aoste, par Chambéry**.- Aime : un cultivateur contre les Ponts-et-chaussées pour demande d'indemnités pour préjudice causé suite à la déviation de la route (1951) ; Albertville : le préfet et les Ponts-et-Chaussées contre un propriétaire concernant un procès-verbal pour dégradations de la route (1926) ; Bâthie (La) : un propriétaire contre les Ponts-et-chaussées concernant une indemnité suite à un accident d'automobile (1940) ; Chambéry : un négociant contre les Ponts-et-chaussées pour demande d'indemnités suite à un accident d'automobile (1939) ; Feissons-sur-Isère : un négociant en biscuits contre les Ponts-et-chaussées pour demande d'indemnités suite à un accident d'automobile (1939) ; Marches (Les) : un entrepreneur contre les Ponts-et-chaussées pour demande d'indemnités suite à un accident d'automobile (1938) ; Saint-Jeoire-Prieuré : un particuliers contre les Ponts-et-chaussées pour demande d'indemnité suite d'un accident causé par un véhicule des Ponts-et-Chaussées (1951).

²⁹ La commune de Grand-Coeur a été rattachée à Aigueblanche par l'arrêté préfectoral du 09 février 1971.

- 5 K 504** **Route nationale n°201 de Chambéry à Genève.-** Aix-les-Bains : deux propriétaires contre la commune pour rejet de construire par rapport à la route (1939) ; Aix-les-Bains : un industriel contre un entrepreneur et les Ponts-et-Chaussées pour demande d'indemnités pour préjudice causé pour extraction de matériaux (1948) ; Aix-les-Bains : un particulier contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'une demande d'indemnité suite à une chute dans une excavation creusée dans un trottoir (1950) ; Albens : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'une réduction de paiement pour réparation du garde corps métallique (1940) ; Albens : demande d'indemnités d'un ingénieur pour un accident d'automobile (1942).
- 5 K 505** **Route nationale n°202 de Nice à Thonon-les-Bains.-** Bourg-Saint-Maurice : un entrepreneur contre les Ponts-et-Chaussées pour paiement de travaux (1943) ; Bourg-Saint-Maurice : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées pour demande d'indemnités suite au préjudice causé à son immeuble par les travaux d'élargissement de la route (1948) ; Héry-sur-Ugine³⁰ : un propriétaire contre un entrepreneur au sujet de règles relatives à l'exécution d'un marché de travaux de défense contre l'Arly sur la route (1927) ; Thenesol : un garçon d'hôtel contre les Ponts-et-Chaussées pour demande de dommages suite à l'accident avec son vélo contre un rouleau compresseur (1937) ; Val-d'Isère : un entrepreneur contre les Ponts-et-Chaussées pour obtenir la résiliation du marché relatif à la construction de la route (1934) ; Val-d'Isère : requête d'un industriel pour constat d'urgence au préjudice causé aux abonnés de la ligne haute tension par suite de travaux sur la route (1939) ; une société contre les Ponts-et-Chaussées pour paiement de travaux sur la route entre le Pont du Chevril et le 1^{er} lacet des Grands Prés (commune de Tignes) et les Gaides et la Chapelle Saint-Sébastien (commune de Val-d'Isère) (1928).
- 5 K 506** **Route nationale n°491 de Mijoux à Chambéry.-** Aix-les-Bains : un entrepreneur contre une entreprise de travaux publics pour demande d'indemnités suite à un accident d'automobile causé par des travaux sur la route (1951) ; Aix-les-Bains : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées pour indemnisation de dommages subis à son automobile suite à la chute d'un rocher sur la route (1953) ; Moûtiers : élargissement de la route (1942) ; Tresserve : un négociant contre les Ponts-et-Chaussées pour demande d'indemnités pour destruction d'une villa en bordure de la route (1937) ; Tresserve : une blanchisserie contre les Ponts-et-Chaussées pour demande d'indemnités suite aux dommages causés par l'écroulement d'une falaise pour l'élargissement de la route (1937).
- Route nationale n°513 d'Aix-les-Bains à Plainpalais.-** Pugnny-Chatenod : un propriétaire contre la ville pour demande d'indemnités suite à un accident d'automobile (1930) ; Aix-les-Bains : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées pour demande d'indemnités suite à un accident d'automobile (1947).
- Route nationale n°515 de Moûtiers à Pralognan-la-Vanoise.-** Brides-les-Bains : constat d'urgence demandé par une entreprise suite à un accident (1947) ; Viviers-du-Lac : un propriétaire contre un entrepreneur pour demande d'indemnités pour occupation temporaire de terrain sur la route nationale (1951).

³⁰ La commune d'Héry a été rattachée à celle d'Ugine par arrêté du 18 février 1971.

Routes départementales

5 K 507 **Route départementale n°5 de Chambéry à Belley.-** Mont-du-Chat : une entreprise contre le département de la Savoie pour résiliation du marché pour la construction d'un souterrain et d'une déviation (1933, 1934, 1951).

5 K 508 **Route départementale n°16 de Saint-Jean-de-Maurienne au col du Glandon.-** Fontcouverte³¹ : un propriétaire contre le département au sujet d'indemnités pour effondrement d'habitation suite à la poussée produite par la route (1935).

Saint-Jean-d'Arves : un établissement contre le département au sujet de la construction du chemin départemental n°80 (1944) ; Héry-sur-Ugine³² : un propriétaire contre le département pour préjudice subi à son automobile par la chute d'un bloc de rocher sur le chemin départemental (1951).

Chemins de grande communication (CGC), chemins de moyenne communication (CMC) et chemins d'intérêt communal (CIC)

5 K 509 **CGC 5.-** Bourget-du-Lac (Le) : un entrepreneur contre le département de la Savoie au sujet de travaux d'exhaussement à l'embranchement des 4 chemins au Bourget-du-Lac (1934).

CGC 22.- Grésy-sur-Isère : requête d'une société de travaux publics contre le département de la Savoie au sujet d'une réadjudication à l'enchère des travaux (1932).

CIC 26.- Chindrieux : un propriétaire contre le département de la Savoie pour indemnités suite à un incendie au hameau d'Expilly (1947).

CGC 50.- Tresserve : un négociant contre un entrepreneur pour demande d'indemnités pour occupation temporaire de terrain pour travaux d'élargissement du chemin (1950).

CGC 71.- Crest-Voland : des propriétaires contre une entreprise de travaux publics pour indemnisation pour dommages causés par le versement de déblais suite à la construction de la route n°71 de Notre-Dame-de-Bellecombe à Crest-Voland (1951).

CGC 201.- Saint-Jean-de-la-Porte : un particulier contre les Ponts-et-Chaussées pour demande de dommages-intérêts suite à la mort accidentelle de sa mère (1941).

CMC 2 et 3.- Argentine : un industriel contre le préfet pour subvention industrielle et taxe vicinale du chemin de moyenne communication n°2 et n°3 (1927).

CMC 82.- Saint-Michel-de-Maurienne et Beaune : demande de remboursement d'une somme montant du déficit constaté dans l'exécution des travaux de construction du chemin de moyenne communication n°82 (1931).

CIC 9.- Challes-les-Eaux : divers propriétaires contre le préfet pour demande de dommages-intérêts suite à l'accident mortel d'un particulier par un camion de cette administration sur le chemin (1948).

CIC 88.- Notre-Dame-de-Pré : requête d'un industriel afin d'établir un constat par expert pour état des lieux du chemin obstrué par des déblais (1931).

CIC 90.- Allues (Les) : la commune et le département de la Savoie contre un marchand de bois au sujet d'un paiement de subvention industrielle (1929).

CIC 94.- Chambéry : un entrepreneur contre le préfet pour paiement de travaux du chemin vicinal n°94 (1925).

³¹ Par décret du 30 janvier 1987, la commune de Foncouverte a pris le nom de Foncouverte-la-Toussuire

³² La commune d'Héry a été rattachée à celle d'Ugine par arrêté du 18 février 1971.

CIC 206.- Aillon-le-Vieux : un entrepreneur contre les Ponts-et-Chaussées pour demande d'indemnités suite aux dégâts causés à son camion par des travaux (1951).

Police du roulage

5 K 510 **Balme (La)** : contravention à la police du roulage pour détérioration d'une route départementale n°10 (1926).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES CHEMINS DE FER ET LES TRAMWAYS

Compagnie du PLM (Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée)

5 K 511 **Aix-les-Bains** : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre un particulier à Anglet pour avoir détérioré avec son automobile la barrière de la ligne de Culoz à Modane (1933) ; déféré du préfet contre un industriel relatif au procès-verbal pour dégâts à la barrière de la ligne d'Aix-les-Bains à Annemasse (1937).

Bourg-Saint-Maurice : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre une société suite à l'incendie dans les dépendances de la gare de la commune (1934).

Chambéry : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre un chauffeur de coopérative pour dégâts causés au passage à niveau n°26 (1938).

Chamousset : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre un entrepreneur de transports pour dégâts causés à la barrière n°45bis (1939).

Chignin : déféré du préfet relatif au procès-verbal à un particulier pour dégâts causés au passage à niveau n°35 (1938).

Culoz : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre un chauffeur pour dégâts causés au passage à niveau n°29 sur la ligne de Culoz à Modane (1933-1935).

Grésy-sur-Aix : un propriétaire contre la Compagnie PLM pour demande d'indemnités suite aux dommages causés à sa propriété par l'écoulement d'eau de barrage (1925).

Saint-Cassin : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre les cars Bressans pour dégâts causés au passage à niveau n°34 sur la ligne de Saint-André-le-Gaz à Chambéry (1939).

Saint-Pierre-d'Albigny : demande reconventionnelle pour dégâts causés à un camion pour des faits remontants au 27/12/1938 (1941).

SNCF (Société nationale des chemins de fer)

5 K 512 **Ligne de Chambéry à Modane**³³.- Un propriétaire contre l'Etat (Ponts-et-Chaussées) au sujet d'une indemnité suite à l'expropriation d'un terrain pour édification d'une voie de chemin de fer, commune de Chignin (1945) ; une entreprise contre la SNCF pour dégâts causés par la crue de l'Arc par suite de la construction de piles dans le lit du torrent au pont dit de la Saussaz (1949).

Ligne de Culoz à Modane.- Chamousset : contravention de grande voirie pour dégâts au passage à niveau n°45 bis (1940-1941) ; contravention de grande voirie pour dégâts causés au passage à niveau n°66 (1941) ; Chambéry : dégâts à la barrière n°29 (1946) ; Bourgneuf : contravention de grande voirie pour dégâts causés au passage à niveau n°48 (1948) ; Saint-Germain-la-Chambotte : contravention de grande voirie pour dégâts

³³ Les communes ne sont pas indiquées.

causés au passage à niveau n°4 (1950) ; Chamousset : contravention de grande voirie pour dégâts causés au passage à niveau n°46 (1950) ; Brison-Saint-Innocent : contravention de grande voirie pour dégâts au passage à niveau n°7 (1952) ; contravention de grande voirie pour dégâts au passage à niveau n°29 (1953) ; Aix-les-Bains : contravention de grande voirie pour dégâts au passage à niveau n°11 (1953).

Ligne de Saint-André-le-Gaz à Chambéry : contravention de grande voirie pour dégâts au passage à niveau n°21 (1942) ; contravention de grande voirie pour dégâts au passage à niveau n°34 près de la gare de Saint-Cassin (1950).

Ligne de Saint-Pierre-d'Albigny à Bourg-Saint-Maurice.- Albertville : contravention de grande voirie pour dégâts au passage à niveau n°41 (1949) ; Gilly-sur-Isère : contravention de grande voirie pour dégâts au passage à niveau n°15 (1951) ; Saint-Sigismond : contravention de grande voirie pour dégâts au passage à niveau n°15 (1952).

Tramways

- 5 K 513** Chambéry : un industriel contre la régie des tramways au sujet d'indemnités pour dommages suite à une collision entre le tramway et sa voiture (1925) ; Chambéry : un transporteur de lait contre la régie des tramways pour demande d'indemnités suite aux dégâts causés à sa camionnette par le tramway (1931) ; Chambéry : un commercial contre la régie départementale des chemins de fer départementaux d'intérêt local de la Savoie pour demande de dommages-intérêt suite à un accident d'automobile (1929) ; ligne de Pont-de-Beauvoisin à Saint-Béron : un industriel contre la Société du tramway du Pont-de-Beauvoisin pour demande de dommages-intérêts suite à un accident d'automobile (1940-1943).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES COURS D'EAU ET LES SYNDICATS DE GESTION DES COURS D'EAU

- 5 K 514** Aix-les-Bains : un propriétaire contre la commune pour demande d'indemnités suite aux inondations de la rivière dans sa propriété « La Chaudaune » (1927) ; Saint-François-de-Sales : des propriétaires contre la commune pour demande d'indemnités suite à un ruisseau « Le Nant » qui alimente une source des Fontaines qui assure le débit du ruisseau qui serait à sec et qui nuit à leur industrie (1927) ; Bozel : un propriétaire contre la commune pour demande de dommages suite aux dégâts causés à son immeuble par des travaux de l'endiguement du torrent « Le Bonrieu » (1930) ; Chambéry-le-Vieux : un particulier contre la commune pour indemnités de captage d'une source qui alimente un moulin (1935) ; Chambéry-le-Vieux : un minotier contre la commune pour indemnités de captage d'une source qui alimente un moulin (1935).
- 5 K 515** Chamoux-sur-Gelon : un directeur d'école contre le syndicat intercommunal d'adduction d'eau de Chamoux pour demande d'annulation de décision de révocation à l'encontre de son emploi de secrétaire du syndicat (1951) ; Sainte-Marie-d'Alvey : la Compagnie Savoisienne contre le syndicat intercommunal de la Crusille au sujet d'une requête pour obtenir l'exécution du cahier des charges de la concession (1936) ; Saint-Pierre-de-Soucy : un propriétaire contre l'association syndicale de curage du Coisin pour demande de décharge de taxe syndicale (1933).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES BATIMENTS MILITAIRES

- 5 K 516** **Bourg-Saint-Maurice** : requête du Génie militaire demandant la désignation d'un expert pour constater la défectuosité de chauffe-eau installés dans les pavillons d'officiers (1939).
Bourg-Saint-Maurice et **Modane** : un entrepreneur contre le Génie militaire pour demande d'indemnités pour la construction de logements de cadres en Tarentaise (1947).
- 5 K 517** **Chambéry** : un entrepreneur contre le Génie au sujet de travaux de construction de garages (1947) ; adjudication des divers lots du marché d'entretien des bâtiments de la chefferie du Génie de Chambéry (1942-1948).
- 5 K 518** **Modane**.- Fort du Sappey : requête d'un entrepreneur afin de faire expertiser les travaux de fortification (1932) ; requête d'un entrepreneur afin de faire expertiser les travaux de fortification (1934) ; requête d'un entrepreneur afin de faire expertiser les travaux de fortification (1935) ; l'Etat (Génie militaire de la Savoie) contre des entrepreneurs pour demande en paiement de travaux (1948) ; requête formant opposition à un état exécutoire constituant une entreprise de travaux publics débitrice envers l'Etat (Ministère de la Guerre) pour la construction d'ouvrages de fortifications dans les environs de Modane (1941-1944).
Modane, fort du Replaton : une entreprise contre l'Etat (ministère de la Défense nationale et de la Guerre) pour paiement de travaux d'installation du chauffage central (1945).
- 5 K 519** **Modane** : différents travaux effectués par l'entreprise Robinet pour construction de blocs bétonnés et locaux souterrains au Fort du Sappey (1947).
- 5 K 520** **Modane** : différents travaux effectués par l'entreprise Robinet pour construction de blocs bétonnés et locaux souterrains au Fort du Sappey (1947).
- 5 K 521** **Modane** : différents travaux effectués par l'entreprise Robinet pour construction de blocs bétonnés et locaux souterrains au Fort du Sappey (1947).
- 5 K 522** **Modane** : constat des travaux de fortification du Fort du Sappey (1953).

CONTENTIEUX FISCAL

- 5 K 523** **Aiguebelle** : imposition au titre de bouilleur de cru (1936).
Albertville : requête du Trésorier Payeur général à l'encontre du receveur municipal pour ne pas avoir effectué le dépôt de ses comptes de gestion de l'exercice 1926 (1928).
Aix-les-Bains : un loueur de meublé contre le fisc au sujet de la taxe sur le chiffre d'affaires (1930-1931) ; un bijoutier contre le fisc pour opposition à contrainte (1927) ; un société d'équipements cinématographiques contre le fisc au sujet de l'impôt foncier (1936) ; imposition de bouilleur de cru (1936) ; requête d'un hôtel tendant à la récusation d'un expert au sujet de la patente de 1933 (1935) ; une société fermière contre le ministère des Finances afin d'obtenir le remboursement d'un dégrèvement (1937) ; requête du directeur des contributions directes condamnant une entreprise à une amende (1941) ; un propriétaire contre le fisc pour dommages-intérêts en raison de la saisie de ses loyers (1943) ; un établissement thermal contre le fisc concernant son chiffre d'affaires (1943) ; une fonderie contre le fisc pour demande de remboursement de la taxe à la production (1949).

Arvillard : une société contre le fisc au sujet de sa taxe sur le chiffre d'affaires (1936).

Avrieux : un industriel contre le percepteur suite suite à un commandement de payer (1931).

5 K 524 **Bassens** : un représentant au sujet de l'imposition au titre de bouilleur de cru (1936).

Brides-les-Bains : la Compagnie des Eaux Thermales contre le fisc pour opposition à contrainte (1932).

5 K 525 **Chambéry** : requête du directeur des impôts afin que soient prononcées les amendes à divers propriétaires (1936) ; un commissionnaire de transports contre le fisc au sujet de sa taxe sur le chiffre d'affaires (1937) ; requête du directeur des contributions directes pour amendes à divers propriétaires (1937-1938) ; une compagnie de gaz et électricité pour opposition à contrainte (1943) ; une société contre le Génie militaire et le fisc au sujet de la taxe sur le chiffre d'affaires (1947) ; un comptoir sidérurgique contre le fisc pour opposition à contrainte (1947) ; diverses sociétés contre le fisc au sujet de leur taxe à la production (1947-1948) ; une société électrométallurgique contre le fisc au sujet de la taxe à la production (1949) ; une société pour opposition à contrainte (1949).

5 K 526 **Frontenex** : une entreprise de bois et scierie contre le fisc pour opposition à contrainte (1937).

Lanslebourg : un boucher contre le fisc pour opposition à contrainte (1931).

Modane : des transitaires contre l'Etat (Douanes) au sujet de la taxe sur le chiffre d'affaires (1933).

Montmélian : un marchands de porcs contre le fisc pour opposition à contrainte (1928).

Motte-Servolex (La) : divers propriétaires contre le fisc au sujet de leur taxe sur chiffre d'affaires (1943).

Moutiers : un quincaillier contre le fisc pour opposition à titre de perception (1953).

Saint-Jean-de-Maurienne : un entrepreneur contre le fisc pour opposition à titre de perception (1953).

Saint-Jean-de-la-Porte : un propriétaire au sujet de l'impôt de bouilleur de cru (1936).

Saint-Pierre-d'Albigny : une société contre le fisc pour opposition du titre de perception (1953).

Sanatorium départemental de la Savoie à Lompnes : le percepteur contre le préfet pour requête tendant à l'annulation de l'arrêté préfectoral révoquant ses fonctions de percepteur (1937).

AUTRES CONTENTIEUX

5 K 527 **Aigubelle** : une ancienne assistante sociale contre le préfet au sujet du recours pour l'excès de pouvoir sur sa révocation (1952).

Aix-les-Bains : les Postes Télégraphes Téléphones contre une agence de transports au pour paiement de dommages pour bris d'un appui métallique (1927) ; un particulier contre la société de gaz et d'électricité d'Aix-les-Bains pour la fourniture d'énergie électrique (1933-1934) ; un entrepreneur de travaux publics contre l'Etat (ministère de la Santé publique) pour paiement de la construction de l'établissement thermal (1935-1937) ; un propriétaire contre le préfet pour indemnités suite à un accident provoqué par une automobile des Ponts-et-Chaussées (1948).

Albertville : un propriétaire contre le préfet au sujet d'une annulation de décisions du comité des allocations familiales agricoles (1945) ; divers propriétaires contre le préfet au sujet d'annulation de l'arrêté préfectoral autorisant l'installation d'un dépôt d'hydrocarbures (1952).

Argentine : un employeur contre le préfet pour annulation de l'arrêté concernant le paiement de taxe des salariés (1945) ; un propriétaire contre les Eaux-et-Forêts pour indemnités en réparation des dégâts causés à sa conduite d'eau (1947).

5 K 528

Beaufort : deux avocats contre un entrepreneur pour indemnités pour occupation temporaire de leur propriété (1945).

Bourg-Saint-Maurice : un entrepreneur contre les Ponts-et-Chaussées suite à l'opposition à l'ordre de reversement de paiement pour travaux (1943).

Bourget-du-Lac (Le) : un propriétaire contre un entrepreneur pour réparation du préjudice causé dans diverses parties de son terrain (1953).

Chambéry : une société d'histoire contre le préfet concernant le retrait de jouissance d'immeuble (1939) ; un propriétaire contre le préfet au sujet d'une réquisition d'appartement (1947) ; le syndicat de médecins hygiénistes contre le préfet au sujet de l'annulation d'un arrêté préfectoral (1939) ; divers propriétaires contre les Ponts-et-Chaussées et un chauffeur pour dommages-intérêts suite à un accident mortel de l'époux d'une de ces personnes causé par un camion de cette administration (1948) ; un assuré contre la Caisse d'Allocations Familiales de la Savoie pour annulation de taxations (1948) ; un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées et le préfet suite à un accident provoqué par des travaux (1949) ; un employé contre les Ponts-et-Chaussées pour indemnisation pour préjudice causé par la désignation de Beaufort comme lieu de résidence de cantonnier (1949) ; une entreprise contre l'Etat pour indemnités à la suite d'un accident (1949) ; le directeur de la Régie Départementale des Electrobus contre le département de la Savoie pour faire rester en vigueur l'arrêté préfectoral le nommant directeur (1952) ; deux retraités contre la caisse des dépôts au sujet d'une action en révision de pension civile (1953).

Chindrieu : une coopérative ouvrière contre le préfet pour paiement de la reconstruction du pont du Praz (1943).

5 K 529

Doucy-en-Bauges : un particulier contre l'Etat (ministère de l'Instruction publique) pour paiement pour réparation du préjudice subi suite à un accident survenu à une élève de l'école communale (1934).

Hauteluce : un propriétaire contre Electricité de France pour indemnités pour dégâts causés à sa propriété par le passage de leur camion (1952).

Hermillon : un entrepreneur contre l'Etat (Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme) pour révision des prix du marché pour déblaiement des immeubles détruits ou endommagés par faits de guerre (1950).

Lanslevillard : un propriétaire contre le département de la Savoie pour annulation d'un arrêté concernant l'occupation temporaire d'un terrain (1951).

Lépin : un propriétaire contre Electricité de France pour demande de dommages-intérêts pour élagage d'un arbre dans sa propriété (1953).

Montgirod : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées au sujet de déversement de déblais sur sa propriété (1952).

Montvernier : un propriétaire contre un entrepreneur de travaux publics pour indemnités pour prix du sable extrait de sa propriété (1933) ; un propriétaire contre le

département de la Savoie et la commune pour indemnisation pour dommages causés par la construction du chemin vicinal ordinaire n°1 de Pontamafrey à Montvernier (1933-1939).

Motte-Servolex (La) : une société contre le préfet au sujet de réclamations pour dommages (1928).

Moùtiers : le concessionnaire de la distribution d'énergie électrique de la commune contre une entreprise au sujet de la fourniture d'électricité (1938) ; une institutrice contre le préfet pour remboursement de frais d'hospitalisation d'assistance médicale gratuite (1934).

Mouxy : un agriculteur contre les Ponts-et-Chaussées suite à un accident par rouleau compresseur (1942).

5 K 530 **Praz (La)** : un ouvrier d'usine contre le département de la Savoie pour remboursement de frais d'hospitalisation de sa fille (1937).

Saint-Genix-sur-Guiers : un particulier contre Electricité de France pour dommages-intérêts en réparation de préjudices causés à un bâtiment par dégâts provenant de l'arrachement d'une console supportant une ligne électrique (1949).

Saint-Cassin : un propriétaire contre l'Etat (Eaux-et-forêts) pour indemnités pour dommages causés par l'incendie du château (1944).

Saint-Jean-de-Maurienne : un surveillant de travaux contre l'Etat pour indemnités suite à un accident provoqué par une voiture militaire (1942).

Saint-Michel-de-Maurienne : déféré du préfet relatif au procès-verbal contre les Mines des usines de cette commune pour dégâts au câble téléphonique (1949).

Saint-Georges-des-Hurtières : un concessionnaire de la distribution d'énergie électrique contre le préfet et la commune pour annulation d'un arrêté préfectoral autorisant la commune à exploiter en régie directe le réseau de distribution publique d'énergie électrique (1947).

5 K 531 **Tignes** : un propriétaire contre l'Etat (Ponts-et-Chaussées) et la commune pour paiement d'une indemnité par suite de la suppression de l'accès à sa propriété résultant de l'édification d'un mur (1942).

Saint-Alban-Leyse : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées pour indemnités suite à l'exploitation défectueuse d'une carrière (1944).

Val-d'Isère : un établissement contre un particulier au sujet d'une expertise pour constat d'occupation temporaire (1951).

Villard-sur-Doron : un cultivateur contre un entrepreneur pour occupation de terrains lui appartenant (1935).

Villarodin-Bourget : une propriétaire contre l'Etat et le département de la Savoie pour indemnités concernant l'accident mortel par électrocution de son époux (1946).

Villardizier : un entrepreneur contre le préfet au sujet d'un paiement pour travaux du chemin vicinal n°27 (1928).

Villarlurin : divers propriétaires contre l'entrepreneur et les thermes pour indemnités suite aux dégâts causés par la construction d'un chemin rural (1949).

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

CONTENTIEUX COMMUNAL

- 5 K 532** **Abondance** : un entrepreneur contre la commune pour remboursement de travaux (1938).
- Ambilly** : Gaz et Electricité de France contre la commune au sujet d'indemnisation pour charges extra-contractuelles (1952).
- Annecy** : des particuliers contre la commune au sujet de frais de construction d'égouts (1927) ; immeuble menaçant ruine (1928) ; un entrepreneur contre les Hospices civils d'Annecy au sujet de solde de travaux de construction de la maternité (1931) ; un propriétaire contre la commune pour dommages en raison d'un accident à bicyclette provoqué par une tranchée (1939) ; divers médecins contre l'hôpital contre l'annulation de concours (1946) ; une infirmière contre l'hôpital pour remboursement de frais d'accouchement (1942) ; un entrepreneur contre la commune pour indemnités suite à un accident d'automobile provoqué par des travaux de la chaussée (1950) ; un primeur contre la commune pour indemnités pour dégâts subis à son automobile par un arbre planté sur trottoir (1950).
- 5 K 533** **Annecy** : des propriétaires contre la commune pour indemnités suite à un accident d'automobile provoqué par le trottoir mal éclairé (1951) ; établissements insalubres (1951) ; Gaz et Electricité de France contre la commune pour indemnités pour charges extra-contractuelles (1952).
- Annemasse** : un garde-champêtre contre la commune pour paiement de salaire suite à la rupture de son contrat (1931) ; une société d'électricité contre la commune pour contestation des clauses au traité de concession (1934) ; un entrepreneur contre la commune pour expertise aux travaux de l'école (1936).
- 5 K 534** **Annemasse** (suite) : un négociant contre la commune pour restitution de camionnette (1948) ; un ex secrétaire contre la commune au sujet de la révocation de son poste (1949) ; Gaz et Electricité de France contre la commune pour indemnisation pour charges extra-contractuelles (1951).
- Arcine**³⁴ : la commune contre un propriétaire pour fixer le montant d'indemnité due sur sa propriété suite à un projet d'adduction d'eau (1929).
- Ayse** : un propriétaire contre la commune pour expertise du préjudice causé par des eaux détournées (1942) ; un ingénieur contre la commune pour paiement d'honoraires de projet d'alimentation en eau (1949).
- Balme-de-Sillingy (La)** : un propriétaire contre la commune pour indemnisation suite aux dommages causés par l'écoulement des eaux de la commune (1937).
- Balme-de-Thuy (La)** : un entrepreneur contre la commune pour mémoire introductif d'instance (1927) ; fixation du domicile de secours à un particulier (1928).
- Bluffy** : un propriétaire contre la commune pour paiement d'indemnités suite au préjudice causé par des travaux sur le chemin vicinal n°1 (1933).

³⁴ La commune d'Arcine a été rattachée à celle de Clarafond par arrêté préfectoral du 12 juin 1973.

Boège : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux sur le chemin vicinal n°12 (1932) ; un abbé contre la commune pour paiement du préjudice suite à la mauvaise exécution de travaux (1936) ; une scierie contre la commune pour paiement de travaux de distribution d'eau (1937) ; un architecte contre la commune pour paiement de travaux d'adduction d'eau (1938).

5 K 535 **Bonneguête**³⁵ : la commune contre un entrepreneur pour mise en demeure d'exécution de travaux communaux (1927).

Bonneville : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1944) ; la commune contre un architecte et un entrepreneur pour graves défauts qui se sont révélés dans la salle des fêtes (1944).

Brizon : divers propriétaires contre la commune pour paiement de travaux de réparation du chemin vicinal n°1 (1940).

Burdignin : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux supplémentaires (1937) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux d'adduction d'eau potable (1937) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1940).

Cercier : une société contre la commune pour paiement de fournitures des pompiers (1936).

5 K 536 **Chamonix** : un entrepreneur contre la commune au sujet de branchement d'amenée d'eau pris sur une canalisation communale pour alimenter des villas (1928-1931) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1928) ; la commune contre une société pour faire prononcer la déchéance de la concession (1936) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux d'adduction d'eau (1938).

5 K 537 **Chapelle-Rambaud (La)** : une société contre la commune pour paiement de travaux de construction du chemin vicinal n°4 (1951).

Châtelus : bouilleurs de cru (1937).

Chêne-en-Semine : la commune contre un entrepreneur pour expertise du réseau d'adduction d'eau (1946).

Clusaz (La) : un entrepreneur contre la commune à raison des malfaçons des travaux de construction du chemin rural n°3 (1927) ; une société contre la commune pour résiliation du marché d'adduction d'eau (1943) ; un négociant contre un adjoint de la commune pour requête protestant contre les fonctions de cet adjoint (1951).

5 K 538 **Cluses** : une société contre la commune pour paiement de travaux (1936) ; divers propriétaires contre la commune pour constatation pour l'inexécution par la ville de leurs engagements suite au préjudice pour pompage et fourniture d'eau (1938).

Côte-d'Arbroz (La) : la commune contre les Hypothèques pour demande d'autorisation de main levée d'hypothèque (1928).

Cran-Gevrier : un propriétaire contre la commune pour que soient recueillies les eaux du quartier (1939) ; Gaz et Electricité de France contre la commune pour indemnisation

³⁵ La commune de Bonneguête a été rattachée à celle de Crempigny et devient Crempigny-Bonneguête par arrêté préfectoral du 14 août 1973.

pour charges extra-contractuelles (1952) ; un particulier contre un entrepreneur pour indemnités suite à un accident d'automobile provoqué par des travaux (1953).

Duingt : un entrepreneur contre la commune pour paiement des travaux à la construction d'une école (1935) ; un particulier contre la commune pour paiement suite à la non exécution de servitude d'écoulement d'eau (1939).

5 K 539

Evian-les-Bains : le préfet contre la commune au sujet de la fixation du domicile de secours (1932) ; une société de gaz contre la commune pour majoration du prix du gaz (1932-1942) ; un agent de police contre le maire pour demande d'annulation de l'arrêté pour suspension de ses fonctions (1948) ; un chirurgien contre les hospices pour nomination d'un confrère au sujet de son remplacement (1947) ; un propriétaire contre la commune pour indemnités suite à un accident d'automobile provoqué par une borne (1950) ; une société de gaz contre la commune pour indemnisation de charges extra-contractuelles (1950) ; divers entrepreneurs contre la commune pour indemnités suite au préjudice du captage des eaux de diverses sources (1952).

Faverges : une société contre la commune pour contestation sur la redevance de l'eau (1938) ; une exploitante de salle cinématographique contre la commune pour demande tendant au paiement à titre de dommages-intérêts pour concurrence illicite (1951) ; la commune contre un entrepreneur concernant une désignation d'expert et de réfection de travaux (1942) ; un propriétaire contre la commune au sujet d'une appropriation indue de terrain (1953).

5 K 540

Fessy : une société contre la commune afin d'obtenir l'annulation de l'arrêté du maire (1934).

Fillinges : fixation du domicile de secours concernant un particulier (1928) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux d'adduction d'eau (1930).

Forclaz (La) : un entrepreneur contre la commune au sujet d'un paiement de travaux (1948).

Gaillard : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1939) ; Gaz et Electricité de France contre la commune pour indemnisation de charges extra-contractuelles (1952).

Groisy : gestion occulte du maire (1929) ; un propriétaire contre la commune pour indemnités suite à l'accident mortel de son fils provoqué par l'explosion d'une mine sur chemins communaux (1949).

Gruffy : la commune contre un entrepreneur au sujet du reversement trop perçu sur travaux de la construction du chemin vicinal n°5 (1935) ; liquidation de frais d'expertise (1935).

Habère-Lullin : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux sur le chemin rural (1948).

Lathuile : un propriétaire contre la commune pour rétablissement d'un droit de passage (1945).

5 K 541

Magland : un particulier contre la commune pour accident de moto suite à un mauvais état de la chaussée (1927).

Marcellaz : un cultivateur contre la commune pour paiement de dommages-intérêts suite à un accident subi au cours de travaux (1943).

Marnaz : fixation du domicile de secours d'un particulier (1928) ; la commune contre un office pour paiement suite au préjudice causé pour la non exécution de travaux d'adduction d'eau (1933).

Megève : un particulier contre la commune pour perte de force hydraulique suite aux travaux d'adduction d'eau potable (1928) ; fixation du domicile de secours (1928) ; gestion occulte (1929) ; deux particuliers contre la commune pour préjudice causé par l'établissement du réseau d'égout (1934) ; constat d'urgence demandé par la commune afin d'expertiser l'état de la station de pompage (1946) ; un particulier contre la commune pour accident d'automobile causé par un chasse-neige (1951).

Mieussy : un entrepreneur et un particulier contre la commune pour indemnités suite aux dégâts de captage d'une partie des eaux alimentant leur étang (1934).

5 K 542

Monnetier-Mornex : une entreprise de travaux hydrauliques contre la commune pour désistement (1927) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement de fournitures et travaux d'adduction d'eau (1938) ; un propriétaire contre la commune pour protestation de la clôture d'un lieu public (1948) ; un comité commun contre la commune pour protestation contre le tarif de l'eau (1950).

Montmin : un meunier contre la commune pour paiement en réparation du préjudice de privation suite au captage pour l'alimentation d'eau potable (1933).

Mont-Saxonnex : un industriel contre le maire pour réparation du préjudice du refus d'une parcelle formulée par le demandeur (1926) ; une société contre la commune pour paiement de travaux supplémentaires pour l'extension du réseau électrique communal (1941).

Morillon : un entrepreneur contre la commune pour r résiliation de la date de son marché et paiement de travaux (1941).

Morzine : requête d'un entrepreneur pour demande d'expert à l'effet de constater les dégâts causés à sa scierie suite à des travaux (1940).

Muraz (La) : la commune contre un géomètre pour malfaçons dans les travaux d'adduction d'eau (1951).

5 K 543

Passy : la commune contre un entrepreneur au sujet de la résiliation d'un marché (1928) ; constat d'urgence désignant un expert pour constatation de différences de profils des plans d'exécution de travaux (1940) ; un ex employé contre le maire au sujet de sa révocation, sa réintégration (1949) ; la commune contre une société pour résiliation du contrat de conciliation et dommages- intérêts (1949).

Pers-Jussy : un instituteur contre la commune pour réintégration de son poste de secrétaire de mairie (1937).

Poisly : une société contre la commune pour remboursement de patente (1943).

Pontchy³⁶ : un concessionnaire en énergie électrique pour paiement de travaux (1942).

Reignier : une société contre la commune pour paiement de dommages suite à la qualité défectueuse des poteaux de distribution d'énergie électrique (1930).

Roche-sur-Foron (La) : constat d'urgence d'une société pour nomination d'expert (1937).

³⁶ La commune de Pontchy a été rattachée à celle de Bonneville par arrêté préfectoral du 7 juin 1961.

- 5 K 544** **Saint-André-Val-de-Fier**³⁷ : immeuble menaçant ruine (1932).
- Saint-Cergues** : divers propriétaires contre la commune pour indemnités suite à un préjudice causé par des travaux de fouilles (1936).
- Saint-Félix** : la commune contre une société pour dommages-intérêts du préjudice suite à des malfaçons de canalisation d'adduction d'eau (1946).
- Saint-Gervais-les-Bains** : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux à un abattoir (1934).
- Saint-Gingolph** : une société contre la commune pour paiement de lampes fournies à la commune (1940).
- Saint-Sixte** : un gendarme contre la commune pour paiement de travaux de construction du chemin rural n°6 (1927).
- 5 K 545** **Sales** : requête d'un propriétaire pour obtenir l'autorisation d'intenter un action en délimitation du chemin rural (1929).
- Sallanches** : un docteur contre l'hôpital pour remboursement d'honoraires (1947) ; un employé de commerce contre la commune suite à un accident dont furent victimes les enfants (1947) ; un facteur d'orgues contre la commune pour l'adjudication des travaux de restauration des grandes orgues de l'église (1952).
- Samoëns** : immeuble menaçant ruine (1935) ; divers propriétaires contre la commune au sujet d'un paiement pour réfection de plans et profils (1947).
- Saxel** : un entrepreneur contre la commune pour paiement du solde du marché de travaux d'adduction d'eau (1942).
- 5 K 546** **Sciez** : un entrepreneur contre la commune pour paiement d'indemnités du décompte pour la construction du chemin vicinal n°5 (1945).
- Serraval** : constat d'urgence formulée par un propriétaire afin de faire expertiser et constater les dégâts d'un éboulement produit par la construction du chemin vicinal n°5 (1931).
- Sevrier** : une entreprise de menuiserie contre la commune au sujet de paiement de travaux supplémentaires au groupe scolaire (1953) ; une entreprise de métallurgie contre la commune pour paiement de travaux au groupe scolaire (1953).
- Taninges** : un entrepreneur contre la commune pour requête tendant à obtenir une expertise en vue du paiement de travaux (1931).
- Thonon-les-Bains** : un propriétaire contre la ville au sujet d'un mur de soutènement bordant la propriété sur le chemin vicinal n°3 (1927) ; main levée d'hypothèque d'un acquéreur d'une propriété appartenant aux hospices (1928) ; édifices menaçants ruine (1928-1931) ; un ingénieur contre la commune pour paiement de travaux municipaux (1934) ; une société contre la commune pour paiement des travaux au groupe scolaire des Suets (1948) ; une société de gaz contre la commune pour indemnisation de charges extra-contractuelles (1950).
- Thorens-Glières** : gestion occulte du maire (1936) ; une société de travaux publics contre la commune pour résiliation d'un marché de construction d'un chemin (1953).

³⁷ La commune de Saint-André-Val-de-Fier a été rattachée à Val-de-Fier par arrêté préfectoral du 26 juin 1973.

- 5 K 547** **Vernaz (La)** : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux de construction du chemin vicinal n°2 (1940).
Vétraz-Monthoux : un ingénieur contre la commune pour paiement d'honoraires de travaux d'adduction d'eau (1933).
Villard-sur-Boège : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1946).
- 5 K 548** **Villard-sur-Thônes** : une famille d'héritiers contre la commune pour suppression de l'aqueduc du chemin vicinal n°14 (1927).
Villaz : un entrepreneur contre la commune au sujet de l'adjudication de travaux de construction du chemin vicinal n°7 (1948).
Ville-la-Grand : un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux au groupe scolaire (1934) ; Gaz et Electricité de France contre la commune pour indemnités de charges extra-contractuelles (1952).
Villy-le-Pelloux : divers propriétaires contre la commune pour requête afin d'obtenir une expertise aux opérations de bornage du chemin vicinal n°2 (1933).
Viuz-la-Chiésaz : un entrepreneur contre la commune au sujet de paiement de travaux d'adduction d'eau potable (1935) ; un entrepreneur contre la commune pour paiement de travaux (1935).

CONTENTIEUX ELECTORAL

- 5 K 549** **Verchaix** : élections sénatoriales (1926).
Monnetier-Mornex : protestation d'un particulier contre les élections du 21 février 1927 (1927).
Mont-Saxonnex : élections municipales complémentaires (1937).
Cantons du Biot et de Cruseilles : protestation contre l'élection du conseiller général aux élections cantonales (1945).
Canton d'Evian-les-Bains : déféré du préfet au sujet des élections des délégués cantonaux pour les élections au Conseil de la République (1946).
Novel : déféré du préfet contre des élections des délégués cantonaux pour les élections au Conseil de la République (1948).
Canton d'Annecy-Nord : déféré du préfet contre l'élection du conseiller général (1949).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES VOIES DE COMMUNICATION

Toutes routes

- 5 K 550** Arrondissement d'Annecy : un entrepreneur contre les Ponts-et-Chaussées et le département de la Haute-Savoie au sujet de fourniture de matériaux d'empierrement pour les chaussées nationales et départementales (1952).

Routes nationales

Aix-les-Bains : un notaire contre les Ponts-et-chaussées pour indemnités suite à un accident d'automobile sur la route nationale (1932) ; Chamonix : un hôtelier contre les Ponts-et-chaussées pour indemnités suite à une collision de voiture avec le camion de cette administration sur la route nationale (1930) ; Thônes : constat d'urgence pour occupation de terrain (1939).

Route nationale n°5 de Paris à Saint-Gingolph, par Genève.- Evian-les-Bains : divers propriétaires contre les Ponts-et-Chaussées pour paiement pour préjudice matériel et moral suite à un accident (1934).

5 K 551 **Route nationale n°22.-** Thonon-les-Bains : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées pour indemnités suite à un accident sur la route nationale n°22 (1932).

Route nationale n°201 de Saint-Julien-en-Genevois à Chambéry.- Annecy : une société contre les Ponts-et-Chaussées pour paiement d'indemnités suite à un accident mortel (1934) ; Jussy : une société fruitière contre les Ponts-et-Chaussées pour préjudice causé par les travaux sur la route (1949).

Route nationale n°202 de Nice à Thonon-les-Bains.- Annecy : une société contre les Ponts-et-Chaussées pour demande de résiliation de marché et indemnités sur la route (1950) ; route nationale n°202 entre le pont de Moranges et le Haut-Barrant, une entreprise contre les Ponts-et-Chaussées au sujet de la résiliation d'un marché et de l'indemnisation (1950).

Route nationale n°203 d'Annecy à Bonneville.- Annecy : un entrepreneur contre les Ponts-et-Chaussées pour réparation du dommage causé par accident à son camion (1940) ; Perrignier : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées pour augmentation d'indemnité suite à la perte de récoltes causés par les travaux sur la route (1938) ; Amancy : un garagiste contre le département de la Haute-Savoie pour paiement d'indemnités suite à un accident d'automobile provoqué par un camion des Ponts-et-Chaussées (1940).

Route nationale n°206 de Bellegarde-sur-Valserine à Douvaine.- Annemasse : un entrepreneur demande la révision de prix au sujet du marché des travaux de la route (1948) ; Marlioz : un négociant contre les Ponts-et-Chaussées pour demande d'intérêts suite à un accident d'automobile (1949) ; Veyrier-du-Lac : un entrepreneur contre les Ponts-et-Chaussées au sujet de paiement pour l'aménagement de la route (1941).

Route nationale n°212 de Sallanches à Albertville.- Megève : un chauffeur de taxi contre les Ponts-et-Chaussées pour indemnisation suite à un accident consécutif à l'élagage d'arbres (1953).

5 K 552 **Route nationale n°505 de Genève à Annemasse.-** Doussard : un entrepreneur contre les Ponts-et-Chaussées pour révision du marché sur la construction de la route nationale n°504 (1948) ; Arthaz-Pont-Notre-Dame : procès verbal contre un propriétaire pour dégâts occasionnés sur la route (1951) ; Scionzier : un entrepreneur contre les Ponts-et-Chaussées pour indemnités pour dégâts subis lors d'un accident (1951).

Route nationale n°506 de Cluses à Chamonix.- Annemasse : une compagnie contre une société pour paiement d'indemnités suite aux dommages causés par les travaux (1947) ; Chamonix : contravention de grande voirie contre Electricité de France suite aux dommages causés aux câbles téléphoniques du hameau des Moussoux à la ligne de haute tension (1951).

Route nationale n°507 d'Annemasse au Frénalet.- Annemasse : une société contre les Ponts-et-Chaussées pour paiement sur travaux (1939).

Route nationale n°508 de Bellegarde à Ugine.- Cran-Gevrier : un propriétaire contre le préfet suite à un accident (1946) ; Saint-Jorioz : un aviculteur contre les Ponts-et-Chaussées pour règlement d'intérêts suite à une blessure par explosion de carrière (1947).

Routes départementales

5 K 553 Annemasse : une société contre le département de la Haute-Savoie pour paiement de travaux sur la route départementale n°5 (1937) ; Sallenôves : divers propriétaires contre le département de la Haute-Savoie pour détermination du droit des propriétés du talus sur le chemin départemental n°7 (1950) ; Fillinges : un entrepreneur contre la commune pour paiement en réparation d'un accident d'automobile sur la route départementale n°10 (1933) ; Cervens : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées pour paiement d'indemnités suite aux dommages causés à sa propriété par les travaux des chemins départementaux n°12 et n°35 (1943) ; Gaillard : procès verbal contre un propriétaire pour construction illégale sur le chemin départemental n°19 (1948) ; Vacheresse : un garagiste contre le département de la Haute-Savoie pour indemnités suite à un accident d'automobile provoqué par l'affaissement du chemin départemental n°22 (1950).

Chemins de grande communication (CGC)

5 K 554 **CGC 12.-** Allinges : un peintre contre le département de la Haute-Savoie pour paiement d'indemnités suite à un accident de moto sur le chemin (1951) ; Thonon-les-Bains : requête d'un propriétaire afin de faire expertiser l'état de du mur de sa propriété en bordure du chemin (1931).

CGC 20.- Scionzier : un entrepreneur contre le département de la Haute-Savoie pour paiement d'indemnités suite à un accident d'un camion chargé de bois précipité dans un ravin en bordure du chemin (1935) ; Grand-Bornand (Le) : un entrepreneur contre le département de la Haute-Savoie pour requête afin de faire déclarer nulle la mise en régie du marché de la construction du chemin (1941) ; Abondance : requête d'un propriétaire afin de faire expertiser l'état du chemin (1930).

Chemins d'intérêt communal (CIC) et chemins vicinaux (CV)

5 K 555 **CIC 5.-** Châtillon-sur-Cluses : un propriétaire contre les Ponts-et-Chaussées pour réclamation d'indemnités pour dégâts causés à sa propriété par la construction du chemin (1927).

CIC 20.- Grand-Bornand (Le) : un entrepreneur contre le département de la Haute-Savoie pour paiement d'indemnités suite à la résiliation du marché relatif aux travaux du chemin (1941) ; Guelpa : divers propriétaires contre le préfet afin d'obtenir une indemnité pour dommages causés par les travaux du chemin d'intérêt commun n°20 (1942).

CIC 41.- Cruseilles : une entreprise contre le département de Haute-Savoie au sujet du paiement des travaux du chemin d'intérêt commun n°41 (1927).

CV.- Aix-les-Bains : un garagiste contre les Ponts-et-Chaussées pour demande d'indemnités suite à un accident d'automobile provoqué par un camion de cette administration sur le chemin vicinal n°1 (1950) ; Bogèse : une entreprise contre la commune pour résiliation d'adjudication et attribution d'indemnité (1927) ; Chêne-en-Semine : une société contre le préfet pour demande de décompte de travaux de

construction du chemin vicinal n°5 (1926) ; Franclens : une coopérative ouvrière contre le préfet pour demande en paiement de travaux de construction du chemin vicinal n°1 (1942) ; Rivière-Enverse (La) : un entrepreneur contre les Ponts-et-Chaussées pour demande dommages intérêts suite à la détérioration de son camion sur le chemin vicinal n°1 (1934-1936).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES CHEMINS DE FER ET LES TRAMWAYS

Compagnie du PLM (Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée)

5 K 556 Annecy : ligne d'Annecy à Albertville, accident mortel (1927) ; Annecy : ligne d'Aix-les-bains à Annemasse (1935) ; Bonneville : procès verbal contre un négociant pour détérioration aux barrières du passage à niveau (1927) ; Bonneville : procès-verbal contre un particulier pour dégâts causés avec son véhicule au passage à niveau n°11 (1936) ; Chamonix : procès verbal contre un négociant pour dégâts causés au passage à niveau n°6 (1939) ; Cluses : procès verbal contre deux particuliers pour dégâts causés aux passages à niveau n°26 et n°29 (1933) ; Houches (Les) : procès verbal contre un entrepreneur pour avoir exécuté des travaux sur la ligne des Houches (1934) ; ligne d'Annecy à Albertville (1932) ; ligne de la Roche-sur-Foron à Saint-Gervais-les-Bains (1932) ; ligne de Thonon à Aix-les-Bains (1938) ; Viry : dégradation d'une clôture de chemin de fer (1927).

Autres lignes

5 K 557 Ligne d'Annecy à Saint-Julien-en-Genevois : une entreprise contre le département de la Haute-Savoie (1930).

5 K 558 Ligne d'Annemasse à Samoëns, exploitée par la Compagnie des chemins de fer économiques du nord.- Un épicier contre la compagnie, au sujet de la détérioration d'un camion (1929) ; la compagnie contre le département de Haute-Savoie au sujet du paiement d'annuités (1929) ; une entreprise contre le département de Haute-Savoie au sujet de la résiliation d'un marché de travaux (1933) ; une entreprise contre le département de la Haute-Savoie au sujet d'indemnisation pour travaux de construction d'un viaduc (1937).

Ligne de Bellegarde à Le Bouveret.- Thairy³⁸ : dégâts du passage à niveau n°28 (1938).

Ligne de Fillinges à Habère-Poche.- Annemasse : un particulier contre le département de Haute-Savoie au sujet de paiement de travaux (1927).

Tramways

5 K 559 Ligne d'Annecy à Saint-Julien-en-Genevois.- Annecy : un particulier contre la Société (1928) ; Cruseilles : un propriétaire contre une société pour paiement de la location d'un terrain (1928) ; Bogève : demande de résiliation d'adjudication (1927) ; Mégevette : demande de résiliation d'adjudication (1927).

38 La commune de Thairy a été rattachée à la commune de Saint-Julien-en-Genevois par l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1965.

**CONTENTIEUX CONCERNANT LES COURS D'EAU ET LES SYNDICATS DE GESTION
DES COURS D'EAU**

Lacs

5 K 560 Lac d'Annecy.
1933, 1938, 1950

5 K 561 Lac Léman.
1934, 1945

Torrents

5 K 562 Grand-Bornand (Le) : torrent du Chinaillon (1934) ; Chamonix : torrent des Pélerins-Songenaz (1948) ; Passy : torrent de cette commune (1936).

Ruisseaux

5 K 563 Chamonix : ruisseau de l'Arve (1949) ; Annemasse : ruisseau du Chablais (1930) ; Villaz : ruisseau du Dard (1951) ; Seynod : ruisseau de l'Isernon (1934) ; Thonon-les-Bains : ruisseau du Pamphiot (1938) ; Cusy : ruisseau du Rey (1931) ; Cusy : ruisseau de la Tuilière (1936) ; Evian-les-Bains : ruisseau de la Serraz (1944).

Sources

5 K 564 Saxel : source de Mouillequeue (1940) ; Lully : source de Pré Fillon (1933) ; Serraval : source partant de cette commune (1934) ; Seynod : source des Trois Fontaines (1933) ; Passy : source de cette commune (1936) ; Saint-Jean-de-Sixt : source de Périllat Sicilien (1940) ; Seythenex : source de cette commune (1940).

Energie hydroélectrique

5 K 565 Arenthon : la société des Forces motrices de Savoie contre le syndicat intercommunal d'électricité concernant un paiement (1944) ; Bonne : la société des Forces motrices de Savoie contre la commune pour annulation d'un branchement (1945) ; Cordon : la société des Forces motrices de Savoie contre la commune pour règlement de distribution d'énergie (1943) ; Saint-Pierre-de-Rumilly : la société des Forces motrices de Savoie contre la commune pour règlement de consommation (1944).

5 K 566 Allinges : la société des Forces et Lumière de Boège contre le syndicat intercommunal afin d'obtenir l'exécution du cahier des charges (1951) ; Arenthon : la société d'électricité du Rhône contre le syndicat intercommunal pour exécution du cahier des charges (1938) ; Annecy : la société des Forces du Fier contre seize communes de Haute-Savoie (Annecy-le-Vieux, Balmont, Cran-Gevrier, Cusy, Duingt, Epagny, Gruffy, Menthon, Poisy, Metz, Merthet, Saint-Juriez, Sevrier, Talloires, Veyrier-de-Lac, Viuz-la-Chiésaz) pour relèvement du tarif d'électricité (1931) ; Rumilly : un propriétaire contre la société l'Energie industrielle pour préjudice suite à la suppression de l'énergie hydraulique (1939) ; Rumilly : la société savoisiennne d'Electricité contre le Syndicat intercommunal du canton de Rumilly pour opposition à un titre exécutoire (1942) ; Scionzier : un propriétaire contre Electricité de France pour indemnisation suite au décès de son époux par électrocution (1950).

CONTENTIEUX CONCERNANT LES BATIMENTS MILITAIRES

- 5 K 567** **Alby-sur-Chéran** : un industriel contre le ministère de la guerre au sujet d'apurement de comptes (1927).
- Annecy** : un entrepreneur contre le service des bâtiments militaires concernant un paiement de travaux (1945) ; une société contre le ministère de la Guerre afin d'obtenir le décompte sur travaux d'une caserne dans cette commune (1947).
- Annemasse** : une société contre le ministère de la Guerre pour indemnités du marché pour la construction d'une caserne (1947) ; une société contre le ministère de la guerre pour prime d'avance (1950).
- Assy** : un particulier contre l'Etat pour indemnités suite au préjudice causé par l'éclatement d'une bombe (1945).

CONTENTIEUX FISCAL

- 5 K 568** **Aiguebelette** : opposition à un commandement (1949).
- Amphion-Publier** : opposition à l'arrêté taxant et liquidant les frais d'expertise à un propriétaire (1935).
- Annecy** : opposition à contrainte (1928) ; un peintre contre le fisc pour opposition à contrainte (1932) ; opposition à contrainte (1934) ; divers propriétaires contre le fisc contre l'arrêté d'Etat (1935).
- 5 K 569** **Annecy** : un architecte contre le fisc pour opposition à contrainte (1936) ; opposition à contrainte (1937) ; opposition à contrainte (1938) ; opposition à contrainte (1941-1942) ; demande de restitution des taxes perçues sur des marchandises expédiées en Afrique du Nord (1942) ; opposition à contrainte (1946) ; opposition à contrainte (1948, 1951) ; validation de titres de perception (1942).
- 5 K 570** **Annecy** : opposition à contrainte formulée par divers propriétaires (1947-1952).
- 5 K 571** **Annemasse** : opposition à contrainte (1935) ; le fisc contre un primeur pour demande tendant à valider son impôt sur le chiffre d'affaires (1937) ; le fisc contre un propriétaire afin de faire valider son impôt sur le chiffre d'affaires (1937) ; opposition à contrainte (1949) ; des entrepreneurs contre le fisc pour opposition à un titre de perception (1953).
- Bonneville** : opposition à contrainte (1936).
- Chamonix** : opposition à contrainte (1943) ; une société contre la commune demande tendant à faire juger que cette dernière est mal fondée à réclamer à cette société le remboursement de l'impôt foncier (1943) ; un restaurateur contre le fisc pour opposition à contrainte (1946) ; le grand casino contre le fisc pour opposition à contrainte (1948) ; l'enregistrement des timbres contre une société pour validation du titre de perception (1951) ; opposition à contrainte (1952).
- Cruseilles** : un boucher contre le fisc pour opposition à contrainte (1950).
- Dingy-Saint-Clair** : un entrepreneur contre le fisc pour opposition à contrainte (1937).
- Fayet (Le)** : un docteur contre le fisc pour opposition à commandement (1953).

Faverges : un marchand de bois contre le fisc pour opposition à contrainte (1936) ; un fabricant de jouets contre le fisc pour opposition à contrainte (1951).

Findrol : un fromager contre le fisc pour opposition à contrainte (1953).

Franclens : une compagnie contre la commune pour demande de dégrèvement des droits de patente indûment payés (1944).

5 K 572 **Gaillard** : un boucher contre le fisc pour opposition à contrainte (1935).

Glières (Les) : une bouchère contre le fisc pour opposition à contrainte (1950).

Groisy-le-Plot : un boucher contre le fisc pour opposition à contrainte (1936) ; requête des impôts relative au procès-verbal d'un boucher au sujet de la taxe d'abatage (1938).

Mégevette : opposition à deux titres de perception (1950).

Mont-Saxonnex : opposition à contrainte (1933).

Morzine : un industriel contre le fisc pour opposition à contrainte (1930).

Mures : un entrepreneur contre la commune pour paiement d'impôts de patente par rapport au coefficient (1937).

Passy : opposition à contrainte (1939, 1952).

Roche-sur-Foron (La) : le comité de la foire automobile contre le fisc pour demande de remboursement de la taxe sur le chiffre d'affaires indûment payée (1933).

5 K 573 **Saint-Gervais-les-Bains** : opposition à contrainte (1952).

Saint-Jean-d'Aulph : demande de décharge de la taxe sur le chiffre d'affaires (1926).

Saint-Jorioz : opposition à contrainte formulée par un expert comptable (1934) ; opposition à contrainte formulée par un aviculteur (1953).

Saint-Laurent : le fisc contre un cultivateur afin de faire valider le paiement de la taxe sur le chiffre d'affaires (1935).

Saint-Pierre-de-Rumilly : un boucher contre le fisc pour opposition à contrainte (1936) ; un décolleteur contre le fisc pour opposition sur la taxe du chiffre d'affaires (1938) ; un industriel contre le fisc pour opposition à contrainte (1946).

Sallanches : requête de la perception de la Haute-Savoie au sujet d'une amende contre le percepteur de cette commune pour retard dans la production de ses comptes (1933).

Scionzier : opposition à contrainte (1937) ; Scionzier : un décolleteur contre le fisc contestant sur sa taxe du chiffre d'affaires (1937) ; un maçon contre le fisc pour opposition au titre de perception (1952).

Seysssel : le fisc contre un boucher afin de valider les contraintes à paiement sur le chiffre d'affaires (1936).

Habère-Lullin : un propriétaire contre le fisc pour demande de décharge sur sa taxe de l'année 1929 (1931).

Thônes : un scieur contre le fisc pour opposition à contrainte (1950).

Thonon-les-Bains : opposition à contrainte (1942) ; une société d'eau et gaz contre le fisc pour opposition à contrainte (1942) ; un négociant contre le fisc pour opposition à contrainte (1948) ; la société des Forces motrices de Savoie contre le fisc au sujet de la fixation de délai de réponse (1942).

Vacheresse : un propriétaire contre le percepteur pour opposition à contrainte (1928).

AUTRES CONTENTIEUX

Etablissements insalubres et incommodes

5 K 574 Gruffy : le préfet contre les propriétaires et exploitants d'une porcherie (1949) ; Sillingy : un propriétaire contre le préfet pour demande d'annulation de l'arrêté préfectoral l'autorisant à exploiter une porcherie (1938).

Propriété privée

Marlens : un propriétaire contre le préfet pour indemnisation d'occupation de terrain et de carrière (1950) ; Saint-Julien-en-Genevois : un particulier contre l'Etat et le département de Haute-Savoie au sujet d'une réquisition d'immeuble (1947).

Bois

Annecy : un propriétaire contre les Eaux-et-Forêts au sujet des coupes de bois des Eaux-et-Forêts (1951).

Emploi

Annecy : divers médecins contre le préfet pour annulation d'un concours de nomination de médecins chefs de service à l'hôpital d'Annecy (1944) ; Annecy : un inspecteur d'hygiène contre le préfet pour suspension de ses fonctions (1948) ; Annecy : un auxiliaire contre le préfet pour demande d'annulation d'arrêté au sujet de son licenciement (1949) ; Annemasse : un médecin contre la Direction régionale de la santé de Grenoble pour annulation de décision d'un concours (1946) ; Annemasse et Ambilly : deux médecins contre l'Inspecteur pour non ouverture de concours (1950) ; Thonon-les-Bains : une modiste contre l'Etat (Inspection du travail) pour demande de décharge de l'amende pour paiement de salaires (1944) ; un docteur contre l'Etat pour annulation de concours (1953) ; un concierge à la sous-préfecture contre le préfet pour réclamation contre son licenciement (1953) ; un auxiliaire de l'administration des P.T.T. de la Haute-Savoie contre le préfet au sujet de son licenciement (1953).

Assurances sociales

Assy : un particulier contre la Caisse primaire pour réclamation de prestations de sa longue maladie au sanatorium (1950) ; Balme-de-Sillingy (La) : un cultivateur contre le préfet pour demande à une seule caisse d'allocation agricole (1942) ; Roche-sur-Foron (La) : un particulier contre la Caisse d'allocations familiales pour réclamation de cotisations (1949).

Contentieux concernant des accidents de la circulation causés par du personnel des Ponts-et-Chaussées

5 K 575 Annecy : un négociant contre les Ponts-et-Chaussées au sujet d'un accident provoqué par le camion de cette administration (1933) ; Annemasse : un négociant en vins contre un entrepreneur et les Ponts-et-Chaussées pour indemnités suite à un accident provoqué par la camionnette de cette entreprise (1936) ; Cluses : deux propriétaires contre les Ponts-et-Chaussées pour demande d'indemnités suite à un accident mortel de l'épouse de l'un d'eux (1951) ; Fayet : un entrepreneur contre les Ponts-et-Chaussées pour demande en paiement suite au préjudice par accident d'automobile (1939) ; Viviers : une hôtelière contre le préfet suite à un accident d'automobile causé par un chauffeur de la préfecture (1949).

Autres contentieux

5 K 576 Annecy : une coopérative ouvrière contre l'Etat pour paiement de travaux de reconstruction de chalets (1949) ; Annecy : divers entrepreneurs contre l'Office

départemental des HBM pour annulation d'adjudication sur la construction de l'immeuble (1950) ; Cluses : un entrepreneur contre le préfet et le ministre de l'Instruction publique pour paiement de travaux d'installation de chauffage et eau chaude (1933) ; Cusy : un entrepreneur contre le département de la Haute-Savoie pour paiement du marché à forfait de démolition de la falaise des Bauges (1933) ; Vernaz (La) : le département de la Haute-Savoie contre la commune de Grenoble au sujet de la fixation de domicile de secours d'un particulier (1948).

POURVOIS EN CONSEIL D'ETAT

5 K 577 Annecy : le fisc contre une société au sujet du remboursement de la taxe à la production par cette dernière (1942).

INDEX

Des dossiers comportent des communes homonymes dans plusieurs départements : noms de communes identiques (Pont-de-Beauvoisin en Isère et en Savoie), numérotation des routes départementales. Pour faciliter le repérage des dossiers, les départements sont indiqués par leur numéro minéralogique en 1953. Certaines communes ont pu changer de nom ou de département depuis 1953. Les départements apparaissent dans l'index uniquement lorsqu'ils sont demandeurs ou défendeurs dans une affaire ou pour les minutes d'arrêtés.

5 : Hautes-Alpes	38 : Isère	74 : Haute-Savoie
7 : Ardèche	42 : Loire	75 : Seine
10 : Aube	69 : Rhône	84 : Vaucluse
26 : Drôme	73 : Savoie	94 : Val-de-Marne

A

<p>Abondance : 5 K 532, 554 74</p> <p>Abrets (Les) : 5 K 443, 451 38</p> <p>Adrets (Les) : 5 K 106 38</p> <p>Affouage : 5 K 107, 110, 131, 132, 134, 146, 147, 151, 347, 354, 480, 481, 486, 487, 489, 492, 499</p> <p>Aiguebelette : 5 K 568 74</p> <p>Aiguebelle : 5 K 501, 523, 527 73</p> <p>Aigueblanche : 5 K 475, 501 73 <i>voir aussi</i> Grand-Coeur</p> <p>Aiguilles, canton : 5 K 267 5</p> <p>Aiguinards (Les), ruisseau : 5 K 439 38</p> <p>Aillon-le-Vieux : 5 K 509 73</p> <p>Aime : 5 K 475, 503 73 <i>voir aussi</i> Tessens</p> <p>Aix-les-Bains : 5 K 475, 476, 477, 478, 479, 480, 501, 502, 504, 506, 511, 512, 514, 523, 527, 550, 555 73</p> <p>Albenc (L') : 5 K 162, 167, 344 38</p> <p>Albens : 5 K 504 73</p> <p>Albertville : 5 K 480, 503, 512, 523, 527 73</p> <p>Albiez-le-Jeune : 5 K 501 73</p> <p>Alby-sur-Chéran : 5 K 567 74</p> <p>Alixan : 5 K 302 26</p> <p>Allemond : 5 K 106, 156, 344 38</p> <p>Allevard : 5 K 106, 140, 157, 164, 203, 205, 344, 439, 451 38</p> <p>Allex : 5 K 335 26</p> <p>Allières-et-Risset : 38</p> <p>Allinges : 5 K 554, 566 74</p> <p>Allues (Les) : 5 K 480, 509 73</p> <p>Alpe-d'Huez (L') : 5 K 451 38</p> <p>Amancy : 5 K 551 74</p> <p>Ambel : 5 K 106 38</p>	<p>Ambilly : 5 K 532, 574 74</p> <p>Amphion-Publier : 5 K 568 74</p> <p>Ancelle : 5 K 249 5</p> <p>Andancette : 5 K 302, 335 26</p> <p>Annecy arrondissement : 5 K 550 74 canton d'Annecy-Nord : 5 K 549 74 commune : 5 K 467, 532, 533, 551, 556, 559, 566, 567, 568, 569, 570, 574, 575, 576, 577 74 lac : 5 K 560 74</p> <p>Annecy-le-Vieux : 5 K 566 74</p> <p>Annemasse : 5 K 533, 534, 551, 552, 553, 558, 563, 567, 571, 574, 575 74</p> <p>Anneyron : 5 K 302 26</p> <p>Annoisin-Châtellans : 5 K 344 38</p> <p>Aoste : 5 K 106, 344, 446 38</p> <p>Aouste : 5 K 318 26</p> <p>Apprieu : 5 K 157, 181 38</p> <p>Arandon : 5 K 106 38</p> <p>Arc, torrent : 5 K 512 73</p> <p>Arcine : 5 K 534 74</p> <p>Arenthon : 5 K 565, 566 74</p> <p>Argentière (L') : 5 K 249 5</p> <p>Argentine : 5 K 501, 509, 527 73</p> <p>Arith : 5 K 480 73</p> <p>Artas : 5 K 106, 345, 451 38</p> <p>Arthaz-Pont-Notre-Dame : 5 K 552 74</p> <p>Arve (L'), ruisseau : 5 K 563 74</p> <p>Arvillard : 5 K 501, 523 73</p> <p>Asile <i>voir</i> Hôpital</p> <p>Aspremont : 5 K 249 5</p> <p>Aspres-les-Corps : 5 K 249, 297 5</p> <p>Aspres-sur-Buëch commune : 5 K 249, 327 5 canton : 5 K 267 5</p>
--	--

Assieu : 5 K 345	38	Bâthie (La) : 5 K 503	73
Association syndicale d'aménée d'eau de la Couche : 5 K 277	5	Bâtie (La) : 5 K 162	38
Association syndicale de curage du Coisin : 5 K 515	73	Bâtie-Montgascon (La) : 5 K 346, 415	38
Association syndicale des marais de la plaine de la Chaup : 5 K 277	5	Bâtie-Neuve (La) : 5 K 250	5
Association syndicale des Sétives : 5 K 282	5	Bâtiment départemental : 5 K 450	38
Association syndicale du canal de Chagne à Risoul : 5 K 277	5	Bâtiment militaire <i>voir</i> Infrastructure militaire	
Association syndicale du canal de Gap : 5 K 278	5	Beaucroissant : 5 K 107, 346	38
Association syndicale du canal de Guire : 5 K 267, 282	5	Beaufin : 5 K 107	38
Association syndicale du canal de La Motte-en-Champsaur : 5 K 279	5	Beaufort : 5 K 346	38
Association syndicale du canal de Pont-du-Fossé : 5 K 267, 281	5	Beaufort : 5 K 501, 528	73
Association syndicale du canal de Villard : 5 K 277, 283	5	Beaulieu : 5 K 346	38
Association syndicale du canal des Herbeys : 5 K 277	5	Beaumont-Monteux : 5 K 335	26
Association syndicale du canal du Ventaron : 5 K 281	5	Beaune : 5 K 509	73
Association syndicale du chemin de Tresbaudon : 5 K 283	5	Beaune (La) : 5 K 250, 277	5
Assy : 5 K 567, 574	74	Beaune-des-Armands (La) : 5 K 250	5
Aube, département : 5 K 118	10	Beaune-Hostun (La) : 5 K 303	26
Auberives-en-Royans : 5 K 166, 167, 190, 345	38	Beaurepaire : 5 K 107, 190, 346, 452	38
Auberives-sur-Varèze : 5 K 156, 345, 414	38	Beausemlant : 5 K 318, 335	26
Aucelon : 5 K 302	26	Beauvoir-en-Royans : 5 K 107	38
Auriples : 5 K 302	26	Bégude-de-Mazenc (La) : 5 K 343	26
Autichamp : 5 K 324	26	Bellecombe-Tarendol : 5 K 250	5
Autrans : 5 K 166, 345	38	Belmont : 5 K 346	38
Avanchers (Les) : 5 K 480	73	Belmont : 5 K 346	38
Avenières (Les) : 5 K 106, 206, 345, 451	38	Bernin : 5 K 107, 191, 452, 467	38
Avrieux : 5 K 480, 502, 523	73	Bessans : 5 K 481	73
Ayze : 5 K 534	74	Besse-en-Oisans : 5 K 107	38
Azieu : 5 K 194, 449	38	Bevenais : 5 K 107	38
		Bièvre d'Aoste, rivière : 5 K 440	38
B		Billième : 5 K 481	73
Balbins : 5 K 107	38	Biol : 5 K 107	38
Ballons : 5 K 303	26	Biolle (La) : 5 K 481	73
Balme (La) : 5 K 510	73	Biot (Le), canton : 5 K 549	74
Balme-de-Sillingy (La) : 5 K 534, 574	74	Blanchard, source : 5 K 192	38
Balme-de-Thuy (La) : 5 K 534	74	Bluffy : 5 K 534	74
Balme-les-Grottes (La) : 5 K 107	38	Boège : 5 K 534	74
Balmont : 5 K 566	74	Bogèse : 5 K 555	74
Barberolle, ruisseau : 5 K 329	26	Bogève : 5 K 559	74
Bassens : 5 K 524, 389	73	Bonnefamille : 5 K 157	38
		Bonneguête : 5 K 535	74
		Bonne : 5 K 565	74
		Bonneville : 5 K 535, 556, 571	74
		<i>voir aussi</i> Pontchy	
		Bonrieu (Le), torrent : 5 K 514	73
		Bossieu : 5 K 107	38
		Bouchage (Le) : 5 K 418	38
		Bouchet : 5 K 318	26
		Bougé-Chambalud : 5 K 107, 326	38
		Bourg-d'Oisans (Le) : 5 K 108, 156, 161, 191, 192, 346, 347, 429, 437, 452	38
		Bourg-de-Péage : 5 K 303, 318, 335	26
		Bourget-du-Lac (Le) : 5 K 509, 528	73
		Bourg-les-Valence : 5 K 303, 329, 331, 335	26

Bourgneuf : 5 K 512	73	Chabotte : 5 K 421	38
Bourgoin : 5 K 108, 155, 156, 157, 163, 166, 193, 204, 207, 347, 348, 452	38	Chabottes : 5 K 251	5
Bourgoin-Jallieu <i>voir</i> Bourgoin, Jallieu		Chagne : 5 K 277	5
Bourg-Saint-Maurice : 5 K 481, 505, 511, 516, 528	73	Challes-les-Eaux : 5 K 509	73
Bouteillant, ruisseau : 5 K 192	38	Chamagnieu : 5 K 349	38
Bouvesse-Quirieu : 5 K 109, 348	38	Chambéry : 5 K 482, 501, 502, 503, 511, 512, 513, 517, 525, 528	73
Bozel : 5 K 514	73	Chambéry-le-Vieux : 5 K 514	73
Bramans : 5 K 481	73	Chamonix : 5 K 536, 550, 552, 556, 562, 563, 571	74
Brangues : 5 K 348	38	Chamousset : 5 K 511, 512	73
Bréda, torrent : 5 K 191	38	Chamoux-sur-Gelon : 5 K 482, 501, 515	73
Bressieux : 5 K 109	38	Champagnier : 5 K 118, 156, 166	38
Brezins : 5 K 109, 445	38	Champagny-en-Vanoise : 5 K 482	73
Briançon		Champcella : 5 K 251	5
commune : 5 K 194, 250, 268, 277, 284, 285, 288, 289	5	Champier : 5 K 157, 163	38
fort : 5 K 194	5	Champoléon : 5 K 251	5
Brides-les-Bains : 5 K 481, 506, 524	73	Champ-près-Frogès : 5 K 110, 157	38
Brié-et-Angonnes : 5 K 109	37	Champ-près-Vizille : 5 K 110	38
Brignoud : 5 K 160, 167, 204, 452	38	Champ-sur-Drac : 5 K 110, 155, 349	38
Brison-Saint-Innocent : 5 K 512	73	Chanas : 5 K 191, 453	38
Brizon : 5 K 535	74	Chanos-Curson : 5 K 335, 340	26
Bruyant (Le), ruisseau : 5 K 439	38	Chantelouve : 5 K 110, 161, 192	38
Buèch, rivière : 5 K 278	5	Chantesse : 5 K 416	38
Buis-les-Baronnies : 5 K 303	26	Chapareillan : 5 K 110, 349, 416, 453	38
Buisse (La) : 5 K 348	38	Chapelle (La) : 5 K 483	26
Buissière (La) : 5 K 109, 156, 188	38	Chapelle-de-Surieu (La) : 5 K 110	38
Burdignin : 5 K 535	74	Chapelle-du-Bard (La) : 5 K 110	38
		Chapelle-du-Vercors (La) : 5 K 303	26
		Chapelle-Rambaud (La) : 5 K 537	74
		Chaponnay : 5 K 110, 453, 467	38
		Charantonay : 5 K 350	38
		Charavines : 5 K 110, 118, 350, 453	38
		Charnècles : 5 K 110	38
		Charviu : 5 K 110	38
		Chasse-sur-Rhône : 5 K 110, 350, 421, 453	38
		Chassieu : 5 K 110, 155, 350, 351, 453	38
		Chassignieu : 5 K 110	38
		Châteauneuf-de-Chabre : 5 K 277	5
		Châteauneuf-du-Rhône : 5 K 329, 335, 340	26
		Châteauneuf-sur-Isère : 5 K 303, 335, 343	26
		Château-Queyras : 5 K 285	5
		Châteauroux : 5 K 252	5
		Château-Ville-Vieille : 5 K 253	5
		Châteauvieux : 5 K 277	5
		Châtelard (Le) : 5 K 483	73
		Châtelus : 5 K 537	74
		Chatemerle-les-Blés : 5 K 340	26
		Châtillon-en-Diois : 5 K 303, 323, 331	26
		Châtillon-Saint-Jean : 5 K 303	26
		Châtillon-sur-Cluses : 5 K 555	74
		Châtonnay : 5 K 110, 205, 350, 351, 453	38
C			
Caillatière (la), ruisseau : 5 K 192	38		
Canal de Bourg-d'Oisans : 5 K 192	38		
Canal de Jonage : 5 K 183, 184, 185, 186, 432	38		
Canal de la Bourne : 5 K 190	38		
Canal de la Souloize : 5 K 191	38		
Canal de Renevier : 5 K 191	38		
Canal de Ventavon : 5 K 283	5		
Canal du Drac : 5 K 283	5		
Caserne de la garde mobile (Gap) : 5 K 287	5		
Caserne de la garde républicaine (Embrun) : 5 K 286	5		
Cercier : 5 K 535	74		
Cervens : 5 K 501, 553	74		
Cervièrès : 5 K 251	5		
Cessieu : 5 K 156, 349, 414, 453	38		
Ceüze : 5 K 300	5		
Cevins : 5 K 501	73		
Chabeuil : 5 K 335	26		
Chablais (Le), ruisseau : 5 K 563	74		
Châbons : 5 K 110, 157, 349, 417	38		

Chatte : 5 K 110, 350	38	CGC n°55 : 5 K 420	38
Chatuzanges-le-Goubet : 5 K 323	26	CGC n°57 : 5 K 162, 420	38
Chauffayer : 5 K 267, 269, 277	5	CGC n°58 : 5 K 167, 190	38
Chavagnieu : 5 K 110	38	CGC n°59 : 5 K 420	38
Chavanne (La) : 5 K 483	73	CGC n°61 : 5 K 162, 167, 420	38
Chélieu : 5 K 111	38	CGC n°62 : 5 K 163, 167	38
Chemin d'intérêt commun <i>voir</i> CIC		CGC n°63 : 5 K 420	38
Chemin de fer : 5 K 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 422, 325, 326, 327, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 511, 512, 513, 556, 557, 558, 559		CGC n°65 : 5 K 163	38
Chemin de grande communication <i>voir</i> CGC		CGC n°66 : 5 K 163	38
CGC n°1 : 5 K 323	26	CGC n°67 : 5 K 163, 167	38
CGC n°2 : 5 K 158, 166, 421	38	CGC n°68 : 5 K 163, 420	38
CGC n°3 : 5 K 159, 167	38	CGC n°69 : 5 K 163, 420	38
CGC n°4 : 5 K 160	38	CGC n°71 : 5 K 163, 167, 420	38
CGC n°4 : 5 K 323	26	CGC n°72 : 5 K 163	38
CGC n°5 : 5 K 509	73	CGC n°79 : 5 K 163, 420	38
CGC n°6 : 5 K 160	38	CGC n°82 : 5 K 163, 167	38
CGC n°8 : 5 K 160	38	CGC n°88 : 5 K 167	38
CGC n°9 : 5 K 323	26	CGC n°10 : 5 K 323	26
CGC n°10 : 5 K 160, 167	38	CGC n°102 : 5 K 164	38
CGC n°11 : 5 K 160, 167, 420	38	CGC n°104 : 5 K 164	38
CGC n°12 : 5 K 554	74	CGC n°105 : 5 K 164	38
CGC n°13 : 5 K 160, 167	38	CGC n°106 : 5 K 164, 420	38
CGC n°13 : 5 K 271	5	CGC n°107 : 5 K 164, 167	38
CGC n°13 bis : 5 K 160	38	CGC n°108 : 5 K 164, 167	38
CGC n°14 : 5 K 271	5	CGC n°117 : 5 K 164, 167	38
CGC n°15 : 5 K 167	38	CGC n°120 : 5 K 167	38
CGC n°18 : 5 K 163	38	CGC n°124 : 5 K 420	38
CGC n°20 : 5 K 323	26	CGC n°130 : 5 K 164	38
CGC n°20 : 5 K 554	74	CGC n°136 : 5 K 164	38
CGC n°22 : 5 K 160, 167	38	CGC n°168 : 5 K 420	38
CGC n°22 : 5 K 509	73	CGC n°201 : 5 K 509	73
CGC n°22 : 5 K 554	74	CGC n°224 : 5 K 164	38
CGC n°24 : 5 K 419	38	CGC n°241 : 5 K 421	38
CGC n°26 : 5 K 161, 167	38	CGC n°257 : 5 K 421	38
CGC n°26 bis : 5 K 161	38	CGC n°280 : 5 K 421	38
CGC n°27 : 5 K 167	38	Chemin de moyenne communication n°2 : 5 K 509	73
CGC n°30 : 5 K 167	38	Chemin de moyenne communication n°3 : 5 K 509	73
CGC n°31 bis : 5 K 161	38	Chemin de moyenne communication n°82 : 5 K 509	73
CGC n°32 : 5 K 162, 167	38	Chemin départemental <i>voir</i> Route départementale	
CGC n°35 : 5 K 162, 167	38	CIC n°1 : 5 K 165	38
CGC n°36 : 5 K 162	38	CIC n°2 : 5 K 165	38
CGC n°37 : 5 K 167	38	CIC n°3 : 5 K 323	26
CGC n°38 : 5 K 162	38	CIC n°5 bis : 5 K 165	38
CGC n°44 : 5 K 162	38	CIC n°5 ter : 5 K 165	38
CGC n°45 : 5 K 162	38	CIC n°6 : 5 K 165	38
CGC n°49 : 5 K 323	26	CIC n°9 : 5 K 509	73
CGC n°50 : 5 K 509	73	CIC n°15 : 5 K 165	38
CGC n°51 : 5 K 420	38	CIC n°20 : 5 K 555	74
CGC n°53 : 5 K 420	38	CIC n°22 : 5 K 165	38
		CIC n°31 : 5 K 323	26
		CIC n°41 : 5 K 555	74

CIC n°43 : 5 K 165	38	Corbelin : 5 K 112, 351, 417	38
CIC n°56 : 5 K 509	73	Cordéac : 5 K 112	38
CIC n°66 : 5 K 324	26	Cordon : 5 K 565	74
CIC n°71 : 5 K 165	38	Corenc : 5 K 112, 165, 166, 197, 352, 439	38
CIC n°75 : 5 K 165	38	Cornillon-en-Trièves : 5 K 352	38
CIC n°78 : 5 K 323	26	Corps	
CIC n°88 : 5 K 509	73	canton : 5 K 413	38
CIC n°90 : 5 K 509	73	commune : 5 K 112, 156, 161, 352, 353, 446	38
CIC n°206 : 5 K 509	73	Costes (Les) : 5 K 253	5
Chêne-en-Semine : 5 K 537, 555	74	Côte-d'Arbroz (La) : 5 K 538	74
Cheylas (Le) : 5 K 111	38	Côte-d'Aime (La) : 5 K 483	73
Chichilianne : 5 K 111, 350	38	Côte-Saint-André (La)	
Chignin : 5 K 483, 511, 512	73	canton : 5 K 413	38
Chimilin : 5 K 111, 155, 164, 351	38	commune : 5 K 112, 118, 196, 205, 352, 420	38
Chinaillon, torrent : 5 K 562	74	Côtes-d'Arey (Les) : 5 K 352	38
Chindrieux : 5 K 509, 528	73	Coublevie : 5 K 112, 190, 203	38
Chirens : 5 K 111, 118, 156, 163	38	Coucourde (La) : 5 K 303	26
Chorges : 5 K 253, 269, 277	5	Courtenay : 5 K 354	38
Chuzelles : 5 K 111, 414	38	Cran-Gevrier : 5 K 538, 552, 566	74
Cimetière : 5 K 106, 112, 126, 127, 131, 134, 136, 143, 147, 148, 369, 372, 394		Cras : 5 K 354	38
Claix : 5 K 111, 351, 439	38	Crémieu : 5 K 112, 163, 354, 467	38
Clarafond <i>voir</i> Arcine	74	Crempigny-Bonneguête <i>voir</i>	
Clavans : 5 K 111	38	Bonneguête	74
Clelles		Crest	
canton : 5 K 413	38	canton Crest-Nord : 5 K 318	26
commune : 5 K 156, 453	38	commune : 5 K 303, 321, 335, 343	26
Clonas-sur-Varèze : 5 K 467	38	Crest-Voland : 5 K 509	73
Clusaz (La) : 5 K 537	74	Creys-Pusignieu : 5 K 112	38
Cluse-en-Dévoluy (La) : 5 K 269	5	Croix-de-la-Rochette (La) : 5 K 501	73
Cluses : 5 K 538, 556, 575, 576	74	Crolles : 5 K 155, 160, 191, 414, 416, 453	38
Cocard, ruisseau : 5 K 192	38	Cruseilles	
Cognet : 5 K 111	38	canton : 5 K 549	74
Cognin : 5 K 483, 502	73	commune : 5 K 555, 559, 571	74
Cognin-les-Gorges : 5 K 111, 351, 453	38	Culoz : 5 K 511	73
Collège : 5 K 127, 150		Curienne : 5 K 483	73
Collonges : 5 K 501	73	Cusy : 5 K 563, 566, 576	74
Colombier-Saugnieu : 5 K 111	38		
Combe-de-Lancey (La) : 5 K 155, 351	38	D	
Commelle : 5 K 112	38	Dard (Le), ruisseau : 5 K 563	74
Communay : 5 K 112, 453	38	Décines-Charpieu : 5 K 113, 155, 355, 454	38
Compagnie des chemins de fer de l'est de Lyon : 5 K 177, 426		Déserts (Les) : 5 K 484	73
Compagnie des chemins de fer du sud de la France : 5 K 176		Dhuy, rivière : 5 K 474	38
Compagnie des chemins de fer économiques du Nord : 5 K 181		Die : 5 K 304, 318, 335, 341, 343	26
Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon : 5 K 430, 431		Dieulefit : 5 K 304, 335	26
Compagnie du PLM : 5 K 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 274, 275, 325, 326, 327, 422, 423, 424, 425, 511, 556		Dingy-Saint-Clair : 5 K 571	74
Condorcet : 5 K 323	26	Dizimieu : 5 K 166, 355	38
		Doissin : 5 K 113	38
		Dolomieu : 5 K 413	38

Dolon, torrent : 5 K 191	38	Evian-les-Bains	
Domarin : 5 K 113, 355	38	canton : 5 K 549	74
Domène : 5 K 113, 157, 167, 355, 410, 412, 417, 421, 454	38	commune : 5 K 539, 550, 563	74
Domessin : 5 K 484	73	Eybens : 5 K 114, 419, 356	38
Domicile de secours : 5 K 110, 111, 115, 118, 122, 126, 129, 135, 133, 134, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 261, 315, 356, 358, 359, 360, 380, 389, 390, 398, 400, 402, 408, 480, 482, 483, 484, 491, 534, 539, 540, 541, 576		Eydoche : 5 K 420	38
Donzère : 5 K 304, 319, 325	26	Eygalayes : 5 K 305	26
Doucy-en-Bauges : 5 K 484, 529	73	Eyzin-Pinet : 5 K 114	38
Doucy-Tarentaise : 5 K 484	73		
Doussard : 5 K 552	74	F	
Drac, rivière : 5 K 189, 192, 436		Faramans : 5 K 115, 357	38
<i>voir aussi</i> Canal du Drac		Fare-en-Champsaur (La) : 5 K 254, 300	5
Drôme, département : 5 K 225, 226, 227, 239, 321, 323, 324, 342	26	Faurie (La) : 5 K 254, 275	5
Duingt : 5 K 538, 566	74	Faverges : 5 K 539, 571	74
Durance, rivière : 5 K 276	5	Fayet (Le) : 5 K 571, 575	74
		Feissons-sur-Isère : 5 K 503	73
E		Feissons-sur-Salins : 5 K 486	73
Echelles (Les) : 5 K 485	73	Fessy : 5 K 540	74
Echirrolles : 5 K 114, 356, 418	38	Feyzin : 5 K 115, 145, 203, 357	38
Ecole : 5 K 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 122, 124, 125, 126, 129, 131, 132, 133, 134, 136, 137, 138, 139, 140, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 149, 150, 151, 152, 153, 156, 251, 304, 305, 306, 313, 346, 347, 349, 352, 357, 376, 394, 402, 408, 468, 481, 487, 194, 197, 529, 533, 538, 546, 548		Fillinges : 5 K 540, 553	74
Eglise : 5 K 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 119, 123, 124, 125, 126, 129, 131, 132, 133, 134, 136, 138 139, 141, 144, 145, 147, 148, 150, 259, 313, 545		Findrol : 5 K 571	74
Embrun : 5 K 254, 286, 300	5	Fitilieu : 5 K 115, 456	38
Engins : 5 K 114, 417	38	Flachères : 5 K 115	38
Entraigues : 5 K 114, 164, 167, 191	38	Flumet (Le), ruisseau : 5 K 439	38
Entre-deux-Guiers : 5 K 114, 167, 181, 356, 417	38	Folatière (La) : 5 K 155	38
Epagny : 5 K 566	74	Fontaine : 5 K 115, 155, 162, 166, 204, 351, 357, 411, 417, 417, 445, 456	38
Eparres (Les) : 5 K 114	38	Fontaine-le-Puits : 5 K 486	73
Erôme : 5 K 305	26	Fontanil (Le) : 5 K 115, 118	
Esserton, ruisseau : 5 K 192	38	Fontcouverte : 5 K 508	73
Esserts-Blay : 5 K 501	73	Forclaz (La) : 5 K 540	74
Estrablin : 5 K 356, 420, 455	38	Four : 5 K 115, 456	38
Etoile : 5 K 305, 319	26	Franclens : 5 K 555, 571	74
Eurre : 5 K 332	26	Freney : 5 K 486, 502	73
		Freney-d'Oisans (Le) : 5 K 156, 357, 416, 437	38
		Fressinières : 5 K 254	5
		Frette (La) : 5 K 115, 205	38
		Frogès : 5 K 115	5
		Frontenex : 5 K 526	73
		Frontonas : 5 K 115, 456	38
		Fures : 5 K 203	38
		Furon (le), ruisseau : 5 K 192	38
		G	
		Gaillard : 5 K 540, 553, 572	74
		Gap	
		canton : 5 K 267	5
		commune : 5 K 255, 256, 270, 271, 278, 287, 290, 300	5
		Garde (La) : 5 K 116	38

Garde-Adhémar (La) : 5 K 305, 325, 333	26	Haute-Savoie, département : 5 K 236, 237, 244, 550, 551, 553, 554, 555, 557, 558, 574, 576	74
Genas		Herbeys : 5 K 120, 192	38
commune : 5 K 116, 449	38	Hermillon : 5 K 529	73
fort : 5 K 194, 197	38	Héry-sur-Ugine : 5 K 488, 505, 508	73
Gendarmerie : 5 K 200, 201, 450		Heyrieux : 5 K 120, 204, 368	38
Genevrey, ruisseau : 5 K 192	38	Hôpital : 5 K 108, 118, 119, 122, 127, 129, 143, 150, 152, 153, 250, 303, 304, 305, 308, 311, 312, 316, 317, 338, 342, 348, 350, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 372, 374, 381, 382, 383, 389, 390, 400, 402, 404, 405, 409, 471, 480, 532, 539, 545, 547, 574	
Gières : 5 K 160, 191	38	Hospice <i>voir</i> Hôpital	
Gières, ruisseau : 5 K 176, 177	38	Hostun : 5 K 305	26
Giettaz (La) : 5 K 487	73	Houches (Les) : 5 K 556	74
Gigors-et-Lozeron : 5 K 305	26	Huez : 5 K 120, 412	38
Gilly-sur-Isère : 5 K 512	73	Hurtières : 5 K 368	38
Glières (Les) : 5 K 572	74		
Goncelin : 5 K 116, 156, 176	38	I	
Gorge d'Or, ruisseau : 5 K 439	38	Infrastructure militaire : 5 K 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 284, 285, 286, 287, 334, 449, 516, 567	
Gorge, ruisseau : 5 K 192	38	Isère	
Grand-Bornand (Le) : 5 K 554, 555, 562	74	département : 5 K 118, 132, 137, 152, 158, 160, 161, 176, 182, 201, 228-233, 240-241, 390, 398, 399, 402, 418, 419, 420, 430, 431, 439, 450	38
Grand-Cœur : 5 K 501	73	rivière : 5 K 188, 189, 433, 434	38
Grande Ruine (La), torrent : 5 K 438	38	Isernon (L'), ruisseau : 5 K 563	74
Grand-Lemps (Le) : 5 K 116, 157, 358	38	Izeron : 5 K 162	38
Granier : 5 K 487	73	Isle-d'Abeau (L') : 5 K 121	38
Grave (La) : 5 K 257	5	Izeaux : 5 K 121, 155, 205, 369, 463	38
Grenay : 5 K 420	38	Izeron : 5 K 205	38
Grenoble : 5 K 116, 117, 118, 119, 139, 143, 156, 157, 162, 164-166, 167, 182, 188, 189, 191, 192, 195, 196, 197, 203-206, 208, 358-367, 415, 420, 436, 449, 450, 457, 458, 459, 460-462	38	J	
Gresse : 5 K 155	38	Jallieu : 5 K 108, 122, 204, 370, 411, 441, 463	38
Grésy-sur-Aix : 5 K 487, 511	73	Janneyrias : 5 K 194	38
Grésy-sur-Isère : 5 K 509	73	Janus, fort : 5 K 285	5
Grignan : 5 K 305	26	Jardin : 5 K 122	38
Groisy : 5 K 540, 572	74	Jarjays : 5 K 258	5
Groupe scolaire <i>voir</i> Ecole		Jarrie : 5 K 205	38
Gruffy : 5 K 540, 566, 574	74	Jarsy : 5 K 488	73
Guâ (Le) : 5 K 119	38	Jonage : 5 K 420	38
Guelpa : 5 K 555	74	<i>voir aussi</i> Canal de Jonage	
Guillaume-Peyrouse : 5 K 278	5	Jussy : 5 K 551	74
Guillestre			
canton : 5 K 267	5		
commune : 5 K 257, 270	5		
Guillou, ruisseau : 5 K 439	38		
Guire : 5 K 278	5		
H			
Habère-Lullin : 5 K 540, 573	74		
Hauteluze : 5 K 488, 529	73		
Hauterives : 5 K 341	26		
Hautes-Alpes, département : 5 K 224, 238, 271, 300, 301	5		

L

Laffrey : 5 K 123, 156	38
Lalley : 5 K 123	38
Lancey : 5 K 181, 203, 371, 442	38
Landry : 5 K 489, 501	73
Lans : 5 K 158, 165, 192, 371	38
Lans-en-Vercors <i>voir</i> Lans	
Lanslebourg, canton : 5 K 501	73
Lanslebourg, commune : 5 K 489, 526	73
Lanslevillard : 5 K 489, 529	73
Laragne : 5 K 259, 275, 291, 301	5
Lathuile : 5 K 540	74
Laval : 5 K 123, 164	38
Lavaldens : 5 K 123	38
Lavanchon, torrent : 5 K 191	38
Lavars : 5 K 123, 447	38
Léchère (La) <i>voir</i> Doucy-Tarentaise, Naves, Notre-Dame-de-Briançon, Pussy	73
Léman, lac : 5 K 561	74
Lem-L'Estang : 5 K 306, 318	26
Lépin : 5 K 529	73
Lettret : 5 K 276	5
Lez (Le), rivière : 5 K 329	26
Lieudieu : 5 K 259	5
Ligne d'Aix-les-Bains à Annemasse : 5 K 511, 556	
Ligne d'Annecy à Albertville : 5 K 556	
Ligne d'Annecy à Saint-Julien-en- Genevois : 5 K 557, 559	
Ligne d'Annemasse à Samoëns : 5 K 558	
Ligne de Bellegarde au Bouveret : 5 K 558	
Ligne de Chambéry à Modane : 5 K 512	
Ligne de Chorges à Barcelonnette : 5 K 274	
Ligne de Culoz à Modane : 5 K 511, 512	
Ligne de Fillinges à Habère-Poche : 5 K 558	
Ligne de Grenoble à Allevard : 5 K 176	
Ligne de Grenoble à Briançon : 5 K 275, 425	
Ligne de Grenoble à Chambéry : 5 K 429	
Ligne de Grenoble à Chapareillan : 5 K 429	
Ligne de Grenoble à Gap et à Marseille : 5 K 275, 425	
Ligne de Grenoble à La Tronche : 5 K 429	
Ligne de Grenoble à Montmélian : 5 K 425	
Ligne de Grenoble à Uriage et à Vizille : 5 K 181, 182	

Ligne de Grenoble à Valence : 5 K 327	
Ligne de Grenoble à Villard-de-Lans : 5 K 182	
Ligne de Grenoble au Bourg-d'Oisans : 5 K 429	
Ligne de La Mure à Gap : 5 K 177, 426	
Ligne de La Roche-sur-Foron à Saint- Gervais : 5 K 556	
Ligne de Lyon à Grenoble : 5 K 168, 169, 170, 171, 176, 422, 423, 425	
Ligne de Lyon à Marseille : 5 K 325, 424	
Ligne de Lyon à Saint-Genis-d'Aoste : 5 K 426	
Ligne de Lyon à Saint-Marcellin : 5 K 182	
Ligne de Paris à Marseille : 5 K 425	
Ligne de Pont-de-Beauvoisin à Saint- Béron : 5 K 513	
Ligne de Pressins à Virieu : 5 K 425	
Ligne de Saint-André-le-Gaz à Chambéry : 5 K 425, 511, 512	
Ligne de Saint-Georges-de-Commiers à La Mure : 5 K 178, 179, 180, 427	
Ligne de Saint-Jean-de-Bournay à Saint- Marcellin : 5 K 182	
Ligne de Saint-Pierre-d'Albigny à Bourg-Saint-Maurice : 5 K 512	
Ligne de Thonon-les-Bains à Aix-les- Bains : 5 K 556	
Ligne de Vienne à Charavines : 5 K 181	
Ligne de Vienne au Grand-Lemps : 5 K 181	
Ligne de Vizille à Uriage : 5 K 181	
Ligne de Voiron à Saint-Béron : 5 K 181	
Livet-et-Gavet : 5 K 166, 181, 371, 429, 463	38
Livron : 5 K 306, 325	26
Loriol : 5 K 306, 319, 332, 335	26
Luc-en-Diois : 5 K 306, 323	26
Lully : 5 K 564	74
Lully, source : 5 K 564	74
Lus-la-Croix-Haute : 5 K 306	26
Lyon : 5 K 430, 431	69

M

Mâcot-la-Plagne : 5 K 490	73
Magland : 5 K 541	74
Mairie : 5 K 107, 110, 112, 114, 121, 125, 132, 136, 137, 139, 143, 145, 146, 152, 153, 254, 258, 260, 263, 312, 317, 346, 348, 355, 376, 381, 496	

Malatras, ruisseau : 5 K 192	38	Montaud : 5 K 126	38
Malissard : 5 K 307	26	Montbonnot-Saint-Martin : 5 K 204, 372, 418	38
Malsanne (La), rivière : 5 K 435	38	Montceau : 5 K 126	38
Manival, ruisseau : 5 K 191	38	Montcel : 5 K 490	73
Manteyer : 5 K 260	5	Mont-de-Lans : 5 K 126, 166	38
Manthes : 5 K 327	26	Mont-du-Chat : 5 K 507	73
Marcellaz : 5 K 541	74	Montélimar : 5 K 308, 327, 329, 336, 342, 343	26
Marches (Les) : 5 K 503	73	Monteynard : 5 K 205, 373	38
Marcieu : 5 K 124	38	Montferrat : 5 K 126, 443	38
Marcilloles : 5 K 124, 372	38	Montfleury : 5 K 373	38
Marennes : 5 K 124	38	Montfroc : 5 K 307	26
Marlens : 5 K 574	74	Montgilbert : 5 K 490	73
Marlioz : 5 K 551	74	Montgirod : 5 K 529	73
Marnaz : 5 K 541	74	Monthion : 5 K 490	73
Marthod : 5 K 490	73	Montlaur-en-Diois : 5 K 307, 318	26
Massieu : 5 K 124, 157	38	Montmaur : 5 K 260	5
Méaudre : 5 K 125, 166, 167, 372	38	Montmélian : 5 K 526	73
Megève : 5 K 541, 551	74	Montmin : 5 K 467, 542	74
Mégevette : 5 K 559, 572	74	Montoison : 5 K 308	26
Mens : 5 K 125, 160, 205, 464	38	Montrond : 5 K 279	5
Menthon : 5 K 566	74	Mont-Saxonnex : 5 K 542, 549, 572	74
Mercury-Gémilly : 5 K 490	73	Montségur-sur-Lauzon : 5 K 321	26
Merdaret (Le), torrent : 5 K 438	38	Montvernier : 5 K 529	73
Merdrix, torrent : 5 K 329	26	Moras : 5 K 165	38
Merlas : 5 K 125, 204	38	Morestel	
Merthet : 5 K 566	26	canton : 5 K 155	38
Metz-Tessy : 5 K 566	26	commune : 5 K 126, 201, 441, 464	38
Meylan : 5 K 156, 372	38	Morêtet : 5 K 126	38
Meyrieux-Trouet : 5 K 490	73	Morette : 5 K 126	38
Meyssies : 5 K 125	38	Morge (La), ruisseau : 5 K 439	38
Meyzieu : 5 K 125, 155, 197, 372	38	Morillon : 5 K 542	74
Meyzieu, fort : 5 K 197	38	Morte (La) : 5 K 373	38
Mieussy : 5 K 541	74	Morzine : 5 K 541, 572	74
Mions : 5 K 125, 372	38	Motte (La) : 5 K 279	5
Mirabel-aux-Baronnies : 5 K 333	26	Motte-d'Aveillans (La) : 5 K 127, 156, 163, 205, 418, 427	38
Mirabel-Draye : 5 K 307	26	Motte-en-Beaugues (La) : 5 K 490	73
Mirabel-et-Blacons : 5 K 318	26	Motte-en-Champsaur (La) : 5 K 279	5
Miribel-Lanchâtre : 5 K 125	38	Motte-Saint-Martin (La) : 5 K 205	38
Miribel-les-Echelles : 5 K 126, 464	38	Motte-Servolex (La) : 5 K 490, 526, 529	73
Mizoën : 5 K 126, 156	38	Moutaret (Le) : 5 K 155, 373	38
Modane : 5 K 490, 501, 516, 518, 519, 521, 522, 526	73	Moûtiers : 5 K 490, 506, 526, 529	73
Moidieu : 5 K 126, 421	38	Mouxy : 5 K 529	73
Moidieu-Détourbe : 5 K 372	38	Muraz (La) : 5 K 542	74
Moirans : 5 K 126, 156, 167, 203, 372, 415, 421, 434, 439, 464	38	Mure (La) : 5 K 127, 128, 129, 156, 161, 163, 192, 193, 203, 205, 374, 420, 464	38
Monestier-d'Ambel : 5 K 464	38	Murinais : 5 K 129	38
Monestier-de-Clermont : 5 K 126, 156, 166, 373	38		
Monestier-du-Percy : 5 K 373	38		
Monêtier-Allemont : 5 K 260	5		
Monêtier-les-Bains (Le) : 5 K 260, 268, 278	5		
Monnetier-Mornex : 5 K 542, 549	74		
Montalieu-Vercieu : 5 K 373	38		

N

Nant (Le), torrent : 5 K 514	73
Nantes-en-Rattier : 5 K 130	38
Naves : 5 K 491	73
Nivolas-Vermelle : 5 K 130, 155, 191, 203, 447	38
Noirfond, ruisseau : 5 K 192	38
Notre-Dame-de-Briançon : 5 K 491	73
Notre-Dame-de-Mésage : 5 K 130	38
Notre-Dame-de-Pré : 5 K 509	73
Notre-Dame-de-Vaulx : 5 K 130, 205, 375	38
Novalaire : 5 K 491	73
Novel : 5 K 549	73
Noyarey : 5 K 130, 157, 375, 415, 417	38
Noyer (Le) : 5 K 281	5
Nozières : 5 K 118	7
Nyons : 5 K 309, 318, 329, 333, 336	26

O

Optevoz : 5 K 376	38
Orcières : 5 K 261, 271, 298	5
Orcinas : 5 K 318	26
Oriol-en-Royans : 5 K 310	26
Oris-en-Rattier : 5 K 131	38
Ornacieux : 5 K 118	38
Ornon : 5 K 131	38
Orpierre : 5 K 261	5
Orres (Les) : 5 K 261	5
OTL voir Compagnie Omnibus de Tramways de Lyon	
Oulles : 5 K 131	38
Oyeu : 5 K 376	38
Oytier : 5 K 192	38
Oze : 5 K 280	5
Oz-en-Oisans : 5 K 131	38

P

Pact : 5 K 467	38
Pajay : 5 K 132	38
Palles (les), torrent : 5 K 192	38
Pamphiot (Le), ruisseau : 5 K 563	74
Panissage : 5 K 377	38
Paris : 5 K 118	75
Pariset : 5 K 182, 377, 420	38
Parnans : 5 K 341	26
Passy : 5 K 543, 562, 572	74
Passy, source : 5 K 564	74
Passy, torrent : 5 K 562	74

Pâturage : 5 K 106, 107, 110, 120, 123, 131, 132, 133, 138, 140, 147, 152, 249, 253, 260, 261, 262, 264, 294, 389, 464, 481, 486, 487, 489, 498	
Péage-de-Roussillon (Le) : 5 K 156, 157, 377, 414, 465	38
Pélerins-Songenaz, torrent : 5 K 562	74
Pellafol : 5 K 132, 160, 167, 191, 377	38
Pelleautier : 5 K 262	5
Penol : 5 K 205	38
Percy : 5 K 132	38
Périer (Le) : 5 K 118, 132, 435	38
Perrière (La) : 5 K 492	73
Perrignier : 5 K 551	74
Pers-Jussy : 5 K 543	74
Petit Buèch, rivière : 5 K 276	5
Pierre-Châtel : 5 K 132, 163, 377	38
Pierrelatte : 5 K 311, 333, 336	26
Pinsot : 5 K 167	38
Planaise : 5 K 492	73
Poët (Le) : 5 K 262, 281	5
Poisat : 5 K 132, 378	38
Poisy : 5 K 543, 566	74
Poliénas : 5 K 132, 192, 377	38
Poligny : 5 K 281	5
Pommier-de-Beurepaire : 5 K 132, 167	38
Ponsas : 5 K 318	38
Ponsonnas : 5 K 132, 207	38
Pontcharra : 5 K 132, 191, 192, 157, 378	38
Pontchy : 5 K 543	74
Pont-de-Beauvoisin (Le) : 5 K 132, 156, 165, 167, 378, 467	38
Pont-de-Beauvoisin : 5 K 492	73
Pont-de-Chérucy : 5 K 132, 431	38
Pont-de-Claix : 5 K 132, 166, 189, 191, 378, 436, 449	38
Pont-de-l'Isère : 5 K 319	26
Pont-du-Fossé : 5 K 281	5
Pont-du-Rhône : 5 K 340	26
Pont-du-Rousset : 5 K 272	5
Pont-en-Royans : 5 K 132, 157, 161, 166, 167, 190, 378, 420, 421, 465	
Pont-Evêque : 5 K 132, 378, 420, 465	38
Porcieu-Amblagnieu : 5 K 132, 379	
Portes-les-Valence : 5 K 311, 325, 336	26
Praz (La) : 5 K 530	73
Prébois : 5 K 379	38
Presbytère : 5 K 106, 107, 110, 114, 119, 122, 123, 126, 142, 145, 148, 151	
Pressins : 5 K 379	38
Primarette : 5 K 132, 379	38
Proveyzieux : 5 K 132, 379	38
Prunières : 5 K 292	5
Pugny-Chatenod : 5 K 506	74

Pusignan : 5 K 418	38	Régie départementale des Voies Ferrées	
Pussy : 5 K 492	73	du Dauphiné : 5 K 181, 428, 429	38
Puy-Saint-Pierre : 5 K 262	5	Reignier : 5 K 543	74
Puy-Saint-Vincent : 5 K 262	5	Remollon : 5 K 263, 270, 293	5
Puy-Sanières : 5 K 262	5	Renage : 5 K 133, 204, 205, 380	38
		Rencurel : 5 K 133, 158, 166	38
Q		Replaton (Le), fort : 5 K 518	73
Quet-en-Beaumont : 5 K 132, 177	38	Revel : 5 K 133, 380, 418	38
Quincieu : 5 K 106	38	Revel-Tourdan : 5 K 133	38
		Reventin-Vaugris : 5 K 133, 380, 414	38
		Rey (Le), ruisseau : 5 K 563	74
R		Rhône	
Randens : 5 K 492	73	département : 5 K 387, 430, 431	69
Ravoire (La) : 5 K 492	73	fleuve : 5 K 183-187, 432	38
RD 1 : 5 K 157, 166	38	Rio, torrent : 5 K 276	5
RD 2 : 5 K 418	38	Rioupérourx : 5 K 166, 203	38
RD 3 : 5 K 157	38	Risoul : 5 K 263	5
RD 4 : 5 K 157	38	Rival, ruisseau : 5 K 192	38
RD 5 : 5 K 553	74	Rives : 5 K 133, 417, 420, 466	38
RD 5 : 5 K 166	38	Rivière (La) : 5 K 133, 380, 434	38
RD 5 : 5 K 507	73	Rivière-Enverse (La) : 5 K 555	74
RD 7 : 5 K 553	74	RN 5 : 5 K 550	74
RD 7 : 5 K 157, 166	38	RN 6 : 5 K 156, 414, 502	38, 73
RD 8 : 5 K 157	38	RN 7 : 5 K 156, 414, 319, 320	38
RD 9 : 5 K 157, 166	38	RN 13 : 5 K 502	73
RD 10 : 5 K 553	74	RN 22 : 5 K 551	74
RD 10 : 5 K 510	73	RN 43 : 5 K 270	5
RD 11 : 5 K 157	38	RN 75 : 5 K 156, 166, 415	38
RD 12 : 5 K 553	74	RN 85 : 5 K 156, 269, 415	5, 38
RD 12 : 5 K 418	38	RN 90 : 5 K 156, 416, 503	38, 73
RD 14 : 5 K 157	38	RN 91 : 5 K 156, 166, 268, 416	38
RD 16 : 5 K 508	38	RN 92 : 5 K 156, 416	38
RD 19 : 5 K 553	74	RN 93 : 5 K 321	26
RD 20 : 5 K 157	38	RN 94 : 5 K 269, 321	5, 26
RD 22 : 5 K 553	74	RN 94F : 5 K 268	5
RD 22 : 5 K 157	38	RN 100 : 5 K 270	5
RD 24 : 5 K 157	38	RN 201 : 5 K 504, 551	73, 74
RD 25 : 5 K 157	38	RN 202 : 5 K 268, 269, 505, 551	5, 73
RD 35 : 5 K 553	74	RN 203 : 5 K 551	74
RD 80 : 5 K 508	73	RN 206 : 5 K 551	74
RD 113 : 5 K 418	38	RN 212 : 5 K 551	74
RD 133 : 5 K 322	26	RN 491 : 5 K 506	73
RD 165 : 5 K 418	38	RN 505 : 5 K 552	74
RD 212 : 5 K 418	38	RN 506 : 5 K 552	74
RD 269 : 5 K 418	38	RN 507 : 5 K 552	74
RD 474 : 5 K 271	5	RN 508 : 5 K 552	74
Réallon : 5 K 263, 273	5	RN 513 : 5 K 506	74
Réaumont : 5 K 133	38	RN 515 : 5 K 506	73
Régie départementale des chemins de fer		RN 516 : 5 K 417	38
départementaux d'intérêt local de la		RN 520 : 5 K 417	38
Savoie : 5 K 513	73	RN 524 : 5 K 417	38
		RN 531 : 5 K 417	38
		RN 532 : 5 K 417	38
		RN 538 : 5 K 321	26
		RN 541 : 5 K 321	26

RN 542 : 5 K 270	5	Saint-Baudille-et-Pipet : 5 K 134	38
RN 549 : 5 K 270	5	Saint-Bonnet-de-Chavagne : 5 K 134	38
Robinne (La), ruisseau : 5 K 439	38	Saint-Bonnet-de-Mure : 5 K 134, 382	38
Roche : 5 K 420	38	Saint-Bonnet-en-Champsaur : 5 K 264	5
Rochefort-en-Valdaine : 5 K 312	26	Saint-Bueil : 5 K 134, 382	38
Roches-de-Condrieu (Les) : 5 K 133, 380	38	Saint-Cassien : 5 K 134	38
Roche-sur-Foron (La) : 5 K 543, 572, 574	74	Saint-Cassin : 5 K 493, 511, 512, 530	73
Roche-sur-Grâne (La) : 5 K 312	26	Saint-Cergues : 5 K 544	74
Rochette-du-Buis (La) : 5 K 312	26	Saint-Chaffrey : 5 K 264, 294	5
Roissard : 5 K 133, 192	38	Saint-Chef : 5 K 134, 383	38
Romagnieu : 5 K 440	38	Saint-Christophe-en-Oisans : 5 K 135	38
Romanche (La), rivière : 5 K 191, 437	38	Saint-Clair-de-la-Tour : 5 K 136, 383	38
Romans : 5K 312, 330, 334, 336, 337, 343	26	Saint-Clair-du-Rhône : 5 K 467	38
Romette : 5 K 263	5	Saint-Clair-sur-Galaure : 5 K 136, 383	38
Romeyer : 5 K 312	26	Saint-Crépin : 5 K 264, 294	5
Rosans : 5 K 263, 273	5	Saint-Cyrice : 5 K 264	5
Roussillon : 5 K 133, 192, 380, 417, 419, 466, 467	38	Saint-Didier-d'Aoste : 5 K 384	38
Route départementale Corps-Saint-Michel : 5 K 418	38	Saint-Didier-de-Bizonnes : 5 K 136	38
Route départementale voir RD		Saint-Didier-de-la-Tour : 5 K 205, 384	38
Route nationale voir RN		Saint-Disdier-en-Dévoluy : 5 K 264	5
Rovon : 5 K 133, 164, 380	38	Saint-Dizier-en-Diois : 5 K 340	26
Roybon : 5 K 133, 138, 165	38	Saint-Egrève : 5 K 136, 156, 164, 165, 203, 385, 413, 415, 447	38
Roynac : 5 K 318	26	Saint-Etienne-de-Crossey : 5 K 136	38
Ruffieux : 5 K 492	73	Saint-Etienne-de-Cuines : 5 K 493	73
Ruisseau du Merdary : 5 K 332	26	Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs : 5 K 136, 164, 165, 204	38
Rumilly : 5 K 566	74	Saint-Etienne-en-Dévoluy : 5 K 264	5
Ruy : 5 K 133, 204, 413	38	Saint-Eusèbe : 5 K 279	5
Ruy voir aussi Montceau		Saint-Eynard, fort : 5 K 197	38
		Saint-Félix : 5 K 544	74
		Saint-Firmin : 5 K 264, 301	5
		Saint-François-de-Sales : 5 K 493, 514	73
		Saint-Genix-sur-Guiers : 5 K 493, 530	73
		Saint-Geoire-en-Valdaine : 5 K 137, 386, 449	38
S		Saint-Georges-d'Espéranche : 5 K 137, 166, 182, 467	38
Sahune : 5 K 313	26	Saint-Georges-de-Commiers : 5 K 137, 386	38
Saillans : 5 K 313	26	Saint-Georges-des-Hurtières : 5 K 530	73
Saint-Alban-de-Montbel : 5 K 493	73	Saint-Germain voir Saint-Germain-la-Chambotte	73
Saint-Alban-de-Roche : 5 K 134, 156, 313	38	Saint-Germain-la-Chambotte : 5 K 493, 512	73
Saint-Alban-Leysses : 5 K 531	73	Saint-Gervais : 5 K 137, 167, 417, 434	38
Saint-Andéol : 5 K 134	38	Saint-Gervais-les-Bains : 5 K 137, 544, 573	74
Saint-André : 5 K 493	73	Saint-Gingolph : 5 K 544	74
Saint-André-en-Royans : 5 K 381	38	Saint-Guillaume : 5 K 137, 386	38
Saint-André-Val-de-Fier : 5 K 544	73	Saint-Hilaire-de-Brens : 5 K 387	38
Saint-Antoine : 5 K 134	38	Saint-Hilaire-de-la-Côte : 5 K 137, 467	38
Saint-Appolinard : 5 K 134	38	Saint-Hilaire-du-Rosier : 5 K 137, 387, 467	38
Saint-Aupre : 5 K 381	38		
Saint-Bardoux : 5 K 341	26		
Saint-Barthélémy-de-Séchilienne : 5 K 134, 166, 382, 421	38		
Saint-Barthélemy-de-Val : 5 K 340	26		
Saint-Baudille-de-la-Tour : 5 K 134	38		

Saint-Hilaire-du-Touvet : 5 K 137, 387, 467	38	Saint-Maurice-l'Exil : 5 K 139, 391, 467	38
Saint-Ismier : 5 K 137, 203, 388	38	Saint-Maurice-sur-Eygues : 5 K 338	26
Saint-Jean-d'Arves : 5 K 508	73	Saint-Michel-de-Maurienne : 5 K 501, 509, 530	73
Saint-Jean-d'Aulph : 5 K 573	74	Saint-Michel-de-Maurienne <i>voir aussi</i>	
Saint-Jean-d'Arvey : 5 K 494	73	Beaune	
Saint-Jean-de-Belleville : 5 K 494	73	Saint-Michel-de-Saint-Geoirs : 5 K 140	38
Saint-Jean-de-Bournay : 5 K 137, 163, 164, 388, 467	38	Saint-Michel-en-Beaumont : 5 K 140	38
Saint-Jean-de-Chevelu : 5 K 494	73	Saint-Michel-les-Portes : 5 K 140, 391	38
Saint-Jean-de-la-Porte : 5 K 509, 526	73	Saint-Mury-Monteymond : 5 K 421	38
Saint-Jean-de-Maurienne : 5 K 494, 501, 526, 530	73	Saint-Nazaire-en-Royans : 5 K 158, 313	26
Saint-Jean-de-Moirans : 5 K 137, 388	38	Saint-Nizier-du-Moucherotte : 5 K 392	38
Saint-Jean-de-Nicolas : 5 K 278	5	Saint-Ondras : 5 K 140	38
Saint-Jean-de-Sixt, source : 5 K 564	74	Saint-Pancrasse : 5 K 140, 393	38
Saint-Jean-de-Soudain : 5 K 156	38	Saint-Paul : 5 K 494	73
Saint-Jean-de-Vaulx : 5 K 388	38	Saint-Paul-d'Izeaux : 5 K 394	38
Saint-Jean-en-Royans : 5 K 338	26	Saint-Paul-de-Cornillon : 5 K 133	42
Saint-Jean-le-Vieux : 5 K 137	38	Saint-Paul-de-Varces : 5 K 191, 394, 467	38
Saint-Jeoire-Prieuré : 5 K 503	73	Saint-Paul-les-Monestier : 5 K 439	38
Saint-Jorioz : 5 K 552, 566, 573	74	Saint-Paul-sur-Isère : 5 K 494	73
Saint-Joseph-de-Rivière : 5 K 137, 181, 438	38	Saint-Paul-Trois-Châteaux : 5 K 313, 323, 328, 333	26
Saint-Julien-de-Ratz : 5 K 137, 181, 191	38	Saint-Pierre-Avez : 5 K 264	5
Saint-Julien-en-Beauchêne : 5 K 264	5	Saint-Pierre-d'Albigny : 5 K 511, 526	73
Saint-Julien-en-Genevois : 5 K 574	74	Saint-Pierre-d'Allevard : 5 K 140, 467	38
<i>voir aussi</i> Thairy		Saint-Pierre-d'Entremont : 5 K 142, 192	38
Saint-Julien-en-Vercors : 5 K 166	26	Saint-Pierre-de-Belleville : 5 K 494	73
Saint-Just-de-Claix : 5 K 137, 155, 166, 167, 190, 388	38	Saint-Pierre-de-Bressieux : 5 K 140, 395	38
Saint-Lattier : 5 K 389, 416	38	Saint-Pierre-de-Chandieu : 5 K 194	38
Saint-Laurent : 5 K 573	74	Saint-Pierre-de-Chartreuse : 5 K 141, 395, 420, 421, 467	38
Saint-Laurent-de-Mure : 5 K 138	38	Saint-Pierre-de-Mésage : 5 K 142, 156, 395	38
Saint-Laurent-du-Pont : 5 K 114, 138, 155, 163, 164, 166, 205, 389, 421	38	Saint-Pierre-de-Rumilly : 5 K 565, 573	74
Saint-Laurent-en-Beaumont : 5 K 138, 191	38	Saint-Pierre-de-Soucy : 5 K 515	73
Saint-Laurent-en-Royans : 5 K 323, 338	26	Saint-Priest : 5 K 142, 197, 395, 396, 467	38
Saint-Marcel-Bel-Accueil : 5 K 138, 441	38	Saint-Priest, fort : 5 K 197, 198	38
Saint-Marcel-les-Valence : 5 K 338	26	Saint-Prim : 5 K 142	38
Saint-Marcellin : 5 K 138, 166, 167, 197, 350, 390, 467	38	Saint-Quentin-Fallavier : 5 K 142, 162, 204	38
Saint-Martin-d'Hères : 5 K 139, 181, 191, 204, 390, 447, 448	38	Saint-Quentin-sur-Isère : 5 K 142, 167, 188, 396	38
Saint-Martin-d'Uriage : 5 K 139, 391	38	Saint-Rambert-d'Albon : 5 K 208, 314, 319, 325, 327, 338	26
<i>voir aussi</i> Uriage		Saint-Restitut : 5 K 314, 338	26
Saint-Martin-de-Vaulserre : 5 K 139	38	Saint-Romain-de-Jalionas : 5 K 142, 467	38
Saint-Martin-en-Vercors : 5 K 166	26	Saint-Roman : 5 K 314	26
Saint-Martin-le-Colonel : 5 K 324, 338		Saint-Romans : 5 K 396, 440	38
Saint-Martin-le-Vinoux : 5 K 139, 156, 391	38	Saint-Sauveur : 5 K 167, 397	38
Saint-Maurice-en-Trièves : 5 K 139, 391	38	Saint-Savin : 5 K 397	38
Saint-Maurice-en-Valgaudemar : 5 K 01	5	Saint-Sébastien : 5 K 142, 413	38
		Saint-Sigismond : 5 K 512	73

Saint-Siméon-de-Bressieux : 5 K 142, 204, 397	38	Semons : 5 K 145	38
Saint-Sixte : 5 K 544	74	Septème : 5 K 398	38
Saint-Sorlin-de-Morestel : 5 K 142, 413	38	Sérézin-de-la-Tour : 5 K 145	38
Saint-Sorlin-de-Vienne : 5 K 142	38	Sérézin-du-Rhône : 5 K 145	38
Saint-Sorlin-en-Valloire : 5 K 338, 341	26	Sermérieu : 5 K 145	38
Saint-Sulpice-des-Rivoires : 5 K 142	38	Serpaize : 5 K 467	38
Saint-Symphorien-d'Ozon : 5 K 142, 155, 397, 467	38	Serraval : 5 K 546, 564	74
Saint-Théoffrey : 5 K 143	38	Serraz (La), ruisseau : 5 K 563	74
Saint-Thibaud-de-Couz : 5 K 494	73	Serre-Chevalier : 5 K 301	5
Saint-Thomas-en-Royans : 5 K 166	26	Serres : 5 K 282, 295, 299	5
Saint-Uze : 5 K 314, 318	26	Serrières-en-Chautagne : 5 K 495	73
Saint-Vallier		Servoz : 5 K 501	73
canton : 5 K 318	26	Sevrier : 5 K 546, 566	74
commune : 5 K 314, 319, 338	26	Seynod : 5 K 563, 564	74
Saint-Vérand : 5 K 143	38	Seyssel : 5 K 573	74
Saint-Victor-de-Cessieu : 5 K 143, 467	38	Seyssinet : 5 K 160, 165	38
Saint-Vincent-de-Mercuze : 5 K 143	38	Seyssinet-Pariset : 5 K 377, 398	38
Sainte-Agnès : 5 K 134, 381	38	<i>voir aussi</i> Pariset	
Sainte-Eulalie-en-Royans : 5 K 324	26	Seyssins : 5 K 439	38
Sainte-Hélène-sur-Isère : 5 K 493	73	Seythenex : 5 K 564	74
Sainte-Jalle : 5 K 313	26	Siccieu-Saint-Julien-et-Carisieu : 5 K 145, 388	38
Sainte-Luce : 5 K 138, 389, 418	38	Sièvoz : 5 K 145, 177	38
Sainte-Marie-d'Alloix : 5 K 390	38	Sigottier : 5 K 282	5
Sainte-Marie-d'Alvey : 5 K 494, 515	73	Sillans : 5 K 145	38
Sainte-Marie-de-Cuines : 5 K 494	73	Simandres : 5 K 145, 467	38
Sainte-Marie-du-Mont : 5 K 139, 141	38	Sinard : 5 K 145	38
Sainte-Marie-du-Vars : 5 K 301	5	Solaize : 5 K 145, 398	
Salaise-sur-Sanne : 5 K 398	38	Sône (La) : 5 K 163, 398	
Sales : 5 K 545	74	Sonnaz : 5 K 495	73
Salette (La) : 5 K 398	38	Sousville : 5 K 145	38
Salette-Fallavaux (La) : 5 K 144	38	Succieu : 5 K 145	38
Sallanches : 5 K 545, 573	74	Susville : 5 K 145, 413	38
Salle-en-Beaumont (La) : 5 K 166, 191, 398, 427, 444	38	Suze-la-Rousse : 5 K 329	26
Sallenôves : 5 K 553	74	Syndicat d'arrosage du Haut Canal de Bellante : 5 K 331	26
Samoëns : 5 K 545	74	Syndicat d'assainissement des Tomples : 5 K 333	26
Sanatorium : 5 K 250, 288, 387, 467, 526		Syndicat de Bresson à Saint-Ismier : 5 K 191	38
Saou : 5 K 314	26	Syndicat de Comboire à l'Echaillon : 5 K 189, 445	38
Sappey (Le) : 5 K 144, 165, 398	38	Syndicat de la Bonne : 5 K 191	38
Sappey (Le), fort : 5 K 518, 519, 520, 521, 522	73	Syndicat de la Fure : 5 K 445	38
Sardieu : 5 K 144	38	Syndicat de la Grande Mogne : 5 K 447	38
Sassenage : 5 K 144, 160, 167, 189, 398, 418, 429	38	Syndicat de la Morge et du Mans : 5 K 439	38
Savines : 5 K 264	5	Syndicat de la rive droite de la Bonne : 5 K 191	38
Savoie, département : 5 K 234, 235, 242, 243, 482, 493, 507, 508, 509, 528, 529, 530, 531	73	Syndicat de la rive droite du Drac : 5 K 189	38
Saxel : 5 K 545	74	Syndicat de la rive gauche de l'Isère : 5 K 188	38
Sciez : 5 K 546	74	Syndicat de Lancey à Grenoble : 5 K 176, 177, 191	38
Scionzier : 5 K 552, 554, 566, 573	74		
Séchilienne : 5 K 156, 439	38		

Syndicat de Nivolas-Vermelle : 5 K 191, 447	38	Syndicat du canal de la Motte : 5 K 279	5
Syndicat de Pique-Pierre à Roize : 5 K 434	38	Syndicat du canal de la Roche : 5 K 191	38
Syndicat de régularisation du Domeynon : 5 K 474	38	Syndicat du canal de la Souloize : 5 K 191	38
Syndicat de Saint-Ismier-Grenoble : 5 K 188	38	Syndicat du canal de la ville de Briançon : 5 K 277	5
Syndicat de Saint-Quentin-Moirans et bas Grésivaudan : 5 K 188	38	Syndicat du canal de Mouturier : 5 K 445	38
Syndicat de Saint-Quentin-sur-Isère : 5 K 88	38	Syndicat du canal de Pierrelatte et extensions : 5 K 333	26
Syndicat de Tencin à Lancey : 5 K 177, 188, 442	38	Syndicat du canal des Chapelains : 5 K 333	26
Syndicat de Voreppe : 5 K 434	38	Syndicat du canal des Echaravelles : 5 K 333	26
Syndicat des canaux des Malcontents : 5 K 333	26	Syndicat du canal d'irrigation d'Isclamarre : 5 K 282	5
Syndicat des Chaussendents : 5 K 278	5	Syndicat du canal du Beaumont : 5 K 191, 444	38
Syndicat des Chaux : 5 K 191		Syndicat du canal du Chaffit : 5 K 333	26
Syndicat des digues de la Drôme : 5 K 332	26	Syndicat du canal Guibertin : 5 K 278	5
Syndicat des digues de la Gresse : 5 K 191	38	Syndicat du Dolon : 5 K 191	38
Syndicat des digues de la Gresse amont : 5 K 191	38	Syndicat du Lavanchon : 5 K 191	38
Syndicat des digues de la rive droite du Drac : 5 K 176, 436	38	Syndicat du prolongement du canal de la Marsanne : 5 K 191	38
Syndicat des digues de Moirans : 5 K 176	38	Syndicat inférieur de l'Oisans : 5 K 191	38
Syndicat des digues du Bas-Voreppe : 5 K 434	38	Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de Chamoux : 5 K 515	73
Syndicat des digues du Drac : 5 K 189	38	Syndicat intercommunal de Corps et la Salette-Fallavaux : 5 K 446	38
Syndicat des Eaux Claires : 5 K 191	38	Syndicat intercommunal de la Belle Etoile : 5 K 490	73
Syndicat des eaux et usines de Roize : 5 K 191	38	Syndicat intercommunal de La Chapelle-en-Vercors et de Saint-Agnan : 5 K 331	26
Syndicat des marais de Bourgoin : 5 K 193, 441	38	Syndicat intercommunal de la Crusille : 5 K 494, 515	73
Syndicat des marais de Saint-Martin-d'Hères, de Poisat et d'Eybens : 5 K 448	38	Syndicat intercommunal de Lavars : 5 K 447	38
Syndicat des Tomples : 5 K 333	26	Syndicat intercommunal des Beauges : 5 K 483	73
Syndicat d'irrigation du Rieu : 5 K 333	26	Syndicat intercommunal des eaux de la Dhuy : 5 K 474	38
Syndicat du Bas Grésivaudan : 5 K 445	38	Syndicat intercommunal des eaux des Abrets et environs : 5 K 443	38
Syndicat du canal d'arrosage de Châteauneuf-de-Chabre : 5 K 277	5	Syndicat intercommunal du canton de Rumilly : 5 K 566	74
Syndicat du canal d'arrosage de la Romanche : 5 K 117	38	Syndicat intercommunal du Haut-Oisans : 5 K 437	38
Syndicat du canal de Grammorel : 5 K 278	5	Syndicat supérieur de la rive droite de l'Isère : 5 K 188	38
Syndicat du canal de la Bourne : 5 K 330	26	Syndicat supérieur de la rive gauche de l'Isère : 5 K 176	38
Syndicat du canal de la Gaffière : 5 K 333	26	Syndicat supérieur de l'Oisans : 5 K 191	38
Syndicat du canal de la Giranne : 5 K 329	26	Syndicat unique de l'Oisans : 5 K 437	38

T

Table (La) : 5 K 496	73
Tain-l'Hermitage : 5 K 315, 319, 334, 338	26
Taisy : 5 K 315	26
Tallard : 5 K 265, 283, 287	5
Tallard, base aérienne : 5 K 287	5
Talloires : 5 K 566	74
Taninges : 5 K 546	74
Taulignan : 5 K 315	26
Teil : 5 K 324	26
Tencin : 5 K 439	38
Termignon : 5 K 496	73
Ternay : 5 K 155, 399, 467	38
Tersanne : 5 K 318	26
Tessens : 5 K 496	73
Thairy : 5 K 558	74
Thenesol : 5 K 505	73
Theys : 5 K 146	38
Thodore : 5 K 146, 399	38
Thônes : 5 K 550, 573	74
Thonon-les-Bains : 5 K 546, 551, 554, 563, 573, 574	74
Thorens-Glières : 5 K 546	74
Thuellin : 5 K 399, 415	38
Tignes : 5 K 496, 505, 531	38
Tignieu-Jamezyieu : 5 K 146, 467	38
Tour-d'Aigues (La) : 5 K 118	84
Tour-du-Pin (La) : 5 K 146, 156, 163, 399, 468	38
Tours-en-Savoie : 5 K 496	73
Toussieu : 5 K 449, 468	38
Touvet (Le) : 5 K 146, 156, 416	38
Tramolé : 5 K 399	38
Treffort : 5 K 399	38
Tréminis : 5 K 146	38
Trept : 5 K 146, 203, 399	38
Tréry, ruisseau : 5 K 192	38
Tresserve : 5 K 506, 509	73
Trest : 5 K 324	26
Treuil (Le), ruisseau : 5 K 329	26
Trinité (La) : 5 K 496	73
Triors : 5 K 318	26
Tronche (La) : 5 K 162, 165, 400, 438, 468	38
Tuilière (La), ruisseau : 5 K 563	74
Tullins : 5 K 146, 156, 162, 163, 192, 203, 400, 445, 468	38
Turrier : 5 K 276	5

U

Ugine	
canton : 5 K 501	73
commune : 5 K 497	73
<i>voir aussi</i> Héry-sur-Ugine	
Upaix : 5 K 267	5
Uriage : 5 K 205, 401, 417	38

V

Vacheresse : 5 K 553, 573	74
Valbonnais : 5 K 147, 162, 177, 191, 402	38
Val-d'Isère : 5 K 505, 531	73
Val-de-Fier <i>voir</i> Saint-André-Val-de-Fier	74
Valdrôme : 5 K 316	26
Valence	
canton : 5 K 318	26
commune : 5 K 202, 316, 317, 318, 319, 320, 322, 324, 327, 333, 334, 339, 341, 342, 343	26
Valencin : 5 K 147, 469	38
Valette (La) : 5 K 147	38
Valjouffrey : 5 K 147, 164	38
Valloire : 5 K 498	73
Varacieux : 5 K 147, 402	38
Varces : 5 K 204	38
Varces-Allières-et-Risset <i>voir</i> Allières-et-Risset, Varces	38
Vars : 5 K 301	5
Vasselin : 5 K 147, 402	38
Vatilieu : 5 K 147	38
Vaujany : 5 K 147, 165, 203, 402	38
Vaulnaveys-le-Bas : 5 K 148, 417, 420	38
Vaulnaveys-le-Haut : 5 K 148	38
Vaunaveys : 5 K 317	26
Vénérieu : 5 K 149	38
Venon : 5 K 148	38
Venosc : 5 K 148, 402	38
Venterol : 5 K 317	26
Verchaix : 5 K 549	74
Verderet (Le), ruisseau : 5 K 192	38
Vernaz (La) : 5 K 547, 576	74
Verneys : 5 K 191	38
Vernioz : 149, 402, 469	38
Verpillière (La) : 5 K 156, 469	38
Versoud (Le) : 5 K 149, 469	38
Vétraz-Monthoux : 5 K 547	74
Veurey : 5 K 149, 159, 167, 402	38
Veurey-Voroize : 5 K 402	38
<i>voir aussi</i> Veurey	

Veynes : 5 K 276, 296	5	Voreppe : 5 K 118, 154, 156, 159, 166, 167, 203, 415, 434, 472	38
Veyrier-du-Lac : 5 K 551, 566	74	Vourey : 5 K 154, 409	38
Veyrins : 5 K 149	38		
Veyrins-Thuellin <i>voir</i> Veyrins, Thuellin	38		
Veyssilieu : 5 K 402	38		
VFD <i>voir</i> Régie départementale des Voies Ferrées du Dauphiné			
Vienne			
canton Vienne-Nord : 5 K 413	38		
commune : 5 K 150, 156, 157, 160, 162, 163, 199, 200, 203, 204, 403-406, 414, 420, 449, 470, 471	38		
Vif			
canton : 5 K 413	38		
commune : 5 K 151, 156, 160, 191, 192, 203, 407, 472	38		
Vignieu : 5 K 151, 407	38		
Villard-Bonnot : 5 K 151, 160, 167, 407, 472	38		
Villard-de-Lans : 5 K 151, 158, 164, 166, 167 407, 417, 472	38		
Villardizier : 5 K 531	73		
Villard-Notre-Dame : 5 K 407	38		
Villard-Reymond : 5 K 151	38		
Villard-Saint-Christophe : 5 K 152	38		
Villard-Saint-Pancrasse : 5 K 266	5		
Villard-sur-Boège : 5 K 547	74		
Villard-sur-Doron : 5 K 498, 531	73		
Villard-sur-Thônes : 5 K 548	74		
Villarlurin : 5 K 531	73		
Villarodin-Bourget : 5 K 499, 531	73		
Villaroux : 5 K 499	73		
Villars : 5 K 266	5		
Villaz : 5 K 548, 563	74		
Villefontaine : 5 K 152	38		
Ville-la-Grand : 5 K 548	74		
Villemoirieu : 5 K 152	38		
Villette-de-Vienne : 5 K 152, 407	38		
Villy-le-Pelloux : 5 K 548	74		
Vimines : 5 K 499	73		
Vinay : 5 K 152, 160, 188, 192, 403, 407, 445	38		
Vinsobres : 5 K 321	26		
Virieu : 5 K 152, 203	38		
Viriville : 5 K 152, 182, 408, 472	38		
Viry : 5 K 556	74		
Visan : 5 K 118	84		
Vitry-sur-Seine : 5 K 118	94		
Viuz-la-Chiésaz : 5 K 548, 566	74		
Viviers : 5 K 499, 506, 575	74		
Vizille : 5 K 152, 156, 167, 181, 203, 408, 450, 472, 473	38		
Voiron : 5 K 153, 157, 181, 204, 205, 409, 450, 472	38		

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
Historique et intérêt du fonds	1
Présentation du contenu.....	7
Classement des documents	9
Communicabilité	9
Modalités d'entrée.....	9
Importance matérielle et support	10
Sources complémentaires	10
Bibliographie	11
REPERTOIRE.....	13
CONSEIL DE PREFECTURE DE L'ISERE (AN VIII-1926).....	14
Organisation et fonctionnement.....	14
Arrêtés	14
Réclamations en matière de contributions, comptes de gestion des communes.....	16
Procédures	17
Contentieux communal.....	17
Contentieux électoral.....	47
Contentieux concernant les voies de communication.....	47
Contentieux concernant les chemins de fer et les tramways	60
Contentieux concernant les cours d'eau et les syndicats de gestion des cours d'eau	62
Contentieux concernant les bâtiments militaires	66
Contentieux fiscal	68
Pourvois en Conseil d'Etat.....	71
CONSEIL DE PREFECTURE INTERDEPARTEMENTAL DE GRENOBLE (1926-1953).....	72
Organisation et fonctionnement.....	72
Minutes d'arrêtés (affaires diverses)	72
Minutes d'arrêtés concernant les contributions directes.....	72
Minutes d'arrêtés concernant les élections.....	73
Décisions du Conseil d'Etat	74
DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES	74
Contentieux communal.....	74
Contentieux électoral.....	78
Contentieux concernant les voies de communication.....	79
Contentieux concernant les chemins de fer et les tramways	80
Contentieux concernant les cours d'eau et les syndicats de gestion des cours d'eau	80
Contentieux concernant les bâtiments et terrains militaires	82
Contentieux fiscal	83
Pourvois en Conseil d'Etat.....	84
Autres contentieux.....	84

DEPARTEMENT DE LA DRÔME.....	86
Contentieux communal.....	86
Contentieux électoral.....	90
Contentieux concernant les voies de communication.....	91
Contentieux concernant les chemins de fer	93
Contentieux concernant les cours d'eau et les syndicats de gestion des cours d'eau	93
Contentieux concernant les bâtiments militaires	95
Contentieux fiscal	95
Autres contentieux.....	97
DEPARTEMENT DE L'ISERE	99
Contentieux communal.....	99
Contentieux électoral.....	118
Contentieux concernant les voies de communication.....	118
Contentieux concernant les chemins de fer et les tramways	122
Contentieux concernant les cours d'eau et les syndicats de gestion des cours d'eau	124
Contentieux concernant les bâtiments militaires	126
Contentieux concernant les bâtiments départementaux.....	127
Contentieux fiscal.....	127
Pourvois en Conseil d'Etat.....	133
DEPARTEMENT DE LA SAVOIE	134
Contentieux communal.....	134
Contentieux électoral.....	141
Contentieux concernant les voies de communication.....	141
Contentieux concernant les chemins de fer et les tramways	144
Contentieux concernant les cours d'eau et les syndicats de gestion des cours d'eau	145
Contentieux concernant les bâtiments militaires	146
Contentieux fiscal	146
Autres contentieux.....	147
DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE	150
Contentieux communal.....	150
Contentieux électoral.....	155
Contentieux concernant les voies de communication.....	155
Contentieux concernant les chemins de fer et les tramways	158
Contentieux concernant les cours d'eau et les syndicats de gestion des cours d'eau	159
Contentieux concernant les bâtiments militaires	160
Contentieux fiscal	160
Autres contentieux.....	162
Pourvois en Conseil d'Etat.....	163
INDEX	164
SOMMAIRE	182